N O T E D ' I N F O R M A T I O N

ATTIJARIWAFA BANK

AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPORT EN NUMERAIRE RESERVEE AUX SALARIES DU GROUPE ATTIJARIWAFA BANK

Décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2012

Montant global maximum de l'opération : 102 449 200 dirhams

Augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc	
Montant maximum	**102 449 200 dirhams**
Prix de souscription	**290 dirhams par action**
Nombre maximum d'actions offertes	**353 273 actions**

Période de souscription : du 28 juin au 02 juillet 2012 inclus

Organisme Conseil et Coordinateur Global

ATTIJARI FINANCES CORP.

Organismes chargés de l'enregistrement de l'opération à la Bourse de Casablanca		Organisme centralisateur et collecteur d'ordres de souscription
ATTIJARI INTERMEDIATION (Côté acheteurs)	**WAFA BOURSE** (Côté vendeur)	**ATTIJARIWAFA BANK**

VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 20 juin 2012 sous la référence n° VI/EM/024/2012.

ABREVIATIONS

ADM	Autoroutes Du Maroc (Société Nationale des Autoroutes du Maroc, par abréviation « ADM »)
AED	Dirham Emirats Arabes Unis
AFAQ	Association Française de l'Assurance Qualité
AFNOR	Association Française de Normalisation
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
AIMR	Association for Investment Management and Research
AMI	Assurance Maladie pour les Indépendants
ANAPEC	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Cadres
ANPME	Agence Nationale de Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise
APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
AWB	Attijariwafa bank
BAM	Bank Al-Maghrib
BDDI	Banque de détail à l'international
BCM	Banque Commerciale du Maroc
BCP	Banque Centrale Populaire
BMAO	Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient
BMCE BANK	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BMCI	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
BMF	Banque des Marocains sans Frontière
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BP	Boîte Postale
BPP	Banque des Particuliers et des Professionnels
BST	Banque Sénégalo-Tunisienne
BTP	Bâtiments et Travaux publics
CA	Chiffre d'affaires
CAD	Dollar canadien
CAI	Crédit Agricole Indosuez
CAM	Crédit Agricole du Maroc
CCO	Conserverie des Cinq Océans
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDM	Crédit du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CEMA	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CGI	Code Général des Impôts
CHF	Franc suisse
CIC	Crédit Industriel et Commercial
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CNCA	Caisse Nationale du Crédit Agricole
CNIA	Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances
CRM	Customer Relation Management
Dh	Dirham
DKK	Couronne danoise
DZD	Dinars algériens
E	Estimé
EUR	Euro
ETIC	Etat des Informations Complémentaires
FCP	Fonds Commun de Placement
F3I	Financière d'Investissements Industriels et Immobiliers (ex-Financière Diwan)
FOGARIM	Fonds de Garantie pour les Revenus Irréguliers et Modestes
FRA	Forward Rate Agreement
FTA	First Time Adoption
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GBP	Livre Sterling
GE	Grande Entreprise
GGR	Gestion Globale des Risques
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
HBM	Habitat Bon Marché
HT	Hors Taxes
IAS	International Accounting Standards
IFRS	International Financial Reporting Standards
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
IVT	Intermédiaires en Valeurs du Trésor
JPY	Yens japonais
Kdh	Milliers de dirhams
KMAD	Milliers de dirhams
KWD	Dinar koweïtien
LLD	Location Longue Durée
LYD	Dinar libyen

MAD	Dirham marocain
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances
MPP	Marché des Particuliers et des Professionnels
MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances
Mdh	Millions de dirhams
MDT	Millions de Dinars Tunisiens
MMAD	Millions de dirhams
MENA	Middle East & North Africa
MFCFA	Millions de Francs CFA
Mrds Dh	Milliards de dirhams
MRE	Marocains Résidant à l'Etranger
MRO	Ouguiya Mauritanienne
MSF	Marocains Sans Frontière
N°	Numéro
ND	Non disponible
NOK	Couronnes Norvégiennes
NA	Non applicable
Ns	Non significatif
OGM	Omnium de Gestion Marocain
ONA	Omnium Nord Africain
ONDA	Office Nationale des Aéroports
ONCF	Office Nationale des Chemins de Fer
OPA	Offre Publique d'Achat
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPE	Offre Publique d'Echange
OPR	Offre Publique de Retrait
OPV	Offre Publique de Vente
PCEC	Plan Comptable des Etablissements de Crédit
PDG	Président Directeur Général
PDM	Part de marché
PEB	Produits d'Exploitation Bancaire
P&L	Profit And Loss
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
PRG	Provision pour Risques Généraux
Pb	Points de base
Pts	Points
RGGG	Ressource Golden Gram Gabon
RH	Ressources Humaines
RNPG	Résultat Net Part du Groupe
ROA	Return On Assets (résultat net de l'exercice n / total bilan moyen des exercices n, n-1)
ROE	Return On Equity (résultat net de l'exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1)
SA	Société Anonyme
SAR	Riyal saoudien
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SBC	Société de Banques et de Crédit
SCI	Société Civile Immobilière
SEK	Couronnes suédoises
SGMB	Société Générale Marocaine de Banques
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SIRH	Système d'information des ressources humaines
SNEP	Société Nationale d'Electrolyse et de Pétrochimie
SNI	Société Nationale d'Investissement
S&P GSCI	S&P Goldman Sachs Commodity Index
TCN	Titres de Créances Négociables
TND	Dinar tunisien
TMP JJ	Taux Moyen Pondéré du jour le jour
TPE	Très Petite Entreprise
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	Dollar américain
Var.	Variation
Vs	Versus

DEFINITIONS

Banque offshore

La loi, n°58-90 relative aux places financières offshore, promulguée par le dahir n°1-91-131 du 21 Chaabane 1412 (26 février 1992) et publiée au B.O. n° 4142 du 18 mars 1992, a institué dans la municipalité de Tanger une place financière offshore ouverte aux activités de banques et des sociétés de gestion de portefeuille et de prise de participations.

On entend par banque offshore :

- toute personne morale, quelle que soit la nationalité de ses dirigeants et des détenteurs de son capital, ayant un siège dans une place financière offshore et qui :
  - exerce comme profession habituelle et principale la réception de dépôts en monnaies étrangères convertibles ;
  - effectue, en ces mêmes monnaies, pour son propre compte ou pour le compte de ses clients toutes opérations financières, de crédit, de bourse ou de change.
- toute succursale créée, pour l'exercice d'une ou de plusieurs des missions visées ci-dessus, dans une place financière offshore par une banque ayant son siège hors de ladite place.

Closing

Etape finale d'une opération (cession/acquisition d'entreprise, levée de fonds…etc) avec la signature par l'ensemble des participants de la documentation juridique et décaissement des fonds.

Créancier chirographaire

Créancier dont la créance n'est assortie d'aucune sûreté réelle. En cas d'inexécution de ses obligations par le débiteur et de réalisation de son actif, les créanciers chirographaires sont primés par les créanciers titulaires de sûretés.

Créancier privilégié

Créancier possédant une garantie sur sa créance. En cas de défaillance, il est le premier dans la hiérarchie de remboursement de la dette.

Cross-selling

Concept qui consiste à croiser les métiers de l'entreprise pour proposer au même client une gamme complète de produits et services et répondre au mieux à l'ensemble de ses besoins.

Greenfield

Projet d'investissement sur site entièrement vierge.

Projet de transformation du schéma directeur

Le schéma directeur (E-btikar) se compose d'une trentaine de programmes catégorisés en trois types :

- programmes obligatoires, pour répondre à un besoin réglementaire ou une contrainte critique pour le Groupe ;
- programmes fondations, pour le renouvellement et la pérennisation du socle technologique du Groupe ;
- programmes métiers, pour l'amélioration des outils métiers pour réaliser des bénéfices quantifiés.

SOMMAIRE

ABREVIATIONS **2**

DEFINITIONS **4**

AVERTISSEMENT **7**

PRÉAMBULE **8**

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES **10**

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 11

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWAFA BANK 12

III. LE CONSEILLER FINANCIER 27

IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE 28

V. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE D'ATTIJARIWAFA BANK 29

PARTIE II : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION **30**

I. CADRE DE L'OPÉRATION 31

II. OBJECTIF DE L'OPÉRATION 34

III. INTENTION DES ACTIONNAIRES D'ATTIJARIWAFA BANK 34

IV. INTENTION DES DIRIGEANTS D'ATTIJARIWAFA BANK 34

V. STRUCTURE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL 34

VII. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES À ÉMETTRE – PARTIE RÉSERVÉE AUX SALARIÉS D'ATTIJARIWAFA BANK ET DE SES FILIALES AU MAROC 35

VIII. ELÉMENTS D'APPRÉCIATION DES TERMES DE L'OFFRE 36

IX. COTATION EN BOURSE 41

X. MODALITÉS DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AU PERSONNEL - MAROC 42

XI. MODALITÉS DE TRAITEMENTS DES ORDRES - MAROC 46

XII. PROCÉDURE DE CONTRÔLE ET D'ENREGISTREMENT DE L'OPÉRATION - MAROC 46

XIII. MODALITÉS DE RÈGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES - MAROC 47

PARTIE III : PRÉSENTATION GENERALE D'ATTIJARIWAFA BANK **49**

XIV. RENSEIGNEMENTS A CARACTÈRE GÉNÉRAL 50

XV. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR 52

XVI. MARCHÉ DES TITRES D'ATTIJARIWAFA BANK 57

XVII. NOTATIONS DE ATTIJARIWAFA BANK 59

XVIII. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE D'ATTIJARIWAFA BANK 63

XIX. ORGANES DE DIRECTION 65

XX. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 69

PARTIE IV : ACTIVITE D'ATTIJARIWAFA BANK **76**

I. HISTORIQUE D'ATTIJARIWAFA BANK 77

II. APPARTENANCE D'ATTIJARIWAFA BANK AU PERIMETRE SNI 81

III. FILIALES D'ATTIJARIWAFA BANK 84

IV. ACTIVITÉ 123

V. CAPITAL HUMAIN 148

VI. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION 152

VII. STRATÉGIE DE DEVELOPPEMENT 157

PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFA BANK **161**

I. PRÉSENTATION DES COMPTES AGREGES 162

II. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS IFRS 181

PARTIE VI : PERSPECTIVES **211**

I. STRATÉGIE ET PERSPECTIVES 212

PARTIE VII : FACTEURS DE RISQUE **218**

II. RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE 219
III. RISQUE DE LIQUIDITÉ 221
IV. GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE 221
V. RISQUES RÉGLEMENTAIRES 226
VI. GESTION DU RISQUE PAYS 226
PARTIE VIII : FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES 228
PARTIE IX : ANNEXES 230
DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFA BANK 231
PARTIE IX : BULLETIN DE SOUSCRIPTION 308

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en titres de capital comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats et de la politique de distribution des dividendes de l'émetteur.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition de titres de capital, objet de ladite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Chaque établissement collecteur d'ordres ne proposera les titres de capital, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ni Attijariwafa bank, ni Attijari Finances Corp. n'encourent de responsabilité du fait du non-respect de ces lois ou règlements par les intermédiaires financiers.

PRÉAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par Attijari Finances Corp. conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- **les commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale d'Attijariwafa bank notamment lors des due diligences effectuées auprès de celle-ci ;**
- **les rapports annuels et rapports de gestion d'Attijariwafa bank relatifs aux exercices 2009, 2010 et 2011 ;**
- **les rapports et statistiques du GPBM pour les exercices 2010 et 2011 ;**
- **les comptes agrégés d'Attijariwafa bank pour les exercices 2009, 2010 et 2011 ;**
- **les comptes consolidés IFRS d'Attijariwafa bank pour les exercices 2009, 2010 et 2011 ;**
- **les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2009, 2010 et 2011 (comptes agrégés) ;**
- **les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2009, 2010 et 2011 (comptes consolidés IFRS) ;**
- **les rapports spéciaux des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank relatifs aux conventions réglementées des exercices clos aux 31 décembre 2009, 2010 et 2011 ;**
- **les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires d'Attijariwafa bank relatifs aux exercices 2009, 2010 et 2011 ;**
- **les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires d'Attijariwafa bank relatif à l'exercice 2012 jusqu'à la date de visa.**

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- **remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée ou qui en fait la demande ;**
- **tenue à la disposition du public selon les modalités suivantes :**
    - **elle est disponible à tout moment dans les lieux suivants :**
        - ✓ **Siège social d'Attijariwafa bank : 2, boulevard Moulay Youssef -Casablanca. Tél : 05.22.29.88.88 ;**
        - ✓ **Attijari Finances Corp. : 163, avenue Hassan II - Casablanca. Tél : 05.22.47.64.35.**
    - **elle est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma).**
- **tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca.**

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dénomination ou raison sociale	**Attijariwafa bank**
Représentant légal	**M. Mohamed EL KETTANI**
Fonction	Président Directeur Général
Adresse	2, boulevard Moulay Youssef – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.46.97.01
Télécopieur	05.22.27.72.38
E-mail	kettani@attijariwafa.com

Objet : Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives d'Attijariwafa bank ainsi que les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Mohamed EL KETTANI
Président Directeur Général

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWAFA BANK

Identité des commissaires aux comptes

Dénomination ou raison sociale	Ernst &Young	Deloitte Audit	Mazars Audit et Conseil
Prénom et nom	Bachir TAZI	Fawzi BRITEL	Kamal MOKDAD
Fonction	Associé	Associé	Associé
Adresse	37, Bd Abellatif Benkaddour, Casablanca	288, Bd Zerktouni, Casablanca	101, Bd Abdelmoumen – 20360 Casablanca
Numéro de téléphone et fax	Tel : 05.22.95.79.00 Fax : 05.22.39.02.26	Tel : 05.22.22.40.81 Fax : 05.22.22.40.78	Tel : 05.22 .42 .34 .23 Fax : 05.22 .42 .34 .02
E-mail	bachir.tazi@ma.ey..com	fbritel@deloitte.com	kamal.mokdad@mazars.ma
Date du premier exercice soumis au contrôle	2005	2005	2011
Date d'expiration du dernier mandat	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2010	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2013	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2013

Mazars Audit et Conseil
101, Bd Abdelmoumen
20 360 Casablanca

Deloitte Audit
288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank

Attestation de concordance des commissaires aux comptes relative aux états de synthèse sociaux pour les exercices clos au 31 décembre 2009, 2010 et 2011

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse annuels sociaux audités d'Attijariwafa bank.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse annuels sociaux d'Attijariwafa bank tels qu'audités par les co-commissaires aux comptes Ernst & Young et Deloitte Audit au titre des exercices 2009, 2010 et par nos propres soins au titre de l'exercice 2011.

Kamal MOKDAD
Mazars Audit et Conseil
Associé Gérant

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES AGREGES)

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2009

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de Attijariwafa bank comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états de synthèse font ressortir des capitaux propres et assimilés de KMAD 26 103 930 dont un bénéfice net de KMAD 2 797 007.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comprennent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Attijariwafa bank au 31 décembre 2009 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance que la Banque a acquis au cours de l'exercice :

- 95% du capital du Crédit du Sénégal pour MMAD 290 ;
- 91% du capital du Crédit du Congo pour MMAD 580 ;
- 58,71% du capital de l'Union Gabonaise de Banque pour MMAD 824.
- 51% du capital de la Société Ivoirienne de Banque pour MMAD 648.

Casablanca, le 26 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Ahmed BENADELKHALEK
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES AGREGES)

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2010

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de Attijariwafa bank, comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ces états de synthèse font ressortir des capitaux propres et assimilés de KMAD 29 181 658 dont un bénéfice net de KMAD 3 006 525.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Attijariwafa bank au 31 décembre 2010 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance que la Banque a procédé au cours de l'exercice, à :

- la création de « Attijariwafa Bank Afrique Participations », holding au capital de MMAD 52, détenue en totalité par la banque ;
- la création de « Dar Essafaa Litamwil », banque de droit marocain au capital de MMAD 50, détenue en totalité par la banque ;

Casablanca, le 23 mars 2011

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Ahmed BENADELKHALEK
Deloitte Audit
Associé

Mazars Audit et Conseil

101, Boulevard Abdelmoumen
20 340 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (COMPTES AGREGES)

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2011

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de Attijariwafa bank, comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2011. Ces états de synthèse font ressortir des capitaux propres et assimilés de KMAD 31 815 527 dont un bénéfice net de KMAD 3 154 677.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Attijariwafa bank au 31 décembre 2011 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous portons à votre connaissance les principales prises de participation et de contrôle effectuées par Attijariwafa bank au cours de l'exercice 2011 :

- SOCIETE ANDALUCARTAGE : participation complémentaire représentant 16,3% de son capital social, le taux de participation est passée à 100% ;
- SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE (SCB Cameroun) : prise de participation représentant 51% de son capital social ;
- ATTIJARI-INTERNATIONAL BANK OFFSHORE (AIB Offshore) : participation complémentaire représentant 50% de son capital social, le taux de participation est passé à 100% ;
- Création d'ATTIJARIWAFABANK MIDDLE EAST LIMITED détenue à 100%.

Casablanca, le 27 février 2012

Les Commissaires aux Comptes

Kamal MOKDAD
Mazars Audit et Conseil
Associé Gérant

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Mazars Audit et Conseil
101, Bd Abdelmoumen
20 360 Casablanca

Deloitte Audit
288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank

Attestation de concordance des commissaires aux comptes relative aux états financiers consolidés d'Attijariwafa bank pour les exercices clos au 31 décembre 2009, 2010 et 2011

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états financiers annuels consolidés audités d'Attijariwafa bank.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états financiers annuels consolidés d'Attijariwafa bank tels qu'audités par les co-commissaires aux comptes Ernst & Young et Deloitte Audit au titre des exercices 2009, 2010 et par nos propres soins au titre de l'exercice 2011.

Kamal MOKDAD
Mazars Audit et Conseil
Associé Gérant

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2009

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints, de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) comprenant le bilan au 31 décembre 2009, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropries en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.
Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2009, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 26 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Ahmed BENABDELKHALEK
Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdellatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2010

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints, de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) comprenant le bilan au 31 décembre 2010, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropries en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.
Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2010, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 23 mars 2011

Les Commissaires aux Comptes

Bachir TAZI
Ernst & Young
Associé

Ahmed BENABDELKHALEK
Deloitte Audit
Associé

Mazars Audit et Conseil

101, Boulevard Abdelmoumen
20 360 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2011

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints, de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) comprenant le bilan au 31 décembre 2011, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 30 280 097dont un bénéfice net consolidé de KMAD 5 302 162.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropries en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.
Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2011, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 03 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

Kamal MOKDAD
Mazars Audit et Conseil
Associé Gérant

Fawzi BRITEL
Deloitte Audit
Associé

III. LE CONSEILLER FINANCIER

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale	Attijari Finances Corp.
Représentant légal	**Idriss BERRADA**
Fonction	Directeur Général
Adresse	163, avenue Hassan II – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.47.64.35/36
Télécopieur	05.22.47.64.32
E-mail	i.berrada@attijari.ma

Objet : Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank

Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier d'Attijariwafa bank à travers :

- les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension recueillies auprès de la Direction Générale d'Attijariwafa bank ;
- l'analyse des comptes agrégés des exercices 2009, 2010 et 2011 ;
- l'analyse des comptes consolidés des exercices 2009, 2010 et 2011 ;
- l'analyse des rapports d'activité des exercices 2009, 2010 et 2011 ;
- la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires d'Attijariwafa bank ;
- les principales caractéristiques du métier des établissements bancaires.

Attijari Finances Corp. est une filiale à 100% du groupe Attijariwafa bank. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Idriss BERRADA
Directeur Général

IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE

Identité du conseiller juridique

Dénomination ou raison sociale	Saaïdi Hdid Consultants
Représentant légal	**Mohamed HDID**
Fonction	Associé Gérant
Adresse	4, place Maréchal – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.29.54.29
Télécopieur	05.22.22.10.24
E-mail	m.hdid@saaidi-consultants.com

Objet : Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank

Attestation

L'opération, objet de la présente note d'information porte sur une augmentation de capital d'un montant global de 102.449.200,00 de dirhams correspondant au reliquat de l'enveloppe globale de 2.100.000.000,00, réservé aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc, est conforme aux dispositions statutaires d'Attijariwafa bank et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

Mohamed HDID
Associé Gérant

V. LES RESPONSABLES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFA BANK

Pour toute information et communication financières, prière de contacter :

M^me^ Ibtissam ABOUHARIA
Fonction : Responsable de l'Information Financière et Relations Investisseurs
2, boulevard Moulay Youssef
Tél. : 05.22.46.98.90
Fax : 05.22.46.99.03
Adresse électronique : i.abouharia@attijariwafa.com

PARTIE II : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION

I. CADRE DE L'OPERATION

Le Conseil d'Administration d'Attijariwafa bank tenu en date du 14 février 2012, sous la présidence de Monsieur Mohamed El Kettani, Président Directeur Général, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire une augmentation de capital d'un montant maximum de 3.100.000.000 dirhams, prime d'émission comprise, réservée aux salariés de la société et de ses filiales, au Maroc et à l'étranger.

En conséquence, le Conseil d'Administration décide de proposer à l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 29 mars 2012 de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des salariés de la société et ceux de ses filiales au Maroc et à l'étranger.

L'opération d'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank a fait l'objet d'un rapport spécial des commissaires aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription, dont les conclusions se présentent comme suit :

- « Conclusions sur le projet d'augmentation de capital d'Attiiariwafa bank par apport en numéraire réservée aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc pour un montant maximum de 2 100 000 000 MAD :

  Nous avons procédé au contrôle des informations fournies dans le rapport du conseil d'administration sur les motifs de la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et sur son montant, et également vérifié les informations chiffrées qui y sont présentées, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la Profession.

  Nous certifions la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes de la société et données dans le rapport du conseil d'administration.

  Les motifs invoqués à l'appui de la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite, et le choix des éléments de calcul du prix d'émission et son montant, n'appellent pas d'observations de notre part.

  La présentation de l'incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire, appréciée par rapport aux capitaux propres, n'appelle pas non plus, de notre part, d'observations. »

- « Conclusions sur le projet d'augmentation de capital d'Attiiariwafa bank par apport en numéraire réservée aux salariés des filiales de la société à l'étranger pour un montant maximum de 1 000 000 000 MAD :

  Les modalités de l'émission des actions concernant l'augmentation de capital réservée aux salariés des filiales de la société à l'étranger n'étant pas fixées à ce jour, nous n'émettons pas d'avis sur les conditions de cette émission ainsi que sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite, et dont le principe entre dans la logique de l'opération soumise à votre approbation. Nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de cette opération. »

Attijariwafa bank s'engage à communiquer ledit rapport complémentaire au CDVM et à la Bourse de Casablanca avant le lancement de l'opération à l'étranger.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires d'Attijariwafa bank, tenue le 29 mars 2012, sur proposition du Conseil d'Administration réuni le 14 février 2012 a approuvé les résolutions suivantes :

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration du 14 février 2012 constatant que le capital social est entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social d'un montant maximum de 3 100 000 000 Dh par émission d'actions nouvelles, à libérer par des apports en numéraire.

Cette augmentation sera réservée en totalité aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc et à l'étranger dans les proportions ci-après :

- un montant maximum de 2 100 000 000 Dh réservé aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc ;
- un montant maximum de 1 000 000 000 Dh réservé aux salariés des filiales de la société à l'étranger.

La partie réservée aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc est répartie en deux tranches :

- **Tranche 1 :**
  - ✓ Prix de l'action : 240 Dh par action ;
  - ✓ Montant maximum : 1 400 000 000 Dh.
- **Tranche 2 :**
  - ✓ Prix de l'action : 290 Dh par action ;
  - ✓ Montant maximum : 700 000 000 Dh.

Les modalités relatives à l'augmentation de capital réservée aux salariés des filiales de la société à l'étranger seront fixées ultérieurement (en fonction de la procédure et/ou de l'accord des autorités de chaque pays) et ce dans les mêmes conditions de décotes que celles appliquées aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc.

Deuxième résolution

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et celui des commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale décide, conformément aux dispositions de l'article 192 de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des salariés de la société et de ses filiales et en conséquence de réserver la souscription des actions nouvelles à émettre au titre de cette augmentation auxdits salariés.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, délègue au Conseil d'Administration et au Président du Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, les pouvoirs nécessaires à l'effet de fixer les autres modalités de l'opération et de réaliser cette augmentation de capital en une ou plusieurs fois.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration et au Président du Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, aux fins :

- de fixer les périodes de souscription ;
- de constater la réalisation des augmentations de capital social ;
- de procéder aux modifications corrélatives des statuts de la société ;

de manière générale, prendre toutes mesures utiles et accomplir toutes formalités ou démarches nécessaires à la réalisation définitive des augmentations de capital social.

Suite à la délégation de pouvoir accordé par l'Assemblée Générale Extraordinaire, le Conseil d'Administration, tenu en date du 23 mai 2012, ayant constaté la réalisation de l'augmentation de capital, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 29 mars 2012, à hauteur de 1 997 550 720 dirhams pour 7 893 853 actions, soit 95,72% du montant maximum de 2 100 000 000 de dirhams, a decidé de procéder à une nouvelle augmentation de capital portant sur le reliquat de l'enveloppe globale soit 102 449 200 dhs, pour 353 273 actions. Ce reliquat concerne exclusivement la partie non souscrite de la « Formule Plus ».

En application des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2012, le Conseil d'Administration, tenue en date du 23 mai 2012, décide que les collaborateurs d'Attijariwafa bank et ses filiales au Maroc, éligibles à l'augmentation de capital portant sur le reliquat de la « Formule Plus », à savoir un montant total de 102 449 200 Dh, soit 353 273 actions, doivent remplir les conditions suivantes :

- être salarié(e) actif au 31 mars 2012 d'Attijariwafa bank ou d'une filiale au Maroc détenue majoritairement par le Groupe Attijariwafa bank ;
- être titulaire au plus tard le 31 mars 2012 au sein d'Attijariwafa bank ou d'une filiale au Maroc détenue majoritairement par le Groupe Attijariwafa bank ;
- être présent(e) à l'effectif au 31 mars 2012 avec une titularisation devant intervenir entre le 1er avril 2012 et le 31 octobre 2012.

Les détachés d'Attijariwafa bank au niveau de ses filiales à l'étranger, ou de sociétés au Maroc ayant un contrat de travail et d'expatriation avec la banque, pourront aussi participer à cette présente opération.

Le Conseil précise que le montant de l'opération sera réparti de la manière suivante :

- Nombre de titres maximal : 353 273 actions ;
- Montant maximal : 102 449 200 dirhams ;
- Prix de l'action : 290 dirhams par action ;
- Nombre maximal d'action par salarié : 681 actions par salarié ;
- Financement : crédit in fine pour 100% du montant alloué. Le règlement des intérêts du crédit sera effectué au mois de juillet de chaque année, par prélèvement sur les dividendes. La partie du montant des intérêts du crédit non couvert par les dividendes sera pris en charge par le salarié. Le crédit à remboursement in fine s'étalera sur une durée de 36 mois pour la moitié des actions et sur une durée de 48 mois pour le reliquat, et concernera donc le principal.
- Période d'indisponibilité des titres : détention de la moitié des actions souscrites pendant une durée minimum de 3 ans et du reliquat pendant une durée minimum de 4 ans et ce, à compter de la date de cotation.

Les actions proposées dans le cadre de cette opération seront attribuées en priorité aux salariés présents à l'effectif au 31 mars 2012 et dont la titularisation interviendra entre le 1er avril 2012 et le 31 octobre 2012, en fonction de la demande exprimée par chaque souscripteur, dans la limite du nombre d'actions disponibles et à hauteur du plafond individuel de 681 actions par souscripteur.

Le reliquat entre le nombre de titres alloués (353 273 actions) et le nombre de titres demandés par les salariés présents à l'effectif au 31 mars 2012 et dont la titularisation interviendra entre le 1er avril 2012 et le 31 octobre 2012, le cas échéant, sera attribué exclusivement aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc qui étaient déjà titulaires au 31 mars 2012.

Le reliquat sera attribué par itération à raison d'une action par salarié avec priorité aux souscripteurs ayant la plus forte ancienneté, dans la limite de 681 actions par salarié.

Le mécanisme d'attribution d'une action par souscripteur, se fera par itération, jusqu'à épuisement du nombre d'actions dédié à cette opératioPar ailleurs, le Conseil rappelle que les taux d'intérêts applicables aux crédits accordés aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc, dans le cadre de cette opération seront comme suit :

- 2,5% l'an, toutes taxes comprises pour un montant global de souscriptions inférieur à 600 000 Dh ;
- 3,75% l'an, toutes taxes comprises pour un montant global de souscriptions supérieur à 600 000 Dh.

Ce plafond inclue le crédit in fine accordé dans le cadre de l'Augmentation de Capital AWB du 30 avril au 11 mai 2012.

Concernant les périodes d'indisponibilités, le Conseil d'Administration autorise les souscripteurs à céder leurs actions par anticipation et avec l'accord de l'employeur sans avoir à rembourser la décote, dans les cas ci-après :

- accession à la propriété principale ;
- mariage ou divorce avec garde d'enfants ;
- départ en retraite normale ou anticipée ;
- invalidité définitive et absolue du souscripteur ;
- décès du salarié.

En cas de démission ou de licenciement pour faute grave du salarié, et si la rupture du contrat de travail se fait pendant la période d'indisponibilité, le salarié devra rembourser le montant de la décote dont il a bénéficié. Le montant de l'IR déjà acquitté par le salarié sera déduit du montant total à rembourser par le salarié.

Le Conseil rappelle que les actions issues de la présente augmentation de capital seront assimilées aux actions anciennes et porteront jouissance du dividende à partir du 1er janvier 2012. Toutes les actions bénéficient des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donne droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.

Enfin, le Conseil décide de conférer à son Président, avec faculté de subdéléguer, tout pouvoir nécessaire à la mise en œuvre pratique de cette nouvelle tranche d'augmentation de capital, notamment :

- d'arrêter la liste des salariés éligibles à la souscription à l'augmentation de capital ;
- de fixer la période de souscription ;
- de clore par anticipation la période de souscription ;
- de signer la déclaration de souscription et de versement ;
- Et plus généralement, lui donne les pouvoirs les plus étendus à l'effet d'accomplir toutes les formalités nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital décidée par le Conseil.

En date du 19 juin 2012, le président du Conseil d'Adminsitration a fixé la période de souscription du 28 juin au 02 juillet 2012 et arrêté la liste des filiales concernées par cette augmentation de capital (cf. X.3.1. Conditions d'éligibilité).

II. OBJECTIF DE L'OPERATION

Attijariwafa bank a mis en place un plan stratégique à horizon 2015 (Attijariwafa 2015) ce qui nécessite la mobilisation de l'ensemble des collaborateurs du Groupe qui doivent être fédérés autour du projet de l'entreprise.

Ainsi, les objectifs de cette opération d'augmentation de capital consistent principalement en la mise en œuvre de la stratégie de développement de la banque et à partager le fruit de la croissance et de la performance avec ses collaborateurs.

III. INTENTION DES ACTIONNAIRES D'ATTIJARIWAFA BANK

Etant donné que la présente augmentation de capital est réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank, les actionnaires non salariés ne sont pas concernés par la souscription à cette opération.

IV. INTENTION DES DIRIGEANTS D'ATTIJARIWAFA BANK

Etant donné que la présente augmentation de capital est réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank, les dirigeants de la banque se réservent le droit de participer ou non à cette opération.

V. STRUCTURE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

V.1. Montant global de l'opération

La présente opération concerne uniquement le reliquat de l'enveloppe initiale de 2 100 000 000 Dh, soit un montant maximum de 102 449 200 Dh, réservé aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc.

VI. AUGMENTATION DE CAPITAL À REALISER A L'ETRANGER

L'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank à l'étranger portera sur un montant maximum de 1 000 000 000 Dh.

Compte tenu des différentes autorisations exigées par les autorités de marché à l'étranger, l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe à l'étranger se fera de manière progressive, avec un délai maximal de 3 ans[1], après la décision de l'AGE qui a statué sur cette augmentation de capital. Bien entendu la décote appliquée sera similaire à celle accordée au personnel basé au Maroc.

VII. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TITRES A EMETTRE – PARTIE RESERVEE AUX SALARIES D'ATTIJARIWAFA BANK ET DE SES FILIALES AU MAROC

Nature des titres	Actions d'Attijariwafa bank toutes de même catégorie.
Forme des titres	Les actions sont nominatives et sont entièrement dématérialisées et inscrites en compte chez Maroclear.
Nombre de titres maximal à émettre	353 273 actions
Valeur nominale	10 Dh
Prix d'émission	290 dirhams par action
Date de jouissance	1er janvier 2012
Libération des titres	Les actions à émettre sont entièrement libérées et libres de tout engagement.
Droit préférentiel de souscription	Néant
Régime de négociabilité des nouveaux titres	Détention de la moitié des actions allouées pendant une durée minimum de 3 ans et du reliquat pendant une durée minimum de 4 ans et ce, à compter de la date de cotation. La cession des titres objet de cette opération, devra respecter les conditions fixées dans la présente note d'information.
Ligne de cotation	1ère ligne[2]
Cotation des nouveaux titres	Les actions issues de la présente augmentation de capital seront cotées en 1ère ligne.
Droits attachés aux actions acquises	Toutes les actions bénéficient des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donne droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.

[1] Le délai de 3 ans fait référence à l'article 188 de la loi sur la SA
[2] Les nouveaux titres n'auront pas le droit aux dividendes relatifs l'exercice 2011

VIII. ELEMENTS D'APPRECIATION DES TERMES DE L'OFFRE

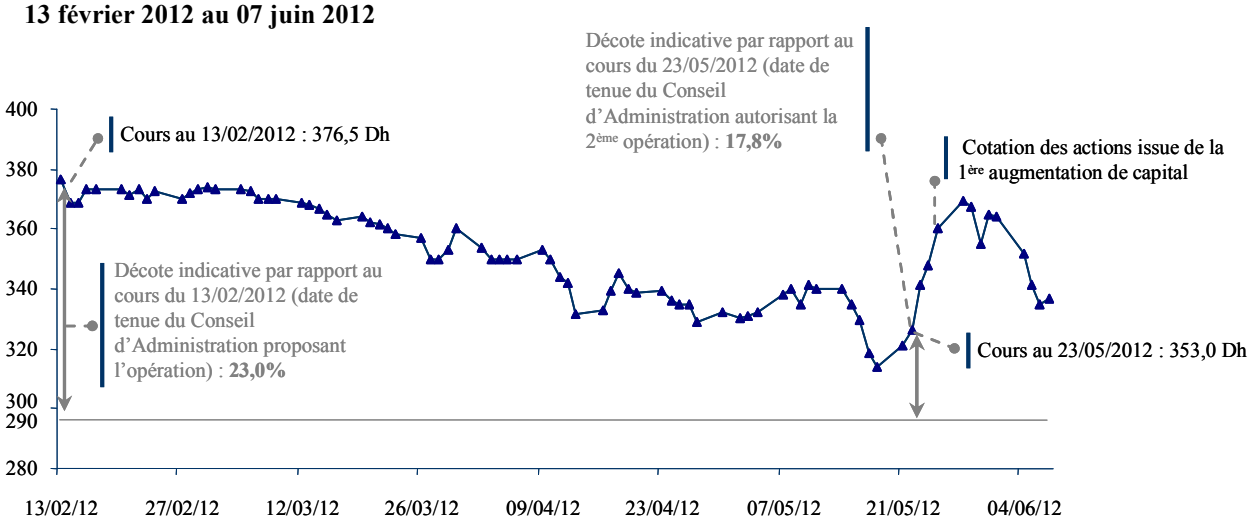
VIII.1. Rappel des conditions de l'offre – Maroc

En application des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2012, les actions Attijariwafa bank seront offertes aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc au prix de 290 Dh par action, prime d'émission comprise.

Ces niveaux de prix représentent, à titre indicatif, une décote de 17,8% pour les actions offertes par rapport au cours au 29 mars 2012 (353,0 dirhams[3]).

Le graphique ci-après présente l'évolution du cours de l'action Attijariwafa bank du 13 février 2012 au 07 juin 2012 ainsi que le niveau de décote indicatif sur la même période :

Evoution du cours de l'action Attijariwafa bank et de la décote indicative sur la période allant du 13 février 2012 au 07 juin 2012



Source : Bourse de Casablanca et Attijari Finances Corp.

VIII.2. Éléments d'appréciation du prix - Maroc

Les tableaux ci-dessous résument le niveau de décote déterminé sur la base du dernier cours de bourse d'Attijariwafa bank au 29 mars 2012, et des moyennes pondérées* des cours à cette date.

	Cours moyen pondéré (en Dh)	Prix d'émission (en Dh)	Décote par rapport au prix d'émission
Cours au 29 mars 2012 *	**353,0**	**290,0**	**-17,8%**
Moyenne 1 mois**	362,1	290,0	-19,9%
Moyenne 3 mois***	365,1	290,0	-20,6%
Moyenne 6 mois****	365,3	290,0	-20,6%

Source : Bourse de Casablanca

** Le 29 mars correspond à la date de tenue de l'AGE ayant approuvé la présente opération. Il est à noter que le cours de l'action au 29 mars 2012 tient compte des dividendes à distribuer au titre de l'exercice 2011, soit 8,5 Dh.*

29 février 2012 au 29 mars 2012 * 30 décembre 2011 au 29 mars 2012 ****30 septembre 2011 au 29 mars 2012

VIII.3. Autres éléments d'appréciation du prix

Les cours enregistrés ainsi que le volume de transactions sur le marché central des titres Attijariwafa bank se présentent comme suit :

[3] Le 29 mars correspond à la date de tenue de l'AGE ayant approuvé la présente opération. Le cours de l'action au 29 mars 2012 *tient compte des dividendes à distribuer au titre de l'exercice 2011, soit 8,5 Dh.*

VIII.3.1. Période d'observation annuelle

Cours du marché central	30.03.2010 – 29.03.2011	30.03.2011 – 29.03.2012
Cours Moyen Pondéré (Dh)	360,5	372,1
Plus haut (Dh)	475,0	398,0
Plus bas (Dh)	280,0	345,0
Volume des transactions (Mdh)	7 808,9	3 947,7

Source : Bourse de Casablanca

VIII.3.2. Période d'observation trimestrielle

Cours du marché central	30.03.11 - 29.06.11	30.06.11 - 29.09.11	30.09.11 - 29.12.11	30.12.11 - 29.03.12
Cours moyen pondéré (Dh)	379,2	375,9	365,4	365,1
Plus haut (Dh)	398,0	385,0	379,0	377,5
Plus bas (Dh)	356,1	345,0	346,9	350,0
Volume des transactions (Mdh)	880,9	1 377,6	1 228,8	460,4

Source : Bourse de Casablanca

VIII.3.3. Période d'observation mensuelle[4]

Cours du marché central	mars.-2012*	fev.-2012	jan.-2012	dec.-2011	nov.-2011	oct.-2011
Cours moyen pondéré (Dh)	361,1	371,0	361,4	367,2	359,1	365,9
Plus haut (Dh)	374,2	377,5	364,0	379,0	369,0	377,0
Plus bas (Dh)	350,0	363,0	356,0	346,9	354,5	360,1
Volume des transactions (Mdh)	124,4	202,6	116,0	707,6	272,2	262,1

*Source : Bourse de Casablanca - * période concernée : du 1er au 29 mars*

Cours du marché central	sept.-2011	août.-2011	juil.-2011	juin.-2011	mai.-2011	avr.-2011
Cours moyen pondéré (Dh)	373,4	378,2	360,7	372,5	392,4	377,9
Plus haut (Dh)	385,0	383,0	365,0	395,0	398,0	396,6
Plus bas (Dh)	355,0	345,0	353,0	356,1	378,0	360,0
Volume des transactions (Mdh)	326,2	967,3	79,8	360,5	169,6	327,8

Source : Bourse de Casablanca

VIII.4. Analyse des impacts de l'opération

A ce stade, l'analyse des impacts de l'opération concerne principalement l'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc.

Une analyse de sensibilité sur l'impact de l'opération, suite à l'augmentation de capital réservée aux filiales étrangères, est présentée à titre indicatif.

[4] Du 29 mars 2012

VIII.4.1. Impact de l'opération d'augmentation de capital sur les capitaux propres

L'opération d'augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank impactera les capitaux propres de la manière suivante :

	Nombre d'actions	Capital social (Mdh) *	Prime d'émission (Mdh)**	Capitaux propres (Mdh)
Situation avant l'opération	200 889 813,0	2 008,9	1 918,6	32 277,7
Incidence de l'opération (Maroc)	353 273,0	3,5	98,9	102,4
Situation après l'opération (Maroc)	**201 243 086,0**	**2 012,4**	**2 017,5**	**32 380,1**
Incidence de l'opération (Etranger) ***	Nd	Nd	Nd	1 000,0
Situation après l'opération (Etranger)	**Nd**	**Nd**	**Nd**	**33 380,1**

Source : Attijariwafa bank, Attijari Finance Corp. - * Hypothèse de souscription du montant global - **y compris les réserves, les écarts de réévaluation et le résultat net Part du Groupe - *** le nombre de titre à créer pour la partie réservée aux salariées des filiales d'Attijariwafa bank à l'étranger ne peut être calculé à ce jour (il dépend du prix qui sera proposé au moment de l'opération).

VIII.4.2. Actionnariat avant et après l'opération d'augmentation de capital résérvée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc

Le tableau suivant présente la répartition de l'actionnariat d'Attijariwafa bank avant et après l'augmentation de capital portant sur le reliquat de l'enveloppe initiale de 2 100 000 000 Dh, réservée aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc :

Actionnaires	Avant l'opération			Après l'opération - Maroc		
	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
1- Actionnaires nationaux	**151 381 403**	**75,36%**	**75,36%**	**151 381 403**	**75,22%**	**75,22%**
1-1- Groupe SNI	**94 376 454**	**46,98%**	**46,98%**	**94 376 454**	**46,90%**	**46,90%**
SNI	94 304 494	46,94%	46,94%	94 304 494	46,86%	46,86%
Divers filiales de SNI	71 960	0,04%	0,04%	71 960	0,04%	0,04%
1-2- Compagnies d'assurances	**35 099 219**	**17,47%**	**17,47%**	**35 099 219**	**17,44%**	**17,44%**
Groupe MAMDA & MCMA	16 379 156	8,15%	8,15%	16 379 156	8,14%	8,14%
RMA-Watanya	2 683 942	1,34%	1,34%	2 683 942	1,33%	1,33%
Wafa Assurance	13 257 604	6,60%	6,60%	13 257 604	6,59%	6,59%
Axa Assurances Maroc	2 778 517	1,38%	1,38%	2 778 517	1,38%	1,38%
1-3- Autres institutionnels	**21 905 730**	**10,90%**	**10,90%**	**21 905 730**	**10,89%**	**10,89%**
Régime Collectif d'Allocation et de Retraite	7 839 293	3,90%	3,90%	7 839 293	3,90%	3,90%
Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)	4 694 810	2,34%	2,34%	4 694 810	2,33%	2,33%
Wafa Corp	57 602	0,03%	0,03%	57 602	0,03%	0,03%
Caisse Marocaine de Retraite	4 616 769	2,30%	2,30%	4 616 769	2,29%	2,29%
CIMR	4 697 256	2,34%	2,34%	4 697 256	2,33%	2,33%
2- Actionnaires Etrangers	**10 715 614**	**5,33%**	**5,33%**	**10 715 614**	**5,32%**	**5,32%**
Santusa Holding	10 715 614	5,33%	5,33%	10 715 614	5,32%	5,32%
3- Flottant	**38 792 796**	**19,31%**	**19,31%**	**39 146 069**	**19,45%**	**19,45%**
OPCVM et autres	28 783 358	14,33%	14,33%	28 783 358	14,30%	14,30%
Personnel du Groupe	10 009 438	4,98%	4,98%	10 362 711	5,15%	5,15%
Total	**200 889 813**	**100,00%**	**100,00%**	**201 243 086**	**100,00%**	**100,00%**

Source : Attijariwafa bank, Attijari Finance Corp. - * le nombre de titre à créer pour la partie réservée aux salariées des filiales d'Attijariwafa bank à l'étranger ne peut être calculé à ce jour (il dépend du prix qui sera proposé au moment de l'opération).

Un actionnaire non salarié qui détiendrait 1,0% du capital et des droits de vote de la société préalablement à cette opération d'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc verrait sa participation varier comme suit :

Simulation	Avant l'opération			Après l'opération (Maroc)		
	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
Actionnaire non salarié	2 008 898	1,000%	1,000%	2 008 898	0,998%	0,998%

Source : Attijariwafa bank, Attijari Finance Corp.

VIII.4.3. Etude de sensibilité relative à l'augmentation de capital réservée aux salariés des filiales d'Attijariwafa bank à l'étranger

L'objectif de l'étude de sensibilité, ci-après, est de présenter l'impact de l'évolution du cours du titre d'Attijariwafa bank sur les éléments suivants :

- nombre de titres créés ;
- taux de dilution post-opération d'augmentation de capital réservée aux salariés des filiales d'Attijariwafa bank à l'étranger ;

Les hypothèses retenues dans le cadre de cette étude de sensibilité se présentent comme suit :

- maintien des mêmes conditions de décotes que celles appliquées aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc ;
- maintien de la même répartition entre la tranche 1 et la tranche 2 que celle appliquée aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc La tranche 1 représente 2/3 du montant global autorisé par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2012 pour l'opération au Maroc, soit 2 100 000 000 Dh.

Evolution du cours	Cours retenu (Maroc)	5%	10%	15%	20%
Nombre de titres post-opération (Maroc)	201 243 086	201 243 086	201 243 086	201 243 086	201 243 086
Cours retenu *	353,00	370,65	388,30	405,95	423,60
Capitalisation - en Mdh	71 039	74 591	78 143	81 695	85 247
Tranche 1 (Etranger)					
Prix de souscription (Etranger)	240,00	252,00	264,00	276,00	288,00
Nombre de titres créés (Etranger)	2 777 777	2 645 502	2 525 252	2 415 458	2 314 814
Tranche 2 (Etranger)					
Prix de souscription (Etranger)	290,00	304,50	319,00	333,50	348,00
Nombre de titres créés (Etranger)	1 149 425	1 094 690	1 044 932	999 500	957 854
Nombre total de titres post-opération (Etranger)	205 170 288	204 983 278	204 813 270	204 658 044	204 515 754
Taux de dilution additionnel post opération Etranger	**1,91%**	**1,82%**	**1,74%**	**1,67%**	**1,60%**
Taux de dilution global	**5,76%**	**5,68%**	**5,60%**	**5,53%**	**5,46%**
% de détention pour un actionnaire non salarié détenant 1,0% du capital post-opération Maroc	**0,981%**	**0,982%**	**0,983%**	**0,983%**	**0,984%**

Source : Attijariwafa bank, Attijari Finance Corp. - * Les cours retenus ont fait l'objet d'arrondis.

Evolution du cours	Cours retenu (Maroc)	-5%	-10%	-15%	-20%
Nombre de titres post-opération (Maroc)	201 243 086	201 243 086	201 243 086	201 243 086	201 243 086
Cours retenu *	353,00	335,35	317,70	300,05	282,40
Capitalisation - en Mdh	71 039	67 487	63 935	60 383	56 831
Tranche 1 (Etranger)					
Prix de souscription (Etranger)	240,00	228,00	216,00	204,00	192,00
Nombre de titres créés (Etranger)	2 777 777	2 923 976	3 086 419	3 267 973	3 472 222
Tranche 2 (Etranger)					
Prix de souscription (Etranger)	290,00	275,50	261,00	246,50	232,00
Nombre de titres créés (Etranger)	1 149 425	1 209 921	1 277 139	1 352 265	1 436 781
Nombre total de titres post-opération (Etranger)	205 170 288	205 376 983	205 606 644	205 863 324	206 152 089
Taux de dilution additionnel post opération Etranger	**1,91%**	**2,01%**	**2,12%**	**2,24%**	**2,38%**
Taux de dilution global	**5,76%**	**5,86%**	**5,96%**	**6,08%**	**6,21%**
% de détention pour un actionnaire non salarié détenant 1,0% du capital post-opération Maroc	**0,981%**	**0,980%**	**0,979%**	**0,978%**	**0,976%**

Source : Attijariwafa bank, Attijari Finance Corp. - * Les cours retenus ont fait l'objet d'arrondis.

VIII.4.4. Conseil d'Administration

Cette opération n'aura aucun impact sur les organes de gouvernance d'Attijariwafa bank.

IX. COTATION EN BOURSE

IX.1. Calendrier de l'opération – Maroc

Ordre	Etapes	Au plus tard
1	Réception par la Bourse de Casablanca du dossier complet de l'opération	20 juin 2012
2	Emission de l'avis d'approbation de la Bourse de Casablanca sur l'opération	20 juin 2012
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la note d'information visée par le CDVM	20 juin 2012
4	Publication au bulletin de la cote de l'avis relatif à l'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc	21 juin 2012
5	Publication de l'extrait de la Note d'Information par Attijariwafa bank	22 juin 2012
6	Ouverture de la période de souscription	28 juin 2012
7	Clôture de la période de souscription	02 juillet 2012
8	Allocation des souscriptions par Attijariwafa bank	09 juillet 2012
9	Réception par la Bourse de Casablanca de la lettre du mandataire spécial ayant ratifier l'augmentation de capital en numéraire	11 juillet 2012
10	Remise à la Bourse de casablanca des résultats Globaux de l'opération	13 juillet 2012
11	Règlement / Livraison	17 juillet 2012
12	Admission des nouveaux titres et enregistrement de l'opération de l'augmentation de capital en numéraire Publication des résultats de l'augmentation de capital au bulletin de la cote par la Bourse de Casablanca	23 juillet 2012
13	Prélèvement de la commission d'admission des nouveaux titres	24 juillet 2012

IX.2. Caractéristiques de cotation des nouveaux titres - Maroc

Libellé	ATTIJARIWAFA BANK
Secteur d'activité	Banques
Compartiment	1er Compartiment
Mode de cotation	Continu
Code valeur	8200
Ticker	ATW
Ligne de cotation	1ère ligne
Sociétés de bourse chargées d'enregistrer l'opération	Attijari Intermédiation et Wafa Bourse

IX.3. Intermédiaires financiers - Maroc

Type d'intermédiaires financiers	Dénomination	Adresse
Organisme Conseil et Coordinateur global	Attijari Finances Corp.	163, Avenue Hassan II Casablanca
Organisme centralisateur et collecteur d'ordres de souscription	Attijariwafa bank	2, boulevard Moulay Youssef Casablanca
Organisme chargé de l'enregistrement de l'opération (Côté achat) auprès de la Bourse de Casablanca	Attijari Intermédiation	163, Avenue Hassan II Casablanca
Organisme chargé de l'enregistrement de l'opération (Côté vente) auprès de la Bourse de Casablanca	Wafa Bourse	163, Avenue Hassan II Casablanca

X. MODALITES DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL RESERVEE AU PERSONNEL - MAROC

X.1. Modalités de souscription

L'acquisition des actions Attijariwafa bank se fera par la remise, par chaque membre du personnel bénéficiaire, d'un ordre de souscription dûment signé par ses soins au cours de la période de souscription.

Les bulletins de souscription doivent être déposés au niveau des 3 points « Augmentation de Capital » suivants :

- point Moulay Youssef : Salle 124
- point Hassan II : le hall du bâtiment Hassan II
- point Yacoub El Mansour : Salle 4001

Pour les collaborateurs du réseau AWB, les bulletins de souscription doivent être adressés au point « Augmentation de Capital 2012 », CHG, 1er étage annexe Subrini, Rue Duhaume.

Pour les collaborateurs expatriés, les bulletins de souscription doivent être adressés à Mme Zoulali (RH BDDI – Banque De Détail à l'International), au 4ème étage siège Moulay Youssef.

Le bulletin de souscription doit être accompagné des éléments suivants :

- Formulaires de souscription à l'assurance « Securicompte » (uniquement pour les collaborateurs n'ayant pas bénéficié de l'opération d 'Augmentation du Capital 2012 du 30 avril au 11 mai 2012);
- Copie de la pièce d'identité du souscripteur ;
- Acte de nantissement dûment signé ;
- Convention de compte titre dûment signée ;
- Demande de prêt in fine ;
- Attestation de blocage, le cas échéant en cas de souscription par apport personnel en espèce.

Pour les personnes absentes durant la période de souscription, il est impératif de remettre une procuration signée légalisée, spécifique à cette opération, à un autre collaborateur du Groupe qui procédera à la souscription sur le compte de la personne absente.

Les souscriptions multiples sont interdites et frappées de nullité dans leur intégralité et leur globalité.

Les souscriptions seront centralisées par la Direction des Ressources Humaines d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc.

Les salariés habilités à souscrire à cette opération doivent nécessairement détenir un compte chez Attijariwafa bank pour souscrire à cette présente opération.

La souscription à l'assurance « Securicompte » relative au crédit accordé dans le cadre de cette augmentation de capital est nécessaire et varie en fonction du montant de souscription du salarié.

X.2. Période de souscription

Les actions, objet de la présente note d'information, pourront être souscrites du 28 juin au 02 juillet 2012 inclus. Les ordres de souscription seront irrévocables après la clôture de la période de souscription.

Aucune souscription ne sera acceptée après la clôture de la période de souscription.

X.3. Conditions de souscription des actions Attijariwafa bank

X.3.1. Conditions d'éligibilité

Les collaborateurs éligibles à la présente augmentation de capital doivent remplir les conditions suivantes :

- être salarié(e) actif au 31 mars 2012 d'Attijariwafa bank ou d'une filiale au Maroc détenue majoritairement par le Groupe Attijariwafa bank ;
- être titulaire au plus tard le 31 mars 2012 au sein d'Attijariwafa bank ou d'une filiale au Maroc détenue majoritairement par le Groupe Attijariwafa bank ;
- être présent(e) à l'effectif au 31 mars 2012 avec une titularisation devant intervenir entre le 1er avril 2012 et le 31 octobre 2012.

La participation des salariés à la présente augmentation de capital ne revêt pas un caractère obligatoire.

La liste des filiales concernées par cette augmentation de capital se présente comme suit :

- Wafa Courtage ;
- Attijaria Al Akaria ;
- Wafa Assurance ;
- Wafasalaf ;
- Wafa Immobilier ;
- Wafa Cash ;
- Wafa bail ;
- Wafa LLD ;
- Attijarifactoring ;
- Dar Assafaa ;
- Wafa Ima Assistance ;
- Attijari Finances Corp. ;
- Attijari Invest ;
- Attijari Intermédiation ;
- Wafa bourse ;
- Wafa Gestion ;
- Wafa Investissement ;
- Wafa Patrimoine ;
- Attijari International Bank ;
- Capri.

Les détachés d'Attijariwafa bank au niveau de ses filiales à l'étranger, ou de sociétés au Maroc ayant un contrat de travail et d'expatriation avec la banque, pourront aussi participer à cette présente opération.

X.3.2. Offre proposée

Les actions offertes dans le cadre de la présente opération sont proposées au prix de 290 Dh par action, prime d'émission comprise.

Le nombre maximal d'actions offertes par souscripteur est de 681 actions.

Il n'est pas instauré de minimum de souscription pour participer à cette opération.

X.3.3. Période d'indisponibilité des titres

La moitié des actions allouées dans le cadre de la présente augmentation de capital doivent être détenues par les salariés pendant une durée minimum de 3 ans et le reliquat pendant une durée minimum de 4 ans et ce, à compter de la date de cotation.

Les souscripteurs s'engagent à garder les actions allouées suivant le calendrier décrit ci-dessus, afin de bénéficier des avantages de la présente augmentation de capital. Les actions allouées seront

indisponibles à compter de la date de cotation, et ne pourront être ni cédées, ni nanties suivant le calendrier précité.

Toutefois, les souscripteurs ont la possibilité de céder leurs actions, par anticipation et avec l'accord de l'employeur, sans avoir à rembourser la décote, dans les cas ci-après :

- accession à la propriété principale ;
- mariage ou divorce avec garde d'enfants ;
- départ en retraite normale ou anticipée
- invalidité définitive et absolue du souscripteur ;
- décès du salarié.

En cas de démission ou de licenciement pour faute grave du salarié, et si la rupture du contrat de travail se fait pendant la période d'indisponibilité, le salarié devra rembourser le montant de la décote[5] dont il a bénéficié. Le montant de l'IR déjà payé par le salarié sera déduit du montant total à rembourser par le salarié.

X.3.4. Financement de l'opération de souscription

Le recours au prêt est une faculté offerte aux salariés et non une obligation.

L'acquisition par les salariés des actions, faisant l'objet de l'augmentation de capital réservée, pourra être financée, totalement ou partiellement, au moyen d'un prêt.

Ainsi, un financement par Attijariwafa bank, à un taux conventionnel, sera proposé aux collaborateurs qui en émettent le souhait.

Il s'agira d'un crédit sur une durée de 36 mois à remboursement in fine pour la moitié des actions alloués et d'un crédit sur une durée de 48 mois à remboursement in fine pour le reliquat. Le remboursement in fine ne fait pas appel à la capacité d'endettement des salariés.

MONTANT DU PRET

Le montant du prêt qui sera accordé pour chaque souscripteur correspondra au maximum au nombre d'actions définitivement alloué[6] multiplié par le prix de souscription (soit 290 Dh par action) auquel s'ajoutera le montant de l'Impôt sur le revenu.
Le montant de la commission due à la Bourse de Casablanca (0,1% du montant alloué + TVA) sera financé par apport personnel du salarié.

TAUX D'INTERET

Le taux d'intérêt est fixé à :

- 2,5% l'an, toutes taxes comprises pour un montant global de souscriptions inférieur à 600 000 Dh ;
- 3,75% l'an, toutes taxes comprises pour un montant global de souscriptions supérieur à 600 000 Dh.

Ce plafond inclue le crédit in fine accordé dans le cadre de l'Augmentation de Capital AWB du 30 avril au 11 mai 2012.

REMBOURSEMENT ANTICIPE

Les salariés participant à la présente opération auront la faculté de rembourser à tout moment par anticipation, et sans pénalités, tout ou partie du montant du principal du prêt et des intérêts.

PAIEMENT DES INTERETS

Le remboursement des intérêts du crédit sera effectué le mois de juillet de chaque année, par prélèvement sur les dividendes.

[5] Correspond au différentiel de prix entre la valeur de l'action à la date d'attribution de l'option et sa valeur à la date de levée de l'option
[6] Dans le respect du montant maximum de souscription autorisé.

NANTISSEMENT DES ACTIONS

Les actions acquises dans le cadre de la présente opération seront nanties au profit d'Attijariwafa bank, jusqu'au jour de leur cession.

DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

En tant qu'actionnaire d'Attijariwafa bank, Les salariés participant à la présente opération bénéficieront des mêmes droits que les autres actionnaires du groupe, notamment en matière de distribution des dividendes. Les dividendes seront crédités sur le compte de l'ensemble des actionnaires, déduction faite de la retenue à la source en vigueur à la date de paiement de 10%.

Les actions issues de la présente augmentation de capital seront assimilées aux actions anciennes et porteront jouissance du dividende à partir du 1er janvier 2012. La décision de distribution des dividendes est réservée à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice et décide du montant du dividende par action à verser aux actionnaires.

X.4. Frais d'intermédiation et de gestion

Les frais d'intermédiation (commission de la société de bourse et frais de règlement/livraison) inhérents à la participation des salariés à l'opération seront pris en charge par les employeurs (Attijariwafa bank et ses filiales) des salariés ayant souscrit à l'opération.

La commission due à la Bourse de Casablanca (0,1%) sera supportée par le salarié par apport personnel.

Les frais de gestion et de tenue des comptes titres individuels inhérents au déblocage des avoirs des salariés ayant souscrit à l'offre seront pris en charge par les salariés.

X.5. Modalités de souscription à l'augmentation de capital

Les titres souscrits seront logés à un compte titres au nom de la personne concernée, lequel ne peut être mouvementé que par cette dernière, sauf existence d'une procuration ;

Tout bulletin doit être signé par le souscripteur lui même. Les souscriptions multiples sont interdites. En cas de souscription au comptant, Attijariwafa bank doit s'assurer, préalablement à l'acceptation d'une souscription, que le souscripteur a la capacité financière d'honorer ses engagements. Une attestation de blocage du montant de la souscription au comptant devra être communiquée par le salarié au même titre que le bulletin de souscription.

L'attention des souscripteurs est attirée par le fait que tous les ordres peuvent être satisfaits totalement ou partiellement.

Tous les ordres de souscription ne respectant pas les conditions ci-dessus seront frappés de nullité.

X.6. Identification des souscripteurs

Attijariwafa bank doit s'assurer de l'appartenance du souscripteur à la liste des salariés fournie par le DRH de la banque et le DRH des filiales participant à l'opération.

Il doit également obtenir une copie du document qui atteste de l'appartenance du souscripteur à une des catégories ci-dessous, et la joindre au bulletin de souscription.

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
Personnes physiques marocaines résidentes et ressortissants marocains à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale.
Personnes physiques résidentes non marocaines	Photocopie de la carte de résident.
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document.

XI. MODALITES DE TRAITEMENTS DES ORDRES - MAROC

XI.1. Règles d'attribution

Le nombre de titres alloués dans le cadre de la présente opération est de 353 273 actions, soit près de 0,2% du capital social d'Attijariwafa bank post augmentation de capital réservée aux salariés de la société et de ses filiales basées au Maroc.

Les actions proposées dans le cadre de cette opération seront attribuées en priorité aux salariés présents à l'effectif au 31 mars 2012 et dont la titularisation interviendra entre le 1er avril 2012 et le 31 octobre 2012, en fonction de la demande exprimée par chaque souscripteur, dans la limite du nombre d'actions disponibles et à hauteur du plafond individuel de 681 actions par souscripteur.

Le reliquat entre le nombre de titres alloués (353 273 actions) et le nombre de titres demandés par les salariés présents à l'effectif au 31 mars 2012 et dont la titularisation interviendra entre le 1er avril 2012 et le 31 octobre 2012, le cas échéant, sera attribué exclusivement aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc qui étaient déjà titulaires au 31 mars 2012.

Le reliquat sera attribué par itération à raison d'une action par salarié avec priorité aux souscripteurs ayant la plus forte ancienneté, dans la limite de 681 actions par salarié

Le mécanisme d'attribution d'une action par souscripteur, se fera par itération, jusqu'à épuisement du nombre d'actions dédié à cette opération.

XII. PROCEDURE DE CONTROLE ET D'ENREGISTREMENT DE L'OPERATION - MAROC

XII.1. Centralisation

Attijariwafa bank est chargée de la collecte des souscriptions, du traitement et de l'allocation des titres selon les règles et conditions précitées.

A l'issue de la période de souscription, Attijariwafa bank remettra à la Bourse de Casablanca les résultats globaux de l'opération le 13 juillet 2012.

XII.2. Enregistrement par la bourse de Casablanca

Il sera procédé à l'enregistrement à la Bourse de Casablanca des transactions correspondantes à cette augmentation de capital réservée le 23 juillet 2012. Le prix d'enregistrement correspondra au prix de souscription des salariés, tel que fixé dans le cadre de cette opération.

XII.3. Sociétés de bourse chargées d'enregistrer l'opération

L'enregistrement des transactions correspondantes à cette augmentation de capital, côté acheteurs, s'effectuera à la Bourse de Casablanca par l'entremise de la société de bourse Attijari Intermédiation et Wafa Bourse prendra en charge l'enregistrement des transactions, côté vendeur.

XIII. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES - MAROC

Le règlement et la livraison des titres interviendront le 17 juillet 2012. Attijariwafa bank est l'organisme qui se charge de l'inscription des titres en compte.

XIII.1. Résultats de l'opération

Les résultats de l'opération seront publiés par la Bourse de Casablanca au Bulletin de la Cote du 23 juillet 2012 et par Attijariwafa bank dans un journal d'annonces légales le 24 juillet 2012.

XIII.2. Fiscalité

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les salariés désireux de participer à la présente opération sont invités à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

XIII.2.1. Actionnaires personnes physiques résidentes

Imposition des profits de cession

Conformément aux dispositions de l'article 73 du code général des impôts (CGI), les profits de cession des actions sont soumis à l'IR au taux de 15%. Pour les actions cotées, l'impôt est retenu à la source et versé au Trésor par l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes titres.

Selon les dispositions de l'article 68 du CGI, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession d'actions correspondant au montant des cessions, réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 30 000 Dh ;
- la donation des actions effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- l'apport en société.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.
- les moins-values subies au cours d'une année sont imputables sur les plus-values des années suivantes jusqu'à l'expiration de la 4ème année qui suit celle de la réalisation des moins-values.

Imposition des dividendes

Les dividendes distribués à des personnes physiques résidentes sont soumis à une retenue à la source de 10% sous résèrve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

XIII.2.2. Actionnaires personnes physiques non résidentes

Imposition des profits de cession

Les profits de cession d'actions réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables au Maroc sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Imposition des dividendes

Les dividendes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

XIII.2.3. Traitement fiscal de la décote

Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime fiscal de traitement de la décote est le suivant :

- l'exonération de l'IR[7] de l'abondement, qui correspond au différentiel de prix entre la valeur de l'action à la date d'attribution de l'option et sa valeur à la date de levée de l'option, et ce dans la limite de 10% de la valeur de l'action à la date d'attribution. Le surplus par rapport à ce seuil est considéré comme un avantage en numéraire qui est imposé à l'IR selon les taux progressifs du barème au titre du mois de levée de l'option ;
- le différé de l'imposition de la plus value d'acquisition à la date de la levée de l'option, jusqu'à la cession ultérieure des actions acquises, et ce selon le régime applicable aux profits des capitaux mobiliers.

Le bénéfice de ce régime de faveur est assorti de la condition de respect par le salarié concerné d'une période d'indisponibilité des actions acquises (impossibilité de cession des titres), et ce pendant trois ans à compter de la date de la levée de l'option.

En cas de décès ou d'invalidité du salarié, il n'est pas tenu compte du délai de 3 ans précité.

A cet égard, en cas de cession des actions pendant cette période d'indisponibilité de 3 ans, les avantages susvisés sont remis en cause et le salarié concerné sera imposé à l'IR selon les taux du barème progressif au titre du mois de cession, aussi bien en ce qui concerne l'abondement que de la plus value d'acquisition.

Le rappel d'impôt et les majorations y afférentes en cas de remise en cause des exonérations précitées sont mis à la charge du salarié concerné.

La cession par le salarié considéré des actions par lui acquises au delà de la période d'indisponibilité est soumise au régime applicable aux profits des capitaux mobiliers.

[7] Les salariés des filiales d'Attijariwafa bank ne sont pas concernés par l'exonération de l'IR dans la limite de 10% de la valeur de l'action à la date d'attribution

PARTIE III : PRÉSENTATION GENERALE D'ATTIJARIWAFA BANK

XIV. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	Attijariwafa bank
Siège social	2, boulevard Moulay Youssef – Casablanca 20 000
Téléphone / télécopie	Téléphone : 0522.29.88.88 Télécopie : 0522.29.41.25
Site Internet	www.attijariwafabank.com
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Date de constitution	1911
Durée de vie de la société	31 mai 2060 (99 ans)
Registre du commerce	R.C 333 à Casablanca
Exercice social	Du 1er janvier au 31 décembre
Objet social **(article 5 des statuts)**	« La société a pour objet de faire, en tous pays, toutes opérations de Banque, de Finance, de Crédit, de Commission et, d'une façon générale, sous les seules restrictions résultant des dispositions légales en vigueur, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à celles-ci, notamment les opérations suivantes, dont la liste n'a pas un caractère limitatif : ▪ recevoir du public des dépôts de fonds en compte ou autrement, productifs ou non d'intérêts, remboursables à vue, à préavis ou à terme ; ▪ escompter tous effets de commerce, lettres de change, billets à ordre, chèques, warrants, effets, bons de valeurs émis par le Trésor Public ou par les Collectivités Publiques ou semi-publiques et, en général, toutes sortes d'engagements résultant d'opérations industrielles, agricoles, commerciales ou financières ou d'opérations faites par toutes Administrations Publiques, négocier ou réescompter les valeurs ci-dessus, fournir et accepter tous mandats, lettres de change, billets à ordre, chèques ; ▪ consentir sous des formes quelconques des crédits, avec ou sans garanties, faire des avances sur rentes marocaines et étrangères, sur valeurs émises par l'Etat, les Collectivités Publiques ou semi-publiques et sur les valeurs émises par des sociétés industrielles, agricoles, commerciales ou financières, marocaines ou étrangères; ▪ recevoir en dépôt tous titres, valeurs et objets; accepter ou effectuer tous paiements et recouvrements de lettres de change, billets à ordre, chèques, warrants, coupons d'intérêts ou de dividendes, servir d'intermédiaire pour l'achat ou la vente de toute espèce de fonds publics, d'actions, d'obligations ou de parts bénéficiaires ; ▪ accepter, ou conférer à l'occasion de prêts ou d'emprunts toutes affectations hypothécaires et toutes autres garanties; souscrire tous engagements de garantie, cautions ou avals, opérer toutes acquisitions, ventes mobilières ou immobilières et toutes prises à bail ou locations d'immeubles ; ▪ procéder ou participer à l'émission, au placement, à l'introduction sur le marché, à la. négociation de tous titres de collectivités publiques ou privées, soumissionner tous emprunts de ces collectivités, acquérir ou aliéner tous titres de rentes,

	effets publics, actions, parts, obligations, bons ou effets de toutes nature desdites collectivités, assurer la constitution de sociétés et accepter en conséquence tout mandat ou pouvoir, prendre éventuellement une part dans le capital desdites sociétés; ▪ établir en un lieu quelconque au Maroc, ou hors du Maroc, les succursales, agences, bureaux et filiales nécessaires pour effectuer les opérations indiquées ci-dessus ; ▪ prendre des participations dans des entreprises existantes ou en création, sous réserve du respect des limites fixées, par rapport à ses fonds propres et au capital social ou aux droits de votes de la société émettrice, conformément à la réglementation en vigueur. Et généralement, toute opération se rattachant à son objet social. »
Capital social au 31.05.2012	2 008 898 130 Dh entièrement libéré, composé de 200 889 813 actions d'une valeur nominale de 10 Dh.
Documents juridiques	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social d'Attijariwafa bank.
Liste des textes législatifs applicables à l'émetteur	De par sa forme juridique, Attijariwafa bank est régie par le droit marocain et la Loi n°17-95 promulguée par le Dahir n°1-96-124 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes tel que modifié et complété par la loi n° 20-05 ; De par son activité, Attijariwafa bank est régie par le Dahir n° 1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. De par sa cotation à la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment : ▪ le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00 et 52-01 et 45-06 ; ▪ le Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 et par l'arrêté n°1268-08 du 7 juillet 2008 ; ▪ le Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01, 36-05 et 44-06 ; ▪ le Règlement Général du CDVM approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°822-08 du 14 avril 2008 ; ▪ le Dahir 1-95-03 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables et l'arrêté du ministère des finances et des investissements extérieurs n° 2560-95 du 09 octobre 1995 relatif au titre de créances négociables ; ▪ le Dahir n°1-96-246 du 09 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, modifié et complété par la loi n°43-02 ; ▪ le Règlement Général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932- 98 du 16 avril 1998 et

	amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; ▪ le Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain, telle que modifiée et complétée par la loi n°46-06 ; ▪ la circulaire de Bank Al Maghrib n° 2/G/96 du 30 janvier 1996 relative aux certificats de dépôt et son modificatif.
Régime fiscal	Attijariwafa bank est soumise, en tant que établissement de crédit, à l'impôt sur les sociétés (37%) et à la TVA (10%).
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca.

XV. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR

XV.1. Renseignements à caractère général

Attijariwafa bank est née de la fusion de Banque Commerciale du Maroc avec Wafabank. Cette fusion a été effective au 1er septembre 2004.

A la veille de la présente opération, le capital social d'Attijariwafa bank s'établit à 2 008 898 130 dirhams, entièrement libéré. Il se compose de 200 889 813 actions d'une valeur nominale de 10 dirhams chacune.

XV.2. Historique du capital et de l'actionnariat

Au cours des cinq dernières années, Attijariwafa bank a effectué deux augmentations de capital, la plus importante étant celle réalisée à l'occasion de l'OPA/OPE/OPR sur les titres Wafabank en 2004. Le détail de ces opérations se présente comme suit :

Exercice	Nature de l'opération	Capital social (avant opération)	Prix par action	Nombre d'actions émises	Montant total du capital social (après opération)
2003	Augmentation de capital en numéraire (Emission d'actions nouvelles en paiement du dividende de l'exercice 2002)	1 325 000 000 Dh	623 Dh	435 137	1 368 513 700 Dh
2004	- Offre publique d'achat sur les titres Wafabank - Offre publique d'échange sur les titres Wafabank - Offre publique de retrait	1 368 513 700 Dh	825 Dh 7 actions BCM pour 8 actions Wafabank	5 614 459 (OPA/ OPE/OPR)	1 929 959 600 Dh
2008	Division de la valeur nominale de l'action Attijariwafa bank de 100 Dh à 10 Dh	1 929 959 600 Dh	-	173 696 364	1 929 959 600 Dh
2012	Augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc	1 929 959 600 Dh	- Formule Classique : 240 Dh - Formule Plus : 290 Dh	7 893 853	2 008 898 130 Dh

Source : Attijariwafa bank

En date du 24 novembre 2003, la Banque Commerciale du Maroc et Sopar[8] ont conclu un accord portant sur l'acquisition par la BCM de 100% du capital d'OGM détenu par Sopar, pour un montant de 2,081 Mrds Dh[9]. Le holding OGM regroupe les participations de la famille KETTANI dans le secteur financier et contrôlait :

[8] Holding détenant les participations de Feu Moulay Ali KETTANI
[9] Acquisition par fonds propres

- 1 003 724 actions, soit 15,54% du capital de Wafabank (20,65% des droits de vote) ;
- 2 467 439 actions, soit 70,50% du capital de Wafa Assurance ; Wafa Assurance disposant elle-même d'une participation de 20,84% (26,00% des droits de vote) dans Wafabank.

A l'issue de cette opération, la BCM contrôle 36,38% du capital et 46,65% des droits de vote de Wafabank au 31 décembre 2003.

En complément de l'opération d'acquisition de OGM, la BCM a lancé une opération d'offre publique d'achat et une offre publique d'échange visant 6 457 637 actions et représentant 100% du capital de Wafabank selon les conditions décrites ci-après :

- 825 Dh l'action dans le cadre de l'OPA ;
- parité d'échange de 7 actions BCM offertes pour 8 actions Wafabank présentées dans le cadre de l'OPE.

En réponse à l'OPA/OPE qui s'est déroulée du 26 avril 2004 au 10 mai 2004 inclus, 6 404 561 actions Wafabank ont été apportées à la Banque Commerciale du Maroc représentant 99,18% du capital et des droits de vote de Wafabank (98,78% dans le cadre de l'OPE et 0,4% dans le cadre de l'OPA).

Suite à cette opération, la Banque Commerciale du Maroc a procédé à une offre publique de retrait obligatoire, au prix unitaire de 825 Dh, sur la totalité des actions Wafabank non directement détenues par elle, soit 53 076 actions demeurant en circulation. Un solde de 34 038 actions Wafabank n'ayant pas été apporté à l'opération de retrait obligatoire a été échangé selon les mêmes modalités de l'OPE, lors de la décision de fusion de BCM avec Wafabank.

En 2008, la valeur du nominale des actions formant le capital social de Attijariwafa bank a été réduite de 100 dirhams à 10 dirhams.

En mai 2012, Attijariwafa bank a procédé à une augmentation de capital d'un montant global de 1 997 550 720 Dh, réservée aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc.

Evolution de l'actionnariat (2009-mai 2012) : % de détention du capital et des droits de vote

	2009	2010	2011	31 mai 2012
Groupe ONA	30,0%	-	-	-
Groupe SNI	13,5%	48,4%	48,7%	47,0%
Compagnies d'assurances	20,7%	18,1%	18,3%	17,5%
Autres institutionnels	11,2%	12,2%	11,4%	10,9%
Actionnaires étrangers	13,3%	4,6%	5,6%	5,3%
Flottant	11,4%	16,8%	16,2%	19,3%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank

L'exercice 2009 a été marqué par la cession par le groupe espagnol Banco Santander de 10% de sa participation dans le capital de Attijariwafa bank, portant sa participation à 4,55% en 2009, contre 14,55% au titre de l'exercice précédent.

Au titre de l'exercice 2010, la participation de SNI s'établit à 48,38%, contre 13,5% au 31 décembre 2009, suite notamment à la fusion absorption de ONA par SNI.

A fin 2011, la participation de SNI dans le capital d'Attijariwafa bank s'est établie à 48,69%.

XV.3. Structure de l'actionnariat[10]

Au 31 mai 2012, le capital d'Attijariwafa bank s'élève à 2 008 898 130 dirhams, réparti en 200 889 813 actions d'une valeur nominale de 10 dirhams chacune. La répartition du capital se présente comme suit :

Actionnaires	Adresse	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
1- Actionnaires nationaux		**151 381 403**	**75,36%**	**75,36%**
1-1- Groupe SNI		**94 376 454**	**46,98%**	**46,98%**
SNI	Angle rue d'Alger et Duhaume - Casablanca	94 304 494	46,94%	46,94%
Divers filiales de SNI	NA*	71 960	0,04%	0,04%
1-2- Compagnies d'assurances		**35 099 219**	**17,47%**	**17,47%**
Groupe MAMDA & MCMA	16 rue Abou Inane - Rabat	16 379 156	8,15%	8,15%
RMA-Watanya	83 avenue des FAR - Casablanca	2 683 942	1,34%	1,34%
Wafa Assurance**	1 rue Abdelmoumen - Casablanca	13 257 604	6,60%	6,60%
Axa Assurances Maroc	120 avenue hassan II - Casablanca	2 778 517	1,38%	1,38%
1-3- Autres institutionnels		**21 905 730**	**10,90%**	**10,90%**
Régime Collectif d'Allocation et de Retraite	Angle rue d'Alger et Duhaume - Casablanca	7 839 293	3,90%	3,90%
Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)	140 Place My El Hassan - Rabat	4 694 810	2,34%	2,34%
Wafa Corp**	42 bd Abdelkrim Al Khattabi - Casablanca	57 602	0,03%	0,03%
Caisse Marocaine de Retraite	2 avenue des Alaouites - Rabat	4 616 769	2,30%	2,30%
CIMR	100 Bd Abdelmoumen - Casablanca	4 697 256	2,34%	2,34%
2- Actionnaires Etrangers		**10 715 614**	**5,33%**	**5,33%**
Santusa Holding	Paseo de la Castellana n°24 - Madrid (Espagne)	10 715 614	5,33%	5,33%
3- Flottant		**38 792 796**	**19,31%**	**19,31%**
OPCVM et autres	NA*	28 783 358	14,33%	14,33%
Personnel de la banque	NA*	10 009 438	4,98%	4,98%
Total		**200 889 813**	**100,00%**	**100,00%**

Source : Attijariwafa bank - * Non applicable

[10] SNI est devenue l'actionnaire de référence de Attijariwafa bank à hauteur de 48,56 %, suite essentiellement à la fusion absorption de ONA par SNI, intervenue au 31 décembre 2010.

XV.4. Renseignements relatifs aux principaux actionnaires

SNI

Activité	Holding
Chiffre d'affaires consolidé au 31.12.2011 - Mdh	50 416,1
Résultat net consolidé au 31.12.2011 - Mdh	4 297,1
Situation nette consolidée au 31.12.2011 - Mdh	48 200,6
Actionnariat au 31.12.2011	COPROPAR : 42,0%
	GROUP INVEST : 12 ,4%
	MAMDA-MCMA : 9,2%
	R.C.A.R : 7,7%
	C.I.M.R : 6,3%
	LAFICO : 5,7%
	RMA WATANYA : 3,4%
	AUTRES ACTIONNAIRES : 13,3%

Source : Attijariwafa bank - SNI

MAMDA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires consolidé au 31.12.2011 - Mdh	554,9
Résultat net consolidé au 31.12.2011 - Mdh	295,8
Situation nette consolidée au 31.12.2011 - Mdh	3 768,9
Actionnariat au 31.12.2011	Sociétaires

Source : Attijariwafa bank

MCMA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires consolidé au 31.12.2011 - Mdh	1 165,9
Résultat net consolidé au 31.12.2011 - Mdh	269,8
Situation nette consolidée au 31.12.2011 - Mdh	3 864
Actionnariat au 31.12.2011	Sociétaires

Source : Attijariwafa bank

Santander Group

Santusa Holding porte les participations du Groupe Santander dans Attijariwafa bank.

Activité	Banque
Produit Net Bancaire consolidé au 31.12.2011	44 262 M€ (soit 491,7 Mrds dh)
Résultat net part du groupe au 31.12.2011	5 351 M€ (soit 59,5 Mrds dh)
Situation nette consolidée au 31.12.2011	80 629 M€ (soit 895,7 Mrds dh)
Actionnariat au 31.12.2011	Conseil d'Administration : 2,22%
	Investisseurs institutionnels : 52,62%
	Particuliers : 45,16%

Source : Attijariwafa bank

Wafa Assurance

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2011 - Mdh	5 280,0
Résultat net au 31.12.2011 - Mdh	810,0
Situation nette au 31.12.2011 - Mdh	3 458,0
Actionnariat au 31.12.2011	Omnium de Gestion Marocain (OGM) : 79,29%*
	Divers actionnaires : 20,71%

Source : Attijariwafa bank
* OGM est détenue à hauteur de 100% par Attijariwafa bank

XV.5. Pactes d'actionnaires

Néant.

XV.6. Nantissements d'actions

Les actions d'Attijariwafa bank détenues par les actionnaires de référence ne font pas l'objet de nantissement.

XVI. MARCHE DES TITRES D'ATTIJARIWAFA BANK

XVI.1. Caractéristiques des actions Attijariwafa bank

Les actions Attijariwafa bank sont cotées à la Bourse de Casablanca sous le code 20 500 (ATW J 010703). Au 31 mai 2012, le flottant du titre Attijariwafa bank s'élève à près de 19,31% du capital social de la banque.

La croissance du cours du titre Attijariwafa bank ressort à près de -14,0% depuis le 31 décembre 2010 jusqu'au 31 décembre 2011, et elle s'est établie à 4,3% entre le 31 décembre 2011 et le 31 mai 2012.

En septembre 2008, Attijariwafa bank a ramené le montant nominal de l'action à 10 Dh au lieu de 100 Dh. Cette réduction a eu pour effet de multiplier par 10 le nombre d'actions formant le capital social de la banque et s'est traduit, en conséquence, par la création de 192 995 960 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 dirhams chacune, en remplacement des 19 299 596 actions anciennes de 100 dirhams chacune. Les actions nouvelles sont attribuées aux actionnaires d'Attijariwafa bank, à raison de 10 actions nouvelles en remplacement d'une action ancienne.

XVI.2. Émission de titres de créances

Emprunts obligataires

En février 2007, Attijariwafa bank a émis deux emprunts obligataires subordonnés portant sur un montant global de 2 milliards de dirhams, avec un taux nominal de 3,85%, réservés aux investisseurs institutionnels. Le montant global de l'opération fut réparti, à parts égales, en un emprunt coté à la Bourse de Casablanca, et en un emprunt non coté.

Le 12 novembre 2007, Attijariwafa bank a émis deux emprunts obligataires subordonnés d'un montant global d'1 milliard de dirhams avec un taux nominal de 5,10%. Le montant global de l'opération fut réparti en un emprunt coté à la Bourse de Casablanca, d'un montant de 800 millions de dirhams et un emprunt non coté, d'un montant de 200 millions de dirhams.

En juin 2008, la banque a émis un emprunt obligataire subordonné non coté, d'un montant d'un milliard de dirhams, avec un taux nominal de 4,60%, réservé aux investisseurs institutionnels.

En décembre 2008, la banque a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global de 2 milliards de dirhams dont une partie au taux nominal de 5,60% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches dont seules deux ont été souscrites.

En juin 2009, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard de dirhams, dont une partie au taux nominal de 5,00% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont trois ont été souscrites (seule la tranche cotée, au taux révisable annuellement, n'a pas été souscrite).

En décembre 2009, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard de dirhams, dont une partie au taux nominal de 4,76% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont deux ont été souscrites. Seules les deux tranches non notées ont été souscrites (tranche non cotée au taux fixe et tranche non cotée au taux révisable annuellement).

En juin 2010, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard deux cent millions de dirhams, dont une partie au taux nominal de 4,78% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont deux cotées et deux autres non cotées. Toutes les tranches ont été souscrites.

En juin 2011, Attijariwafa bank a émis un emprunt obligataire subordonné d'un montant global d'un milliard de dirhams, dont une partie au taux nominal de 4,77% et une partie à taux révisable annuellement. L'emprunt obligataire subordonné a été proposé sous forme de quatre tranches, dont trois ont été souscrites (seule la tranche cotée, au taux révisable annuellement, n'a pas été souscrite).

L'état des titres de créances émis par Attijariwafa bank sur les quatre derniers exercices se présente comme suit :

Montant de l'émission (en Kdh)	Date de l'émission	Cotation de la tranche	Nominal (en Dh)	Taux d'intérêt	Maturité	Remboursement	Echéance
2 000 000							
1 000 000	*2007*	*Cotée*	*100 000*	*3,85%*	*7 ans*	*In fine*	*27/02/2014*
1 000 000	*2007*	*Non cotée*	*100 000*	*3,85%*	*7 ans*	*In fine*	*27/02/2014*
1 000 000							
800 000	*2007*	*Cotée*	*100 000*	*5,10%*	*10 ans*	*In fine*	*26/11/2017*
200 000	*2007*	*Non cotée*	*100 000*	*5,10%*	*10 ans*	*In fine*	*26/11/2017*
1 000 000	*2008*	*Non cotée*	*100 000*	*4,60%*	*5 ans*	*In fine*	*02/07/2013*
2 000 000							
500 400	*2008*	*Cotée*	*100 000*	*5,60%*	*10 ans*	*In fine*	*26/12/2018*
620 000	*2008*	*Non cotée*	*100 000*	*5,60%*	*10 ans*	*In fine*	*26/12/2018*
879 600	*2008*	*Non cotée*	*100 000*	*Révisable annuellement*	*10 ans*	*In fine*	*26/12/2018*
1 000 000							
205 000	*2009*	*Cotée*	*100 000*	*5,00%*	*10 ans*	*In fine*	*29/06/2019*
505 000	*2009*	*Non cotée*	*100 000*	*5,00%*	*10 ans*	*In fine*	*29/06/2019*
290 000	*2009*	*Non cotée*	*100 000*	*Révisable annuellement*	*10 ans*	*In fine*	*29/06/2019*
1 000 000							
50 000	*2009*	*Non cotée*	*100 000*	*4,76%*	*7 ans*	*In fine*	*29/12/2016*
950 000	*2009*	*Non cotée*	*100 000*	*Révisable annuellement*	*7 ans*	*In fine*	*29/12/2016*
1 200 000							
80 300	*2010*	*Cotée*	*100 000*	*4,78%*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2017*
642 900	*2010*	*Non cotée*	*100 000*	*4,78%*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2017*
30 600	*2010*	*Cotée*	*100 000*	*Révisable annuellement*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2017*
446 200	*2010*	*Non cotée*	*100 000*	*Révisable annuellement*	*7 ans*	*In fine*	*29/06/2017*
1 000 000							
87 200	*2011*	*Cotée*	*100 000*	*4,77%*	*7 ans*	*In fine*	*30/06/2018*
114 500	*2011*	*Non cotée*	*100 000*	*4,77%*	*7 ans*	*In fine*	*30/06/2018*
798 300	*2011*	*Non cotée*	*100 000*	*Révisable annuellement*	*7 ans*	*In fine*	*30/06/2018*

Source : Attijariwafa bank

Certificats de dépôts[11]

Au 31 mai 2012, l'encours de certificats de dépôts d'Attijariwafa bank s'établit à 9,24 Mrds Dh.

Le plafond du programme d'émission de certificats de dépôts est passé à 20 Mrds Dh au lieu de 12 Mrds Dh précédemment.

XVII. NOTATIONS DE ATTIJARIWAFA BANK[12]

XVII.1.Notation de Standard & Poor's du 13 décembre 2011

STANDARD & POOR'S

23, rue Balzac 75 406 Paris cedex - France
Tél. : 00.33.1.44.20.66.50
Fax : 00.33.1.44.20.66.51
Adresse électronique : FIG_Europe@standardandpoors.com

Ce rapport de notation correspond à la version traduite du texte intégral transmis par l'agence de notation Standard & Poor's.

Les notes de la banque marocaine Attijariwafa Bank sont confirmées à 'BB/B' suite au changement de critères bancaires. La perspective de la note long terme est modifiée de stable à positive.

Présentation générale

Après une analyse selon les critères révisés de Standard & Poor's (publiés le 9 novembre 2011), nous avons confirmé les notes de crédit 'BB/B' à long et court terme de la banque marocaine Attijariwafa Bank et modifié de 'stable' à 'positive' la perspective sur la note long terme de cette dernière.

Les notes d'Attijariwafa Bank reflètent une « ancre » de « bb », ainsi que sa forte position de marché, un niveau de capital et une rentabilité faibles, un profil de risque modéré, un refinancement satisfaisant et un niveau de liquidité adéquat, selon la définition de ces termes dans nos critères.

La note long terme bénéficie d'un « notch » de soutien et intègre un éventuel soutien exceptionnel du gouvernement en cas de nécessité.

La perspective positive reflète le potentiel d'amélioration des notes au cours des 12 prochains mois. Nous estimons en effet que la banque pourrait améliorer son faible niveau de capitalisation actuel, tout en maintenant une forte position de marché ainsi qu'un refinancement et une liquidité solides.

Notation

Comme annoncé précédemment le 13 décembre 2011, Standard & Poor's Ratings Services a confirmé les notes de contrepartie à long et court terme « BB/B » de la banque marocaine Attijariwafa Bank (AWB). La perspective sur la note long terme a été révisée de stable à positive.

Analyse

Les notes d'AWB reflètent l'ancre de « bb » de la banque ainsi qu'une « forte » position de marché, un niveau de capital et une rentabilité « faibles », un profil de risque « modéré », un financement « satisfaisant » et un niveau de liquidité « adéquat », selon la définition de ces termes dans nos critères. La notation long terme bénéficie d'un « notch » de soutien et intègre la probablilité d'un éventuel soutien exceptionnel du gouvernement en cas de nécessité.

L'évaluation de la solidité intrinsèque d'AWB (SACP, stand-alone credit profile) s'établit à « bb - ».

[11] Source : rapport CAC 2010 relatif aux comptes consolidés d'Attijariwafa bank
[12] Attijariwafa bank s'est engagée à procéder à sa notation pour les exercices 2011,2012 et 2013 par une agence de notation internationale reconnue par le CDVM.

L'ancre de 'bb', point de départ dans l'évaluation de la notation de crédit d'une banque, repose sur notre méthodologie d'analyse du risque de l'industrie bancaire (Banking Industry Country Risk Assessment (BICRA) et consiste en l'évaluation des risques économiques et bancaires du Maroc. Le BICRA est d'une part renseigné par notre évaluation du risque économique. Nous considérons que l'économie marocaine est concentrée sur des secteurs cycliques, en particulier l'agriculture et le tourisme, qui rendent la performance économique du pays vulnérable aux facteurs externes et l'exposent aux fluctuations du secteur immobilier. D'autre part, pour ce qui concerne le risque sectoriel, le système bancaire marocain bénéficie d'une forte stabilité, avec quelques banques dominant le secteur, ainsi que d'importants dépôts de particuliers, majoritairement non rémunérés, y compris ceux des expatriés marocains. Toutefois, le ratio crédits / dépôts du système bancaire est en détérioration constante étant donné que les dépôts disponibles ne peuvent plus suivre le rythme de croissance des activités de prêt, ce qui peut représenter, à moyen terme, des risques de liquidité non négligeables.

Nous estimons que la position de marché d'AWB est « forte » et considérons que la banque maintiendra sa position de leader sur le marché marocain ainsi qu'une stratégie bien conçue en dépit d'un développement rapide et ambitieux à l'étranger. Au 30 juin 2011, avec des actifs s'établissant à 324,9 milliards de dirhams marocains (MAD) (soit 41,5 milliards de USD), AWB est la plus importante banque commerciale marocaine dont les coeurs de métiers sont la banque de financement avec des filiales de crédit hypothécaire, de crédit à la consommation, de crédit-bail, d'affacturage, de gestion d'actifs et de banque d'affaires. Depuis 2005, AWB s'est développée en Afrique du Nord et de l'Ouest. A fin 2010, ses filiales en Afrique comptent pour environ 20 % du total des actifs de la banque, en hausse par rapport aux 13,2 % enregistrés en 2008. Nous prévoyons une croissance, essentiellement organique, des opérations africaines d'AWB, mais n'attendons pas une progression excédant le quart du total des actifs de la banque à moyen terme.

Le niveau de capitalisation et de rentabilité d'AWB est considéré comme « faible ». Cette évaluation reflète notre anticipation d'une légère amélioration à court terme de la modeste capitalisation, soutenue par la capacité de la banque à générer des revenus satisfaisants et par une éventuelle augmentation du capital. Toutefois, notre scenario de base ne comporte pas d'augmentation de capital et affiche un ratio de capital ajusté des risques (RAC, risk adjusted capital) avant diversification/concentration pour AWB d'environ 4% sur les 12-18 prochains mois. Selon nos calculs, la marge de couverture des résultats sur trois ans est positive d'environ 1 % grâce à la bonne maîtrise des coûts, la main d'oeuvre peu onéreuse au Maroc et la grande proportion de dépôts non rémunérés qui représentent près des deux tiers des dépôts de la clientèle.

L'exposition au risque d'AWB est considérée comme « modérée ». Le profil de risque d'AWB est largement dominé par les risques de crédit notamment au regard de la croissance rapide des prêts au cours des quatre dernières années. Les indicateurs de qualité des actifs d'AWB se sont stabilisés au cours de 2010 et 2011, avec un ratio de créances douteuses (NPL, nonperforming loans) de 5,2 % et un ratio de couverture des créances irrécouvrables (LLR, loan loss reserves) de 73 % au 30 juin 2011. Nous n'excluons pas une éventuelle détérioration des indicateurs de qualité des actifs d'AWB sur le moyen terme et estimons que l'un des secteurs les plus vulnérable reste l'immobilier, qui a été historiquement l'un des principaux moteurs de croissance de la banque. Nous comprenons cependant que le recul de l'immobilier reste confiné au secteur haut de gamme où le risque d'AWB reste limité. Nous considérons également que la stratégie d'expansion géographique d'AWB est agressive et représente une source supplémentaire de risques de crédit et opérationnel.

Le profil de refinancement d'AWB est considéré « satisfaisant » et son niveau de liquidité « adéquat » bien que son ratio crédits / dépôts continue d'augmenter, à l'image du système bancaire marocain. Le ratio crédits / dépôts devrait se détériorer davantage sur le moyen terme puisque nous anticipons une croissance rapide des prêts sans augmentation proportionnelle de la masse des dépôts. Ceci dit, la position de financement d'AWB reste saine puisque la banque a un large accès aux dépôts de particuliers, y compris ceux non rémunérés des résidents marocains et des expatriés. Nous pensons qu' AWB va s'atteler aux besoins grandissants de liquidité en utilisant les marchés de capitaux, avec un recours plus important à la dette subordonnée, aux billets de trésorerie à court terme ou aux opérations de pension (repurchase agreements).

La notation long terme de la banque est un « notch » plus élevée que sa note de solidité intrinsèque et reflète l'importance systémique d'AWB au Maroc ainsi que notre évaluation de la propension des autoritiés marocaines à soutenir son secteur bancaire.

Perspective

La perspective positive reflète le potentiel d'amélioration des notes au cours des 12 prochains mois. Nous estimons que la banque pourrait remédier à son faible niveau de capitalisation actuel, tout en maintenant une forte position de marché ainsi que son profil de refinancement et de liquidité actuel. Nous estimons que les risques associés à son portefeuille de crédits, qui s'est accru rapidement ces dernières années, et à sa stratégie d'expansion géographique, devraient rester relativement stables.

De ce fait, nous pourrions relever les notes de la banque si une amélioration de la qualité de ses actifs ou une augmentation de capital au delà de nos attentes, nous conduisait à réévaluer notre opinion sur son profil de risque ou son niveau de capitalisation. Notamment, un renforcement du capital de la banque entraînant un ratio « RAC » avant diversification/concentration supérieur à 5 %, aurait une implication positive sur la note, toutes choses égales par ailleurs.

A l'inverse, nous serions amenés à revoir la perspective de la note long terme de positive à stable si la qualité des actifs d'AWB venait à se détériorer significativement ou si sa stratégie d'expansion devenait plus risquée que prévu, ce qui dégraderait le profil de risque de la banque.

XVII.2.Notation de Capital Intelligence de mai 2011 (extrait traduit)

CAPITAL INTELLIGENCE

Oasis Complex, Block E Gladstone Steet P.O Box 53585 CY 3303 Limassol - Chypre
Tél. : 00.357.25.34.23.00
Fax : 00.357.25.81.77.50
Adresse électronique : capital@ciratings.com

Confirmation des notations de crédit d'Attijariwafa Bank

« Capital Intelligence (CI), l'agence de notation internationale a annoncé ce jour qu'elle confirme les notations de crédit d'Attijariwafa Bank, banque basée à Casablanca au Maroc. La notation long terme devise reste « BBB- » et la notation court terme devise demeure « A3 », avec une perspective « stable ». Parallèlement, CI a affirmé la solidité financière de la banque avec une note de « BBB », avec une perspective « stable ». La note du garant (Support Rating) est maintenue à « 2 » traduisant un actionnariat robuste, la position dominante de la banque au sein de la franchise et la très forte probabilité de soutien des autorités le cas échéant.

Attijariwafa Bank (AWB), la banque leader au Maroc, contrôle une franchise nationale vigoureuse et détient une part de marché de près d'un quart des actifs, des prêts et des dépôts du secteur. La qualité des actifs de la Banque est satisfaisante avec un faible niveau de créances douteuses (non-performing loans, NPL) et une provision élevée. L'augmentation des créances douteuses en 2010 a été observée puisqu'une pression exercée sur le portefeuille de crédits avait été provoquée par des conditions économiques légèrement plus tendues et une croissance des prêts des années précédentes. Toutefois, l'augmentation n'est pas un problème majeur et de surcroît, la couverture des créances douteuses de la banque est très élevée. Le ratio de solvabilité d'AWB est solide avec une amélioration au cours des dernières années grâce à l'émission de titres subordonnés au niveau des fonds propres complémentaires Tier 2. Le niveau de liquidité est confortable, soutenu par un niveau élevé d'actifs liquides et appuyé côté financement par le socle de dépôts clientèle d'AWB.

La profitabilité d'AWB est satisfaisante depuis plusieurs exercices et la performance s'est de nouveau bien comportée en 2010. La Banque a réussi à améliorer ses marges essentiellement grâce à la baisse des coûts de financement. Même si le Maroc n'a pu éviter l'instabilité que connaissent ses voisins nord-africains et moyen-orientaux, le pays bénéficie d'un positionnement relativement fort, les risques sur la monarchie et le gouvernement apparaissant minimes actuellement. La croissance économique marocaine peut décliner légèrement cette année mais devrait se maintenir au dessus de 4 %.

Bien que la force historique de la Banque ait été dans la banque d'entreprises et la banque privée patrimoniale, elle a orienté sa stratégie vers la banque de détail du « middle market » et des produits du marché financier et services financiers connexes. En novembre 2008, AWB a acquis une participation dans le réseau de détail africain de Crédit Agricole S.A. y compris Crédit du Congo (81 % de participation), Société Ivoirienne de Banque (51 %), Société Camerounaise de Banque (65 %), Union Gabonaise de Banque (59 %) et Crédit du Sénégal (95 %), pour un montant de EUR 250 millions (MAD 2,8 milliards). Cette orientation stratégique est cohérente avec sa politique d'expansion dans les opérations de banque de détail en Afrique.

AWB a été établie en 1911 en tant que Banque Commerciale du Maroc (BCM). Elle est la plus ancienne et plus importante banque nationale. Les plus gros actionnaires d'AWB sont Société Nationale d'Investissement (SNI) (48,4 %), les institutionnels marocains (30,3 %) et Grupo Santander (4,6 %). Le reste de l'actionnariat environ 15,7 % est coté. A fin 2010, le montant total des actifs s'établit à MAD 227 460 millions (USD 27,8 milliards). Le bilan consolidé affiche MAD 306 655 millions (USD 37,5 milliards) à fin 2010. »

XVIII. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE D'ATTIJARIWAFA BANK

XVIII.1. Conseil d'Administration

Au 31 mai 2012, Attijariwafa bank est administrée par un Conseil d'Administration composé de 10 membres et présidé par Monsieur Mohamed EL KETTANI.

Administrateurs	Date de nomination*	Expiration du mandat
M. Mohamed EL KETTANI Président du Conseil d'Administration	2008	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2013
M. Antonio ESCAMEZ TORRES Vice-Président, représentant de Grupo Santander Conseiller Directeur Général	2012	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2017
SIGER Représentée par M. Mounir EL MAJIDI Président Directeur Général	2009	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2014
SNI Représentée par M. Hassan BOUHEMOU Président Directeur Général	2011	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016
M. José REIG Administrateur, représentant Santusa Holding Directeur Général Adjoint	2012	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2017
M. Abed YACOUBI SOUSSANE Administrateur, représentant MAMDA-MCMA Président MAMDA-MCMA	2011	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016
M. Javier HIDALGO BLAZQUEZ Administrateur, représentant Grupo Santander Directeur Général Adjoint	2012	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2017
Grupo Santander Représenté par M. Manuel VARELA Directeur Général Adjoint	2008	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2013
M. Hassan OURIAGLI	2011	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2016
Mme Wafaa GUESSOUS Secrétaire du Conseil	2000	-

Source : Attijariwafa bank - * Nomination ou renouvellement de mandat

Il n'existe aucun lien d'alliance ou de parenté des administrateurs avec des dirigeants d'Attijariwafa bank.

Le Conseil d'Administration prévoit, dans sa composition, la présence d'administrateurs indépendants. En outre, un règlement intérieur définit les missions ainsi que les modalités d'organisation et de tenue des réunions. Il précise également les missions et les modalités de travail des comités spécialisés.

La charte de l'administrateur regroupe l'ensemble des droits et obligations liés à la fonction d'administrateur, notamment sur le plan de la confidentialité des informations, de la gestion des conflits d'intérêts et des opérations portant sur la valeur de la banque.

XVIII.2. Autres mandats d'administrateur du Président Mohamed EL KETTANI

M. Mohamed EL KETTANI, Président Directeur Général d'Attijariwafa bank est également administrateur dans les sociétés suivantes :

Sociétés	Fonction
Wafasalaf	Administrateur
Wafa Immobilier	Administrateur
Wafabail	Administrateur
Wafa LLD	Administrateur
Wafa Cash	Administrateur Représentant Attijariwafa bank
Attijari Finances Corp.	Président
Attijari Factoring	Administrateur
Agram Gestion	Administrateur Représentant Attijari Invest
Wafa Assurance	Administrateur et Représentant OGM
Wafa Gestion	Président du Conseil d'Administration
Wafa Bourse	Administrateur
Wafa Investissement	Administrateur
Wafa Trust	Administrateur
Attijari Invest	Administrateur
Attijari Capital Développement	Administrateur
Capri	Président du Conseil d'Administration
Attijari International Bank	Président du Conseil d'Administration
Attijariwafa bank Europe	Administrateur
Attijari bank Tunisie	Représentant Attijariwafa bank
CBAO Groupe Attijariwafa bank	Représentant permanent Attijariwafa bank
Crédit du Sénégal	Administrateur
Société Ivoirienne de Banque	Administrateur
Union Gabonaise de Banque	Administrateur
Crédit du Congo	Administrateur
Société Commerciale de Banque Cameroun	Administrateur
Banque Internationale pour le Mali	Administrateur
Attijari bank Mauritanie	Administrateur
OGM SA	Président
Wafacorp	Président
BCM Corporation	Président
Fondation AWB	Président
Fondation Actua	Président
Somed	Administrateur
SNI	Représentant Attijariwafa bank
Société Hospitality Holding	Représentant Attijariwafa bank
Société d'Aménagement du Parc de Nouaceur	Représentant Attijariwafa bank
GPBM	Vice-Président Délégué
CIMR	Représentant OGM
Fondation Mohamed V pour la Solidarité	Administrateur
Université Al Akhawayn	Administrateur
Dar Addamane	Président du Conseil d'Administration

Source : Attijariwafa bank

XIX. ORGANES DE DIRECTION

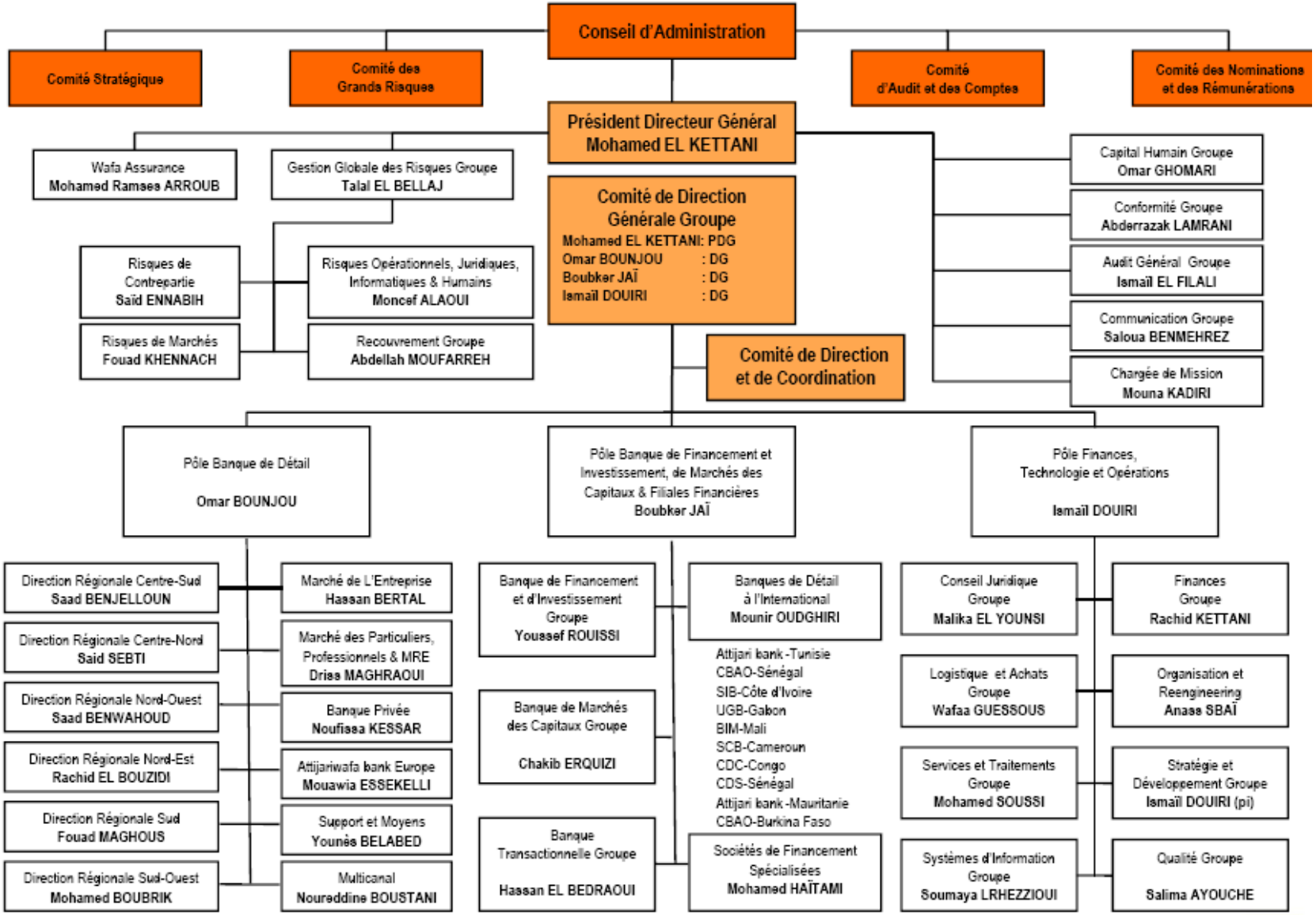
XIX.1. Organisation

Dans le cadre de son nouveau projet de dévelppement, Attijariwafa bank a mis en place, à partir de janvier 2012, une nouvelle organisation visant principalement à optimiser le modèle de développement du groupe, améliorer ses pratiques managériales et refondre son organisation pour être en phase avec sa nouvelle taille, les attentes de ses clients et partenaires et anticiper la mise en œuvre du grand chantier de la régionalisation avancée. Cette organisation concerne principalement la banque au Maroc mais a parfois des conséquences sur certaines filiales. Un prolongement de cette réorganisation pourra ensuite concerner les filiales selon des calendriers qui tiennent compte de leurs spécificités.

Cette nouvelle configuration du Groupe s'articule autour des principaux axes suivants :

- **Pôle Banque de Détail :**
  - ✓ unification des réseaux « entreprises et particuliers » sous des Directions Régionales ayant une autonomie de pilotage accrue. Ainsi, chaque Direction Régionale a la responsabilité de réseaux étendus d'agences particuliers (résidents et MRE) et professionnels, de centre d'affaires et de succursales entreprises. En outre, les Diecteurs Régionaux représentent la Dierction Générale de la banque au niveau de leurs régions respectives, aussi bien vis-à-vis des Autorités que vis-à-vis des clients et partenaires ;
  - ✓ renforcement des capacités d'intervention des Directions des Marchés, ayant une couverture nationale, comme un interlocuteur fort vis-à-vis des Directions Régionales pour la fixation des objectifs de production et de rentabilité ainsi que le co-pilotage des réalisations.
  - ✓ Chaque région disposera de sa propre équipe de supports et moyens, reportant fonctionnellement aux entités centrales associées (ex : risque, capital humain, logistique, etc…) et bénéficiera de l'animation centrale pour les produits bancaires, et de l'animation régionale des filiales pour les produits associés.
- **Pôle Banque de Financement & Investissement, Marchés des Capitaux et Filiales Financières :**
  - ✓ renforcement des organisations les plus porteuses de synergies comme la Banque des Marchés de Capitaux Groupe, la Banque de Détail à l'International et les Filiales para-bancaires et financières ;
  - ✓ affirmation du caractère international de certaines acitivtés, comme la Banque de Financement & d'Investissement, résultant du regroupement entre la Banque de Financement et la Banque d'Investissement actuelles ;
  - ✓ création d'une organisation dédiée, « Banque Transactionnelle Groupe » qui regroupe les différentes compétences associées en provenance de différentes entités de la Banque, dont l'international et la Gestion des Flux.
- **Pôle Finances, Technologie et Opérations** a fait l'objet, au même titre que les entitées rattachées au Président Direction Général et le Comité de Direction Général, d'ajustements organisationnels en cohérence avec la finalité de la nouvelle organisation et reflète l'attachement aux principes généraux que sont : l'optimisation de l'efficacité organisationnelle, le développement permanent des talents managériaux et la valorisation des contributions au développement du groupe.

Suite à cette réorganisation, l'organigramme du groupe Attijariwafa bank, au 31 janvier 2012, se décline comme suit :



Source : Attijariwafa bank

XIX.2. Curriculum Vitae des principaux dirigeants

M. Mohamed EL KETTANI : Président Directeur Général (51 ans)

M. Mohamed EL KETTANI, Ingénieur de formation de l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées (ENSTA-Paris-Promotion 1983), a entamé sa carrière à la Banque Commerciale du Maroc en janvier 1984 en tant qu'Ingénieur Conseil au sein du Département des Crédits d'Investissement dont il a assuré la direction dès 1985.

Ses responsabilités sont élargies au département des crédits à l'export, qu'il met en place en 1988, et il participe alors, avec succès, au développement des engagements de la banque dans les créneaux des crédits à l'investissement et à l'export. Puis, il accède en 1989 à la direction centrale du crédit et de l'ingénierie financière.

M. Mohamed EL KETTANI est nommé, en 1994, Directeur Général Adjoint, responsable de la direction générale des crédits et des activités para bancaires.

En mars 2003, il est promu Directeur Général d'Attijariwafa bank, en charge de la Banque de l'Entreprise, de la Banque d'Investissement et de la Banque Privée, Gestion d'Actifs et Assurance puis du pôle Banque de Financement et de l'Entreprise, dans le cadre de la nouvelle organisation.

Depuis septembre 2007, M. EL KETTANI assure la présidence du groupe Attijariwafa bank.

Parallèlement, M. Mohamed EL KETTANI est administrateur de Bank Al Amal, Somed, MAMDA-MCMA, SNI et de plusieurs autres entités du groupe.

M. Omar BOUNJOU : Directeur Général - Pôle Banque de Détail (50 ans)

Ingénieur Ponts et Chaussées (ENPC Paris) et Docteur en Economie (Université Panthéon – Sorbonne), M. BOUNJOU a intégré le Groupe en tant que Directeur Général de Wafasalaf en 1988. M. Bounjou a occupé les postes de Directeur Général de Wafa Immobilier, Directeur Marketing et Communication MPP de Wafabank, Directeur du Marché des Particuliers et Professionnels et Directeur des Services Financiers Spécialisés.

Dans le cadre de la nouvelle structure, M. BOUNJOU occupe le poste de Directeur Général en charge de la « Banque de Détail ».

M. Boubker JAI : Directeur Général - Pôle Banque de financement & Investissement, Marchés des Capitaux et Filiales Financières (53 ans)

M. Boubker JAI intègre, en 1976, l'Ecole Centrale de Paris. Il en sort diplômé en 1979 et titulaire d'un DEA en sols structures.

M. Boubker JAI entame sa carrière professionnelle dans l'informatique, à la Société de Services Parisienne où il est chargé du développement de systèmes de gestion, à destination de grandes entreprises françaises et multinationales. En 1982, il soutient avec succès une thèse de doctorat d'ingénieur en sols structures.

De retour au Maroc en 1983, il effectue le service civil obligatoire à l'école Hassania des ingénieurs en tant que professeur de mécanique.

M. Boubker JAI intègre la Banque Commerciale du Maroc en octobre 1984 en qualité de chargé de mission auprès du président, responsable de projets ayant trait à la modernisation des structures et moyens de la banque dont notamment la conception et la mise en œuvre du schéma directeur d'organisation et d'informatique.

Il accède à la direction de l'informatique et de l'organisation en 1988 et entame alors la refonte complète du système d'information de la banque. Parallèlement, il conduit en 1992 le projet de fusion absorption de la Société de Banque et de Crédit.

Une année plus tard, ses responsabilités sont élargies à la stratégie et, à cet égard, il dirige une équipe pluridisciplinaire pour la conception du plan stratégique de la banque 1994-1997. En 1995, il est nommé directeur général adjoint et en février 2001, il prend en charge la Direction Générale de l'Exploitation.

En mars 2003, il est promu Directeur Général, responsable du pôle « Banque de Détail », puis Directeur Général en charge des « Supports et Moyens » du Groupe.

Actuellement, M. JAI est en charge du pôle Banque de Financement et Investissement, Marchés des Capitaux et Filiales Financières.

M. Boubker JAI est par ailleurs président de la société Interbank, administrateur du Centre Monétique Interbancaire et membre du conseil d'administration de Visa International zone CEMA en tant que représentant du Maghreb et de l'Afrique (hors Afrique du Sud).

M. Ismail DOUIRI : Directeur Général - Pôle Finance, Technologie et Opérations (39 ans)

M. Ismail DOUIRI est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris, de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications et est titulaire d'un MBA de Harvard University en Business Administration.

M. Ismail DOUIRI débute sa carrière à Westinghouse Electric Corporation en 1992 en tant qu'ingénieur développeur. En 1994, il rejoint CFG Group en tant que directeur de la recherche et directeur des systèmes d'information avant d'intégrer Morgan Stanley en 1999, en tant qu'Associate au sein du groupe Télécommunications de la division Investment Banking. En 2000, M. Ismail DOUIRI fonde la société DIAL Technologies S.A spécialisée dans les offres de services de données aux utilisateurs du téléphone mobile, au Maroc et dans la région MENA. Dans le même temps, M. Ismail DOUIRI intègre l'équipe de Mc Kinsey & CO en tant qu'Associate au sein de la cellule du bureau de Genève chargée de l'Afrique du Nord.

M. Ismail DOUIRI a rejoint Attijariwafa bank en 2004 pour prendre en charge la Stratégie & Développement du Groupe. Depuis septembre 2008, M. DOUIRI assure la fonction de Directeur Général d'Attijariwafa bank.

Dans le cadre de la nouvelle organisation, M. DOUIRI est en charge du pôle « Finance, Technologie et Opérations ».

XX. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

XX.1. Comité de Direction Générale

Le comité de direction générale réunit les responsables de pôles sous la présidence du Président Directeur Général. Ce comité, qui se tient une fois par semaine, assure une vue synthétique des activités opérationnelles dans les différents secteurs, le pilotage des grands projets stratégiques et la préparation des questions à soumettre au Conseil d'Administration, dans une démarche collégiale.

Ce comité traite des sujets internes qui concernent le quotidien de la banque ainsi que ses filiales. Il ne concerne ni la stratégie de la banque ni ses perspectives.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général	2007
M. Boubker JAI	Directeur Général Délégué	2003
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général Délégué	2003
M. Ismail DOUIRI	Directeur Général Délégué	2008

Source : Attijariwafa bank

XX.2. Comité de Direction et de Coordination

Sous la présidence du Président Directeur Général ou d'au moins deux Directeurs généraux, le Comité de Direction et de Coordination est une instance d'échange et de partage d'informations. Plus particulièrement le Comité :

- assure la coordination d'ensemble entre les différents programmes du Groupe et se concentre principalement sur l'examen des indicateurs clés de performance ;
- prend acte des grandes orientations stratégiques et de la politique générale du Groupe, ainsi que des décisions et des priorités arrêtées dans les instances ad hoc ;
- prend les décisions fonctionnelles et opérationnelles pour maintenir les objectifs et maximiser les résultats.

D'une périodicité mensuelle, le Comité de Direction et de Coordination est composé des membres de la Direction Générale et des responsables des principaux domaines d'activité.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
Direction Générale		
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général	2007
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général - Pôle Banque de Détail	2003
M. Ismail DOUIRI	Directeur Général - Pôle Finances, Technologie et Opérations	2008
M. Boubker JAI	Directeur Général - Pôle Banque de Financement et Investissement, Marchés des Capitaux et Filiales Financières	2003
Réseau		
Saad Benjelloun	Directeur Général Adjoint - Responsable du réseau Centre-Sud	2012
Saad Benwahoud	Directeur Général Adjoint - Responsable du réseau Nord-Ouest	2012
Said Sebti	Directeur Général Adjoint - Responsable du réseau Centre-Nord	2012
Mohamed Boubrik	Directeur Exécutif - Responsable du réseau Sud-Ouest	2012
Rachid El Bouzidi	Directeur Exécutif - Responsable du réseau Nord-Est	2012
Fouad Maghous	Directeur Exécutif - Responsable du réseau Sud	2012

Mouaouia Essekelli	Directeur Exécutif – Directeur Général d'Attijariwafa bank Europe	2012
Entités Centrales		
Hassan Bedraoui	Directeur Général Adjoint - Responsable de la Banque Transactionnelle Groupe	2007
Hassan Bertal	Directeur Général Adjoint - Responsable du Marché de l'Entreprise	2012
Talal El Bellaj	Directeur Général Adjoint - Responsable de la Gestion Globale des Risques et du Recouvrement	2007
Chakib Erquizi	Directeur Général Adjoint - Responsable de la Banque des Marchés des Capitaux Groupe	2007
Omar Ghomari	Directeur Général Adjoint - Responsable du Capital Humain Groupe	2007
Wafaa Guessous	Directeur Général Adjoint - Responsable Logistique et Achats Groupe	2007
Mohamed Haitami	Directeur Général Adjoint - Responsable des Sociétés de Financement Spécialisées	2012
Mounir Oudghiri	Directeur Général Adjoint - Responsable de la Banque de Détail à l'International	2005
Youssef Rouissi	Directeur Général Adjoint - Responsable Banque de Financement & d'Investissement Groupe	2005
Younes Belabed	Directeur Exécutif - Responsable Supports & Moyens du pôle Banque de Détail	2012
Saloua Benmehrez	Directeur Exécutif - Responsable de la Communication Groupe	2012
Ismail El Filali	Directeur Exécutif - Auditeur Général Groupe	2012
Malika El Younsi	Directeur Exécutif - Responsable du Conseil Juridique Groupe	2012
Noufissa Kessar	Directeur Exécutif - Responsable de la Banque Privée	2008
Rachid Kettani	Directeur Exécutif - Responsable Finances Groupe	2012
Abderrazak Lamrani	Directeur Exécutif - Responsable de la Conformité Groupe	2009
Soumaya Lrhezzioui	Directeur Exécutif - Responsable des Systèmes d'Information Groupe	2012
Driss Maghraoui	Directeur Exécutif - Responsable du Marché des Particuliers, Professionnels & MRE	2012
Mohamed Soussi	Directeur Exécutif - Responsable des Services et Traitements Groupe	2011

Source : Attijariwafa bank

XX.3. Comités issus du Conseil d'Administration

Le système de gouvernance mis en place respecte les principes généraux du gouvernement d'entreprise. Ce système se compose de quatre organes de contrôle et de gestion, issus du Conseil d'Administration :

- **Comité Stratégique** :

Présidé par le Président Directeur Général, ce comité suit les réalisations opérationnelles et les projets stratégiques. Ce comité se réunit tous les deux mois.

Membres	Fonction
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général Attijariwafa bank
M. Hassan BOUHEMOU	Représentant SNI
M. Antonio ESCAMEZ TORRES	Vice-Président
M. José REIG	Représentant Grupo Santander

Source : Attijariwafa bank

- **Comité des Grands Risques :**

Le Comité des Grands Risques, qui se réunit sur convocation du Président Directeur Général, examine et se prononce sur le sort des engagements et les investissements au-delà d'un certain seuil.

Membres	Fonction
Membres permanents :	
M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général Attijariwafa bank
M. Hassan BOUHEMOU	Président Directeur Général SNI
M. José REIG	Représentant Grupo Santander
Membres non permanents :	
M. Ismaïl DOUIRI	Responsable du pôle « Finance-Technologie & Opérations»
M. Talal EL BELLAJ	Responsable de la fonction « Gestion Globale des Risques »

Source : Attijariwafa bank

- **Comité d'Audit et des Comptes** :

Le Comité d'Audit et des Comptes assure le suivi des fonctions Risque, Audit, Contrôle Interne, Comptabilité et Conformité. Ce comité se tient tous les trimestres.

Membres	Fonction
Membres permanents :	
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur
M. José REIG	Administrateur
M. Abed YACOUBI-SOUSSANE *	Administrateur
Membres non permanents :	
M. Abderrazak LAMRANI	Directeur Conformité Groupe
M. Ismail EL FILALI	Directeur Audit Général
M. Rachid KETTANI	Directeur Finances Groupe
M. Talal EL BELLAJ	Directeur Gestion Globale des Risques

Source : Attijariwafa bank - * Nommé président du commité

- **Comité des Nominations et des Rémunérations** :

D'une périodicité annuelle, le Comité des Nominations et des Rémunérations gère les nominations et les rémunérations des principaux dirigeants du groupe.

Membres	Fonction
M. Hassan BOUHEMOU	Représentant SNI
M. José REIG	Représentant Grupo Santander

Source : Attijariwafa bank

XX.4. Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction

En 2011, la rémunération attribuée aux membres du Conseil d'Administration d'Attijariwafa bank s'établit à 4 Mdh, au titre des jetons de présence. Cette somme globale inclut tous les frais annexes inhérents aux déplacements liés au Conseil.

Par ailleurs, la rémunération brute annuelle des membres de direction, au titre de l'exercice 2011, s'élève à 67,4 Mdh. Enfin, les prêts accordés aux membres de direction s'établissent à 80,6 Mdh à fin 2011.

XX.5. Intéressement et participation du personnel

OPV réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank et de ses filiales - 2005

Attijariwafa bank a procédé, en septembre 2005, à une Offre Publique de Vente (OPV) exclusivement réservée aux salariés de la banque et de ses filiales. Cette opération a porté sur 192 994 actions Attijariwafa bank incluant l'attribution d'actions gratuites, soit 0,89% du capital social.

Le montant global de l'opération est de 172 879 330 dirhams incluant l'attribution d'actions gratuites. Les actions Attijariwafa bank, objet de l'OPV, ont été offertes à un prix de 850 dirhams par action pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Classique » et à un prix de 945 dirhams par action pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Plus ». Ces niveaux de prix représentent, à titre indicatif, des décotes respectivement de 13,4% et 3,8% par rapport au cours moyen des 20 dernières séances (982 dirhams) précédant la réunion du Conseil d'Administration du 9 mars 2005 (Conseil ayant approuvé le principe de l'OPV en faveur des salariés du Groupe Attijariwafa bank et conféré au comité stratégique les pouvoirs pour mettre en place et fixer les modalités de cette opération).

L'offre est structurée selon quatre types d'ordres qui sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Type d'ordre	
A	Salariés participant à la « Formule Classique » et exprimant des ordres compris entre 10 et 24 actions.
B	Salariés participant à la « Formule Classique » et exprimant des ordres compris entre 25 et 50 actions.
C	Salariés participant à la « Formule Classique » et exprimant des ordres supérieurs à 50 actions.
D	Salariés participant à la « Formule Plus » et exprimant des ordres de 20 actions au minimum.

Source : Attijariwafa bank

Les renseignements relatifs aux titres objet de cette OPV sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Nature des titres	Actions
Nombre	- Formule Classique : 100 000 actions - Formule Plus : 92 994 actions
Prix de cession	- Formule Classique : 850 Dirhams par action - Formule Plus : 945 Dirhams par action
Date de jouissance	1er janvier 2005
Forme	Nominative
Valeur nominale	100 Dh
Libération des titres	Les actions cédées sont entièrement libérées et libres de tout engagement.
Droit préférentiel de souscription	Néant
Régime de négociabilité des actions	Les titres cédés ne seront pas négociables pendant une durée de 5 ans. La cession des titres devra respecter les conditions fixées pour cette opération, notamment celles relatives au recours au prêt de financement pour l'acquisition des actions.
Droits attachés aux actions acquises	Les titres créés jouiront des mêmes droits que les actions anciennes et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des Assemblées Générales.

Source : Attijariwafa bank

Le taux de satisfaction de l'opération se présente comme suit :

- taux de participation global : 30,42% [13] ;
- taux de satisfaction global en titres : 100,0% [14] ;
- taux de satisfaction global en montant : 100,0% [15] .

OPV réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank et de ses filiales - 2007

En novembre 2007, Attijariwafa bank a procédé à une Offre Publique de Vente exclusivement réservée aux salariés de la banque et de ses filiales. Cette opération a porté sur 289 494 actions, soit 1,5% du capital social. Elle s'inscrit dans le cadre d'un programme de cession d'actions aux salariés du Groupe Attijariwafa bank, visant à créer un plan d'actionnariat salarié à hauteur de 3,0% du capital de la banque, dans un horizon de 5 à 10 ans.

Le montant global de l'opération s'élève à 540 388 800 dirhams. Les actions Attijariwafa bank, objet de l'OPV, ont été offertes à un prix de 1 800 dirhams par action pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Classique » et à un prix de 2 000 dirhams par action pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Plus ». Ces niveaux de prix représentent, à titre indicatif, des décotes respectivement de 42,8% et 36,4% par rapport au cours moyen des 20 dernières séances (3 146 dirhams) précédant la réunion du Conseil d'Administration du 25 septembre 2007 (Conseil ayant approuvé le principe de l'OPV en faveur des salariés du Groupe Attijariwafa bank et fixé les principales modalités).

La décote offerte aux salariés dans le cadre des deux formules a été prise en charge par le Groupe Attijariwafa bank.

Les renseignements relatifs aux titres objet de cette OPV sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Nature des titres	Actions d'Attijariwafa bank toutes de même catégorie.
Forme des titres	Les actions sont nominatives et sont entièrement dématérialisées et inscrites en compte chez Maroclear.
Nombre de titres	- Formule Classique : 192 996 actions - Formule Plus : 96 498 actions
Valeur nominale	100 Dh
Prix de cession	Formule Classique : 1 800 dirhams par action Formule Plus : 2 000 dirhams par action
Date de jouissance	1er janvier 2007[16]
Libération des titres	Les actions cédées sont entièrement libérées et libres de tout engagement.
Droit préférentiel de souscription	Néant
Régime de négociabilité des titres	Les titres cédés ne seront pas négociables pendant une durée de 5 ans. La cession des titres devra respecter les conditions fixées pour cette opération.
Droits attachés aux actions acquises	Toutes les actions bénéficient des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donne droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.

Source : Attijariwafa bank

[13] Poucentage de personnes éligibles ayant participer à l'opération.
[14] Poucentage de titres alloués par rapport au nombre total de titres demandés pour les deux tranches proposées par l'OPV 2005.
[15] Poucentage du montant correspondant au nombre de titres alloués par rapport au montant total correspondant au nombre de titres demandés pour les deux tranches proposées par l'OPV 2005.
[16] Donnant droit aux dividendes distribués en 2008 au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

Le taux de staisfaction de l'opération se présente comme suit :

- taux de participation global : 97,7%[17] ;
- taux de satisfaction global en titres : 38,22% [18] ;
- taux de satisfaction global en montant : 37,15% [19] .

Par ailleurs, Il est à noter qu'au 31 décembre 2011, les salariés du groupe Attijariwafa bank sont actionnaires à hauteur de 1,01%.

Augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc - 2012 :

En mai 2012, Attijariwafa bank a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés de la société et de ses filiales au Maroc. Cette opération a porté sur 8 247 126 actions, soit 4,1% du capital social post-opération. Les objectifs de cette opération consistent principalement en la mise en œuvre de la stratégie de développement de la banque et à partager le fruit de la croissance et de la performance avec ses collaborateurs.

Le montant global maximal de cette opération s'élève à 2 100 000 000 dirhams. Les actions Attijariwafa bank, objet de cette augmentation de capital, ont été souscrites à un prix de 240 Dh par action, prime d'émission comprise, pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Classique » et à un prix de 290 Dh par action, prime d'émission comprise, pour les salariés ayant souscrit à la « Formule Plus ». Ces niveaux de prix représentent, à titre indicatif, des décotes respectivement de 36,3% et 23,0% par rapport au cours du 13 février 2012 qui s'élève à 376,5 dirhams (le 13 février 2012 correspond à la date de tenue du Conseil d'Administration ayant proposé l'opération à l'Assemblée Générale d'actionnaires).

Les renseignements relatifs aux titres objet de cette opération sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Nature des titres	Actions d'Attijariwafa bank toutes de même catégorie.
Forme des titres	Les actions sont nominatives et sont entièrement dématérialisées et inscrites en compte chez Maroclear.
Nombre de titres maximal à émettre	8 247 126 titres répartis comme suit : - Formule Classique : 5 833 333 actions - Formule Plus : 2 413 793 actions
Valeur nominale	10 Dh
Prix d'émission	Formule Classique : 240 dirhams par action Formule Plus : 290 dirhams par action
Date de jouissance	01 janvier 2012
Libération des titres	Les actions cédées sont entièrement libérées et libres de tout engagement.
Droit préférentiel de souscription	Néant
Régime de négociabilité des nouveaux titres	Les actions allouées dans le cadre de cette augmentation de capital doivent être détenues par les salariés selon le calendrier suivant : ▪ détention de la moitié des actions allouées dans le cadre de la « Formule Classique » pendant une durée minimum de 3 ans et du reliquat pendant une durée minimum de 4 ans et ce, à compter de la date de cotation ; ▪ détention de la totalité des actions allouées dans le cadre de la « Formule Plus » pendant une durée minimum de 4 ans et ce, à compter de la date de cotation.

[17] Poucentage de personnes éligibles ayant participer à l'opération.
[18] Poucentage de titres alloués par rapport au nombre total de titres demandés pour les deux tranches proposées par l'OPV 2007.
[19] Poucentage du montant correspondant au nombre de titres alloués par rapport au montant total correspondant au nombre de titres demandés pour les deux tranches proposées par l'OPV 2007.

Ligne de cotation	2ème ligne[20]
Cotation des nouveaux titres	Les actions issues de cette augmentation de capital sont cotées en 2ème ligne.
Droits attachés aux actions acquises	Toutes les actions bénéficient des mêmes droits tant dans la répartition des bénéfices que dans la répartition du boni de liquidation. Chaque action donne droit à un droit de vote lors de la tenue des assemblées.

Source : Attijariwafa bank

Les résultats de l'opération d'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc se présentent comme suit :

- Tranche 1 : 5 833 333 actions souscrites pour un montant de 1 399 999 920 dirhams ;
- Tranche 2 : 2 060 520 actions souscrites pour un montant de 597 550 800 dirhams.

Le nombre total d'actions souscrites est de 7 893 853 pour un montant global de 1 997 550 720 dirhams, soit un taux de réalisation de l'augmentation de capital de 95,72%, et de 100% pour la Tranche 1. L'opération objet de la présente note d'information porte sur le reliquat de la Tranche 2, soit 353 273 actions pour un montant global de 102 449200 Dh.

[20] Les nouveaux titres n'auront pas le droit aux dividendes relatifs l'exercice 2011

PARTIE IV : ACTIVITE D'ATTIJARIWAFA BANK

I. HISTORIQUE D'ATTIJARIWAFA BANK

1911	Création avec implantation d'une succursale de la Banque Transatlantique à Tanger.
1969	Arrivée de M. Abdelaziz Alami en tant que Directeur Général.
Mars 1975	Ouverture de la première délégation à l'étranger destinée aux marocains à Francfort.
1981	Inauguration du siège du boulevard Moulay Youssef.
Mai 1984	Création du groupement Interbank avec la BMCI, la SGMB et le Crédit du Maroc.
Juin 1988	L'ONA acquiert 25% du capital auprès du CIC Paris et devient l'actionnaire de référence de BCM.
Décembre 1989	Entrée du Banco Central (devenu Grupo Santander) au capital de BCM qui devient le 2ème actionnaire de référence aux côtés de l'ONA.
Avril 1992	Fusion-Absorption de la SBC.
Novembre 1993	Le capital de BCM est porté à 1 067 126 000 Dh, franchissant le capital du milliard de dirhams.
8 janvier 2003	Départ à la retraite du Président Abdelaziz ALAMI et nomination du Président Khalid OUDGHIRI.
Novembre 2003	Prise de contrôle de Wafabank par la Banque Commerciale du Maroc, à travers l'achat de l'intégralité du holding financier OGM.
Décembre 2003	Obtention de l'agrément de Bank Al Maghrib concernant le changement de contrôle de Wafabank et le projet de fusion avec la Banque Commerciale du Maroc.
Janvier 2004	Démarrage du programme d'intégration, avec l'assistance d'un consultant de renommée internationale.
26 avril - 10 mai 2004	Offre publique d'achat/Offre publique d'échange sur les titres Wafabank, à l'initiative de la Banque Commerciale du Maroc.
Mai 2004	Renforcement du positionnement du nouvel ensemble dans le crédit à la consommation, avec l'acquisition de Crédor par Wafasalaf.
Mai 2004	Signature d'un protocole d'accord pour le renforcement du partenariat stratégique avec le groupe Crédit agricole SA dans les domaines du crédit à la consommation et de la gestion d'actifs.
28 mai 2004	Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Banque Commerciale du Maroc ratifiant l'augmentation de capital par apports en nature des titres Wafabank et modifiant les statuts.
Juin 2004	Lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination du nouvel ensemble « Attijariwafa bank ».
28 juin–12 juillet 2004	Offre publique de retrait sur les titres Wafabank de la cote de la Bourse de Casablanca.
Décembre 2004	Fusion juridique des deux banques (rétroactive au 31/08/2004).
Janvier 2005	Acquisition de Crédit du Maroc Gestion par Wafa Gestion, dans le cadre du partenariat entre Attijariwafa bank et Crédit Agricole SA.

Septembre 2005	Obtention d'un agrément bancaire pour la création d'une filiale au Sénégal. Fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion. Les trois sociétés sont réunies sous la dénomination Wafa Gestion.
12-26 Septembre 2005	Offre Publique de Vente réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 0,89% du capital.
Novembre 2005	Acquisition de 53,54% du capital de la Banque du Sud (Tunisie) par le consortium Attijariwafa bank et Grupo Santander. Création d'une filiale bancaire de droit français «Attijariwafa bank Europe », ayant son siège social à Paris et obtention d'un passeport européen délivré par la Banque Centrale Française.
Janvier 2006	Dernière bascule informatique : finalisation du programme d'intégration dans le respect des délais et des budgets.
Avril 2006	Certification par engagement de services du réseau de centres d'affaires Entreprises par AFAQ/AFNOR France.
Juillet 2006	Lancement de l'activité d'Attijariwafa bank au Sénégal avec la création d'une filiale bancaire disposant de 4 agences à Dakar.
Septembre 2006	Mise en place d'une nouvelle organisation du groupe Attijariwafa bank. Lancement de Marocomex, plate-forme de services à l'international de la banque.
Décembre 2006	Lancement du plan de développement de la Banque du Sud « Intilak », avec une recapitalisation financière via une augmentation de capital de 50 MDT et l'émission d'obligations convertibles en actions atteignant les 80 MDT. Changement de la dénomination « Banque du Sud » pour la marque Attijari bank. Création d'Attijariwafa Finanzieria en Italie, société financière filiale d'Attijariwafa bank Europe.
Janvier 2007	Acquisition de 66,67% du capital de la Banque Sénégalo-Tunisienne (BST) auprès de certains actionnaires privés de cette banque.
Février 2007	Emission d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 2 milliards de dirhams. Lancement d'Online Trade, le service de gestion en ligne des opérations à l'international.
Juillet 2007	Fusion entre Attijariwafa bank Sénégal et la Banque Sénégalo-Tunisienne pour donner naissance à Attijari bank Sénégal.
Septembre 2007	Publication des comptes consolidés aux normes IAS/IFRS, une année avant l'échéance annoncée par Bank Al-Maghrib aux établissements de crédit de la place.
Octobre 2007	Lancement d'une offre de produits alternatifs.
Novembre 2007	Acquisition de 79,15% du capital de la banque sénégalaise CBAO par le consortium Attijariwafa bank, ONA et SNI. Lancement, par Attijariwafa bank et la BCP, de H Partners, le premier fonds d'investissement touristique. Emission d'un emprunt obligataire d'un montant d'un milliard de dirhams. Lancement d'une OPV réservée aux salariés portant sur 289 494 actions soit 1,5% du capital social.
Décembre 2007	Attijariwafa bank est élue par l'équipe éditoriale du magazine The Banker (publication du groupe Financial Times) « banque de l'année 2007 au Maroc ».

Février 2008	Attijariwafa bank est classée Investment Grade, selon l'agence de rating internationale Capital Intelligence. L'agence estime que la banque dispose d'une bonne liquidité.
Mars 2008	Attijariwafa bank lance l'offre « Confirming », solution sur mesure, conçue pour permettre à l'entreprise d'externaliser les règlements de ses fournisseurs.
Avril 2008	Attijariwafa bank a été élue meilleure banque au Maroc par le magazine américain Global Finance « Best Emerging Market Banks Awards 2008 », et ce pour la quatrième année consécutive.
Mai 2008	Attijariwafa bank s'est implantée à Nouakchott. La banque a reçu l'agrément de la Banque Centrale Mauritanienne.
Juin 2008	Emission d'un emprunt obligataire subordonné non coté d'un montant global d'un milliard de dirhams, réservé aux investisseurs institutionnels. Fusion entre Attijari bank Sénégal et CBAO, donnant naissance à CBAO Groupe Attijariwafa bank.
Juillet / Août 2008	Acquisition, par le consortium Attijariwafa bank, ONA et SNI de 51% de la Banque Internationale pour le Mali. Lancement d'un fonds à capital garanti et lancement d'un nouveau pack pour les jeunes.
Septembre 2008	Split de la valeur nominale de l'action d'Attijariwafa bank. L'opération se traduit par la multiplication par 10 du nombre d'actions Attijariwafa bank en circulation, la valeur nominale de l'action est ainsi divisée par 10.
Novembre 2008	Accord de cession de 24% du capital de Crédit du Maroc et de 15% du capital de Wafasalaf au Crédit Agricole France en contrepartie des participations de ce dernier dans le réseau des banques de détail en Afrique : Crédit du Sénégal, Union Gabonaise de Banques, Crédit du Congo, Société Ivoirienne de Banque et Société Camerounaise de Banque.
Décembre 2008	Emission d'un emprunt obligataire subordonné de 2 milliards de dirhams réservé aux investisseurs institutionnels. Finalisation de l'opération de rapprochement entre CBAO et Attijari Bank Sénégal.
Février 2009	Implantation d'Attijariwafa bank en Libye avec l'ouverture d'un bureau de représentation à Tripoli.
Mars 2009	Lancement par Attijariwafa bank et sa filiale Wafa Cash de « Hssab Bikhir », compte bancaire sans chéquier, non rémunéré, adossé à des produits monétiques de base et permettant l'accès à des solutions de crédit à prix adaptés. Lancement du crédit logement Miftah Assad, produit immobilier pour la classe moyenne. Inauguration du site Yacoub El Mansour (Casablanca) destiné aux équipes des « Services et Traitement Clientèle » et « Systèmes d'Information Groupe ». Signature d'une convention de partenariat avec la FNPI (Fédération Nationale des Promoteurs Immobiliers), ciblant les classes moyennes. Lancement de la téléphonie IP (Internet Protocole), avec un premier déploiement réalisé sur le site de Yacoub El Mansour.
Avril 2009	Lancement par le Groupe Attijariwafa bank du pacte vert afin de soutenir le plan « Maroc Vert 2020 ».
Juin 2009	Emission d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant d'un milliard de dirhams, réservé aux investisseurs institutionnels.

Septembre 2009	Conclusion de l'accord portant sur l'acquisition de 91% du Crédit du Congo et de 58,71% de l'Union Gabonaise de Banques, dans le cadre de l'accord signé en novembre 2008 avec le Crédit Agricole. Lancement par Attijariwafa bank des « Solutions Bidaya » qui proposent aux jeunes actifs de moins de 35 ans une offre globale de produits et services bancaires.
Décembre 2009	Emission d'un emprunt obligataire subordonné de 1 milliard de dirhams réservé aux investisseurs institutionnels. Finalisation de l'acquisition de deux banques africaines : la Société Ivoirienne de Banque et le Crédit du Sénégal. Cession d'une partie (24%) de la participation de Wafa Assurance dans le Crédit du Maroc au Crédit Agricole. Cession par Santander d'une partie de sa participation (10%) dans Attijariwafa bank à la Société Nationale d'Investissement. Attijariwafa bank élue pour la troisième année consécutive meilleure banque au Maroc, par le magazine The Banker.
Janvier 2010	Lancement par Maroc Telecom, en partenariat avec Attijariwafa bank et Banque Centrale Populaire du premier service de transfert d'argent et de paiement par GSM.
Mars 2010	Conclusion de l'accord entre Attijariwafa bank et Banque Populaire pour l'acquisition de 60% du capital de BNP Paribas Mauritanie, à travers un holding détenu à hauteur de 67% par le groupe Attijariwafa bank et à 33% par le groupe Banque Populaire. Décisions des Conseils d'administration de SNI et ONA de procéder à une réorganisation visant la création d'un holding d'investissement unique non coté et ce, à travers le retrait de la cote des deux entités suivi de leur fusion.
Avril 2010	Capital Intelligence, agence de notation internationale, délivre à Attijariwafa bank le rating souverain et devises étrangères BBB- pour le long terme et A3 pour le court terme. Organisation de la 1ère édition du Forum International « Afrique Développement ».
Mai - Décembre 2010	Acquisition de 80% du capital de BNP Paribas Mauritanie conjointement avec le groupe Banque Populaire. Lancement des activités bancaires au Burkina Faso. Lancement du projet Mehari visant à doter les filiales ex-Crédit Agricole du même système d'information que toutes les autres filiales bancaires d'Attijariwafa bank. Obtention par Attijariwafa bank du trophée de la banque africaine de l'année lors de la cérémonie des African Banker Awards à Washington. Obtention par la banque pour la 4ème année consécutive du titre de la meilleure banque au Maroc pour l'année 2010 par le magazine « The Banker ». Classement du groupe Attijariwafa bank en 2ème position des 50 premières banques d'Afrique du Nord en total bilan par le Magazine Jeune Afrique. Reconduction de la notation M2 octroyée par Fitch Rating à Wafa gestion, pour la qualité et la structure de gestion du leader de la gestion d'actifs au Maroc. Obtention par Wafasalaf du 2ème prix du concours des «Morroco Awards » pour les meilleures marques marocaines dans les services, la production, la qualité et l'innovation. Obtention par Attijari bank Tunisie du prix de la meilleure banque tunisienne en « Trade Finance ».
Janvier – décembre 2011	Poursuite du développement du réseau de distribution pour atteindre un total réseau de 2 352 dont 1 791 agences au Maroc. Lancement du Plan d'Épargne en Actions « PEA Capital Actions ». Finalisation de l'opération d'acquisition de SCB Cameroun et celle de Attijari bank

	Mauritanie. Poursuite du plan de transformation des filiales sub-sahariennes. Soutien du programme de développement de l'enseignement préscolaire dans les régions défavorisées dans le cadre du projet Care. Partenariat avec les universités à travers trois projets innovants (Carte Jamiati, Portail Jamiati, Master « Banque et Marchés Financiers ».
Janvier et mai 2012	Mise en place, en janvier 2012, d'une nouvelle organisation visant principalement à optimiser le modèle de développement du groupe Attijariwafa bank, améliorer ses pratiques managériales et refondre son organisation pour être en phase avec sa nouvelle taille, les attentes de ses clients et partenaires et anticiper la mise en œuvre du grand chantier de la régionalisation avancée. une prise de participation complémentaire de 50% dans le capital d'Attijari International Bank – Bank Offshore (AIB Offshore), portant ainsi le taux de participation à 100%. Lancement du Plan Stratégique 2015 d'Attijariwafa bank. Réalisation, en mai 2012, de l'opération d'augmentation de capital d'un montant global de 1 997 550 720 Dh, réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc.

II. APPARTENANCE D'ATTIJARIWAFA BANK AU PERIMETRE SNI

Attijariwafa bank est devenu une participation directe de SNI suite à la fusion absorption de ONA par SNI.

II.1. Historique de ONA

Créé en 1934 et coté à la bourse de Casablanca dès 1945, le groupe ONA est l'héritier de la Compagnie Générale de Transport et de Tourisme (CGTT - 1919), centrée sur les métiers du transport.

La diversification du groupe ONA initiée dès les années 30, notamment dans les mines, s'est accélérée durant les années 80 à travers des investissements dans l'agroalimentaire, la finance, le textile, la chimie, etc.

A partir des années 90, ONA élargit ses domaines d'activités à la communication, le multimédia, la grande distribution et l'immobilier. Entre 1995 et 1999, ONA a recentré ses activités autour de métiers stratégiques que sont les mines, l'agroalimentaire, la distribution et la banque – assurance.

Depuis, ONA a poursuivi de nouveaux axes de développement notamment dans les secteurs des télécommunications et de l'énergie.

Dans le cadre d'un projet de réorganisation validé par le Conseil d'Administration du 25 mars 2010, le consortium mené par SNI a déposé une offre publique de retrait sur les titres ONA à un prix de 1 650 Dh par action. Cette offre publique s'est déroulée entre le 24 mai et le 15 juin 2010. La décision de radiation du titre ONA a été prononcée par la Bourse de Casablanca le 16 juin 2010 et a pris effet le 19 août 2010.

II.2. Historique de SNI

Créée en 1966, SNI est issue de la volonté de l'Etat marocain de poser les jalons d'un investissement institutionnel à même d'accompagner le développement économique du pays. Cotée à la bourse de Casablanca dès l'année suivante, SNI s'est rapidement imposée comme un acteur majeur du mouvement de « marocanisation » au début des années 70 en investissant avec volontarisme dans les secteurs clés de l'économie tels que la finance, l'industrie et les mines.

En 1994, la société est privatisée et 51 % du capital est attribué à un consortium d'investisseurs, nationaux et internationaux, conduit par la Banque Commerciale du Maroc. Une stratégie fondée sur la mise en place de partenariats avec des leaders mondiaux tels que Lafarge et Marcial Ucin est alors engagée par SNI.

Dans le cadre d'un projet de réorganisation validé par le Conseil d'Administration du 25 mars 2010, le consortium mené par Copropar a déposé une offre publique de retrait sur les titres SNI à un prix de 1 900 Dh par action. Cette offre publique s'est déroulée entre le 24 mai et le 15 juin 2010. La décision de radiation du titre SNI a été prononcée par la Bourse de Casablanca le 16 juin 2010 et a pris effet le 19 août 2010.

II.3. Le tandem SNI/ONA

La prise de contrôle de SNI par ONA intervient en 1999. La vocation de SNI en tant que holding d'investissement est alors éclipsée par celle de ONA en tant que groupe multimétiers intégré.

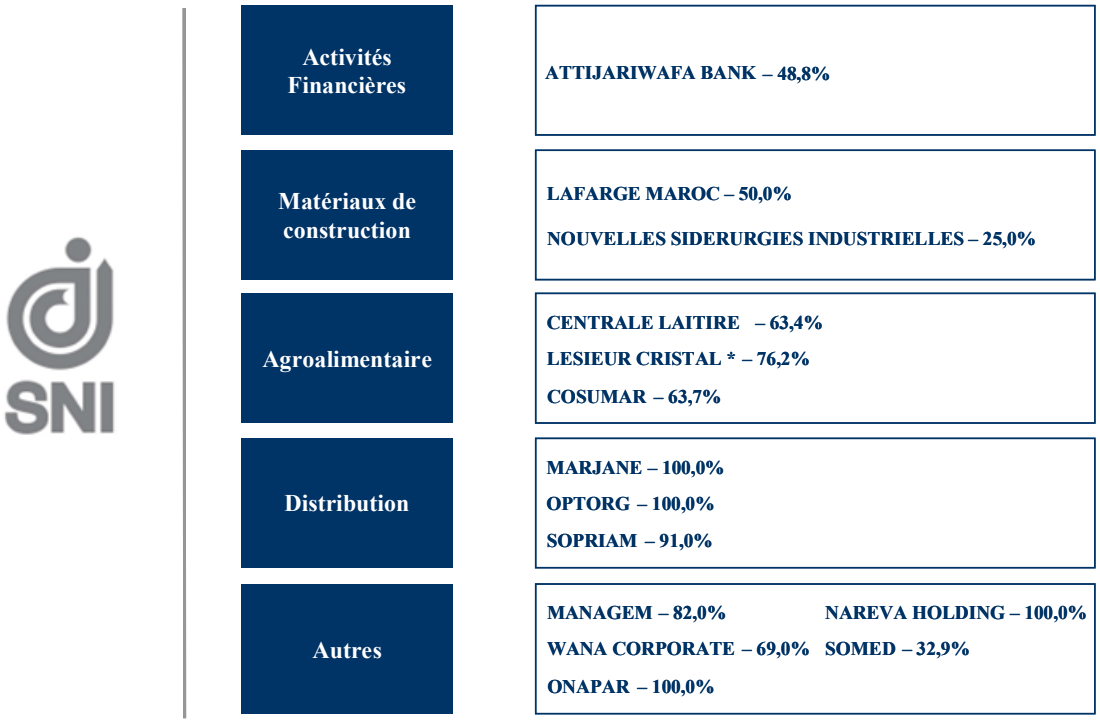
En 2003, intervient une opération de rotation d'actifs par laquelle SNI devient l'actionnaire de référence de ONA avec près de 30% du capital. Cette opération devait permettre d'une part, de clarifier la structure de l'actionnariat vis-à-vis des marchés financiers et d'autre part, de créer deux entités aux vocations distinctes : SNI en tant que holding d'investissement et ONA en tant que groupe multi-métiers.

Réunis le 25 mars 2010, les Conseils d'Administration de SNI et ONA ont décidé de procéder à une réorganisation visant la création d'un holding d'investissement unique non coté et ce, à travers le retrait de la cote des deux entités suivi de leur fusion. Ce projet de réorganisation s'est traduit par le lancement de deux offres publiques de retrait sur les titres SNI et ONA en mai 2010, suivies par la radiation de ces mêmes titres. La fusion absorption de ONA par SNI a ensuite été approuvée par les assemblées générales extraordinaires des deux entités le 31 décembre 2010, avec effet rétroactif au 1er octobre 2010.

II.4. Organigramme de SNI

L'organigramme suivant présente les principales participations de SNI[21] au 31 décembre 2012 :

Principales participations de SNI S.A



*Source : SNI - * SNI a procédé, en février 2012, à la cession de 41,0% du capital de Lesieur Cristal à Oléosud (filiale de Sofiprotéol) et de 12,93% à des institutionnels marocains.*

[21] Y compris les participations du groupe ONA

II.5. Relations entre Attijariwafa bank et SNI

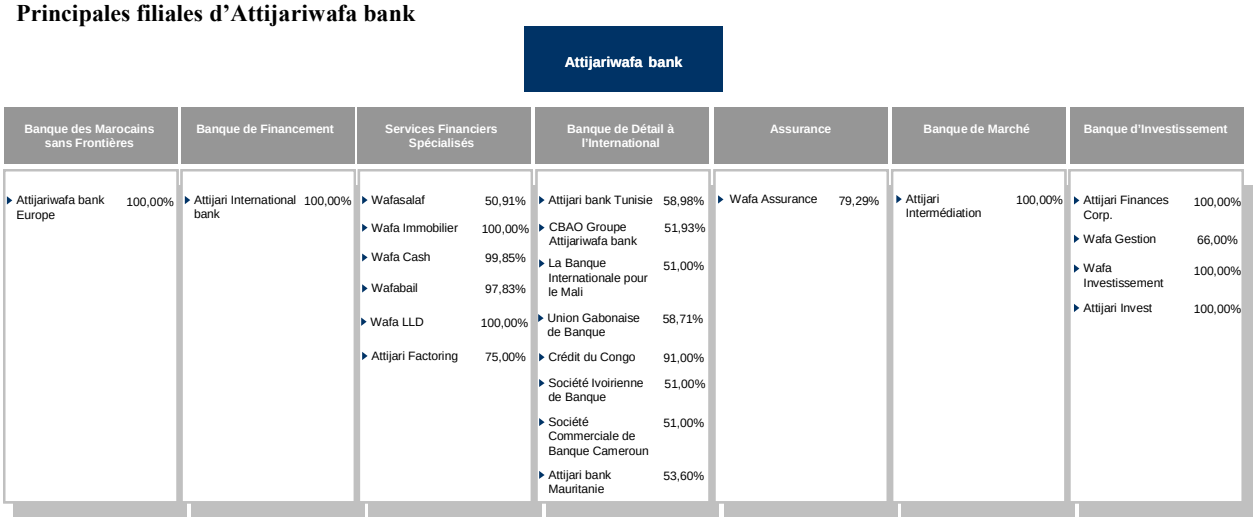
Convention de location de locaux entre Attijariwafa bank et SNI S.A

Société	Nature	Localisation	Loyer facturé en 2011 (KMAD)
SNI S.A	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	6 370
SNI S.A	Ensemble de locaux à usage de bureaux	60, rue d'Alger, Casablanca	711

III. FILIALES D'ATTIJARIWAFA BANK

III.1. Organigramme

Principales filiales d'Attijariwafa bank



Source : Attijariwafa bank – Organigramme au 31 mai 2012, intégrant les principales filiales d'Attijariwafa bank

III.2. Présentation des filiales

III.2.1. Banque des Marocains Résidant à l'Etranger

Attijariwafa bank Europe

En novembre 2005, la Banque Centrale Française a délivré un passeport européen à « Attijariwafa bank Europe », qui a ainsi vu le jour en tant que filiale bancaire de droit français. Cette filiale apporte au groupe le cadre juridique et social lui permettant de déployer ses activités dans l'Union Européenne, en pleine conformité avec le cadre législatif des pays d'accueil et les règles bancaires internationales.

Ainsi, l'activité de la succursale de Paris a été transférée vers Attijariwafa bank Europe. De même, la succursale de Bruxelles est devenue succursale d'Attijariwafa bank Europe à fin 2006.

En décembre 2006, Attijariwafa Finanziaria, filiale d'Attijariwafa bank Europe en Italie, a été créée afin de faciliter le transfert d'argent des citoyens marocains résidents en Italie et disposant d'un compte Attijariwafa bank au Maroc.

Il y a lieu de préciser qu'Attijariwafa Finanziaria Spa a été dissoulue et ses actifs ont été transmis à Attijariwafa bank Europe.

Faits marquants 2011

L'année 2011 a été marquée par les principaux faits marquants suivants :

- développement du réseau commercial avec l'ouverture, le déménagement ou encore le réaménagement de différentes agences en Europe :
  - ✓ ouverture de dix nouvelles agences en Europe ;
  - ✓ ouverture de cinq agences en dehors de la France, notamment en Italie, en Belgique, en Espagne et en Italie ;
  - ✓ mise en place de l'activité de transfert au sein des agences locales aux Pays-Bas.
- signature d'une convention d'application avec la Banque Postale ;
- signature d'une convention d'application avec INTER MUTUELLE ASSISTANCE ;
- lancement des supports web européens.

Faits marquants 2010

La filiale bancaire en Europe a lancé son plan de développement de la banque de détail en Europe. Les principaux axes de ce projet se déclinent comme suit :

- le déploiement du système d'information DELTA sur l'ensemble des pays européens ;
- la consolidation du réseau commercial ;
- la définition du mode de fonctionnement et la formation de l'ensemble des collaborateurs ;
- le développement de l'offre produit ;
- la mise en œuvre des processus de pilotage du contrôle interne à l'échelle européenne.

Au titre de l'exercice 2011, Attijariwafa bank Europe a réalisé un produit net bancaire de près de 373,3 millions de dirhams, en progression de 25,2% par rapport à l'exercice 2010. Le résultat net s'établit à -8,6 Mdh.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011**	Var. 10/09 *	Var. 11/10 *
Dénomination sociale		Attijariwafa bank Europe			
Siège social		6, rue Chauchat 75 009 Paris - France			
Montant du capital social	33 907 KEUR (soit 383 Mdh)	33 907 KEUR (soit 383 Mdh)	39 107 KEUR (soit 434,5 Mdh)		
% de capital détenu	100,00%	100,00%	100,00%		
% des droits de vote	100,00%	100,00%	100,00%		
**Produit net bancaire ** **	24,2 MEUR (soit 274,7 Mdh)	26,7 MEUR (soit 298,2 Mdh)	33,6 MEUR (soit 373,3 Mdh)	10,3%	25,8%
**Résultat net ** **	703 KEUR (soit 7,9 Mdh)	8 KEUR (soit 89,4 Kdh)	-772 KEUR (soit -8,6 Mdh)	-98,9%	Ns
**Total Bilan ** **	283 366 KEUR (soit 3 203 Mdh)	302 525 KEUR (soit 3 380 Mdh)	489 476 KEUR (soit 5 438 Mdh)	6,8%	61,8%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	Nd		

Source : Attijariwafa bank
Cours de change en 2011 : EUR = 11,1095 MAD
Cours de change en 2010 : EUR = 11,1735 MAD
Cours de change en 2009 : EUR = 11,3040 MAD
* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.
** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires

III.2.2. Banque de Financement

Attijari International Bank – Banque Offshore

Attijari International Bank est une société anonyme au capital de 3 000 000 US dollars, détenue conjointement par Attijariwafa bank et Banco Central Hispano Americano. La société intervient en tant que Banque Off Shore.

Le Conseil d'Administration d'Attijariwafa Bank, tenu en date du 14 février 2012, a validé le projet de fusion-absorption entre Attijari International Bank-Banque Offshore et Attijariwafa Bank. En effet, le projet de fusion par absorption d'Attijari International Bank par Attijariwafa bank sera examiné lors de l'Assemblées Générales Extraordinaires du 29 mars 2012. Ce projet de fusion fait suite à l'acquisition par Attijariwafa bank de la participation de Santander (50,0%) dans le capital d'Attijari International Bank.

Faits marquants 2011

Lancement du e-banking au niveau du site internet d'Attijariwafa bank afin d'assurer plus de proximité avec la clientèle.

Faits marquants 2010 [22]

Au courant de 2010, Attijari International Bank a clôturé la mise en place du nouveau système d'information pour être en adéquation avec les systèmes d'information du Groupe Attijariwafa bank.

Au titre de l'exercice 2011, Attijari International Bank a réalisé un produit net bancaire de 33,91 Mdh, en progression de 23,0% suite à une croissance de l'activité. Son résultat net s'établit à 18,9 Mdh, soit un augmentation de près de 26,7% par rapport à l'exercice précédent.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09 *	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	Attijari International Bank - Banque Offshore				
Siège social	Lot. N°41, Zone Franche d'exportation, route de Rabat - Tanger				
Montant du capital social	3 000 KUSD (soit 23,7 Mdh)	3 000 KUSD (soit 23,7 Mdh)	3 000 KUSD (soit 25,7 Mdh)		
% de capital détenu	50,0%	50,0%	100,0%		
% des droits de vote	50,0%	50,0%	100,0%		
Produit net bancaire **	3 678 KUSD (soit 29,1 Mdh)	3 302 KUSD (soit 27,56 Mdh)	3 052 KEUR (soit 33,91 Mdh)	-10,2%	Na
Résultat net **	2 663 KUSD (soit 21 Mdh)	1 793 KUSD (soit 15 Mdh)	1 685 KEUR (soit 19 Mdh)	-32,7%	Na
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Le résultat net a été entièrement affecté au report à nouveau	Le résultat net a été entièrement affecté au report à nouveau	Nd		

Source : Attijariwafa bank -

Cours de change en 2011 : EUR = 11,1095 MAD
Cours de change en 2011 : USD = 8,5651 MAD
Cours de change en 2010 : USD = 8,34640 MAD
Cours de change en 2009 : USD = 7,89955 MAD

* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

** Le produit net bancaire et le résultat net au 31 décembre 2011 sont provisoires et sont comptabilisés en Euro.

III.2.3. Services Financiers Spécialisés

Wafasalaf

Wafasalaf est une société de crédit à la consommation multi-produits (Prêt Personnel, Crédit renouvelable, Cartes de crédit, Crédit automobile, Location avec Option d'Achat (LOA), Equipement des ménages et Crédit voyages). Wafasalaf se distingue notamment par les outils utilisés pour la gestion des crédits, la diversification des fonds de commerce avec un positionnement particulier en automobile, ou encore le réseau de distribution le plus dense du secteur.

Wafasalaf travaille également pour d'autres réseaux de distribution : Attijariwafa bank, CDM, Wafa Cash, Wafa Assurance, La Poste. Elle est par ailleurs liée par un accord de partenariat avec SOFINCO, filiale du Crédit Agricole.

Faits marquants 2011

Au titre de l'exercice 2011, l'activité de Wafasalaf a été marquée par :

- extension du réseau : ouverture de 2 nouvelles agences commerciales à Beni-Mellal et Laayoune ;
- aménagement d'un nouveau siège social et regroupement de l'ensemble des entités centrales dans le nouveau siège ;
- partenariat commercial : Développement de 2 nouveaux partenariats commerciaux de distribution de crédits avec 2 acteurs majeurs (Société Nationale des Transports et de Logistique) et le groupe Aksal (lancement de la carte Revolving pour le compte du Morocco Mall de Casablanca) ;

[22] Source : Attijariwafa bank

- refonte du site Internet de Wafasalaf apportant une amélioration de l'ergonomie et un enrichissement des fonctionnalités ;
- déploiement d'une solution de gestion de la relation client aux standards internationaux ;
- lancement en partenariat avec Wafa Ima Assistance d'un package de crédit PP et produit d'assistance sanitaire ;
- mise en place en synergie avec Wafacash d'un nouveau canal d'encaissement des impayés de la clientèle dans les agences propres de Wafacash.

Faits marquants 2010 [23]

L'année 2010 a été marquée par les événements suivants :

- l'ouverture de 3 nouvelles agences, portant le réseau à 41 agences dont 15 dédiés au financement automobiles et d'équipement à la maison ;
- la nomination de Wafasalaf aux Morocco Awards comme 2ème meilleure marque de service au Maroc ;
- la poursuite de la mise en oeuvre du nouveau Schéma Directeur informatique, avec la livraison de 5 projets et la mise en chantier de la totalité du portefeuille de projet ;
- le lancement d'une gamme de produits diversifiés pour répondre aux besoins de sa clientèle (produits de financement Automobile, prêts non affectés, équipement des ménages, crédits renouvelables, conventions d'entreprises…).

Au titre de l'exercice 2011, Wafasalaf a réalisé un résultat net de 336 Mdh, en progression de 12,4% par rapport à 2010.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale		Wafasalaf			
Siège social		Angle boulevard Abdelmoumen et rue Jenner - Casablanca			
Montant du capital social	113 179 500 Dh	113 179 500 Dh	113 179 500 Dh		
% de capital détenu	50,91%	50,90%	50,90%		
% des droits de vote	50,91%	50,90%	50,90%		
Produit net bancaire *	881,1 Mdh	965,0 Mdh	1 034 Mdh	9,5%	7,2%
Résultat net *	263,4 Mdh	299,2 Mdh	336,4 Mdh	13,6%	12,4%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	44,8 Mdh	46,1 Mdh	129,64 Mdh		

Source : Attijariwafa bank - * Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires

[23] Source : Attijariwafa bank

Wafa Immobilier

Spécialisée dans la distribution de crédit pour l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements, Wafa Immobilier intervient également dans le financement de la promotion immobilière. Pour assurer une meilleure présence sur le marché, Wafa Immobilier dispose de représentations commerciales dans les régions à fort potentiel, notamment à Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech, Agadir et Tanger.

Faits marquants 2011 [24]

L'exercice 2011 a été marqué par les événements suivants :

- lancement de plusieurs chantiers stratégiques et la signature de nombreuses conventions avec d'importants groupes privés et publics ;
- poursuite de la stratégie d'animation commerciale auprès des partenaires (Conventions et Promoteurs) ;
  - ✓ organisation de la journée nationale des promoteurs immobiliers ;
  - ✓ participation aux différentes manifestations et rencontres liées au secteur ;
  - ✓ participation aux différents salons de l'immobilier au Maroc et à l'étranger.
- lancement d'une campagne institutionnelle ;
- Wafa Immobilier a remporté l'appel d'offre, lancé par Al Barid bank pour la gestion des crédits immobiliers déployés au niveau de son réseau d'agence.

Faits marquants 2010 [25]

L'exercice 2010 a été marqué par les événements suivants :

- la consolidation de sa position du leader du marché de l'immobilier au Maroc : gain de près de 67 points de base de PDM à 23,74%, avec un taux de captation de 30% ;
- la poursuite de la stratégie d'animation commerciale auprès de ses partenaires (Conventions et Promoteurs) :
  - ✓ la tournée régionale ALEM , FAR, ADDOHA, Alliances développement, Palmeraie ;
  - ✓ la signature de plusieurs conventions GE, Administrations et Promoteurs immobiliers ;
  - ✓ la confirmation de sa stratégie d'accompagnement de ses partenaires : Chambre nationale des notaires, FNPI, Pouvoir public.
- la construction du nouveau siège social de Wafa Immobilier ;
- l'animation de la zone Sud et l'Oriental, et ce dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation afférente au programme des 50.000 logements.

[24] Source : Attijariwafa bank
[25] Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2011, Wafa Immobilier a réalisé un produit net bancaire de 219 millions de dirhams, en progression de 6,3% par rapport à l'exercice 2010, en raison de l'évolution favorable du secteur immobilier, notamment sur le segment du moyen standing et sur le segment du logement social.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale			Wafa Immobilier SA		
Siège social			5, boulevard Abdelmoumen - Casablanca		
Montant du capital social	40 000 000 Dh	50 000 000 Dh	50 000 000 Dh		
% de capital détenu	100,0%	100,0%	100,0%		
% des droits de vote	100,0%	100,0%	100,0%		
Produit net bancaire *	192 Mdh	206 MDh	219 MDh	7,2%	6,3%
Résultat net *	48 Mdh	53 MDh	58 MDh	11,3%	8,6%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	45,5 Mdh	47,0 MDh	53,0 MDh		

Source: Attijariwafa bank - * Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires

Wafa Cash

Créée en 1991, Wafa monétique est spécialisée dans les moyens de paiement, les transferts d'argent instantanés et le change manuel. En 2002, Wafa monétique change de dénomination sociale pour Wafa Cash. Durant l'exercice 2004, l'activité monétique de Wafa Cash a été marquée par le transfert de l'activité commerçants et la cession des TPE « Terminaux de Paiement Electroniques » au Centre Monétique Interbancaire. Wafa Cash renvoie désormais à un ensemble de services financiers portant essentiellement sur le marché des transferts d'argent instantanés, de l'étranger et à l'intérieur du pays et sur celui du change manuel.

L'activité de Wafa Cash a évolué dans un contexte marqué par la publication de deux nouvelles réglementations qui concernent la libéralisation de l'activité Change Manuel et l'activité des sociétés de transfert de fonds. Ces réglementations exigent que l'ensemble des agents aient une activité para financière au capital minimum de 3 000 Kdh.

Faits marquants 2011

Au titre de l'exercice 2011, l'activité de Wafa Cash a été marquée par les faits marquants suivants :

- le lancement du produit Pay Cash ;
- le lancement du paiement sur internet pour la carte Floussy ;
- le lancement du transfert international Mobile to Cash (Allo Cash) ;
- le lancement du transfert Compte to Cash avec Attijariwafa bank ;
- la signature de nouveaux partenariats ;
- l'ouverture de 99 nouvelles agences.

Faits marquants 2010 [26]

En 2010, l'activité de Wafa Cash a été marquée par les événements suivants :

- la signature du contrat de non exclusivité avec Western Union ;
- le lancement de l'activité MoneyGram au niveau du réseau de Wafacash à partir de février 2010 ;
- le lancement du Cash Express au niveau du réseau d'Attijariwafa bank à partir de février 2010 ;
- l'équipement de l'offre Hissab Bikhir par le lancement de la Carte Bikhir en Juillet 2010 ;
- l'acquisition du réseau « ex Cash Com » avec 61 agences ;
- l'ouverture de 56 nouvelles agences dont 22 en propre.

[26] Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2011, Wafa Cash a réalisé un produit net bancaire de 185 Mdh, en augmentation de 13,2% par rapport à 2010, et un résultat net de 53 Mdh, en progression de 20,5% par rapport à l'exercice précédent.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale		Wafa Cash			
Siège social		15, rue Driss Lahrizi - Casablanca			
Montant du capital social	35.050.000 Dh	35.050.000 Dh	35.050.000 Dh		
% de capital détenu	99,74%	99,74%	99,74%		
% des droits de vote	99,74%	99,74%	99,74%		
Produit net bancaire *	164 Mdh	163 Mdh	185 Mdh	-0,2%	13,2%
Résultat net *	43 Mdh	44 Mdh	53 Mdh	1,7%	20,5%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	119,7 Mdh		

Source : Attijariwafa bank - * Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires

Wafabail

Née du rapprochement entre Wafabail et Attijari Leasing, Wafabail est spécialisée dans le métier de crédit-bail, et plus précisément :

- le financement de l'achat à crédit de tout matériel, article, produit pour tout usage et destination, de tout appareil ou article électroménager ainsi que tout mobilier et article d'ameublement, équipement de bureaux, véhicules automobiles, matériel à usage professionnel ;
- le financement de toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières ;
- le financement par crédit-bail pour l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers.

Faits marquants 2011

La filiale leasing du Groupe attijariwafa bank a mis en place durant l'année 2011 un nouveau plan Marketing et communication ayant permis :

- le déploiement de la nouvelle charte graphique de Wafabail ;
- le lancement de la campagne institutionnelle.

Par ailleurs, la filiale a poursuivi la mise en œuvre d'un nombre important de projets structurants visant une meilleure efficacité opérationnelle et une bonne maîtrise des risques et ce, à travers :

- la poursuite des projets de transformation du système d'information ;
- la mise en place de projets permettant l'alignement aux contraintes réglementaires

Faits marquants 2010 [27]

Pour Wafabail, l'année 2010 a été marquée par la mise en œuvre de plusieurs projets visants à :

- la recherche de nouveaux relais de croissance avec la mise en place d'un plan stratégique triennal ;
- le lancement d'un programme de Bons de Société de Financement (BSF) de 2 milliards de dirhams dont 1,1 milliard de dirhams levés en juillet 2010 ;
- l'amélioration du taux de récupération qui se situe à un niveau supérieur à 90% et ce, grâce à l'intensification des actions de recouvrement et l'adoption d'une approche plus agressive menée sur 2 fronts : le débiteur et la banque domiciliatrice ;
- la finalisation de la refonte du SI comptable et son déploiement opérationnel ;
- le déploiement d'un dispositif de contrôle interne s'inscrivant dans une démarche d'amélioration pérenne ;
- la conception et mise en production d'une nouvelle version de l'applicatif chargé du suivi des réclamations.

[27] Source : Attijariwafa bank

Sur le plan des indicateurs sociaux au 31 décembre 2011, Wafabail a réalisé un produit net bancaire de 283,8 Mdh, en progression de 7,7% par rapport à 2010. Son résultat net s'est établi à 111,7 Mdh à fin 2011, en hausse de 26,8% par rapport à l'exercice 2010.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale			Wafabail		
Siège social			5, boulevard Abdelmoumen - Casablanca		
Montant du capital social	150 000 000 Dh	150 000 000 Dh	150 000 000 Dh		
% de capital détenu	97,83%*	97,83%*	97,83%*		
% des droits de vote	97,83%	97,83%	97,83%		
Produit net bancaire **	166,7 Mdh	2 63,6 Mdh	2 83,8 Mdh	58,1%	7,7%
Résultat net **	54,1 Mdh	88,1 Mdh	111,7 Mdh	62,8%	26,8%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	25,0 Mdh		

Source : Attijariwafa bank
* dont 40,0% appartenant à la société « BCM Corporation »
** Les données au 31 décembre 2011 sont définitives.

Wafa LLD

Wafa LLD est spécialisée dans la location de voiture longue durée. Cette formule consiste en la mise à disposition d'une entreprise d'un ou de plusieurs véhicules neufs pour un kilométrage et une durée convenus à l'avance (de 12 à 60 mois) et moyennant une redevance mensuelle fixe incluant des services souscrits à la carte (entretien et maintenance, gestion des pneumatiques, assurance, assistance et gestion des sinistres, fourniture du véhicule de remplacement, gestion de carburants).

Faits marquants 2011 [28]

L'année 2011 a été marquée par :

- mise à la route de 762 nouveaux véhicules et cession de 787 véhicules ;
- prestations de maintenance confiées aux réseaux des constructeurs ;
- mise en place du dispositif du contrôle interne ;

Au titre de l'exercice 2011, Wafa LLD dispose d'un parc total de 4 074 véhicules, ce qui correspond à une part de marché estimée à plus de 20,0 %.

Faits marquants 2010 [29]

Dans un contexte marqué par une stagnation du marché de location de longue durée, par la revue à la hausse de la tarification et aussi par la mise en place des dispositions liées au nouveau code de la route, Wafa LLD a totalisé, à fin 2010, un parc géré de 4 099 véhicules (1 054 nouveaux véhicules mis en route et cession de 1 016 véhicules). Sa part de marché estimée s'est élevée à plus de 20,0%.

[28] Source : Attijariwafa bank
[29] Source : Attijariwafa bank

Wafa LLD a réalisé un chiffre d'affaires de 176 millions de dirhams en 2011, en progression de 6,7% par rapport à l'exercice 2010. Son résultat net s'est établi à près de 8 millions de dirhams au 31 décembre 2011, soit près de 1 Mdh de plus qu'en 2010.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale			Wafa LLD		
Siège social			5, boulevard Abdelmoumen - Casablanca		
Montant du capital social	20 000 Kdh	20 000 Kdh	20 000 Kdh		
% de capital détenu	100,0%	100,0%	100,0%		
% des droits de vote	100,0%	100,0%	100,0%		
Chiffre d'affaires *	168 Mdh	165 Mdh	176 Mdh	-2%	6,7%
Résultat net *	9 Mdh	7 Mdh	8 Mdh	-23%	14,3%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	7 Mdh		

Source: Attijariwafa bank - * Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires

Attijari Factoring

Attijari Factoring est spécialisée dans la réalisation de toutes les opérations de factoring export, import et domestique. Elle s'engage par contrat vis-à-vis de ses sociétés clientes à :

- couvrir le risque d'impayés de leurs clients marocains et étrangers ;
- prendre en charge la gestion des comptes clients et le recouvrement des créances ;
- assurer le financement des factures.

Attijari Factoring est membre de Factors Chain International, premier réseau d'affacturage mondial regroupant 201 correspondants.

Faits marquants 2011 [30]

Au courant de l'année 2011, Attijari Factoring a connu une évolution favorable au niveau de l'ensemble de ses lignes de métiers :

- l'activité domestique a clôturé l'année avec une amélioration de la production de 47% à 5 939 Mdh en 2011. Cette progression est le fruit de la diversification sectorielle et de l'optimisation des contrats existants, d'une meilleure valorisation des contrats existants et du démarrage d'importants contrats avec de grandes entreprises ;
- le segment export a, quant à lui, clôturé l'année avec une amélioration de 9% de sa production à 643 Mdh en 2011. Le marché de l'export reste caractérisé par une forte volatilité de la demande émanant des donneurs d'ordre étrangers situés essentiellement en Europe notamment en raison de la poursuite des retombées de la crise financière et économique ;
- en revanche, la production de l'activité import a reculé de 75%. Cette baisse reste liée à la demande de ses principaux correspondants étrangers et de la qualité du risque des opérations.

Faits marquants 2010 [31]

Au titre de l'exercice 2010, la production d'Attijari Factoring a réalisé une progression de 18% qui demeure bien supérieure à la performance moyenne du secteur (14%).

L'activité domestique a enregistré une bonne performance en 2010 et s'est accrue de 28% par rapport à 2009, suite à une bonne diversification sectorielle et une bonne optimisation des contrats existants.

Pour sa part, le segment export a affiché une progression de 9%, tandis que la production de l'activité import a reculé de 33% en 2010 par rapport à l'exercice précédent.

[30] Source : Attijariwafa bank
[31] Source : Attijariwafa bank

Sur cet exercice, les encours de financement et de factures ont connu des progressions respectives de 10% et 14%, permettant ainsi à Attijari Factoring d'améliorer sa part de marché de 2 points à près de 41%.

Au titre de l'exercice 2011, le résultat net d'Attijari Factoring s'est établi à 25,9 millions de dirhams, en progression de 33,5% par rapport à l'exercice 2010.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale			Attijari Factoring		
Siège social			2, boulevard Moulay Youssef - Casablanca		
Montant du capital social	30 000 Kdh	30 000 Kdh	30 000 Kdh		
% de capital détenu *	75,0%	75,0%	75,0%		
% des droits de vote	75,0%	75,0%	75,0%		
Produit net bancaire **	38 Mdh	42 Mdh	53 Mdh	10,5%	26,2%
Résultat net **	17,1 Mdh	19,4 Mdh	25,9 Mdh	13,5%	33,5%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	Nd		

Source : Attijariwafa bank –

* le reliquat du capital est détenu par Santusa Holding.
** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires

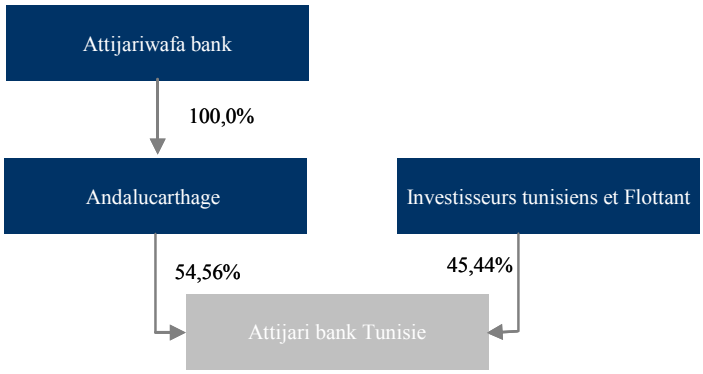
III.2.4. Banque de Détail à l'International

Attijari bank Tunisie

Dans le cadre d'un consortium constitué avec Grupo Santander, Attijariwafa bank a acquis, fin 2005, 53,54% du capital de la Banque du Sud en Tunisie (devenue en décembre 2006 Attijari bank Tunisie), dans le cadre de l'achèvement de son processus de privatisation. Cette opération vise à promouvoir les flux commerciaux et d'investissements entre la Tunisie et le Maroc, mais également avec l'Espagne.

La participation d'Attijariwafa bank dans Attijari bank Tunisie (54,56%) est portée par la holding Andalucarthage.

Organigramme juridique au 31 décembre 2011 *



Source : Attijariwafa bank – En 2011, Attijariwafa bank a acquis la participation de Santander (16,3%) dans le capital d'Andalucarthage

Faits marquants 2011 [32]

Attijari bank Tunisie a connu, au titre de l'exercice 2011, les principaux événements suivants :

- extension du réseau commercial avec l'ouverture de 10 nouvelles agences ;
- élargissement et optimisation de l'offre produits avec le lancement des packs « BIDEYA » et « Ambition » au profit des jeunes salariés et relooking des produits aux particuliers « TAHSSIN», « TAHSSIN + », « TAHSSIN PRO CREDEX », « CREDIT MENAGE » et « CREDITAU » ;
- élaboration d'une nouvelle stratégie de développement TSF conjointement avec Attijariwafa Europe ;
- lancement pilote de la carte Jamiati avec une Université ;
- lancement de la commercialisation de trois FCP ;
- mise en place d'un challenge interne « crédits leasing » visant à booster la commercialisation du crédit bail à travers le réseau de la banque ;
- offre de convention spéciale « Fonctionnaire d'Etat » ;
- challenge « Opérations à l'international » dont l'objectif est le développement des flux et des revenus de l'activité internationale ;
- plusieurs chaniters SI, dont notamment, cartes (CIB) avec débit en temps réel et consultation du solde des cartes à L'International.

Faits marquants 2010 [33]

Au titre de l'exercice 2010, Attijari bank Tunisie a activement continué à renforcer son positionnement sur le marché notamment par :

- l'extension de son réseau commercial par l'ouverture de 20 nouvelles agences, le portant à 169 agences ;

[32] Source : Attijariwafa bank
[33] Source : Attijariwafa bank

- l'élargissement et l'optimisation de l'offre par le lancement de nouveaux produits (Pack Pro, Pack BLEDI, Carte Jamiati) et services (Attijari e-payement, Attijari Docs) ;
- la Signature d'une convention avec AWB Europe permettant aux Tunisiens Résidant à l'étranger d'effectuer des opérations sur leurs comptes ouverts en Tunisie ;
- le pilotage du réseau lors de la phase de placement de l'opération d'introduction en bourse de la société Ennakl Automobiles sur le marché boursier tunisien ;
- le lancement de diverses campagnes (Challenge épargne gagnante, Tunisiens sans frontière, printemps du Credex) ;
- l'obtention du prix de la meilleure banque tunisienne en « Trade Finance » pour l'année 2010 ;
- la participation à diverses manifestations (salon création de l'entreprise, salon des hommes d'affaires maghrébins…).

Au titre de l'exercice 2011, le résultat net d'Attijari bank Tunisie s'est établi à près de 244 millions de dirhams, en baisse de 31,1% par rapport à l'exercice 2010. En revanche, son produit net bancaire s'est inscrit en hausse (+6,9%) à 1 044 millions de dirhams.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09 **	Var. 11/10 **
Dénomination sociale	Attijari bank Tunisie				
Siège social	95, avenue de la liberté Tunis - Tunisie				
Nombre de titres détenus	15 410 000	15 410 000	15 410 000		
Montant du capital social	168 750 000 TND (soi 1 017,6 Mdh)	168 750 000 TND (soi 984,5 Mdh)	168 750 000 TND (soi 967,5 Mdh)		
% de capital détenu	45,66%*	45,66%*	54,56%*		
% des droits de vote	54,56%	54,56%	54,56%		
Produit net bancaire ***	147,9 MDT (soit 892 Mdh)	167,4 MDT (soit 977 Mdh)	182,1 MDT (soit 1 044,0 Mdh)	13,2%	8,8%
Résultat net ***	46,8 MDT (soit 282 Mdh)	60,6 MDT (soit 353 Mdh)	42,5 MDT (soit 243,7 Mdh)	29,5%	-29,9%
Total Bilan ***	3 477,1 MDT (soit 20 968,5 Mdh)	3 864,9 MDT (soit 22 546,8 Mdh)	4 183,8 MDT (soit 23 987,5 Mdh)	11,2%	8,3%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	Nd		

Source : Attijariwafa bank

* Grupo Santander détenait 8,9% de Attijari bank Tunisie jusqu'en 2011 où Attijariwafa bank a acquis la participation de Santander dans le capital d'Andalucarthage.

** Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

*** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires

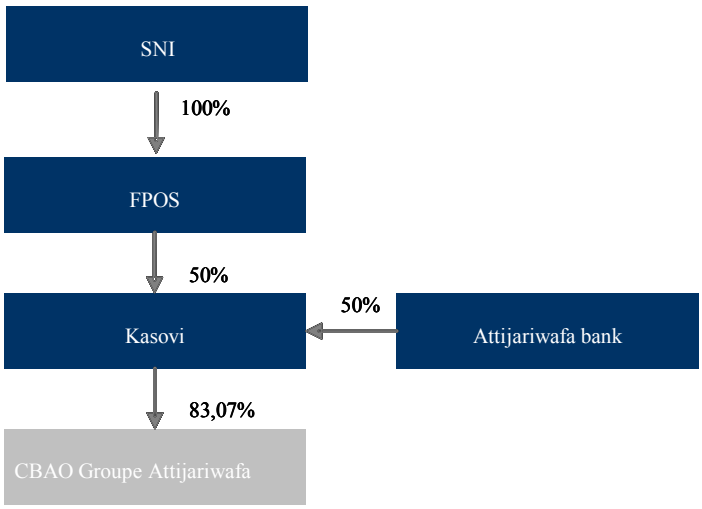
Cours de change au 31.12.2011 : 1 TND = 5,7331 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1 TND = 5,83380 MAD
Cours de change au 31.12.2009 : 1 TND = 6,03045 MAD

CBAO Groupe Attijariwafa bank

CBAO Groupe Attijariwafa bank est la dénomination de l'entité issue de l'acquisition par Attijariwafa bank de 79,15% du capital de la CBAO et du rapprochement en juin 2008 entre CBAO et Attijari bank Sénégal (entité issue du rapprochement, en juillet 2007, entre Attijariwafa bank Sénégal et la Banque Sénégalo-Tunisienne).

La participation d'Attijariwafa bank dans CBAO Groupe Attijariwafa bank est portée par la holding Kasovi.

Organigramme juridique au 31 décembre 2011



Source : Attijariwafa bank

A noter que le reliquat du capital est détenu par l'Etat sénégalais et par d'autres actionnaires privés.

Faits marquants 2011

L'exercice 2011 a été marqué par les éléments suivants :

- ouverture de 8 points banque, portant le réseau à 156 agences ;
- mise en place d'un dispositif pour une meilleure gestion des incidents : l'outil de gestion des incidents (GLPI) a été revu dans le but d'optimiser le processus de collecte et de traitement, mais aussi de l'élargir à d'autres anomalies (logistiques, monétiques, organisation, etc.…) ;
- diffusion du site Intranet ;
- certification du projet de conformité au standard PCI DSS (Payment Card Industry Data Security Standard) lancé début 2010 ;
- mise en place d'une cellule d'informations et d'assistance « Club des investisseurs CBAO » ayant pour objet l'accueil des entrepreneurs en quête d'investissements au Sénégal et leur permettant l'accès à des données économiques et financières ;
- action citoyenne : remise de matériels lors de l'inauguration d'un centre de médecine physique et d'un centre d'appareillage.

Faits marquants 2010 [34]

L'exercice 2010 a été marqué par les éléments suivants :

- le lancement officiel du projet de l'année qualité ;
- l'ouverture de 11 nouveaux points de vente, portant le réseau à 147 agences à fin 2010 ;
- la mise en place d'un comité d'innovation et de veille technologique ;
- le lancement d'une grande campagne de promotion pack et de conquête de nouveaux clients ;
- le lancement officiel du code de déontologie de CBAO Groupe AWB.

Au titre de l'exercice 2011, la CBAO Groupe Attijariwafa bank a réalisé un produit net bancaire de 783 Mdh, en progression de 5,9% par rapport à 2010, et un résultat net de 82 Mdh, en repli de 36,1 comparativement à l'exercice précédent.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09 *	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	CBAO Groupe Attijariwafa bank				
Siège social	97, avenue André Peytavin Dakar - Sénégal				
Montant du capital social	5 086 M FCFA (soit 69,5 Mdh)	5 610,5 M FCFA (soit 96,7 Mdh)	11 450 M FCFA (soit 193,9 Mdh)		
% de capital détenu	49,0%	49,0%	51,93%		
% des droits de vote	80,16%	80,16%	83,07%		
Produit net bancaire **	45 724 M FCFA (soit 788 Mdh)	43 396 M FCFA (soit 739 Mdh)	46 228 M FCFA (soit 783 Mdh)	-7,7%	6,5%
Résultat net **	11 045 M FCFA (soit 190 Mdh)	7 559 M FCFA (soit 129 Mdh)	4 858 M FCFA (soit 82 Mdh)	-31,6%	-35,7%
Total Bilan **	626 882 M FCFA (soit 10 893 Mdh)	650 250 MFCFA (soit 11 076 Mdh)	628 210 MFCFA (soit 10 640 Mdh)	3,7%	-3,4%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	3,2 Mdh	4,96Mdh	5,1 Mdh		

Source : Attijariwafa bank

* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.
** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Cours de change au 31.12.2011 : 1FCFA = 0,0169363 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1FCFA = 0,017034 MAD
Cours de change au 31.12.2009 : 1FCFA = 0,0172328 MAD

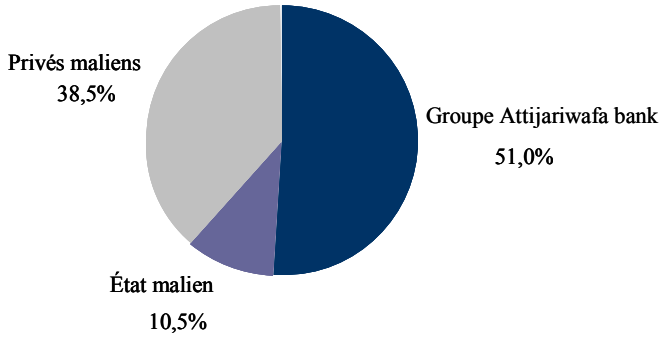
[34] Source : Attijariwafa bank

La Banque Internationale pour le Mali

Dans le cadre d'un consortium constitué avec l'ONA et la SNI, Attijariwafa bank a acquis, en août 2008, 51% de la Banque Internationale pour le Mali.

Le capital social de la Banque Internationale pour le Mali se répartit comme suit :

Répartition du capital social de la Banque Internationale pour le Mali (au 31.12.2011)



Source : Attijariwafa bank

Faits marquants 2011 [35]

L'exercice 2011 a été marqué par les réalisations suivantes :

- acquisition de 20 nouveaux GAB portant le parc à 47 GAB ;
- acquisition des cartes VISA et Master Card qui sont désormais acceptées par les GAB de la BIM. Les travaux de finalisation de l'émission de ces deux types de carte devant être finalisés courant 1er semestre 2012 ;
- lancement du chantier de dématérialisation des livrets d'épargne dans le double souci de prévention de risques opérationnels et de qualité de service ;
- poursuite du chantier d'assainissement de la base Clientèle, permettant ainsi une segmentation plus affinée du portefeuille clients de la banque ;
- enrichissement de l'offre produits à destination des particuliers et des maliens de l'extérieur (Packages dédiés, Crédit Express, bancassurance) ;
- nomination d'un DGA et des Responsables de pôles Engagement, Support et moyens et Clientèle ;
- poursuite du chantier de sécurité informatique conformément au plan d'actions arrêté avec le SIG Groupe.

Faits marquants 2010 [36]

L'exercice 2010 a été marqué par les réalisations suivantes :

- renforcement du réseau de 15 nouveaux points de vente qui compte désormais 72 points de vente (63 agences et 9 bureaux Western Union), couvrant ainsi l'ensemble du territoire et plaçant la BIM au 1er rang des réseaux bancaires ;
- développement du nombre de guichets automatiques de banques qui passe à 24 et représente 10% de l'ensemble du parc national malien qui est de 243 guichets ;
- lancement de nouveaux produits de crédit notamment le Crédit immobilier, les produits de prévoyance : assurance –rapatriement, capital décès, retraite complémentaire, assurance maladie des descendants et/ou ascendants ; la bancassurance, etc ;
- signature en février 2010, d'un protocole d'accord avec l'Union Gabonaise de Banque (UGB) pour permettre aux Maliens résidant au Gabon d'effectuer des transferts de fonds à destination du Mali. Les activités qui ont débuté au guichet de la BIM s.a. sis au siège de l'UGB depuis mars 2010 devront être élargies à la diaspora malienne établie dans les autres filiales du Groupe Attijariwafa bank.

[35] Source : Attijariwafa bank
[36] Source : Attijariwafa bank

La Banque Internationale pour la Mali a clôturé l'exercice 2011 avec un produit net bancaire de près de 273 Mdh, en progression de 24,2% par rapport à 2010, et un résultat net de près de 16,2 Mdh, en repli de 22,6% comparativement à l'exercice précédent.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09 *	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	La Banque Internationale pour le Mali				
Siège social	Boulevard de l'Indépendance Bamako - Mali				
Montant du capital social	5 003 M FCFA (soit 86,2 Mdh)	5 003 M FCFA (soit 86,2 Mdh)	5 003 M FCFA (soit 84,7 Mdh)		
% de capital détenu	51,0%	51,0%	51,0%		
% des droits de vote	51,0%	51,0%	51,0%		
Produit net bancaire **	13 542 M FCFA (soit 233 Mdh)	12 895 M FCFA (soit 219,7 Mdh)	16 106 M FCFA (soit 272,8 Mdh)	-4,8%	24,9%
Résultat net **	1 288 M FCFA (soit 22 Mdh)	1 230 M FCFA (soit 21,0 Mdh)	958 M FCFA (soit 16,2 Mdh)	-4,5%	-22,1%
Total Bilan **	190 382 M FCFA (soit 3 281 Mdh)	220 028 M FCFA (soit 3 748,0 Mdh)	230 723 M FCFA (soit 3 907,6 Mdh)	15,6%	4,3%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Nd	Nd		

Source : Attijariwafa bank

* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Cours de change au 31.12.2011 : 1FCFA = 0,0169363 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1FCFA = 0,017034 MAD
Cours de change au 31.12.2009 : 1FCFA = 0,0172328 MAD

Union Gabonaise de Banques

Conformément à l'accord conclu le 25 novembre 2008 avec le Crédit Agricole S.A, Attijariwafa bank a finalisé, en septembre 2009, l'acquisition de 58,71% du capital de l'Union Gabonaise de Banques, 3ème banque du Gabon.

Le reliquat du capital est détenu pat l'Etat gabonais (26%) et par un flottant (15%).

Faits marquants 2011 [37]

Au titre de l'exercice 2011, la filiale gabonaise a poursuivi l'amélioration de ses performances commerciales et l'extension de son réseau. Ce dernier a connu l'ouverture de 4 nouvelles agences en 2011.

Faits marquants 2010

L'exercice 2010 [38] a été marqué par les événements suivants :

- l'ouverture d'une nouvelle agence ;
- la réalisation de bonnes performances commerciales et financières ;
- le changement de l'identité visuelle de l'UGB ;
- le lancement du site Internet informationnel de l'UGB : www.ugb-banque.com.

Au titre de l'exercice 2011, l'Union Gabonaise de Banque a réalisé un produit net bancaire de 413 Mdh, en amélioration de 6,5% par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net de la banque a enregistré une baisse de 15,0% à près de 94 Mdh à fin 2011.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09 *	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	Union Gabonaise de Banque				
Siège social	Avenue du Colonel Parant BP 315 Libreville - Gabon				
Montant du capital social	5 000 M FCFA (soit 86 Mdh)	5 000 M FCFA (soit 86 Mdh	7 400 M FCFA (soit 125 Mdh)		
% de capital détenu	58,71%	58,71%	58,71%		
% des droits de vote	58,71%	58,71%	58,71%		
Produit net bancaire **	19 256 M FCFA (soit 332 Mdh)	22 772 M FCFA (soit 388 Mdh)	24 381 M FCFA (soit 413 Mdh)	18,3%	7,1%
Résultat net **	4 231 M FCFA (soit 73 Mdh)	6 501 M FCFA (soit 111 Mdh)	5 560 M FCFA (soit 94 Mdh)	53,6%	-14,5%
Total Bilan **	265 921,7 M FCFA (soit 4 583 Mdh)	286 186 M FCFA (soit 4 875 Mdh)	350 672 M FCFA (soit 5 939 Mdh)	7,6%	22,5%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	25,6 Kdh	54,46 Mdh		

Source : Attijariwafa bank

* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Cours de change au 31.12.2011 : 1FCFA = 0,0169363 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1FCFA = 0,017034 MAD
Cours de change au 31.12.2009 : 1FCFA = 0,0172328 MAD

[37] Source : Attijariwafa bank
[38] Source : Attijariwafa bank

Crédit du Congo

Conformément à l'accord conclu le 25 novembre 2008 avec le Crédit Agricole S.A, Attijariwafa bank a finalisé, en septembre 2009, l'acquisition de 91% du capital du Crédit du Congo, 1ère banque congolaise.

Le reliquat du capital (9%) est détenu par l'Etat congolais.

Faits marquants 2011

L'exercice 2011 [39] a été marqué par les événements suivants :

- mise en service de 4 GAB dans les nouvelles agences ;
- acquisition de 3 nouveaux locaux actuellement en chantier pour ouverture avant décembre 2011 ;
- lancement de nouveaux produits ;
- lancement du crédit immobilier (nouvelle formule) Ndako : permet à la clientèle cible de mieux identifier ce produit. Une campagne de communication est en cours de réalisation pour accompagner cette action. En terme de production, la nouvelle formule du crédit ne s'est pas traduite par la création d'un nouveau type de compte. Ainsi au 31 Août 2011, la production brute du crédit immobilier est de 530 MXAF.

Faits marquants 2010

L'exercice 2010[40] a été marqué par les événements suivants :

- l'ouverture de 4 nouvelles agences, portant le réseau à 8 agences à fin 2010 ;
- la poursuite de la dynamique commerciale donnant lieu à une bonne évolution de l'activité (+37% des ressources et +13% des emplois) ;
- la mise en place de plans d'actions pour la transformation et l'intégration au niveau du groupe.

Au titre de l'exercice 2011, le produit net bancaire du Crédit du Congo s'est accru de 13,3% à près de 267 Mdh contre 236 Mdh en 2010. Le résultat net a, pour sa part, enregistré une amélioration de 15,6% à près de 88 Mdh au titre du même exercice.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09 *	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	Crédit du Congo				
Siège social	Avenue Amilcar Cabral				
Montant du capital social	2 222 M FCFA (soit 38 Mdh)	5 010 M FCFA (soit 85 Mdh)	5 010 M FCFA (soit 85 Mdh)		
% de capital détenu	91,00%	91,00%	91,00%		
% des droits de vote	91,00%	91,00%	91,00%		
Produit net bancaire **	12 145 M FCFA (soit 209 Mdh)	13 829 M FCFA (soit 236 Mdh)	15 757 M FCFA (soit 267 Mdh)	13,9%	13,9%
Résultat net **	2 619 M FCFA (soit 45 Mdh)	4 452 M FCFA (soit 76 Mdh)	5 174 M FCFA (soit 88 Mdh)	70,0%	16,2%
Total Bilan **	147 780,6 M FCFA (soit 2 546,7 Mdh)	231 922,5 M FCFA (soit 3 951 Mdh)	257 438,0 M FCFA (soit 4 360 Mdh)	57,0%	11,0%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	25,1 Mdh	49,59Mdh		

Source : Attijariwafa bank - * Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Cours de change au 31.12.2011 : 1FCFA = 0,0169363 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1FCFA = 0,017034 MAD
Cours de change au 31.12.2009 : 1FCFA = 0,0172328 MAD

[39] Source : Attijariwafa bank
[40] Source : Attijariwafa bank

Société Ivoirienne de Banque

Conformément à l'accord conclu le 25 novembre 2008 avec le Crédit Agricole S.A, Attijariwafa bank a finalisé, en septembre 2009, l'acquisition de 51% du capital de la Société Ivoirienne de Banque (SIB), 6ème banque ivoirienne. Le reliquat du capital est détenu par l'Etat ivoirien.

L'année 2011 a été marquée par les événements suivants :

- la crise post-électorale déclenchée en décembre 2010 ayant fortement impacté la profession bancaire (fermeture des banques en février 2011 et réouverture le 26 avril 2011) ;
- création de 6 nouvelles agences en 2011 portant le réseau à 36 et réhabilitation de 4 perdues ;
- à fin novembre 2011, la PDM ressources de la SIB s'établit à 8,23% (7ème rang) et la PDM emplois à 10,05% (4ème rang:) ;
- système d'information : Démarrage de la phase d'études du chantier MEHARI en 2011 ;
- lancement d'une campagne institutionnelle dont l'accroche est « Comptez sur nous, vous comptez pour nous ».

Au titre de l'exercice 2011, le produit net bancaire de la SIB a enregistré une croissance de 3,9% à 428 Mdh contre 412 Mdh en 2010. Son résultat net a progressé de 2,9% par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 107 Mdh.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09 *	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	Société Ivoirienne de Banque				
Siège social	34, boulevard de la république Abidjan – République de la Côte d'Ivoire				
Montant du capital social	4 000 M FCFA (soit 69 Mdh)	4 000 M FCFA (soit 69 Mdh)	10 000 M FCFA (soit 169 Mdh)		
% de capital détenu	51,0%	51,0%	51,0%		
% des droits de vote	51,0%	51,0%	51,0%		
Produit net bancaire **	20 164 M FCFA (soit 347 Mdh)	24 189 M FCFA (soit 412 Mdh)	25 275 M FCFA (soit 428 Mdh)	20,0%	4,5%
Résultat net **	5 028 M FCFA (soit 87 Mdh)	6 091 M FCFA (soit 104 Mdh)	6 308 M FCFA (soit 107 Mdh)	21,1%	3,6%
Total Bilan **	234 963 M FCFA (soit 4 049 Mdh)	275 896 M FCFA (soit 4 700 Mdh)	348 858 M FCFA (soit 5 908 Mdh)	17,4%	26,4%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	19,0 Mdh	20,0 Mdh		

Source : Attijariwafa bank

* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Cours de change au 31.12.2011 : 1FCFA = 0,0169363 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1FCFA = 0,017034 MAD
Cours de change au 31.12.2009 : 1FCFA = 0,0172328 MAD

Crédit du Sénégal

Avec le changement du management de la banque depuis la finalisation de la cession des actions du Crédit Agricole à Attijariwafa bak, la banque a enregistré des bonnes performances au cours de l'année 2010.

Elle a procédé à l'augmentation de son capital passant de 2 à 5 Mrds FCFA conformément aux instructions de la Banque Centrale.

Au titre de l'exercice 2011, le produit net bancaire du Crédit du Sénégal a enregistré une augmentation de 5,3% à près de 149 Mdh. Son résultat net a progressé de 32,7% pour s'établir à 48 Mdh au 31 décembre 2011.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09 *	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	Crédit du Sénégal				
Siège social	Boulevard El Hadji Djily Mbaye Dakar - Sénégal				
Montant du capital social	2 000 M FCFA (soit 34 Mdh)	5 000 M FCFA (soit 85 Mdh)	5 000 M FCFA (soit 85 Mdh)		
% de capital détenu	95,0%	95,0%	95,0%		
% des droits de vote	95,0%	95,0%	95,0%		
Produit net bancaire **	7 189 M FCFA (soit 124 Mdh)	8 313 M FCFA (soit 142 Mdh)	8 801 M FCFA (soit 149 Mdh)	15,6%	5,9%
Résultat net **	226 M FCFA (soit 4 Mdh)	2 115 M FCFA (soit 36 Mdh)	2 822 M FCFA (soit 48 Mdh)	>100,0%	33,4%
Total Bilan **	125 838 M FCFA (soit 2 169 Mdh)	135 906 M FCFA (soit 2 315 Mdh)	122 378 M FCFA (soit 2 073 Mdh)	8,0%	-9,9%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	38,8 Mdh		

Source : Attijariwafa bank

* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Cours de change au 31.12.2011 : 1FCFA = 0,0169363 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1FCFA = 0,017034 MAD
Cours de change au 31.12.2009 : 1FCFA = 0,0172328 MAD

Attijari bank Mauritanie

Attijariwafa bank a finalisé, en décembre 2010, l'acquisition de 53,6% du capital de BNP Paribas Mauritanie. En effet les groupes Attijariwafa bank et Banque Populaire ont procédé à l'acquisition, via un holding détenu à 67% par Attijariwafa bank et à 33% par Banque Populaire, de 80% du capital de BNP Paribas Mauritanie auprès du groupe BNP Paribas.

A l'issue de cette acquisition, BNP Paribas Mauritanie change sa dénomination pour devenir Attijari bank Mauritanie.

L'année 2011 a connu les événements suivants :

- inauguration d'ABM par Messieurs JAI et DIOURI en présence d'une importante délégation d'AWB, des autorités et des représentants diplomatiques ;
- bascule du système d'information ;
- accroissement du nombre de client de 90% passant ainsi à 4 769 à fin décembre 2011, contre 2 506 clients au 31 décembre 2010 ;
- ABM a renforcé sa part de marché en terme de dépôt et se positionne au 3ème rang en Mauritanie. Le taux d'accroissement des dépôts est de 25%.

Au titre de l'exercice 2011, Attijari bank Mauritanie a réalisé un produit net bancaire de près de 64,4 Mdh, en progression de 34,2% par rapport à 2010.Néanmoins, le résultat net de la banque a connu une baisse de 80,9% à près de 12,6 Mdh à fin 2011.

	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	Attijari bank Mauritanie		
Siège social	Nouakchott, Rue Mamadou Konaté, lot n°91/92, BP 415		
Montant du capital social	3 398,6 M MOR (soit 100,3 Mdh)	3 398,6 M MOR (soit 89,8 Mdh)	
% de capital détenu	53,60%	67,00%	
% des droits de vote	80,00%	67,00%	
Produit net bancaire **	1 621 M MRO (soit 48 Mdh)	2 174 M MRO (soit 64,4 Mdh)	34,1%
Résultat net **	-2 233 M MRO (soit -66 Mdh)	425 M MRO (soit 12,6 Mdh)	Ns
Total Bilan **	26 355 M MRO (soit 778 Mdh)	35 794 M MRO (soit 1 061 Mdh)	35,8%

Source : Attijariwafa bank

* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Cours de change au 31.12.2011 : 1MRO = 0,029641 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1MRO = 0,029522 MAD

Société Commerciale de Banque Cameroun

Attijariwafa bank a finalisé, en avril 2011, l'acquisition de 51,0% du capital de la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun) auprès du groupe Crédit Agricole S.A.

L'année 2011 a connu les faits marquants suivants :

- changement d'actionnaire de référence de SCB après la conclusion de l'accord de cession entre AWB, l'Etat du Cameroun et le Crédit Agricole ;
- bascule de la marque CA vers AWB ;
- mise en oeuvre d'une nouvelle vision stratégique et formalisation d'un Plan de Développement MT :
  - ✓ refonte de l'organisation et adoption des standards Groupe ;
  - ✓ réorganisation de la ligne commerciale et création du marché PME-PMI.
- lancement du projet de transformation SI qui devrait permettre d'améliorer les conditions d'exploitation et faciliter la mise en oeuvre du programme d'extension du réseau ;
- participation aux principales opérations de syndication de la place (SONARA EUR 105 Ms, KPDC EUR 61Ms, part SCB 17% et 21% respectivement) ;
- opérations avec la clientèle (collecte et crédits) en hausse de +17% (5 à 7 points plus que le marché)
- institution d'une nouvelle charge récurrente non budgété (FOGADAC, Fonds de Garantie des Dépôts en Afrique Centrale, coût pour la SCB en 2011, 430 Ms) ;
- entrée en vigueur le 1er juillet du Service Bancaire Minimum Garanti (Charge additionnelle de 100 Ms sur le 2ème semestre 2011).

Au titre de l'exercice 2011, la Société Commerciale de Banque Cameroun a réalise un produit net bancaire de près de 430 Mdh et un résultat net de près de 68 Mdh, soit des progressions respectives de 5,6% et 8,0% par rapport à l'exercice précédent.

	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 11/10 *
Dénomination sociale	Société Commerciale de Banque Cameroun		
Siège social	220. avenue Mgr Vogt Yaoundé BP 700- Cameroun RCCM: 89.S.152		
Montant du capital social	6 000 M FCFA (soit 102 Mdh)	6 000 M FCFA (soit 102 Mdh)	
% de capital détenu	51,00%	51,00%	
% des droits de vote	51,00%	51,00%	
Produit net bancaire **	23 923 M FCFA (soit 408 Mdh)	25 397 M FCFA (soit 430 Mdh)	6,2%
Résultat net **	3 708 M FCFA (soit 63 Mdh)	4 029 M FCFA (soit 68 Mdh)	8,7%
Total Bilan **	334 466 M FCFA (soit 5 697 Mdh)	377 683 M FCFA (soit 6 397 Mdh)	12,8%

Source : Attijariwafa bank

* Les variations au niveau du tableau, sont calculées sur la base des montants en devise étrangère tandis qu'au niveau de l'analyse, elles sont calculées sur la base des montants en MAD.

** Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Cours de change au 31.12.2011 : 1FCFA = 0,0169363 MAD
Cours de change au 31.12.2010 : 1FCFA = 0,017034 MAD

III.2.5. Assurance

Wafa Assurance

Wafa Assurance est une filiale spécialisée dans les métiers de l'assurance dommages et vie.

Faits marquants 2011 [41]

L'année 2011 a été marquée par les principaux faits marquants suivants :

- l'adhésion de Wafa Assurance au réseau INI « International Network of Insurance » ;
- le lancement effectif des deux nouveaux produits en bancassurance : « Age d'Or Epargne » et « Moustakbal baridi » ;
- le lancement de « Wafa OTO commerçants & professions libérales » et « Wafa OTO MOUADDAF » ainsi que d'une « garantie inondation » pour compléter la gamme produits automobile ;
- branche vie : mise en place et déploiement fin 2011 du nouveau modèle opérationnel Bancassurance avec AWB et refonte en cours du SI Vie ;
- branche santé : développement en 2011 du service de paiement des prestations des assurés par virement permettant une indemnisation des clients plus rapide dès 2012 ;
- le recrutement de 40 salariés portant l'effectif total de la compagnie à 491 personnes à fin 2011 ;
- le réseau exclusif compte 187 agences et bureaux directs à fin décembre 2011, soit 32 de plus par rapport au 31 décembre 2010 ;
- la mise en ligne du nouveau site internet de la compagnie en versions française et arabe (1er site internet en arabe du secteur assurance) ;

Faits marquants 2010 [42]

L'année 2010 a quant à elle été marquée par les événements suivants :

- le lancement de nouveaux produits Automobile et Décès ;
- le développement de partenariats avec les concessionnaires automobiles, les établissements publics et les entreprises privées ;
- le renforcement du réseau pour atteindre 159 agents et bureaux directs ;
- la signature avec Inter Mutuelles Assistance d'une convention de partenariat pour la création d'une société d'assistance au Maroc ;
- le recrutement de 45 personnes en 2010, portant l'effectif à 451 personnes à fin 2010.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale		Wafa Assurance			
Siège social		1, boulevard Abdelmoumen - Casablanca			
Nombre de titres détenus	2 773 050	2 775 101	2 775 101		
Montant du capital social	277 305 500 Dh	277 510 100 Dh	350 000 000 Dh		
% de capital détenu	79,23%	79,29%	79,29%		
% des droits de vote *	79,23%	79,29%	79,29%		
Primes émises **	4,30 Mrds Dh	4,50 Mrds Dh	5,28 Mrds Dh	4,67%	17,33%
Résultat net **	677,3 Mdh	723,9 Mdh	809,6 Mdh	6,89%	11,84%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Nd	Nd	Nd		

Source : Attijariwafa bank * Les droits de vote sont détenus à travers la holding OGM, filiale à 100% d'Attijariwafa bank

** Les données au 31 décembre 2011 sont définitives.

[41] Source : Attijariwafa bank
[42] Source : Attijariwafa bank

III.2.6. Banque des Marchés

Attijari Intermédiation

Attijari Intermédiation développe auprès d'une clientèle d'institutionnels et de grandes entreprises les services suivants :

- intermédiation boursière ;
- placements de titres émis par les personnes morales faisant appel public à l'épargne ;
- opérations de contrepartie ;
- conseil en investissement, désinvestissement et recherche financière sur les sociétés cotées ;
- stratégie d'allocation à moyen et long terme.

La société de bourse dispose d'un département de recherche et d'analyse qui couvre les valeurs les plus actives du marché, et diffuse régulièrement auprès d'investisseurs nationaux et internationaux des recommandations, des informations financières et des études macro-économiques.

Faits marquants 2011 [43]

Au titre de l'exercice 2011, la position commerciale d'Attijari Intermédiation sur le marché central se situe à 25,5% contre 29,0% à la même période en 2010.

Le volume généré par Attijari Intermédiation sur le marché central atteint à fin décembre 2011, 17,9 milliards de dirhams en baisse de 40,4% contre 30,1 milliards de dirhams à fin décembre 2010.

Faits marquants 2010 [44]

Au titre de l'exercice 2010, le volume de transactions d'Attijari Intermédiation s'établit à 67,7 milliards de dirhams dont 30,6 milliards de dirhams sur le marché Central, soit une part de marché de 29%. Son chiffre d'affaires s'élève à 102,6 millions de dirhams au 31 décembre 2010, en hausse de 35,9% par rapport à l'exercice 2009.

En 2010, Attijari Intermédiation a été le chef de file sur les deux seules introductions en bourse de l'année : ENNAKL AUTOMOBILES S.A et CNIA SAADA ASSURANCE.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale	Attijari Intermédiation				
Siège social	163, avenue Hassan II				
Nombre de titres détenus	50 000 actions	50 000 actions	50 000 actions		
Montant du capital social	5 000 000 Dh	5 000 000 Dh	5 000 000 Dh		
% de capital détenu	100,0%	100,0%	100,0%		
% des droits de vote	100,0%	100,0%	100,0%		
Chiffre d'affaires *	75,5 Mdh	102,6 Mdh	38,8 Mdh	35,9%	-62,2%
Résultat net *	25,2 Mdh	54,7 Mdh	15,6 Mdh	116,8%	-71,3%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	20,0 Mdh	30,0 Mdh	Nd		

Source : Attijariwafa bank

* Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

[43] Source : Attijariwafa bank
[44] Source : Attijariwafa bank

III.2.7. Banque d'Investissement

Attijari Finances Corp.

Attijari Finances Corp. regroupe les activités de Conseil en fusion et acquisition, en origination de dette privée ainsi qu'en introduction en bourse et en marché primaire Actions.

Attijari Finances Corp. intervient activement sur le marché marocain dans diverses opérations stratégiques et de marché :

Opérations de fusion et acquisition

Faits marquants 2011

- **DAR SAÂDA (filiale du groupe PALMERAIE HOLDING)** : Conseil de la société DAR SAÂDA spécialisée dans le développement et la commercialisation de projets de logements sociaux et de moyen standing, dans le cadre d'un placement privé par voie d'augmentation de capital pour un montant de 1,1 Milliard de dirhams ;
- **Attijariwafa bank** : Conseil du groupe Attijariwafa bank dans le cadre de l'acquisition de **51%** du capital de la Société Camerounaise de Banque (SCB) ;
- Conseil de l'**État marocain** dans le cadre de la privatisation de la Société des Sels de Mohammedia (SSM) pour un montant de 655 Millions de dirhams ;
- **Royal Air Maroc (RAM)** : Conseil de la RAM pour la cession de la totalité de sa participation dans MATIS ;
- **Office Chérifien des Phosphates (OCP)** : Conseil du Groupe OCP dans le cadre de son partenariat avec le Groupe Yara. Ce partenariat portera, notamment, sur l'acquisition de 50% du complexe industriel et portuaire du Groupe Yara à Rio Grande (Sud du Brésil) qui comprend une unité de production d'engrais phosphatés, le plus grand terminal d'engrais de la région, ainsi que des capacités de stockage d'engrais ;
- **Société Nationale de Réalisation et de Gestion des Stades (SONARGES)** : Conseil de la **SONARGES** dans le cadre de l'élaboration et la définition d'un schéma de financement optimal pour les besoins des stades de Marrakech, Tanger, Agadir et Casablanca ;
- **Intelcia Group** : Conseil de Intelcia Group dans le cadre du financement de l'acquisition de l'intégralité du capital de la société The Marketingroup.

Faits marquants 2010

- **Hightech Payment Systems (HPS)** : Conseil de la société Hightech Payment Systems (HPS) dans le cadre de l'acquisition de la société Acpqualife ;
- **Wafacash** : Conseil de la société Wafacash dans le cadre de l'acquisition de l'activité 'Cash' de la société Ténor Distrib ;
- **Attijariwafa bank** : Conseil du groupe Attijariwafa bank dans le cadre de l'acquisition par les groupes AWB et Banque Populaire de 80% du capital de BNP Paribas Mauritanie ;
- **SNTL :** Conseil de la société SNTL dans le cadre de la création d'une Joint-Venture entre SNTL et Damco (filiale de Maersk).

Opérations de marché : actions

Faits marquants 2011

- **Managem** : Conseil de la société Managem dans le cadre de son augmentation de capital en numéraire d'un montant de 878 millions de dirhams ;
- **Auto-Hall** : Conseil de la société Auto-Hall dans le cadre de son augmentation de capital par conversion optionnelle des dividendes exceptionnels en actions nouvelles d'un montant de 118 millions de dirhams.

Faits marquants 2010

- **Ennakl Automobiles** : Conseil de la société tunisienne Ennakl Automobiles dans le cadre de sa double cotation à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis et à la Bourse de Casablanca pour un montant global de 771 millions de dirhams ;
- **CNIA SAADA Assurance** : Conseil de la société CNIA SAADA Assurance dans le cadre de son introduction à la Bourse de Casablanca pour un montant de 645 millions de dirhams ;
- **Hightech Payment Systems (HPS)** : Conseil de la société Hightech Payment Systems (HPS) dans le cadre d'une augmentation de capital réservée d'un montant de 37 millions de dirhams ;
- **Douja Promotion Groupe Addoha** : Conseil de la société Douja Promotion Groupe Addoha dans le cadre de son augmentation de capital en numéraire d'un montant de 3 milliards de Dirhams ;
- **Alliances Développement Immobilier** : Conseil de la société Alliances Développement Immobilier dans le cadre de son programme de rachat d'actions d'un montant de 605 millions de dirhams.

Opérations de marché : dette privée

Faits marquants 2011

- **Autoroutes du Maroc** : Conseil de la société Autoroutes du Maroc dans le cadre de l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 1,0 Milliard de dirhams (5ème et dernière émission obligataire relative à un programme global d'un montant de 7,0 Milliards de dirhams levé entre 2009 et 2011). Il est à préciser que cet emprunt a fait l'objet d'une garantie par l'Etat ;
- **Attijariwafa bank :** Conseil du groupe Attijariwafa bank dans le cadre d'une émission obligataire subordonnée d'un montant de 1,0 Milliard de dirhams ;
- **Wafabail** : Conseil de Wafabail dans le cadre de la mise à jour annuelle et occasionnelle du dossier d'information relatif à l'augmentation du plafond de son programme d'émission de Bons de Société de Financement de 2,0 Milliards de dirhams à 4,0 Milliards de dirhams ;
- **Office Chérifien des Phosphates (OCP)** : Conseil de l'OCP dans le cadre d'une émission obligataire d'un montant de 2,0 Milliards de dirhams ;
- **Alliances Développement Immobilier (ADI)** : Conseil de ADI dans le cadre d'une émission obligataire d'un montant de 1,0 Milliard de dirhams ;
- **Office National des Chemins de Fer (ONCF)** : Conseil de l'ONCF dans le cadre d'une émission obligataire d'un montant de 1,5 Milliard de dirhams.

Faits marquants 2010

- **Alliances Développement Immobilier :** Conseil de la société Alliances Développement Immobilier dans le cadre de son émission d'obligations ordinaires et convertibles en actions d'un montant de 1 milliard Dirhams ;
- **Douja Promotion Groupe Addoha** : Conseil de la société Douja Promotion Groupe Addoha dans le cadre de l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 2 milliards de Dirhams ;
- **Autoroutes du Maroc** : Conseil de la société Autoroutes du Maroc dans le cadre de l'émission de deux emprunts obligataires d'un montant cumulé de 3 milliards de Dirhams. Il est à préciser que cet emprunt a fait l'objet d'une garantie par l'Etat ;
- **Attijariwafa bank** : Conseil du groupe Attijariwafa bank dans le cadre de l'émission d'un emprunt obligataire subordonné de 1,2 milliard de dirhams ;
- **Wafabail** : Conseil de la société Wafabail dans le cadre de l'émission d'un programme de Bons de Société de Financement d'un montant de 2 milliards de dirhams.

Au 31 décembre 2011, les comptes sociaux d'Attijari Finances Corp. font apparaître un chiffre d'affaires de 52,4 millions de dirhams, pour un volume de transactions de près de 12,6 milliards de dirhams.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale		Attijari Finances Corp.			
Siège social		163, avenue Hassan II			
Nombre de titres détenus	100 000 actions	100 000 actions	100 000 actions		
Montant du capital social	10 000 000 Dh	10 000 000 Dh	10 000 000 Dh		
% de capital détenu	100,0%	100,0%	100,0%		
% des droits de vote	100,0%	100,0%	100,0%		
Chiffre d'affaires *	51,3 Mdh	56,0 Mdh	52,4 Mdh	9,2%	-6,3%
Résultat net *	33,3 Mdh	39,7 Mdh	39,3 Mdh	19,2%	-1,0%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	35,0 Mdh	35,0 Mdh	35,0 Mdh		

Source : Attijari Finances Corp.

* Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Wafa Gestion

L'exercice 2005 a vu l'émergence de Wafa Gestion, opérateur de référence sur les métiers de la gestion d'actifs, issu de la fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion.

Wafa Gestion gère plusieurs OPCVM couvrant l'ensemble des classes d'actifs, pour le compte d'investisseurs institutionnels, de grandes entreprises et de particuliers.

Faits marquants 2011 [45]

L'année 2011 a été marquée par les éléments suivants :

- lancement du PEA en collaboration avec la Banque des Particuliers et des Professionnels avec deux fonds éligibles (Attijari Actions et Attijari Moucharaka) ;
- upgrade de la notation Fitch Ratings qui passe de M2 (mor) à M2+ (mor) ;
- adjudication suite à l'appel d'offres lancé par la CMR pour la gestion d'un OPCVM dédié actions ;
- démarrage de la gestion du fonds obligataire dédié à DAR AD-DAMANE remporté suite à un appel d'offres ;
- signature de 2 nouveaux mandats de gestion pour des fonds dédiés à des personnes physiques.
- démarrage du projet « Age d'Or Symphonie » avec Wafa Assurance (Contrat en Unités De Comptes).

Faits marquants 2010 [46]

Pour Wafa Gestion, l'année 2010 a été caractérisée par les éléments suivants :

- la consolidation de sa présence sur le segment institutionnel avec le démarrage d'un nouveau fonds actions dédié à la CIMR et la signature d'un nouveau mandat de gestion auprès de DAR AD-DAMANE pour la gestion d'un fonds dédié obligataire, tous deux suite à des appels d'offres ;
- l'élaboration du projet PEA en collaboration avec la Banque des particuliers et des professionnels avec deux fonds éligibles (Attijari Actions et Attijari Moucharaka) ;
- le lancement de la campagne de communication relative au lancement de la nouvelle gamme OPCVM grand public commercialisée dans le réseau Attijariwafa bank ;
- l'organisation de la 11ème édition du séminaire institutionnel au profit des Trésoriers, DAF et DG des principaux clients Grandes Entreprises Institutionnelles sous le thème « marché monétaire et liquidité bancaire » ;

[45] Source : Attijariwafa bank
[46] Source : Attijariwafa bank

- le renouvellement de la notation Fitch Ratings M2 (mor).

Wafa Gestion a clôturé l'exercice 2011 sur un encours ré de 67 milliards de dirhams. Son résultat net ressort à 69,57 millions de dirhams, en repli de 2,8% par rapport à l'exercice 2010.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale			Wafa Gestion		
Siège social			416 Rue Mostafa El Maani, Casablanca		
Montant du capital social	4 900 000 Dh	4 900 000 Dh	4 900 000 Dh		
% de capital détenu	66%*	66%*	66%*		
% des droits de vote	66%*	66%*	66%*		
Chiffre d'affaires **	217 Mdh	244 Mdh	253 Mdh	12,9%	3,7%
Résultat net **	63 Mdh	72 Mdh	70 Mdh	12,7%	-2,8%
Encours sous gestion **	55 Mrds Dh	63 Mrds Dh	67 Mrds Dh	14,50%	6,3%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	29,4 Mdh	80,2 Mdh	49,1 Mdh		

Source : Attijariwafa bank –

* 34% détenus par AMUNDI.
** Les données au 31 décembre 2011 sont définitives.

Wafa Investissement

Wafa Investissement est la filiale d'Attijariwafa bank dédiée à la gestion des participations en capital-risque. En termes d'activité, Wafa Investissement a réalisé la cession de sa filiale SIFAP pour un montant de 24 Mdh, la restructuration financière de la Compagnie Industrielle du Lukus (CIL) et la prise de participation dans Mifa Télécom.

Le chiffre d'affaires de Wafa investissement est constitué de cession de participations et/ou de service à ces participations (contrat de service).

Au titre de l'exercice 2011, Wafa Investissement a procédé à la cession des titres de sa filiale Compagnie Industrielle Lukus. Son résultat net a affiché une amélioration et s'établit à -8,76 Mdh contre -47,6 Mdh au titre de l'exercice 2010.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale			Wafa Investissement		
Siège social			163, avenue Hassan II - Casablanca		
Nombre de titres détenus	550 000 actions	550 000 actions	550 000 actions		
Montant du capital social	55 000 000 Dh	55 000 000 Dh	55 000 000 Dh		
% de capital détenu	100,0%	100,0%	100,0%		
% des droits de vote	100,0%	100,0%	100,0%		
Chiffre d'affaires *	-	-	-	na	na
Résultat net *	-43,1 Mdh	-47,6 Mdh	-8,76 Mdh	na	na
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	Néant		

Source : Attijariwafa bank

* Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

Attijari Invest

Attijari Invest, filiale d'Attijariwafa bank dédiée au Private Equity, a été créée en 2005 afin d'offrir aux investisseurs des instruments financiers à rentabilité élevée et au risque maîtrisé. Elle a pour mission le montage, la mise en place puis la gestion de fonds d'investissement. La structure a procédé, l'année de sa création, au lancement de deux fonds d'investissement, Agram Invest, d'une taille de 200 Mdh, dédié à l'agro-industrie et le fonds Igrane, d'une taille de 126 Mdh, destiné à la région Souss Massa Drâa.

Outre Agram Invest et Igrane, Attijari Invest gère trois autres fonds d'investissement. Il s'agit de Moroccan Infrastructure Fund, dédié aux secteurs d'infrastructure, H Partners-Morocco Hospitality Investment Fund, spécialisé dans l'immobilier touristique et enfin, Attijari Capital Développement qui investit dans des PME opérant dans différents secteurs, notamment les télécommunications et la presse.

Faits marquants 2011 [47]

L'année 2011 a été principalement marquée par :

En 2011, Attijari Invest confirme sa position parmi les leaders du Capital Investissement au Maroc à travers le closing de deux nouveaux fonds d'investissement :

- la « Foncière Emergence » doté de 1,05 milliard de dirhams, dédié à l'acquisition et/ou le développement d'actifs immobiliers industriels, logistiques ou de bureau. Les actifs de la Foncière seront principalement localisés dans des Plateformes Industrielles Intégrées (P2I) telles que définies par le Pacte National pour l'Emergence Industrielle (PNEI).
- le « 3P » Fund, doté de 400 millions de dirhams au premier closing. Il est l'un des deux fonds publics privés destinés au financement des PME marocaines à fort potentiel de développement initié par la Caisse Centrale de Garantie à l'initiative du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies.

Faits marquants 2010 [48]

L'année 2010 a été principalement marquée par :

- la réorganisation des métiers d'Attijari Invest autour de trois pôles d'activités : Private Equity, Real Estate et Infrastructure ;
- la reconduction du fonds agricole Agram Invest dont la période d'investissement était arrivée à échéance en 2009, avec une nouvelle configuration du tour de table jumelée à une gestion exclusive par Attijari Invest ;
- l'attribution à Attijari Invest, dans le cadre d'un Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par la Caisse Centrale de Garantie à l'initiative du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies (MICNT), du mandat de gestion de l'un des deux fonds publics privés destinés au financement des PME marocaines, avec une enveloppe cible de 500 millions de dirhams ;
- la structuration de deux nouveaux fonds d'investissement (Maroc Numeric Fund et Foncière Emergence) dans le cadre de la stratégie d'accompagnement des plans sectoriels nationaux.

[47] Source : Attijariwafa bank
[48] Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2011, Attijari Invest a réalisé un chiffre d'affaires de près de 16,5 Mdh, soit une progression de 47,3% par rapport à l'exercice 2010. Son résultat net a plus que doublé en 2011 pour s'établir à 5,9 Mdh.

	Données au 31.12.2009	Données au 31.12.2010	Données au 31.12.2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dénomination sociale		Attijari Invest			
Siège social		163, avenue Hassan II - Casablanca			
Nombre de titre détenus	50 000 actions	50 000 actions	50 000 actions		
Montant du capital social	5 000 000 Dh	5 000 000 Dh	5 000 000 Dh		
% de capital détenu	100,0%	100,00%	100,00%		
% des droits de vote	100,0%	100,00%	100,00%		
Chiffre d'affaires *	8,7 Mdh	11,2 Mdh	16,5 Mdh	28,7%	47,3%
Résultat net *	1,4 Mdh	2,7 Mdh	23,5 Mdh	92,9%	>100,0%
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice	Néant	Néant	Nd		

Source : Attijariwafa bank

* Les données au 31 décembre 2011 sont provisioires.

III.3. Relations entre Attijariwafa bank et ses filiales

Les principales conventions régissant les relations entre Attijariwafa bank et ses filiales se présentent de la manière suivante :

Conventions conclues au cours de l'exercice 2011

Convention d'assistance technique entre le Groupe Attijariwafa bank et sa filiale la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun)

Nature et objet de la convention

La convention a pour objet le transfert de savoir-faire, le conseil et la réalisation de prestations et couvre les domaines suivants :

- assistance technique et conseil dans le domaine de la banque commerciale, des opérations de change, des produits de trésorerie, du financement de projets, etc ... ;
- Conseil en matière de marchés financier, y compris les instruments financiers innovants ;
- assistance technique en matière d'intermédiation et de gestion de fortune, -Assistance à la prise de décision et au contrôle des engagements et des risques de contre partie ;
- missions d'expertise, appréciation des engagements et leur contrôle, inspections et vérifications comptables, Stages du personnel ;
- détachement de personnel d'encadrement et d'assistance technique ;
- gestion et recrutement de personnel, notamment expatrié ;
- démarches commerciales, marketing et consultations ;
- enquêtes et renseignements commerciaux ;
- fournitures de documentation technique ;
- assistance en contentieux et questions juridiques ;
- conseil en organisation, procédures comptables et informatiques et contrôle interne ;
- conseil et assistance en contrôle budgétaire et contrôle de gestion ;
- conseil et assistance en matière de communication et publicité ;
- représentation auprès des organismes nationaux et internationaux ;
- mise à disposition de logiciels, prestations de maintenance et études d'évolution ;
- assistance à la gestion du Système d'Information.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice :

Le montant de la prestation facturée par Attijariwafa bank au titre de cette convention pour l'exercice 2011 s'élève à KMAD 2.681

Date de conclusion : 12/05/2011.

Durée : La convention est fixée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction.

Contrat de location de locaux aux filiales : WAFA LLD

Location à titre de bail commercial (bureaux) à Wafa LLD du 2éme étage du site AGENA, pour un loyer mensuel TTC de 17.380,00 DH à partir 1er janvier 2012. La Superficie utile est de 181 m2.

Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2011

Conventions d'assistance technique entre le groupe Attijariwafa bank et Attijari bank Mauritanie

Nature et objet de la convention

La convention a pour objet le transfert de savoir-faire, le conseil et la réalisation de prestations et couvre les domaines suivants :

- assistance technique et conseil dans le domaine de la banque commerciale, des opérations de change, des produits de trésorerie, du financement de projets, etc ... ;
- conseil en matière de marchés financier, y compris les instruments financiers innovants, ;
- assistance technique en matière d'intermédiation et de gestion de fortune ;
- assistance au contrôle des engagements Missions d'expertise, appréciation des engagements et leur contrôle, inspections et vérifications comptables ;
- stages du personnel ;
- détachement de personnel d'encadrement et d'assistance technique ;
- gestion et recrutement de personnel, notamment expatrié ;
- démarches commerciales, marketing et consultations ;
- enquêtes et renseignements commerciaux ;
- fournitures de documentation technique ;
- assistance en contentieux et questions juridiques ;
- conseil en organisation, procédures comptables et informatiques et contrôle interne ;
- conseil et assistance en contrôle budgétaire et contrôle de gestion ;
- conseil et assistance en matière de communication et publicité ;
- représentation auprès des organismes nationaux et internationaux ;
- mise à disposition de logiciels, prestations de maintenance et études d'évolution ;
- assistance à la gestion du Système d'Information.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice :

Le montant de la prestation facturée par Attijariwafa bank au titre de cette convention pour l'exercice 2011 s'élève à KMAD 4.018.

Date de conclusion : 10 décembre 2010 avec date d'effet au 1er janvier 2011.

Durée de la convention : La convention est fixée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction.

Convention-cadre de crédits sans recours entre Attijariwafa bank et sa filiale Attijariwafa bank Europe

Nature et objet de la convention

Dans le cadre de cette convention, les prêts consentis par Attijariwafa bank Europe sont intégralement refinancés par Attijariwafa bank.

Cette convention limite le droit à remboursement d'Attijariwafa bank sur Attijariwafa bank Europe, au titre du refinancement se rapportant à un prêt donné, au seul montant des sommes effectivement perçues par Attijariwafa bank Europe de l'emprunteur (ou d'un tiers pour le compte d'un emprunteur, tel qu'une caution ou un assureur-crédit garantissant en tout ou partie le prêt). Elle implique un abandon de créance d'Attijariwafa bank au titre de son refinancement, à concurrence de la partie du prêt qui deviendrait définitivement irrécouvrable, après mise en jeu de toutes les garanties et mise en oeuvre de tous les recours possibles contre l'emprunteur. Cette convention ne s'applique qu'aux prêts et refinancements que les parties acceptent via la signature d'un document conforme.

Il est à signaler que cette convention a été complétée en 2010 par les articles suivants :

«2.5 Pour les opérations Clients prenant la forme d'une ouverture de crédit, la Banque de Refinancement s'oblige à assurer sans délai, au profit du Bénéficiaire, le refinancement des tirages effectués par le client concerné et s'engage notamment, à cet effet, à verser au Bénéficiaire les sommes correspondantes à première demande de ce dernier, sans préjudice, à défaut d'un tel versement à bonne date, de la possibilité pour le Bénéficiaire, de compenser de plein droit le montant des sommes en cause avec celui de tous avoirs qu'il détiendrait pour le compte de la Banque de Refinancement et lou de toute dette qu'il pourrait avoir à l'égard de cette dernière ».

« 2.6 Lorsqu'un refinancement donné a été soumis à la présente Convention, conformément à la clause 2.3, celui-ci demeurera couvert par la présente Convention, notamment la clause 3 (recours limité), jusqu'à son échéance, sauf décision contraire des Parties qui ne pourra toutefois recevoir d'effet que pour autant qu'elle ait été préalablement portée à la connaissance du Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel française et ait fait l'objet d'un accord de cette dernière ».

Convention d'assistance technique entre Attijariwafa bank et sa filiale la Banque Internationale du Mali (BIM)

Nature et objet de la convention

Dans le cadre de cette convention, Attijariwafa bank apporte à la BIM son savoir-faire et son expertise concernant les domaines suivants :

- stratégie, marketing et communication ;
- systèmes d'information ;
- juridique, comptabilité et ressources humaines;
- logistique et achats ;
- gestion des risques de contrepartie, opérationnels et de marché ;
- procédures et organisation ;
- qualité.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Le montant de la prestation facturée par Attijariwafa bank au titre de cette convention pour l'exercice 2011 s'élève à KMAD 3.401.

Montant encaissé au courant de l'exercice : Le montant encaissé s'élève à KMAD 1.709.

Date de conclusion : le 05/11/2009.

Durée : Cette convention a été conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Modalités de rémunération :

- une facturation au titre de la mise à disposition d'experts métiers et correspondant aux J/H consommés ;
- une refacturation des frais engagés au titre du transport et des perdiem servis par Attijariwafa bank selon les normes du Groupe ;
- une refacturation à l'identique des frais divers engagés par Attijariwafa bank et préalablement acceptés par la BIM SA.

Convention d'assistance technique entre Attijariwafa bank et sa filiale l'Union Gabonaise de Banque (UGB)

Nature et objet de la convention

Dans le cadre de cette convention, Attijariwafa bank apporte à UGB son savoir-faire et son expertise concernant les domaines suivants :

- assistance technique et conseil dans le domaine de la banque commerciale, des opérations de change, des produits de trésorerie, du financement des projets ;
- conseil en matière de marchès financiers y compris les instruments financiers innovants;
- assistance technique en matière d'intermédiation et de gestion de fortune ;
- assistance au contrôle des engagements ;
- missions d'expertise, appréciation des engagements et leur contrôle, inspections et vérifications comptables ;
- stages de personnel ;
- détachement de personnel d'encadrement et d'assistance technique ;
- gestion et recrutement de personnel, notamment expatrié ;
- démarches commerciales, marketing et consultations ;
- enquêtes et renseignements commerciaux ;
- fournitures de documentation technique ;
- assistance en contentieux et questions juridiques ;
- conseil en organisation, procédures comptables et informatiques et contrôle interne ;
- conseil et assistance en contrôle budgétaire et contrôle de gestion ;
- conseil et assistance en matière de communication et publicité ;
- représentation auprès des organismes nationaux et internationaux ;
- mise à disposition de logiciels, prestations de maintenance et études d'évolution ;
- assistance à la gestion du Système d'information.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Le montant de la prestation facturée par Attijariwafa bank au titre de cette convention pour l'exercice 2011 s'élève à KMAD 4.308.

Montant encaissé au courant de l'exercice : Le montant encaissé s'élève à KMAD 2.144.

Date de conclusion : 21/10/2009.

Durée : Cette convention a été conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Convention d'assistance technique entre Attijariwafa bank et sa filiale le Crédit du Congo (CDC)

Nature et objet de la convention

Dans le cadre de cette convention conclue, Attijariwafa bank apporte au CDC son savoir-faire et son expertise concernant les domaines suivants :

- assistance technique et conseil dans le domaine de la banque commerciale, des opérations de change, des produits de trésorerie, du financement des projets ;

- conseil en matière de marchés financiers y compris les instruments financiers innovants ;
- assistance technique en matière d'intermédiation et de gestion de fortune ;
- assistance au contrôle des engagements ;
- missions d'expertise, appréciation des engagements et leur contrôle, inspections et vérifications comptables ;
- stages de personnel ;
- détachement de personnel d'encadrement et d'assistance technique;
- gestion et recrutement de personnel, notamment expatrié ;
- démarches commerciales, marketing et consultations ;
- enquêtes et renseignements commerciaux ;
- fournitures de documentation technique ;
- fssistance en contentieux et questions juridiques ;
- conseil en organisation, procédures comptables et informatiques et contrôle interne ;
- conseil et assistance en contrôle budgétaire et contrôle de gestion ;
- conseil et assistance en matière de communication et publicité ;
- représentation auprès des organismes nationaux et internationaux ;
- mise à disposition de logiciels, prestations de maintenance et études d'évolution ;
- assistance à la gestion du Système d'information.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Le montant de la prestation facturée par Attijariwafa bank au titre de cette convention pour l'exercice 2011 s'élève à KMAD 3.524.

Montant encaissé au courant de l'exercice : Le montant encaissé s'élève à KMAD 1.769.

Date de conclusion : Octobre 2009.

Durée : Cette convention a été conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Convention d'assistance technique entre Attijariwafa bank et sa filiale la CBAO

Nature et objet de la convention

Dans le cadre de cette convention, Attijariwafa bank apporte à la CBAO son savoir-faire et son expertise concernant les domaines suivants :

- stratégie, marketing et communication ;
- systèmes d'information ;
- Juridique, comptabilité et ressources humaines ;
- logistique et achats ;
- gestion des risques de contrepartie, opérationnels et de marché ;
- procédures et organisation ;
- qualité.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Le montant de la prestation facturée par Attijariwafa bank au titre de cette convention pour l'exercice 2011 s'élève à KMAD 6.415.

Montant encaissé au courant de l'exercice : Le montant encaissé s'élève à KMAD 2.759.

Date de conclusion : 05/03/2009.

Durée : Cette convention a été conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Les modalités de rémunération :

- une facturation au titre de la mise à disposition d'experts métiers et correspondants aux J/H consommés ;

- une refacturation des frais engagés au titre du transport et des perdiem servis par Attijariwafa bank selon les normes du Groupe ;
- une refacturation à l'identique des frais divers engagés par Attijariwafa bank et préalablement acceptés par la CBAO.

Convention d'assistance technique entre Attijariwafa bank et sa filiale le Crédit du Sénégal

Nature et objet de la convention

La convention d'assistance technique a pour objet le transfert de savoir faire et le conseil et couvre les domaines suivants :

- assistance technique et conseil dans le domaine de la banque commerciale, des opérations de change, des produits de trésorerie, du financement de projets, etc .... ;
- conseil en matière de marchés financiers, y compris les instruments financiers innovants ;
- assistance technique en matière d'intermédiation et de gestion de fortune ;
- assistance au contrôle des engagements ;
- missions d'expertise, appréciation des engagements et leur contrôle, inspections et vérifications comptables ;
- stage du personnel ;
- détachement de personnel d'encadrement et d'assistance technique ;
- gestion et recrutement de personnel, notamment expatrié ;
- démarches commerciales, marketing et consultations ;
- enquêtes et renseignements commerciaux ;
- fournitures de documentation technique ;
- assistance en contentieux et questions juridiques ;
- conseil en organisation, procédures comptables et informatiques et contrôle interne ;
- conseil et assistance en contrôle budgétaire et contrôle de gestion ;
- conseil et assistance en matière de communication et publicité ;
- représentation auprès des organismes nationaux et internationaux ;
- mise à disposition de logiciels, prestations de maintenance et études d'évolution ;
- assistance à la gestion du système d'Information.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Le montant de la prestation facturée par Attijariwafa bank au titre de cette convention pour l'exercice 2011 s'élève à KMAD 3.157.

Montant encaissé au courant de l'exercice : Le montant encaissé s'élève à KMAD 1.569.

Date de conclusion : 16/04/2009.

Durée : La convention est fixée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction.

Convention d'assistance technique entre Attijariwafa bank et sa filiale la Société Ivoirienne de Banque (SIB)

Nature et objet de la convention

La convention d'assistance technique a pour objet le transfert de savoir faire et le conseil et couvre les domaines suivants :

- assistance technique et conseil dans le domaine de la banque commerciale, des opérations de change, des produits de trésorerie, du financement de projets, etc .... ;
- conseil en matiére de marchés financiers, y compris les instruments financiers innovants ;
- assistance technique en matière d'intermédiation et de gestion de fortune ;
- assistance au contrôle des engagements ;

- missions d'expertise, appréciation des engagements et leur contrôle, inspections et vérifications comptables ;
- stage du personnel ;
- détachement de personnel d'encadrement et d'assistance technique ;
- gestion et recrutements de personnel notamment expatrié ;
- démarches commerciales, marketing et consultations ;
- enquêtes et renseignements commerciaux ;
- fourniture de documentation technique ;
- assistance en contentieux et questions juridiques ;
- conseil en organisation, procédures comptables et informatiques et contrôle interne ;
- conseil et assistance en contrôle budgétaire et contrôle de gestion ;
- conseil et assistance en matière de communication et publicité ;
- représentation auprès des organismes nationaux et internationaux ;
- mise à disposition de logiciels, prestations de maintenance et études d'évolution ;
- assistance à la gestion du système d'information.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Aucune facturation n'a été effectuée au titre de cette convention pour l'exercice 2011.

Montant encaissé au courant de l'exercice : NEANT.

Date de conclusion : 29/01/2010.

Durée : La convention est fixée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction.

Conventions de location de locaux

Ces conventions prévoient la location de locaux et/ou bureaux aux sociétés suivantes :

Société	Nature	Localisation	Loyer facturé en 2011 (KMAD)
Wafa LLD	Location d'agence	Kifah, Rabat	53
Dar Assafaa	Location de local	Route de Sefrou, Fès	72
Dar Assafaa	Location d'agence	Moulay Ismail, Marrakech	80
Dar Assafaa	Location de local	Immeuble Agéna	180
Dar Assafaa	Location de local	Tanger Florence (My Abdelaziz)	60
Dar Assafaa	Location de local	Rue de Marrakech, Agadir	102
Wafacash	Location de local	Sekkakine, Mèknes	48

Source : Attijariwafa bank

Conventions de location de locaux

Ces conventions prévoient la location de locaux et/ou bureaux aux sociétés suivantes :

Société	Nature	Localisation	Loyer facturé en 2011 (KMAD)
Attijari Finances Corp.	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	1 186
Attijari Intermédiation	Appartement à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	489
Attijari Factoring	Ensemble de bureaux	60, rue d'Alger, Casablanca	198
Attijari Invest	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	734
CAPRI	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	198
Attijari Protection	Appartement à usage de bureaux	37, rue Ait Baamrane, Casablanca	24
Wafasalaf	Ensemble de locaux à usage de bureaux	5, Bd Abdelmoumen, Casablanca	1 829
Wafa Investissement	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	12
Wafa Gestion	Ensemble de locaux à usage de bureaux	163, Avenue Hassan II, Casablanca	429
Wafa Patrimoine	Ensemble de locaux à usage de bureaux	69, rue Prince Moulay Abdellah, Casablanca	96
Wafa Systèmes Consulting	Ensemble de locaux à usage de bureaux	4 rue Sanâa, Casablanca	120
Wafa Immobilier	Ensemble de locaux à usage de bureaux	62, Angle Bd Moulay Youssef et Bd Anfa, Casablanca	300
Wafa Immobilier	Deux locaux à usage d'agences		850
Wafa Immobilier	Cession d'un bail avec loyer annuel	Rabat Dior Jamaa	66
Wafa Cash	20 locaux à usage d'agences		1 007
Wafa Immobilier	Agence	Rue de Stokhom, Casablanca	144
Wafasalaf	Agence	Safi Boudheb	36
Wafa Système Data	Local à usage de bureau	163, Avenue Hassan II, Casablanca	30

Source : Attijariwafa bank

Mandat de gestion de l'activité de crédit bail entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafabail

Nature et objet de la convention

Dans le cadre de ce mandat, Wafabail procède à l'étude financière et technique des dossiers de crédit-bail et à l'évaluation et l'expertise de tous les projets de financement qui lui sont soumis par Attijariwafa bank, ainsi que tous les dossiers de crédit prospectés par Wafabail et qui sont financés par Attijariwafa bank.

Ce mandat ne confère aucun caractère exclusif au profit de Wafabail en matière de gestion de l'activité « crédit-bail» ni empêche Attijariwafa bank d'exercer cette activité concomitamment avec ce mandat.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : La commission qui doit être versée à Wafabail s'est élevée à KMAD 5.629 au titre de l'exercice 2011.

Modalités de rémunération :

En contrepartie des prestations de services rendues, Wafabail perçoit une commission de gestion de 1% (HT) calculée sur la base des encours de crédit-bail débloqués par Attijariwafa bank et gérés par Wafabail.

Mandat de gestion des produits alternatifs entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafabail

Nature et objet de la convention

Dans le cadre de ce mandat, Attijariwafa bank confie à Wafabail la gestion de l'activité issue des produits alternatifs, activité qu'elle peut exercer de par son objet social et son agrément.

Ce mandat ne confère aucun caractère exclusif au profit de Wafabail en matière de gestion de l'activité issue des produits alternatifs ni empêche Attijariwafa bank d'exercer cette activité concomitamment avec ce mandat.

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : Aucune opération liée à ce mandat n'a été réalisée en 2011.

Modalités de rémunération :

En contrepartie des prestations de services rendues, Wafabail perçoit une commission de gestion de 1,10% (HT) calculée sur la base des encours gérés par Wafabail.

Convention de commercialisation conclue entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafabail

Nature et objet de la convention

Cette convention de commercialisation a pour objet la commercialisation et la promotion auprès de la clientèle d'Attijariwafa bank des produits de leasing de Wafabail.

Contrepartie intéressée : Wafabail.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Au titre de l'exercice 2011, cette commission s'élève à KMAD 14.755.

Date de conclusion : 15/09/2008.

Modalités de rémunération : Dans le cadre de cette convention, Attijariwafa Bank perçoit une commission de 0.5% des affaires générées par la banque.

Convention de gestion de l'activité crédit immobilier entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafa Immobilier

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : Au titre de l'exercice 2011, les commissions facturées s'élèvent globalement à KMAD 192.173. Le montant des commissions payées est de KMAD 176.039.

Modalités de rémunération : Dans le cadre de cette convention de gestion. Wafa Immobilier perçoit les commissions de gestion suivantes :

- 0,4 % sur les encours de crédits immobiliers gérés.
- 0,4 % sur la production des crédits immobiliers réalisés par le réseau Wafa Immobilier.

Convention de gestion de l'activité crédit à la consommation entre Attijariwafa bank et sa filiale Wafasalaf

Charges comptabilisées au titre de l'exercice : Au titre de l'exercice 2011, ces commissions s'élèvent globalement à KMAD 73.692.

Date de conclusion : juin 2009 avec effet le 01/01/2009.

Modalités de rémunération :

Dans le cadre de cette convention de gestion, Wafasalaf perçoit les commissions de gestion pour compte relatives aux produits crédit express et revolving Mizane calculées sur l'encours moyen global comme suit :

- 1,80 % de l'encours inférieur ou égal à MMAD 500
- 1,60 % de l'encours supérieur à MMAD 500 et inférieur ou égal à MMAD 1.000 ;

- 1,40 % de l'encours supérieur à MMAD 1.000 et inférieur ou égal à MMAD 1.500 ;
- 1,30 % de l'encours supérieur à MMAD 1.500 et inférieur ou égal à MMAD 2.500 ;
- 1,20 % de l'encours supérieur à MMAD 2.500 et inférieur ou égal à MMAD 4.000 ;
- 1,00 % de l'encours supérieur à MMAD 4.000.

Convention d'assistance technique entre Attijariwafa bank et sa filiale Attijari bank Tunisie

Nature et objet de la convention

Cette convention préalablement autorisée par le Conseil d'Administration du 19 juin 2007, a été conclue entre Attijariwafa bank et Attijari bank Tunisie pour le transfert de savoir-faire et le conseil dans les domaines suivants :

- stratégie, marketing et communication ;
- système d'information ;
- juridique, comptabilité et ressources humaines ;
- logistique et achats ;
- gestion des risques de contrepartie, opérationnels et de marché ;
- procédures et organisation ;
- qualité.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : La commission s'est élevée à KMAD 7.886

Modalités de rémunération :

La rémunération des missions relatives à cette assistance technique est fixée à 1% du produit net bancaire généré par Attijari bank, autre que la refacturation au titre de la mise à disposition d'experts métiers et des divers frais encourus par Attijariwafa bank. Les prestations de formation sont refacturés au prix convenu entre les deux parties et l'accès aux séminaires et conventions sont pris en charge par Attijari bank Tunisie. La convention est fixée pour une durée d'une année et renouvelable par tacite reconduction.

Convention de prestations de services avec entre Attijariwafa bank et sa filiale Attijariwafa Finanziaria SPA

Nature et objet de la convention

Cette convention, préalablement autorisée par le conseil d'Administration du 25 septembre 2007, prévoit le développement d'une collaboration, qui permettra, d'apporter une réponse adéquate aux besoins de la clientèle MRE en Italie. En ce sens, Attijariwafa Finanziaria sert de relais entre le Groupe Attijariwafa bank et les clients MRE d'Italie, notamment en matière d'information et de promotion de l'offre bancaire, et assure l'intermédiation dans la distribution des opérations mais assiste les clients dans la conduite de certaines opérations. La convention est applicable sur le territoire italien.

Produits comptabilisés au titre de l'exercice : Les prestations de services facturées au titre de cette convention au cours de l'exercice 2011 se sont élevées à KMAD 4.591.

Modalités de rémunération :

Dans le but de garantir dans les meilleures conditions les missions définies par la convention, il est établi une compensation globale basée sur le paiement de deux commissions :

- une « commission forfaitaire de représentation» ;
- une « commission d'activité MRE ».

IV. ACTIVITE

IV.1. Aperçu du secteur bancaire

IV.1.1. Cadre réglementaire

Les établissements financiers sont placés sous le contrôle et la supervision de Bank Al-Maghrib et du Ministère des Finances. Ces deux institutions agissent sous la recommandation du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne et du Conseil des Établissements de Crédit.

Le secteur bancaire marocain a entamé, depuis 2006, un ensemble de réformes qui se sont traduites par une refonte de la loi bancaire, orientée vers la libéralisation et la modernisation du secteur (libéralisation des taux, déréglementation de l'activité bancaire, etc.). Dans ce cadre, la loi bancaire de 1967, révisée en 1993, a été remplacée par une nouvelle loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le Dahir 1-05-178 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006). La nouvelle loi vise l'élargissement des pouvoirs de Bank Al-Maghrib, lui conférant plus d'indépendance, renforçant sa réglementation et appuyant son rôle de supervision et de contrôle. Bank Al-Maghrib est désormais habilitée à octroyer ou à retirer les agréments, ou encore, à s'opposer à la nomination de personnes ne remplissant pas les conditions requises au sein des instances d'administration ou de direction des établissements de crédit.

De plus, la Banque Centrale a persévéré dans ses efforts visant le renforcement des dispositifs de surveillance proactive des risques bancaires. Ainsi, les vérifications sur place des établissements bancaires, assujettis depuis 2006, sont plus fréquentes et sont davantage axées sur les principales zones de risque. Elles ont porté, en particulier, sur la gestion du risque immobilier et sur les opérations de hors bilan.

Par ailleurs, depuis le déclenchement de la crise financière en 2008, suite à l'effondrement du marché américain des prêts hypothécaires à risque (*subprimes*), Bank Al-Maghrib s'efforce de renforcer son dispositif de veille et de surveillance prudentielle[49]. En effet, la Banque Centrale a recommandé aux banques davantage d'exhaustivité et de fréquence des reportings sur les expositions aux crédits *subprimes*, directes ou indirectes soient-elles. En parallèle, Bank Al-Maghrib a invité le management des établissements bancaires à rehausser le niveau de vigilance et à faire preuve d'une plus grande implication dans la gestion des risques, notamment ceux liés aux activités à l'international.

En outre, Bank Al-Maghrib a procédé à l'actualisation de ses enquêtes sur les conditions d'octroi de crédits, en particulier celles portant sur l'évolution de l'endettement des ménages. Il en ressort que l'encours des crédits bancaires au ménages s'est inscrit en hausse de 9,0%, contre 12,4% une année auparavant, pour s'établir à 216 Mrds Dh à fin 2010. Ces crédits continuent à être orientés principalement vers les besoins de financement du logement, avec une part de 60% du total.[50]

Depuis 2007[51], les banques publiques sont assujetties au processus de redressement, au même titre que les banques privées, ainsi qu'au respect de l'ensemble des règles monétaires et prudentielles. Le cadre réglementaire s'est ainsi aligné sur les standards internationaux, notamment sur les dispositions de Bâle II et sur les normes comptables internationales (IFRS). Les normes comptables IFRS sont entrées en vigueur le 1er janvier 2008.

Sur le plan micro-prudentiel, Bank Al-Maghrib vise à renforcer les assises financières des établissements de crédit et, par suite, à permettre une meilleure gestion des opérations de croissance interne et externe. Ainsi, Bank Al-Maghrib a décidé en 2007 de relever à 10% le niveau minimum du ratio de solvabilité, à compter de fin décembre 2008. La Banque Centrale cible désormais un objectif de 12%, en cohérence avec les dispositions du 2ème pilier de Bâle II. Ce pilier portant sur la surveillance prudentielle, constitue le canal privilégié pour un dialogue structuré entre Bank Al-Maghrib et les établissements bancaires, sur des sujets tels que la qualité de l'évaluation interne et l'adéquation des fonds propres à leur profil de risque.

[49] Source : Rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur le contrôle, l'activité et les résultats des établissements de crédit en 2008.
[50] Source : Rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur le contrôle, l'activité et les résultats des établissements de crédit en 2010.
[51] Source : Rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur le contrôle, l'activité et les résultats des établissements de crédit en 2007.

Sur le plan macro-prudentiel, Bank Al-Maghrib a inscrit ses actions de supervision dans une perspective plus large de stabilité financière. En effet, la Banque Centrale réalise notamment des *stress tests* pour évaluer la résilience du système bancaire à différents chocs financiers.

Critères	Définition	Taux
Ratio de solvabilité (ou Ratio Cooke)	Rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature	=> 10%[52]
Coefficient minimum de liquidité	Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés	=> 100%
Ratio de division des risques	Rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque	= <20%
Réserve monétaire	Fonds que les banques sont tenues de disposer sous forme de comptes gelés auprès de BAM, à hauteur de 8% de leurs dépôts à vue. L'obligation de blocage de la réserve monétaire a été levée en septembre 1996, permettant aux banques de disposer de leur liquidité sous réserve de respecter la moyenne mensuelle de 8%	= 8%
Classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions	Depuis le renforcement du régime de couverture par les provisions des créances en souffrance en décembre 2002, (sortie de la circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont réparties en 3 catégories selon leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, respectivement à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100%	=> 20%, ou 50%, ou 100%

[52] Le ratio de solvabilité a été relevé à 10% à partir de fin décembre 2008.

IV.1.2. Activité du secteur bancaire

A fin 2010, le secteur bancaire marocain comprend 83 établissements de crédits et organismes assimilés, dont 19 banques et 36 sociétés de financement[53].

Avec l'avènement de la banque postale, l'actionnariat public est devenu, à fin 2010, majoritaire dans 6 banques et 5 sociétés de financement et détient des participations significatives dans 4 autres établissements de crédit.

Pour sa part, l'actionnariat étranger contrôle majoritairement 7 banques et 10 sociétés de financement et détient des participations significatives dans 7 autres établissements de crédit.

A fin 2010, 14 établissements de crédit, dont 6 banques, sont cotés en bourse, représentant au total 32% de la capitalisation boursière[54].

La consolidation récente du secteur a mené à une forte concentration de ce dernier avec six grandes banques (Attijariwafa bank, BCP, BMCE bank, BMCI, SG, CDM) contrôlant 96,9% des crédits et 98,2% des dépôts, au titre de l'exercice 2011 du total des banques commerciales.

L'année 2008 a été, pour le système financier international, une année marquée par d'importantes turbulences qui ont fragilisé l'environnement macro-économique ainsi que les conditions d'exercice des activités bancaires. Dans ce contexte, et en prévision des répercussions défavorables, au plan national, de la dégradation de la conjoncture économique et financière internationale, Bank Al-Maghrib a continué, au cours de l'année 2009, de renforcer ses actions de contrôle en vue de s'assurer de la résilience du secteur bancaire et de renforcer la dimension macro-prudentielle de la supervision. Ainsi, elle a poursuivi le processus de consolidation du cadre prudentiel et opérationnel de la supervision et demandé aux établissements de crédit de rehausser la qualité de leur gouvernance des risques.

Les contrôles et les investigations menés par Bank Al-Maghrib en 2009 ont montré que, d'une part, les banques ont fait preuve de résilience face à la dégradation de la conjoncture économique, induite par la crise financière internationale et que, d'autre part, les portefeuilles des banques font ressortir des engagements importants sur certaines contreparties. Bien que les grands risques[55] soient encadrés sur le plan réglementaire et qu'ils ne représentent que 4 fois les fonds propres, au même niveau qu'en 2008. Ces expositions nécessitent d'être diversifiées d'autant qu'elles peuvent recéler des risques accrus. Parallèlement, certains établissements doivent renforcer la qualité de leurs systèmes de notation interne ainsi que les stress tests visant à évaluer leur capacité de résistance à des défaillances de contreparties importantes.

La poursuite du renforcement des fonds propres, parallèlement au développement de l'activité en 2010, a permis aux banques de rehausser leur solvabilité. Ainsi, le ratio de solvabilité moyen des banques assujetties à Bâle II a enregistré une hausse de 0,7 point par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 12,7%.

Dans un contexte marqué par un léger ralentissement économique sur le plan national, les banques ont poursuivi le développement de leur activité en 2010, mais à une cadence moins élevée qu'en 2009, alors que les résultats réalisés sont demeurés globalement satisfaisants. En effet, l'évolution de l'activité des banques a impacté différemment leurs emplois et ressources. Au niveau des emplois, la baisse des créances sur les établissements de crédit et assimilés et le net repli du portefeuille des bons du Trésor ont été à l'origine du ralentissement de l'activité bancaire. Concernant les ressources, la hausse des titres de créance émis n'a pas pu compenser la décélération des dépôts et le fléchissement des dettes interbancaires.

Selon les indicateurs relevés par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc, au niveau de la fonction de collecte de l'épargne, l'ensemble des ressources drainées par les banques commerciales

[53] Rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur le contrôle, l'activité et les résultats des établissements de crédit en 2010.

[54] Rapport annuel de Bank Al-Maghrib sur le contrôle, l'activité et les résultats des établissements de crédit en 2010.

[55] Par grands risques, on entend les créances et les titres détenus sur une même contrepartie, ou groupe de contreparties, et dont le montant est supérieur ou égal à 5% des fonds propres prudentiels

(hors CIH, CAM) s'est établi à 562,5 Mrds Dh en 2009, à 593,2 Mrds Dh en 2010, et à 633,5 Mrds Dh en 2011 en progression de 5,1% en 2009, de 5,5% en 2010 et de 6,8% en 2011.

Les comptes chèques et les comptes courants, qui représentent conjointement un encours de 296,4 Mrds Dh en 2009, de 311,0 Mrds Dh en 2010 et de 340,4 Mrds Dh en 2011, continuent de fournir la plus importante contribution aux ressources bancaires. En effet, ils représentent 53,7% des ressources collectées au titre de l'exercice 2011.

Dépôts

L'activité bancaire se caractérise par une forte concentration. En effet, au titre de l'exercice 2011, six banques collectent 98,2% du total des dépôts de clientèle des banques commerciales.

Ainsi, au 31 décembre 2011, les parts de marché en termes de ressources des six principaux acteurs bancaires sur le marché marocain, se présentent comme suit :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Dettes envers les établissements de crédit	39,0%	39,8%	9,2%	8,3%	1,3%	2,1%	99,6%
Dépôts de la clientèle	28,3%	31,3%	16,7%	7,4%	5,8%	8,7%	98,2%
Titres de créances émis	20,1%	6,1%	14,7%	17,4%	12,5%	19,4%	90,2%
Total ressources	**27,7%**	**29,4%**	**16,5%**	**8,1%**	**6,3%**	**9,5%**	**97,6%**

Source : GPBM

Les quatre premières banques (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, SG) collectent 83,1% des ressources du marché. Attijariwafa bank détient 27,7% du total des ressources des banques commerciales, après la BCP qui en détient 29,4%.

Crédits

Les six plus grandes banques commerciales du pays distribuent 96,7% du total des engagements des banques commerciales, au titre de l'exercice 2011.

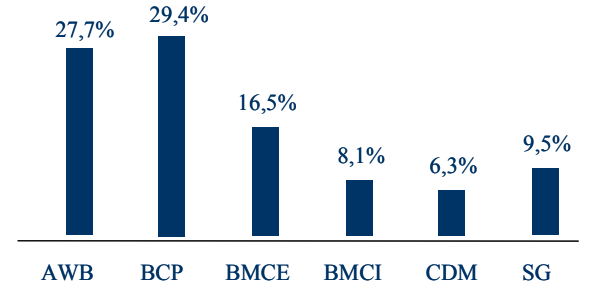
Le tableau ci-dessous présente les parts de marché, au niveau des crédits à l'économie, des six principaux acteurs sur le marché bancaire marocain, au 31 décembre 2011 :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Créances sur les sociétés de financement	27,4%	29,1%	18,6%	6,8%	3,9%	10,5%	96,3%
Créances sur la clientèle	29,1%	27,4%	16,0%	8,0%	6,4%	9,8%	96,7%
Total crédits	**29,0%**	**27,6%**	**16,2%**	**7,9%**	**6,2%**	**9,8%**	**96,7%**

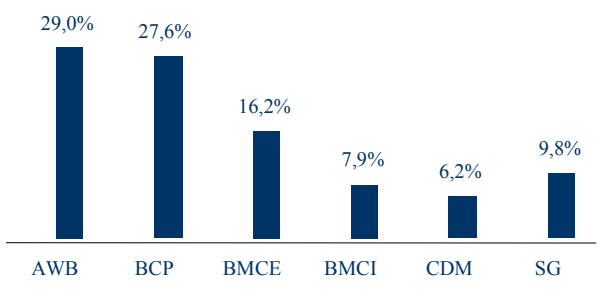
Source : GPBM

Au 31 décembre 2011, Attijariwafa bank détient une part de marché de 29,0%, suivie de la BCP et de la BMCE, avec des parts de marché respectives de 27,6% et 16,2%. Cumulativement, la part de marché détenue par les quatre plus grandes banques commerciales du Royaume en matière de crédits (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, SG) s'établit à 82,5%.

Parts de marché ressources au 31.12.2011



Parts de marché crédits au 31.12.2011



Source : GPBM - PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

Engagements hors bilan

Au titre de l'exercice 2011, les six premières banques marocaines représentent 95,9% des engagements donnés par les banques commerciales.

Les parts de marché au niveau des engagements hors bilan des six principaux acteurs sur le marché bancaire marocain, au 31 décembre 2011, se présentent comme suit :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SG	Cumul
Total des engagements donnés	27,5%	26,5%	11,8%	12,9%	5,1%	12,3%	**96,0%**
Total des engagements reçus	29,5%	16,5%	12,6%	9,6%	10,5%	12,0%	**90,8%**

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines

Pour les engagements donnés au titre de l'exercice 2011, le cumul des parts de marché des quatre plus grandes banques commerciales du pays en matière d'engagements donnés (Attijariwafa bank, BCP, BMCI et SG) s'élève à 79,2%.

Le cumul des parts de marché des quatre plus grandes banques commerciales du pays en matière d'engagements reçus (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, SG) s'élève à 70,7% à fin 2011.

Attijariwafa bank occupe la première place aussi bien en termes des engagements donnés (part de marché de 27,9%), qu'en termes des engagements reçus (part de marché de 29,5%).

IV.1.3. Évolution des ressources

Les dépôts de la clientèle des banques commerciales ont évolué comme suit, depuis l'exercice 2009 :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dettes envers les établissements de crédit [1]	**3 144**	**5 432**	**1 943**	**72,7%**	**-64,2%**
Dépôts de la clientèle	**525 655**	**543 511**	**581 993**	**3,4%**	**7,1%**
Comptes chèques*	213 630	226 299	242 777	5,9%	7,3%
Comptes courants*	82 734	84 737	97 575	2,4%	15,1%
Comptes d'épargne	64 041	68 750	75 452	7,4%	9,7%
Dépôts à terme	131 338	137 630	138 012	4,8%	0,3%
Autres dépôts et comptes créditeurs*	33 911	26 094	28 177	-23,1%	8,0%
Titres de créances émis [2]	**33 728**	**44 261**	**49 548**	**31,2%**	**11,9%**
Total ressources	**562 527**	**593 204**	**633 484**	**5,5%**	**6,8%**

Mdh - Source : GPBM - * Dépôts non rémunérés
[1] Y compris les emprunts financiers extérieurs
[2] Titres de créances négociables+ emprunts obligataires émis+Autres titres de créances émis

Commentaires

- **Evolution :**

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'année 2011, l'ensemble des ressources collectées par les banques commerciales (hors CAM et CIH) a atteint près de 633,5 Mrds Dh, réalisant par conséquent une augmentation de 6,8% par rapport à fin 2010. Cette évolution provient principalement d'un accroissement des dépôts de la clientèle de 7,1% (+38,5 Mrds Dh) à près de 582,0 Mrds Dh en 2011. Les titres de créances émis ont, pour leur part, progressé de 11,9% (+5,3 Mrds Dh) en 2011 pour s'établir à près de 49,5 Mrds Dh.

Revue analytique 2009-2010

A fin 2010, l'ensemble des ressources collectées par les banques commerciales (hors CAM et CIH) s'est établi à 593,2 Mrds Dh, soit une hausse de 5,5% par rapport à fin 2009. Cette évoltuion résulte essentiellement de l'augmentation des dépôts de la clientèle, dont l'encours, à fin 2010, a progressé de

3,4% (+17,9 Mrds Dh) par rapport à 2009. Les titres de créances émis se sont accrus de 31,2% (+10,5 Mrds Dh) par rapport à fin 2009.

Structure :

Revue analytique 2010-2011

La structure des ressources des banques reste dominée par la part prépondérante des dépôts de la clientèle qui a atteint 91,9% au 31 décembre 2011, contre 91,6% au 31 décembre 2010. La part des titres de créances émis s'est quant à elle accrue de 0,36 pt, passant de 7,5% à 7,8% du total des ressources au titre de la même période.

Les comptes non rémunérés, en particulier, représentent 63,3% des dépôts de la clientèle au 31 décembre 2011 contre 62,0% au titre de l'exercice précédent. Ainsi, les comptes chèques ont enregistré une croissance de 7,3% (+16,5 Mrds Dh) au titre de l'exercice 2011, pour s'établir à près de 242,8 Mrds Dh. Les comptes courants, enfin, se sont améliorés de 15,1% pour atteindre 97,6 Mrds Dh à fin 2011, contre près de 84,7 Mrds Dh au titre de l'exercice 2010.

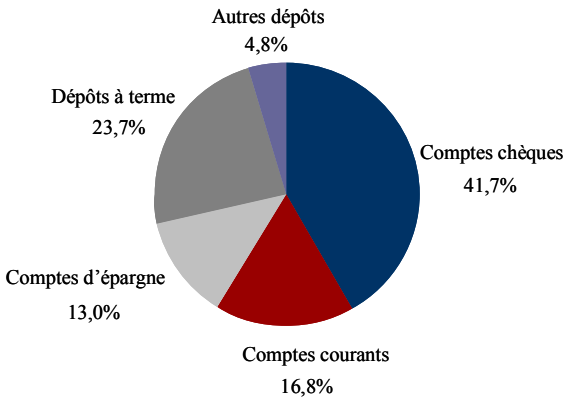
Revue analytique 2009-2010

La structure des ressources des banques est constituée principalement des dépôts de la clientèle dont la part a atteint 91,6% au 31 décembre 2010 vs 93,5% à fin 2009. La part des titres de créances émis s'est quant à elle accrue, passant de 6,0% à 7,5% du total des ressources.

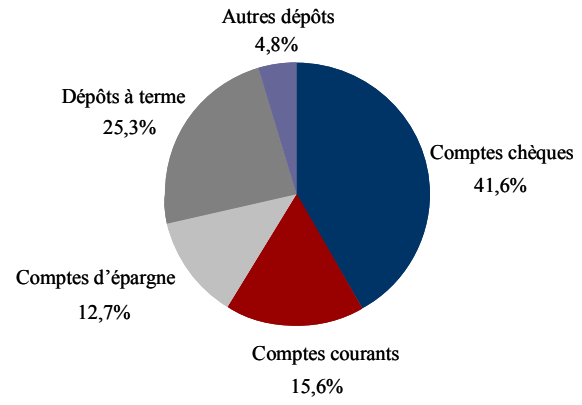
Par ailleurs, la structure des dépôts de la clientèle reste dominée par les comptes non rémunérés qui en représentent 62,0% au 31 décembre 2010 contre 62,8% à fin 2009. Ainsi, les comptes chèques se sont établis à 226,3 Mrds Dh à fin 2010, représentent, par conséquent, 41,6% des dépôts de la clientèle contre 40,6% en 2009. Pour sa part, la contribution des comptes courants au total des dépôts de la clientèle s'est stabilisée à 15,6% à fin 2010 contre 15,7% en 2009.

Les dépôts à terme ont enregsitré, quant à eux, une amélioration de 4,8% au titre de l'exercice 2010, portant ainsi leur contribution au dépôt de la clientèle de 25,0% en 2009 à 25,3% en 2010.

Répartition des dépôts clientèle au 31.12.2011



Répartition des dépôts clientèle au 31.12.2010



Source : GPBM

IV.1.4. Évolution des crédits

Les crédits clientèle des banques commerciales (hors CAM et CIH) ont évolué comme suit depuis l'exercice 2009 :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Créances sur les sociétés de financement	**52 653**	**49 707**	**52 153**	**-5,6%**	**4,9%**
Comptes ordinaires des sociétés de financement	5 846	5 117	6 920	-12,5%	35,2%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	10 699	8 576	7 659	-19,8%	-10,7%
Prêts financiers	36 108	35 886	37 374	-0,6%	4,1%
Autres	0	129	201	>100,0%	55,9%
Créances sur la clientèle	**443 105**	**486 553**	**554 121**	**9,8%**	**13,9%**
Crédits de trésorerie	56 870	131 883	155 713	>100,0%	18,1%
Crédits à l'équipement	111 994	132 896	142 514	18,7%	7,2%
Crédits à la consommation	27 999	30 033	33 276	7,3%	10,8%
Crédits immobiliers	143 836	156 938	171 821	9,1%	9,5%
Autres crédits	13 774	13 019	24 824	-5,5%	90,7%
Créances en souffrance brutes	20 717	21 839	25 973	5,4%	18,9%
Total Crédits	**495 758**	**536 260**	**606 274**	**8,2%**	**13,1%**

Mdh - Source : GPBM

Le taux de contentieux du secteur a évolué comme suit sur la période 2009-2011 :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Taux de contentieux du secteur *	4,7%	4,5%	4,7%	-0,2 pt	0,2 pt

Source : GPBM

* Taux de contentieux du secteur = créances en souffrance brutes/créances clients

Revue analytique 2010-2011

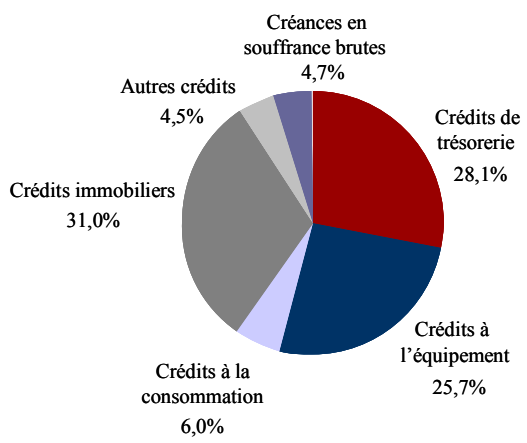
Au titre de l'exercice 2011, les crédits à l'économie ont connu une hausse de 13,1%, pour atteindre près de 606,3 Mrds Dh. Cette hausse est attribuable aux éléments suivants :

- les créances sur la clientèle ont enregistré une croissance de 13,9% au cours de l'exercice 2011, pour s'établir à 554,1 Mrds Dh. Ce poste représente 91,4% du total des emplois, au 31 décembre 2011, contre 90,7% au 31 décembre 2010 ;
- les créances sur la clientèle sont composées à 31,0% des crédits immobiliers et à 28,1% des crédits de trésorerie. L'encours de ces deux postes s'est établi respectivement à 171,8 Mrds Dh et à près de 155,7 Mrds Dh à fin 2011, soient des progressions respectives de 9,5% et 18,1% par rapport à 2010 ;
- les crédits à l'équipement et à la consommation contribuent, cumulativement à 31,7% des créances sur la clientèle, ce qui représente un encours total de près de 175,8 Mrds Dh au 31 décembre 2011, en hausse de 7,9% par rapport à l'exercice précédent ;
- la progression de 18,9% des créances en souffrance brutes à près de 26,0 Mrds Dh en 2011, contre 21,8 Mrds Dh en 2010 ;
- l'année 2011 a été marquée par une augmentation de la contentialité, suite à la hausse des créances en souffrance. Le taux de contentieux enregistre ainsi une augmentation de 0,2 point pour s'établir à 4,7% en 2011 contre 4,5% en 2010.

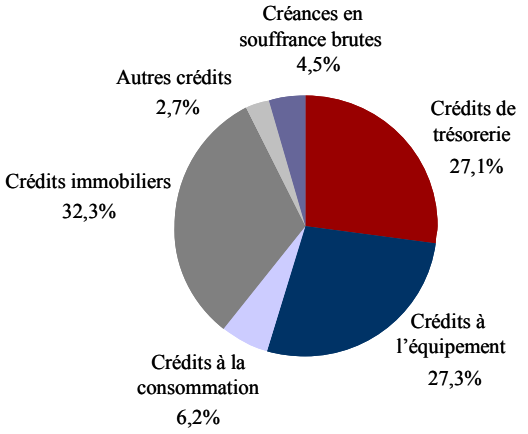
Au titre de l'exercice 2010, les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 8,2%, pour s'établir à 536,3 Mrds Dh. Cette situation s'explique essentiellement par les éléments conjugués suivants :

- l'encours global des crédits par décaissement à la clientèle a connu, à fin 2010, une hausse de 9,8% à 486,6 Mrds Dh. Sa part dans l'encours global des crédits s'élève à 90,7% en 2010 contre 89,4% en 2009 ;
- les crédits de trésorerie, dont l'encours à fin 2010 s'élève à 131,9 Mrds Dh, représentent 27,1% de l'encours des créances sur la clientèle ;
- les crédits à l'équipement contribuent, pour leur part, à près de 27,3% aux créances sur la clientèle, avec 132,9 Mrds Dh en 2010, en hausse de 18,7% par rapport à 2009 ;
- les crédits immobiliers marquent une progression de 9,1% et représentent 32,3% des créances sur la clientèle au 31 décembre 2010 contre 32,5% en 2009.
- l'exercice 2010 a été marqué par une amélioration de la contentialité et ce, malgré l'augmentation des créances en souffrance brutes de 5,4% à près de 21,8 Mrds Dh à fin 2010. Le taux de contentieux s'est stabilisé à 4,5% à fin 2010, en baisse de 0,2 point par rapport à 2010.

Répartition des crédits clientèle au 31.12.2011



Répartition des crédits clientèle au 31.12.2010



Source : GPBM

IV.1.5. Évolution des opérations de hors bilan

Engagements donnés

Les engagements donnés des six principaux acteurs sur le marché bancaire marocain, au 31 décembre 2011, se présentent comme suit :

	AWB	BCP	BMCE	CDM	BMCI	SG	Cumul
Engagements de financement donnés	**12 178**	**26 746**	**12 023**	**2 020**	**3 401**	**6 461**	**62 829**
Dont engagements de financement en faveur de la clientèle	12 177	23 545	10 790	2 020	3 301	6 461	58 295
Engagements de garantie donnés	**35 419**	**19 165**	**8 368**	**6 783**	**18 966**	**14 913**	**103 613**
Dont engagements de garantie d'ordre de la clientèle	28 058	14 026	5 397	3 874	7 380	11 279	70 014
Engagements donnés	**47 597**	**45 911**	**20 390**	**8 803**	**22 367**	**21 374**	**166 441**

Mdh - Source : GPBM

Au 31 décembre 2011, les engagements donnés des six principales banques commerciales se sont établis à 166,4 Mrds Dh, en progression de 6,4% par rapport à fin 2010, sous l'effet des éléments conjugués suivants :

- le repli des engagements de financement donnés de 5,5% (-3,7 Mrds Dh) à près de 58,3 Mrds Dh au 31 décembre 2011. Ces engagements correspondent principalement aux engagements de financement en faveur de la clientèle ;
- l'amélioration des engagements de garantie donnés de 15,9% (+14,3 Mrds Dh) à près de 103,6 Mrds Dh.

Au titre de l'exercice 2011, les six premières banques marocaines représentent 96,0% des engagements donnés par les banques commerciales.

Engagements reçus

Les engagements reçus des six principales banques sur le marché bancaire marocain, au 31 décembre 2011, se présentent comme suit :

	AWB	BCP	BMCE	CDM	BMCI	SG	Cumul
Engagements de financement reçus	**267**	**112**	**0**	**0**	**555**	**1 115**	**2 049**
Dont engagements de financement reçus des établissements de crédit	0	112	0	0	555	1 115	1 782
Engagements de garantie reçus	**14 891**	**8 367**	**6 489**	**5 390**	**4 361**	**5 059**	**44 557**
Dont engagements de garantie reçus des établissements de crédit	14 832	8 315	6 458	5 390	4 361	4 818	44 174
Engagements reçus	**15 158**	**8 479**	**6 489**	**5 390**	**4 917**	**6 174**	**46 606**

Mdh - Source : GPBM

Au titre de l'exercice 2011, les engagements reçus par les six premières banques commerciales se sont établis à 46,6 Mrds Dh, en progression de 4,6% par rapport l'exercice précédent, en raison de des éléments conjugués suivants :

- l'accroissement des engagements de financement reçus de 15,1% (+268 Mdh) à près de 2,0 Mrds Dh à fin 2011. Ces engagements correspondent principalement aux engagements de financement reçus des établissements de crédit ;
- la progression des engagements de garantie reçus de 4,2% (+1,8 Mrds Dh) à près de 44,6 Mrds Dh.

Au 31 décembre 2011, les six premières banques marocaines représentent 90,8% des engagements reçus par les banques commerciales.

IV.1.6. Évolution des principaux indicateurs d'exploitation[56]

	2009	2010	Var. 10/09
Marge d'Intérêt	19 794	21 637	9,3%
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	14	18	26,7%
Marge sur commissions	3 481	3 734	7,2%
Résultat des opérations de marché	3 260	3 488	7,0%
Produit net bancaire *	**26 622**	**29 208**	**9,7%**
Charges générales d'exploitation	12 314	13 264	7,7%
Dont charges du personnel	*5 340*	*5 653*	5,9%
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance	2 086	2 562	22,9%
Résultat net	**8 685**	**9 247**	**6,5%**

Mdh - Source : GPBM – Banques commerciales (hors CAM et CIH)

* A partir de 2010, le GPBM publie l'état des soldes de gestion au lieu du compte de produits et charges, où le détail de calcul du PNB comprend les produits d'exploitation bancaires et les charges d'exploitation bancaires.

Commentaires

- **PNB** : Au terme de l'exercice 2010, le produit net bancaire des banques commerciales a affiché une augmentation de 9,7% pour s'établir à 29,2 Mrds Dh. Cette évolution provient essentiellement d'une amélioration de 9,3% (+1,8 Mrd Dh) de la marge d'intérêt et de 7,2% (+252 Mdh) de la marge sur commission pour atteindre près de 21,6 Mrds Dh et 3,7 Mrds Dh respectivement à fin 2010.
- **Charges générales d'exploitation** : Au titre de l'exercice 2010, les charges générales d'exploitation se sont établies à 13,3 Mrds Dh, soit une progression de 7,7% par rapport à 2009. Le coefficient d'exploitation induit a affiché, quant à lui, une amélioration de 0,8 point à 45,4% contre 46,3% en 2009.
- **Charges du personnel** : En 2010, les charges du personnel contribuent à hauteur de 42,6% (-0,7 point par rapport à 2009) aux charges générales d'exploitation et s'élèvent à près de 5,7 Mrds Dh, affichant ainsi une progression de 5,9% par rapport à 2009.
- **Provisions** : En 2010, les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance ont enregistré une augmentation de 22,9% à près de 2,6 Mrd Dh.
- **Résultat net** : Au titre de l'exercice 2010, le résultat net s'est accru de 6,5% pour atteindre près de 9,2 Mrds Dh. Cette évolution est due à un accroissement du PNB plus important que celui des charges générales d'exploitation au titre de cette période.

[56] Les statistiques du GPBM relatives à l'exercice 2011 ne sont pas encore disponibles

IV.2. Activités d'Attijariwafa bank

En janvier 2012, Attijariwafa bank a mis en place une nouvelle organisation visant principalement à optimiser le modèle de développement du groupe, à améliorer ses pratiques managériales et à refondre son organisation.

Le groupe Attijariwafa bank est désormais structuré autour de deux pôles opérationnels correspondant aux principales activités du groupe. Des fonctions support viennent aussi consolider la nouvelle organisation de la banque.

Les deux pôles opérationnels d'Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- pôle Banque de Détail, réunissant le Marché de l'Entreprise, le Marché des Particuliers et Professionnels, la Banque Privée et Attijariwafa bank Europe ;
- pôle Banque de Financement & Investissement, de Marchés des Capitaux et Filiales Financières, qui regroupe la « Banque de Financement et d'Investissement», la « Banque de marchés des Capitaux », la « Banque de Détail à l'International» et les « Sociétés de Financement Spécialisées».

IV.2.1. Le pôle Banque de détail

Ce pôle, qui regroupe le Marché de l'Entreprise, le Marché des Particuliers et des Professionnels « BPP », la Banque des Marocains sans Frontière « BMF » et la Banque Privée, représente un marché prioritaire pour la banque.

Marché de l'Entreprise

Attijariwafa bank a opté pour une segmentation qui fait ressortir deux grands portefeuilles : d'une part, les entités dédiées à la PME, regroupées au sein de la Banque de l'Entreprise et, d'autre part, les Grandes Entreprises, regroupées au sein de la Banque de Financement.

Ce choix tient compte des besoins propres à chacune des deux catégories, notamment en termes de crédits et de traitement clientèle. Cette segmentation intègre aussi les paramètres taille et chiffre d'affaires, la nature des structures, le mode de management, le secteur d'activité de chaque entreprise, etc.

La Banque de l'Entreprise est organisée autour de 4 réseaux, composés de 27 centres d'affaires et de 10 succursales entreprises.

Cette entité propose des produits et services dédiés aux PME/PMI à travers la cellule financement de l'investissement PME, laquelle intervient également en tant qu'interface avec la structure en charge de la Gestion Globale des Risques.

Afin de répondre aux exigences des besoins spécifiques de chaque entreprise, la banque de l'Entreprise a tissé des relations de partenariat privilégiées avec les associations professionnelles comme l'AMITH ou la fédération de la PME/PMI ainsi qu'avec les instances spécialisées comme l'ANPME, la Caisse Marocaine des marchés ou la Caisse Centrale de Garantie.

Principaux indicateurs de la Banque de l'Entreprise[57]

A fin 2011, les principaux indicateurs de la banque de l'entreprise se présentent comme suit :

- engagements PME : 49,5 Mrds Dh (+20,7% vs fin 2010) ;
- nombre de clients PME : 8 609 (+12,6% vs fin 2010) ;
- nombre de réseaux de centres d'affaires : 4 ;
- nombre de centres d'affaires : 27 ;
- nombre de succursales entreprises : 10.

[57] Source : Attijariwafa bank

Marché des Particuliers, Professionnels et MRE

- **Banque des Particuliers et Professionnels**

Pour consolider son positionnent de leader et répondre aux orientations stratégiques décidées par Attijariwafa bank, la Banque des Particuliers et Professionnels a mis en place des moyens de développement et de croissance visant la conquête en s'appuyant sur une approche marketing différenciée par marchés cibles.

Cette approche est basée sur le lancement de produits innovants et la diversification des offres pour atteindre les objectifs stratégiques.

La gamme de produits dédiée à ce marché est très étoffée, ce qui permet de cerner les différents besoins de la clientèle dont l'exigence ne cesse de croître dans un marché de plus en plus concurrentiel.

L'essentiel de la mission du réseau de la BPP est d'assurer la vente de produits et services, développés et labellisés par Attijariwafa bank mais pouvant être gérés par d'autres entités du groupe, à savoir, Wafa Assurance, Wafasalaf, Wafa Immobilier, Wafa Gestion, Wafa Bourse, Wafabail.

L'organisation commerciale des agences de la BPP est caractérisée par la segmentation du portefeuille client selon plusieurs critères tels que la nature d'activité (par catégorie socioprofessionnelle), le montant de l'épargne, les mouvements du compte, etc. Ainsi, chaque segment de clients, « grand public » ou « privé », est regroupé au sein d'un portefeuille homogène.

Principaux indicateurs de la Banque des Particuliers et Professionnels [58]

A fin 2011, les principaux indicateurs de la « Banque des Particuliers et Professionnels » se présentent comme suit :

- nombre d'agences : 903 (+9,3% vs fin 2010) ;
- nombre de clients : 2 161 944 (+9,9% vs fin 2010) ;
- crédits distribués : 32,76 39,1 Mrds Dh (-19,4% vs fin 2010) ;
- dépôts de la clientèle : 124,5 Mrds Dh (+7,0% vs fin 2010) ;
- part de la Banque des Particuliers et Professionnels dans les dépôts de la banque : 85% 78% (+7 pts vs fin 2010).

[58] Source : Attijariwafa bank

- **Banque des Marocains Résidant à l'Etranger**

Plaçant le marché des Marocains Résidant à l'Etranger au cœur de sa stratégie de développement, Attijariwafa bank a mis en place en 2005 une nouvelle « Business Unit », exclusivement dédiée aux besoins spécifiques de cette catégorie de clientèle.

A cet effet, des structures spécialisées ont été mises en place, notamment :

- **les implantations par pays** : des responsables pays rattachés directement à la direction de la BMRE représentent officiellement Attijariwafa bank auprès des autorités de tutelle des différents pays et prennent en charge les activités MRE qu'elles soient retail ou corporate ;
- **les entités de soutien**, de support et de back-office dédiées au marché MRE et basées à Casablanca. Il s'agit des entités « Distribution, Produits, Marchés », « Supports et Moyens » et « Risques et Recouvrement BMRE» ;
- **« Attijariwafa bank Europe »** : filiale bancaire en France qui permettra à Attijariwafa bank de déployer ses activités dans toute l'Union Européenne en partant de l'implantation existante dans différents pays (France, Espagne, Italie, Belgique, Hollande, Allemagne, Grande-Bretagne).
  Il y a lieu de préciser que :
  - ✓ Attijariwafa bank est présente en Belgique à travers des agences bancaires (il n'y a plus de bureaux de représentation) ;
  - ✓ la filiale italienne (Attijari Finanziaria Spa) a été dissolue et ses actifs ont été transmis à Attijariwafa bank Europe.

Marquée par de grandes avancées commerciales, 2007 est considérée comme une année charnière pour l'activité de la Banque des Marocains sans Frontière (BMF). Elle a été consacrée à la mise en œuvre du déploiement du passeport Européen avec la création de la succursale de droit européen en Allemagne et le déploiement du passeport sur la Hollande.

Par ailleurs, Attijariwafa bank a démarré son activité effective en Italie avec l'ouverture de son agence à Milan suite à la création en 2006 de la société Financière Attijariwafa Finanziaria Spa.

Attijariwafa bank a poursuivi l'extension de son réseau propre en Europe avec l'ouverture de 2 guichets en France à Marseille Garibaldi et Toulouse, l'ouverture de 3 bureaux en Espagne à Valence, Barcelone et Girona, l'ouverture de l'agence à Milan et l'installation d'un bureau de représentation à Abbey National Bank à Londres, ce qui porte le réseau extérieur à 47 points de contact.

L'extension du réseau de distribution mixte a également été enrichie par la signature de plusieurs accords avec des banques étrangères de renom, permettant ainsi de mettre à la disposition des clients un large réseau pour leurs transferts d'argent vers le Maroc :

- Italie : Convention avec Unicredit AgenziaTu ;
- Allemagne : Convention avec la Banque DHB Bank ;
- Espagne : Animation des conventions de partenariat stratégique avec Grupo Santander et Caja Madrid.

Principaux indicateurs de la Banque des Marocains Résidant à l'Etranger[59]

A fin 2011, les principaux indicateurs de la « Banque des Marocains sans Frontière » se présentent comme suit :

- Comptes chèques MRE : 21,6 Mrds Dh ;
- volume des transferts : 7,6 Mrds Dh (+7,2% vs fin 2010) ;
- nombre de réseaux en Europe : 58 ;
- nombre de comptes MRE : 732 355 (+19,2% vs fin 2010).

[59] Source : Attijariwafa bank

IV.2.2. Le pôle Banque de Financement & d'Investissement, de Marchés des Capitaux et Filiales Financières

Ce pôle regroupe la Banque de Financement & d'Investissement, la Banque de Marchés des Capitaux, les Sociétés de Financement Spécialisée, la Banque de Détail à l'International et la Banque transactionnelle Groupe.

Banque de Financement & d'Investissement

La Banque de Financement opère sur le segment des grandes entreprises. Elle assure la coordination et le pilotage de la relation globale du Groupe avec les grandes entreprises, un segment de clientèle sur lequel la concurrence ne cesse de s'intensifier, imposant un suivi de proximité.

La Banque de Financement est organisée autour :

- d'une entité « Grandes Entreprises » structurée autour de 11 secteurs d'activité économique. Au 31 décembre 2011, les engagements de cette entité ont atteint 99,5 Mrds Dh, en progression de 5,7% par rapport au 31 décembre 2010 ;
- d'une entité « International » qui a pour principal objectif d'accompagner, d'une part, les entreprises marocaines dans leur stratégie d'internationalisation et, d'autre part, les entreprises étrangères ayant un lien d'affaires avec le Maroc ou des projets d'investissement dans le pays. La ligne métier International intègre « Attijari International Bank », banque offshore du groupe installée à Tanger.

  Grâce à la présence de chargés d'affaires à l'international au sein des principaux centres d'affaires, Attijariwafa bank a renforcé de façon notable la relation de proximité avec les opérateurs actifs à l'étranger, tant au niveau des PMI/PME que des grandes entreprises ;
- d'une entité « Gestion des Flux » ayant pour objectif de mettre en place des produits et des services innovants, répondant aux attentes de la clientèle ;
- d'une entité « Financement de l'investissement » : Précurseur dans le domaine du financement structuré au Maroc, l'entité Financement de Projets accompagne les grands projets d'investissement initiés par les entreprises publiques, les grandes entreprises privées et les groupes internationaux opérant au Maroc, dans les secteurs moteurs de l'économie nationale : énergie, infrastructures, utilités, télécoms, offshoring, industrie, tourisme et immobilier. L'entité compte également à son actif des opérations financières d'envergure portant sur la restructuration de dette, le financement de prises de participation, le transfert de passifs sociaux, etc.

  Véritable centre d'expertise et de conseil en matière d'ingénierie et de structuration de financements, cette entité offre des solutions de financement innovantes et sur mesure, adaptées aux spécificités techniques, financières et juridiques de chaque projet, en privilégiant des relations de partenariat avec les opérateurs économiques.

La Banque d'Investissement, qui regroupe les activités de financement et de conseil, est organisée autour :

	Offre Produits	
Banque d'Investissement	**Corporate Finance**	Conseil en fusion-acquisition, origination de dette privée, introduction en bourse, activités de marché primaire Actions (Attijari Finances Corp.).
	Capital Investissement	Participation en capital risque, gestion de fonds d'investissement, conseil en restructuration et mise à niveau.
	Gestion d'actifs	SICAV et FCP (Wafa Gestion)

Principaux indicateurs de la Banque de Financement et d'Investissement [60]

A fin 2011, les principaux indicateurs de la Banque de Financement et d'Investissement se présentent comme suit :

- indicateurs de l'activité de la Banque de Financement :
  - ✓ engagements Grandes Entreprises : 98,8 Mrds Dh (+5,0% vs fin 2010) ;
  - ✓ nombre de clients Grandes Entreprises : 2 102 (multiplié par 2 par rapport à fin 2010, suite à une revue du référentiel de classification des entreprises) ;
- indicateurs de l'activité Corporate Finance[61] :
  - ✓ volume de transactions émission d'actions : 1,0 Mrds Dh (-80,5% vs fin décembre 2010) ;
  - ✓ volume de transactions dette privée : 8,5 Mrds Dh (-7,6% vs fin décembre 2010) ;
  - ✓ volume de transactions opérations stratégiques : 3,1 Mrds Dh (volume multiplié par 32 fois par rapport à fin décembre 2010).
- indicateurs de l'activité gestion d'actifs :
  - ✓ encours moyen d'actifs sous gestion : 66,5 Mrds Dh (+5,6% vs fin décembre 2010) ;
  - ✓ part de marché : 29,0% (+1,0 pt vs fin décembre 2010) ;

[60] Source : Attijariwafa bank
[61] Source : Attijari Finances Corp.

Banque de Marchés des Capitaux

La Banque de Marchés des Capitaux, qui regroupe les activités de marché, se présente comme suit :

	Offre Produits	
Banque de Marchés des Capitaux	**Intermédiation boursière**	Investissement en actions (Attijari Intermédiation).
	Marché des capitaux (Salle des Marchés)	- Produits de taux et de change, dérivés de change et matières premières, structuration financière. - Produits de financement et d'investissement : crédits spots, financements en devises, placements dans des opérations de pension, acquisition sur le marché primaire et secondaire, commercialisation de Bons du Trésor et de titres de créances.
	Custody	Interface commerciale des investisseurs pour l'ensemble des services titres.

Principaux indicateurs de la Banque de Marchés des Capitaux [62]

Au 31 décembre 2011, les principaux indicateurs de la « Banque de marchés des Capitaux » se présentent comme suit :

- indicateurs de l'activité intermédiation boursière :
  - ✓ volume de transactions : 90,7 Mrds Dh (+34,0% par rapport à fin décembre 2010) ;
  - ✓ part de marché : 44,1% (+15,1 pts vs fin décembre 2010).
- indicateurs de l'activité salle des marchés :
  - ✓ volume global de change traité : 1 673,2 Mrds Dh (+22,8 pts vs fin décembre 2010).
- indicateurs de l'activité Custody :
  - ✓ volume des titres en conservation : 464,6 Mrds Dh (-3,8% vs fin décembre 2010) ;
  - ✓ part de marché : 36,0% (-2,6 pt vs fin décembre 2010).

[62] Source : Attijariwafa bank

Sociétés de Financement Spécialisées

Cette entité supervise les filiales spécialisées de Attijariwafa bank et regroupe ce qui suit :

	Offre Produits
Services Financiers Spécialisés	Crédit à la consommation (Wafasalaf) Financement immobilier (Wafa Immobilier) Transfert d'argent (Wafa Cash) Location longue durée (Wafa LLD) Leasing (Wafabail) Factoring (Attijari Factoring)

Le Groupe Attijariwafa bank dispose d'une offre para-bancaire complète via ses filiales spécialisées (crédit à la consommation, crédit immobilier acquéreur et crédit-bail). Elles constituent un relais de croissance significatif dans le développement du Groupe.

Principaux indicateurs des filiales financières à fin 2011

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs des filiales financières se présentent comme suit :

Wafasalaf	Wafa Immobilier	Wafa Cash	Wafa LLD	Wafabail	Attijari Factoring
Effectif : 778 43 agences propres Encours global : 21,4 Mrds Dh	Effectif : 328 46 agences Encours global : 37,9 Mrds Dh	Effectif : 522 572 agences Volume cash : 17,1 Mrds Dh	Effectif : 45 4 074 véhicules gérés	Effectif : 95 Encours : 10,4 Mrds Dh	Effectif : 31 Encours financement : 1 037 Mdh

Source : Attijariwafa bank

Banque De Détail à l'International

Ce domaine regroupe :

	Filiales
Banque De Détail à l'international	Attijari bank Tunisie CBAO Groupe Attijariwafa bank La Banque Internationale pour le Mali Union Gabonaise de Banques Crédit du Congo Crédit du Sénégal Société Ivoirienne de Banque Attijari bank Mauritanie SCB Cameroun

En relation avec l'entité Stratégie & Développement et Attijari Finances Corp., la BDDI contribue activement à la mise en œuvre de la stratégie de développement du Groupe, en initiant des opérations de prospection des opportunités d'implantation et de développement de marchés cibles.

Veillant à l'harmonisation globale des Process adoptés, la BDDI a déployé un modèle d'organisation et de gouvernance conforme aux pratiques et valeurs d'Attijariwafa bank. Grâce au soutien du groupe et aux nombreuses synergies, la BDDI veille par ailleurs au développement de l'ensemble des métiers de la banque et des activités para-bancaires. Organisée autour de trois entités, à savoir, Développement, Tutelle & Animation et Support & Moyens, la BDDI s'est dotée d'équipes projets pluridisciplinaires pour la mise en oeuvre et la réussite des nouveaux chantiers.

Principaux indicateurs d'Attijari bank Tunisie à fin 2011[63]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs d'Attijari bank Tunisie se présentent comme suit :

- nombre de clients : 648 802 (+13,9% vs fin 2010) ;
- nombre d'agences et bureaux : 179 (+5,9% vs fin 2010) ;
- crédits distribués : 18 979 Mdh (+17,1% vs fin 2010) ;
- dépôts des clients : 19 015 Mdh (+2,5% vs fin 2010).

Principaux indicateurs de CBAO Groupe Attijariwafa bank à fin 2011[64]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs de CBAO Groupe Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- nombre de clients : 222 455 (+7,5% vs fin 2010) ;
- nombre d'agences et bureaux : 156 (+5,4% vs fin 2010) ;
- crédits distribués : 6 617 Mdh (-4,7% vs fin 2010) ;
- dépôts des clients : 8 339 Mdh (-5,9% vs fin 2010).

Principaux indicateurs du Crédit du Sénégal à fin 2011[65]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs du Crédit du Sénégal se présentent comme suit :

- nombre de clients : 15 596 (+5,4% vs fin 2010) ;
- nombre d'agences et bureaux : 8 ;
- crédits distribués : 1 761 Mdh (+6,0% vs fin 2010) ;
- dépôts des clients : 1 601 Mdh (-5,7% vs fin 2010).

Principaux indicateurs de la Banque Internationale pour le Mali à fin 2011[66]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs de la Banque Internationale pour le Mali se présentent comme suit :

- nombre de clients : 162 200 (+26,6% vs fin 2010) ;
- nombre d'agences et bureaux : 79 (+8,2% vs fin 2010) ;
- crédits distribués : 2 567 Mdh (+9,4% vs fin 2010) ;
- dépôts des clients : 3 052 Mdh (-3,8% vs fin 2010).

Principaux indicateurs de la Société Ivoirienne de Banque à fin 2011[67]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs de la Société Ivoirienne de Banque se présentent comme suit :

- nombre de clients : 146 214 (+22,1% vs fin 2010) ;
- nombre d'agences et bureaux : 36 (+20,0% vs fin 2010) ;
- crédits distribués : 3 730 Mdh (+2,4% vs fin 2010) ;
- dépôts des clients : 4 855 Mdh (+39,6% vs fin 2010).

[63] Source : Attijariwafa bank
[64] Source : Attijariwafa bank
[65] Source : Attijariwafa bank
[66] Source : Attijariwafa bank
[67] Source : Attijariwafa bank

Principaux indicateurs de l'Union Gabonaise de Banque à fin 2011[68]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs de l'Union Gabonaise de Banque se présentent comme suit :

- nombre de clients : 60 501 (+19,2% vs fin 2010) ;
- nombre d'agences et bureaux : 10 (+66,7% vs fin 2010) ;
- crédits distribués : 3 050 Mdh (20,1 vs fin 2010) ;
- dépôts des clients : 4 194 Mdh (6,2% vs fin 2010).

Principaux indicateurs du Crédit du Congo à fin 2011[69]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs du Crédit du Congo se présentent comme suit :

- nombre de clients : 29 110 (+37,1% vs fin 2010) ;
- nombre d'agences et bureaux : 14 (+75,0% vs fin 2010) ;
- crédits distribués : 1 149 Mdh (+39,6% vs fin 2010) ;
- dépôts des clients : 3 452 Mdh (+14,8% vs fin 2010).

Principaux indicateurs d'Attijaribank Mauritanie à fin 2011[70]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs d'Attijaribank Maritanie se présentent comme suit :

- nombre de clients : 4 769 (+90,3% vs fin 2010).
- nombre d'agences et bureaux : 2
- crédits distribués : 404 Mdh (+64,2% vs fin 2010).
- dépôts des clients : 910 Mdh (+26,7% vs fin 2010).

Principaux indicateurs de Société Commerciale de Banque Cameroun à fin 2011[71]

Au titre de l'exercice 2011, les principaux indicateurs de Société Commerciale de Banque Cameroun se présentent comme suit :

- nombre de clients : 116 707 (+10,4% vs fin 2010).
- nombre d'agences et bureaux : 19 (+11,8% vs fin 2010).
- crédits distribués : 3 422 Mdh (+17,4% vs fin 2010).
- dépôts des clients : 5 666 Mdh (+17,0% vs fin 2010).

[68] Source : Attijariwafa bank
[69] Source : Attijariwafa bank
[70] Source : Attijariwafa bank
[71] Source : Attijariwafa bank

IV.3. Évolution des indicateurs d'exploitation

IV.3.1. Évolution des crédits

Sur les trois derniers exercices, l'encours des crédits clientèle par type de crédit a évolué comme suit :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Créances sur les établissements de crédits et assimilés (C1)	**37 211**	**29 581**	**29 439**	**-20,5%**	**-0,5%**
A vue	6 356	3 137	5 726	-50,6%	82,5%
A terme	30 855	26 444	23 713	-14,3%	-10,3%
Créances sur la clientèle (C2)	**122 321**	**138 803**	**158 215**	**13,5%**	**14,0%**
Crédits de trésorerie et à la consommation	43 326	46 220	53 598	6,7%	16,0%
Crédits à l'équipement	34 104	42 571	49 214	24,8%	15,6%
Crédits immobiliers	40 177	45 058	50 254	12,1%	11,5%
Autres crédits	2 810	2 820	2 423	0,4%	-14,1%
Créances acquises par affacturage	-	-	608	ns	ns
Créances en souffrance nettes de provision	918	1 010	994	10,1%	-1,6%
Intérêts courus à recevoir	987	1 124	1 123	14,0%	-0,1%
Total crédits (C1) + (C2)	**159 532**	**168 384**	**187 654**	**5,5%**	**11,4%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank s'est inscrit en hausse de 11,4% par rapport à l'exercice 2010, à près de 187,7 Mrds Dh. Cette évolution s'explique principalement par les éléments combinés suivants :

- la quasi stagnation des créances sur les établissements de crédit et assimilés qui se sont établis à près de 29,4 Mrds Dh à fin 2011. Cette situation est liée à une progression des créances à vue de 82,5% (+2,6 Mrds Dh par rapport à 2010) à près de 5,7 Mrds Dh, conjugée à un recul des créances à terme de 10,3% (-2,7 Mrds Dh par rapport à 2010) à près de 23,7 Mrds Dh au 31 décembre 2011 ;
- l'accroissement de l'encours de créances sur la clientèle de 14,0% à près de 158,2 Mrds Dh à fin 2011. Cette évolution est due essentiellement à :
  - ✓ la hausse des crédits de trésorerie et à la consommation de 16,0% (+7,4 Mrds Dh) pour s'établir à près de 53,6 Mrds Dh à fin 2011 ;
  - ✓ l'amélioration des crédits à l'équipement de 15,6% (+6,6 Mrds Dh) à près de 49,2 Mrds Dh à fin 2011 ;
  - ✓ l'augmentation de l'encours des crédits immobiliers de 11,5% (+5,2 Mrds Dh) pour atteindre 50,3 Mrds Dh à fin 2011.

Revue analytique 2009-2010

En 2010, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank s'établit à 168,4 Mrds Dh, en progression de 5,5% par rapport à fin 2009. Cette évolution s'explique principalement par les éléments conjugués suivants :

- l'amélioration de l'encours de créances sur la clientèle de 13,5% à près de 138,8 Mrds Dh à fin 2010. cette évolution est dûe essentiellement à :
  - ✓ l'accoissement des crédits à l'équipement de 24,8% (+8,5 Mrds Dh) pour atteindre 42,6 Mrds Dh à fin 2010 ;
  - ✓ l'amélioration des crédits immobiliers de 12,1% (+4,9 Mrds Dh) à près de 45,1 Mrds Dh à fin 2010 ;
  - ✓ l'augmentation de 6,7% des crédits de trésorerie et à la consommation, dont l'encours à fin 2010 s'élève à 46,2 Mrds Dh.

- la baisse de 20,5% des créances sur les établissements de crédit et assimilés, suite à un recul enregistré aussi bien au niveau des créances à vue, dont l'encours a été divisé par deux entre 2010 et 2009, qu'au niveau des créances à terme (-14,3% à 26,4 Mrds Dh à fin 2010).

L'évolution de la structure des crédits d'Attijariwafa bank par segment de clientèle se présente comme suit :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Créances par décaissements nets*					
Secteur public	5 131	16 401	19 920	219,7%	21,5%
Entreprises financières	341	802	1 394	135,3%	73,7%
Entreprises non financières	73 298	76 929	83 392	5,0%	8,4%
Autre clientèle**	43 552	44 670	53 509	2,6%	19,8%
Total crédits par décaissements nets* **	**122 321**	**138 803**	**158 215**	**13,5%**	**14,0%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée
* Hors provisions et hors crédits sur sociétés de financement
** Particuliers, commerçants
*** Y compris intérêts courus à recevoir

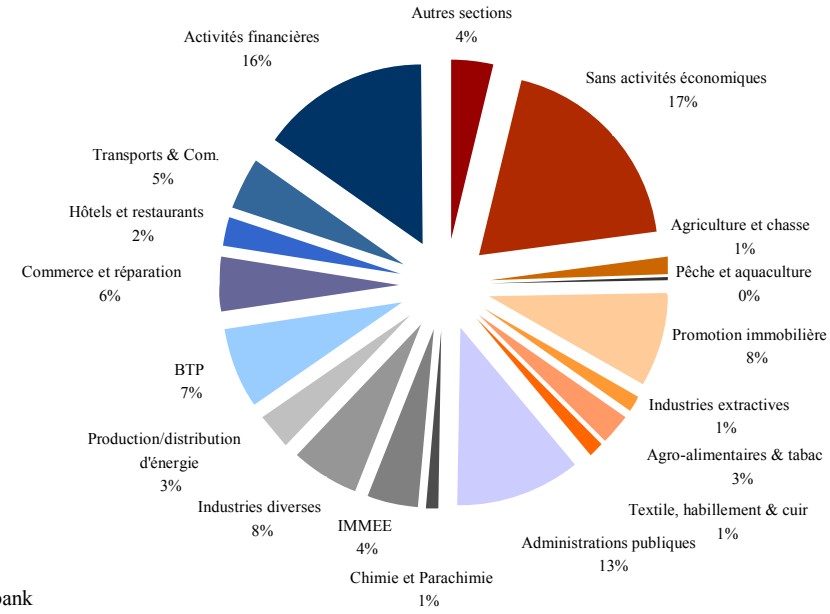
Concernant les crédits octroyés à la clientèle, Attijariwafa bank est particulièrement présente sur le segment des entreprises non financières qui représente 52,7% du total des créances sur la clientèle à fin 2011. A noter que cette proportion est en recul par rapport aux deux exercices précédents (respectivement 59,9% et 55,4% des crédits à la clientèle au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010).

Pour sa part, la contribution du segment autre clientèle (particuliers et commerçants) au total des crédits à la clientèle a enregistré une amélioration de 1,6 point pour s'établir à près de 33,8% à fin 2011, contre 32,2% en 2010.

Par ailleurs, la ventilation des crédits d'Attijariwafa bank par secteur d'activité, au 31 décembre 2011, fait ressortir les pondérations suivantes :

- les activités financières représentent 16% du total des crédits (vs 15% au 31 décembre 2010) ;
- le BTP représente 7 % du total, en stagnation par rapport à 2010, tandis que la part de la promotion immobilière a baissé d'un point pour s'établir à 8% à fin 2011 ;
- les administrations publiques s'affichent à 13% du total (vs 11% au 31 décembre 2010) ;
- les I.M.M.E[72] représentent 4% du total, en stagnation comparativement à 2010 ;
- les transports et communications représentent 5% du total, en stagnation par rapport à 2010;
- les sans activité économique représentent 17% du total des encours crédits, en recul de 2 points par rapport à l'exercice précédent.

Ventilation des crédits par secteur d'activité au 31.12.2011



Source : Attijariwafa bank

La ventilation des crédits par région se présente comme suit, au 31 décembre 2011 :

	2010	2011
Réseau Casablanca	71,0%	69,5%
Réseau Rabat	2,8%	2,8%
Réseau Fès-Meknès	1,6%	1,7%
Réseau Nord Ouest	13,0%	13,9%
Réseau Nord Est	2,3%	2,3%
Réseau Oriental	0,7%	0,7%
Réseau Béni Mellal Khénifra	0,6%	0,6%
Réseau Settat El Jadida	0,8%	0,9%
Réseau Tanger Tétouan	1,0%	1,0%
Réseau Sud Ouest	2,8%	3,0%
Réseau Sud	3,2%	3,5%
Total	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank

Au 31 décembre 2011, la région de Casablanca représente 69,5% des engagements de la banque, suivie des Nord Ouest (13,9%), de Rabat (2,8%) et de Fès-Meknès (1,7%).

[72] Industries métallurgiques, mécaniques et électriques

IV.3.2. Évolution des dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit a évolué comme suit sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dettes envers les établissements de crédit (D1)	**21 833**	**21 922**	**35 639**	**0,4%**	**62,6%**
A vue	3 280	7 077	7 589	>100,0%	7,2%
A terme	18 553	14 845	28 050	-20,0%	89,0%
Dettes envers la clientèle (D2)	**154 216**	**157 048**	**165 590**	**1,8%**	**5,4%**
Comptes à vue créditeurs	84 353	91 123	99 841	8,0%	9,6%
Comptes d'épargne	17 655	18 820	20 568	6,6%	9,3%
Dépôts à terme	44 402	39 113	38 113	-11,9%	-2,6%
Autres comptes créditeurs	6 940	7 190	6 298	3,6%	-12,4%
Intérêts courus à payer	867	804	771	-7,3%	-4,0%
Total dettes (D1+D2)	**176 049**	**178 970**	**201 229**	**1,7%**	**12,4%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité agrégée

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les dépôts de la clientèle ont atteint 165,6 Mrds Dh, en hausse de 5,4% par rapport à fin 2010, principalement sous l'effet de :

- la hausse de 9,6% (+8,7 Mrds Dh) des comptes à vue créditeurs à près de 99,8 Mrds Dh à fin 2011 ;
- la progression de 9,3% (+1,7 Mrd Dh) des comptes d'épargne pour atteindre 20,6 Mrds Dh au 31 décembre 2011 ;
- la baisse des dépôts à terme et des autres comptes débiteurs de 2,6% (-1,0 Mrds Dh) et 12,4% (-0,9 Mrd Dh) respectivement. Les encours respectifs s'élèvent à près de 38,1 Mrds et 6,3Mrds Dh à fin 2011.

Par ailleurs, l'encours des dettes envers les établissements de crédit a enregistré une hausse de 62,6%, pour atteindre 35,6 Mrds Dh à fin 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par une progression de 89,0% (+13,2 Mrds Dh) des dépôts à terme et, dans une moindre mesure, par l'amélioration de l'encours des dépôts à vue de 7,2% (0,5 Mrds Dh) par rapport à 2010.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'année 2010, les dépôts de la clientèle se sont établis à près de 157,0 Mrds Dh, en progression de 1,8% par rapport à 2009. Cette évolution s'explique principalement par les effets conjugués suivants :

- l'accroissement de 8,0% (+6,8 Mrds Dh) des comptes à vue créditeurs à près de 91,1 Mrds Dh ;
- l'amélioration des comptes d'épargne de 6,6% pour s'établir à 18,8 Mrds Dh à fin 2010 ;
- le repli des dépôts à terme, dont l'encours s'élève à 39,1 Mrds Dh à fin 2010 contre 44,4 Mrds Dh en 2009, soit une baisse de 11,9% sur l'exercice.

Par ailleurs, en 2010, l'encours des dettes envers les établissements de crédit a affiché une legère hausse de 0,4%, pour atteindre près de 21,9 Mrds Dh. En effet, l'encours des dépôts à vue a été multiplié par deux entre 2010 et 2009, permattant ainsi de compenser la baisse des dépôts à terme, dont l'encours a reculé de 20,0% (-3,7 Mrds Dh) au titre de la même période.

L'encours des dépôts clientèle par segment de clientèle a évolué comme suit :

	2009	2010	2011	Var. 09/09	Var. 11/10
Dépôts					
Secteur public	1 261	1 765	1 561	40,0%	-11,5%
Entreprises financières	16 597	13 924	8 240	-16,1%	-40,8%
Entreprises non financières	37 130	37 205	43 322	0,2%	16,4%
Autre clientèle	99 229	104 155	112 467	5,0%	8,0%
Total dépôts clientèle*	**154 216**	**157 048**	**165 590**	**1,8%**	**5,4%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité agrégée - * y compris intérêts courus

En termes de structure du portefeuille client, la part de la catégorie « Autre clientèle », constituée de la clientèle des particuliers (commerçants, professions libérales, etc.), s'établit à 67,9% de l'encours des dépôts de la clientèle en 2011, contre 66,3% en 2010 et 64,3% en 2009.

La ventilation des dépôts par région en pourcentage de l'encours global à fin décembre 2011 se présente comme suit :

	2010	2011
Réseau Casablanca	42,3%	42,8%
Réseau Rabat	9,7%	10,0%
Réseau Fès-Meknès	7,3%	7,4%
Réseau Nord Ouest	5,5%	4,0%
Réseau Nord Est	0,8%	0,9%
Réseau Oriental	11,5%	11,4%
Réseau Béni Mellal Khénifra	2,8%	2,9%
Réseau Settat El Jadida	1,8%	2,0%
Réseau Tanger Tétouan	7,2%	7,3%
Réseau Sud Ouest	5,6%	5,9%
Réseau Sud	5,5%	5,5%
Total	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank

Au 31 décembre 2011, la ventilation des dépôts d'Attijariwafa bank fait ressortir une concentration sur la région de Casablanca, qui représente 42,8% des dépôts, suivie de l'Oriental (11,4%), de Rabat (10,0%) et de Fès-Meknès (7,4%).

IV.3.3. Évolution des engagements par signature

L'encours des engagements par signature a évolué comme suit :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Engagements en faveur de la clientèle	35 973	38 424	40 235	6,8%	4,7%
Engagements en faveur des intermédiaires financiers	5 757	4 933	7 362	-14,3%	49,2%
Total engagements par signature *	**41 730**	**43 357**	**47 597**	**3,9%**	**9,8%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité Maroc - * Engagements nets des engagements en souffrance

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les engagements par signature ont enregistré une progression de 9,8%, pour s'établir à près de 47,6 Mrds Dh, suite à :

- l'accroissement de l'encours des engagements en faveur de la clientèle de 4,7% (+1,8 Mrds Dh) à près de 40,2 Mrds Dh, contre près de 38,4 Mrds Dh en 2010 ;
- l'augmentation des engagements en faveur des intermédiaires financiers de 49,2% (+2,4 Mrds Dh) à près de 7,4 Mrds Dh, contre près de 4,9 Mrds Dh en 2010.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, les engagements par signature ont enregistré une amélioration de 3,9%, pour s'établir à près de 43,4 Mrds Dh, suite à :

- l'augmentation de l'encours des engagements en faveur de la clientèle (+6,8%) à près de 38,4 Mrds Dh, contre près de 36,0 Mrds Dh en 2009 ;
- le retrait des engagements en faveur des intermédiaires financiers de 14,3% à près de 4,9 Mrds Dh, contre 5,8 Mrds Dh en 2009.

IV.3.4. Réseau de distribution

Au 31 décembre 2011, l'organisation du réseau de distribution est fondée sur le concept de points de vente spécialisés, aménagés en espaces de vente et de conseil et privilégiant une gestion ciblée de la relation client. Ce concept prévoit un réseau réparti, d'une part, en agences dédiées à la clientèle des particuliers et professionnels (903 agences) et, d'autre part, en agences consacrées aux entreprises (37 centres d'affaires) avec, pour chacune, des équipes et une organisation spécifiques.

Le nombre d'agences du groupe (Maroc et filiales étrangères), au 31 décembre 2011, s'élève à 2 352 agences.

Le réseau de distribution d'Attijariwafa bank a évolué de la manière suivante, sur la période qui s'étend de 2009 à 2011 :

	2009	2010	2011
Guichets permanents	795	863	944
Guichets périodiques	2	2	2
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	752	819	933
Succursales et agences à l'étranger	41	41	50
Bureaux de représentation à l'étranger	17	17	17

Source : Attijariwafa bank

V. CAPITAL HUMAIN

Le Capital Humain Groupe, en sa qualité de Business Partner, inscrit l'ensemble de ses actions dans le cadre des grands enjeux de développement du Groupe Attijariwafa bank. Ainsi, les projets développés au sein du Capital Humain Groupe ont pour objectif de conforter l'attractivité du Groupe, pour intégrer, valoriser et fidéliser les talents, et de maintenir un climat de travail favorable à l'épanouissement des collaborateurs.

En matière de recrutement, le Capital Humain Groupe développe des stratégies différenciées et adaptées, tenant compte des spécificités propres à chaque métier selon l'expertise requise, l'adéquation des diplômes et les particularités régionales. En 2011, plus de 800 jeunes diplômés des grandes écoles et universités marocaines et étrangères, ont été recrutés au sein d'Attijariwafa bank.

Le dispositif d'accueil et d'accompagnement des nouveaux collaborateurs, pour faciliter leur intégration, bénéficie de la conjugaison des actions de plusieurs composantes du Capital Humain Groupe, avec en outre un système de parrainage auquel participent près de 200 cadres de la banque.

Dans le cadre de sa stratégie de proximité, et dans le but d'accompagner le développement du réseau d'Attijariwafa bank à travers le royaume, le Capital Humain Groupe a organisé, au courant de l'année 2011, une Caravane de recrutement au niveau de sept régions. Cette caravane de l'emploi avait également pour ambition de contribuer à l'absorption du chômage dans ces régions.

Consciente de sa mission de banque citoyenne au service du système éducatif, Attijariwafa bank accueille plus de 1 000 stagiaires par an pour des stages à forte valeur ajoutée, en soutien à l'enseignement supérieur au Maroc et notamment l'enseignement public et ses filières d'excellence. La Banque offre de multiples opportunités de stage en cours d'étude ou de réalisation de projets de fin d'étude au sein de ses différentes entités.

Le développement des compétences de l'ensemble des collaborateurs d'Attijariwafa bank est un vecteur prioritaire de la stratégie du Capital Humain Groupe. Dans ce sens, l'offre de formation est adaptée et enrichie chaque année pour accompagner les projets de la banque et répondre aux besoins évolutifs en formations techniques / métiers ou en formations managériales. Ainsi, au cours de l'année 2011, un effort soutenu de formation a permis de dispenser 26 353 jours/homme de formation.

La Gestion des Carrières, autre vecteur stratégique du Capital Humain Groupe, poursuit sa mission de veiller au développement personnel et professionnel de chaque collaborateur, en cohérence avec les besoins actuels et prévisibles du Groupe. Des plans de relève, à différents niveaux de responsabilité, sont mis en œuvre pour identifier, préparer et valoriser les talents nécessaires au développement futur de la banque.

Sur le plan social, Attijariwafa bank s'est engagée depuis 2007 dans une démarche de régionalisation progressive des prestations sociales. De nouveaux espaces de santé ainsi que de nouvelles écoles artistiques et sportives, ont été ouverts tout au long de l'année 2011, au niveau de différentes villes du royaume.

La politique sociale d'Attijariwafa bank accorde une place importante à la médecine préventive. Ainsi, plusieurs actions ont été menées pour prévenir les risques éventuels pouvant affecter la santé des collaborateurs. Les campagnes de dépistage et les bilans de santé ont été poursuivis pour mieux anticiper les aléas de santé.
Par ailleurs, le Capital Humain Groupe a organisé une journée interentreprises de Santé au Travail : première du genre au Maroc, cette journée a rassemblé une centaine de participants composés de représentants des entreprises, des organismes publics et des banques, ainsi que des experts, avec la participation également du directeur de l'épidémiologie au ministère de la santé, et des représentants de la CGEM, du GPBM, de l'USIB, et de la CMIM avec son partenaire Malakoff-Médéric. L'objectif est d'instaurer une plate forme d'échange entre le monde du travail et les experts en matière de santé, de sensibiliser les entreprises sur la dimension santé au travail et son importance dans la responsabilité sociale, de partager les bonnes pratiques et le savoir faire pour œuvrer ensemble à les entretenir, les améliorer et les diffuser.

V.1. Effectifs

Evolution récente des effectifs de la banque

L'évolution récente des effectifs de la banque se présente comme suit :

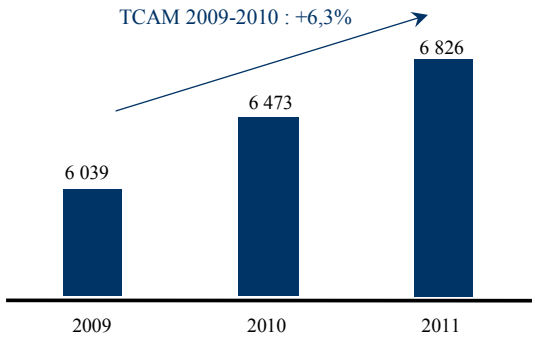
	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Effectif permanent	**6 039**	**6 473**	**6 826**	**7,2%**	**5,5%**
Cadres	2 900	3 181	3 483	9,7%	9,5%
Non cadres	3 139	3 292	3 343	4,9%	1,5%
Effectif temporaire	**0**	**0**	**0**	**Ns**	**Ns**
Total *	**6 039**	**6 473**	**6 826**	**7,2%**	**5,5%**

Source : Attijariwafa bank - * y compris les ANAPEC

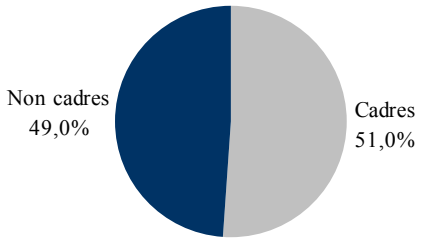
Au 31 décembre 2011, l'effectif d'Attijariwafa bank s'établit à 6 826 collaborateurs, soit une progression de 5,5% par rapport au 31 décembre 2010, liée à la politique de recrutement de la banque pour accompagner le développement de ses activités.

Au titre de l'exercice 2011, le nombre de cadres, en hausse de 9,5% par rapport à l'exercice 2010, représente 51,0% des collaborateurs de la banque.

Evolution de l'effectif total de AWB



Structure de l'effectif de AWB au 31.12.11



Source : Attijariwafa bank

Structure de l'effectif

L'évolution de la structure des effectifs du Groupe Attijariwafa bank se présente comme suit :

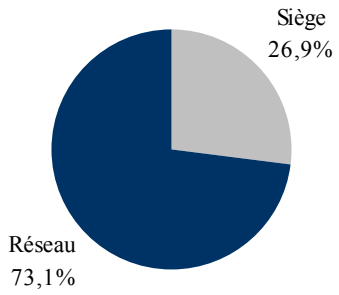
	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Banque	**6 039**	**6 473**	**6 826**	**7,2%**	**5,5%**
Siège	1 747	1 895	1 833	8,5%	-3,3%
Réseau	4 292	4 578	4 993	6,7%	9,1%
Réseau extérieur *	**4 373**	**4 611**	**5 404**	**5,4%**	**17,2%**
Filiales	**2 011**	**2 230**	**2 456**	**10,9%**	**10,1%**
Total	**12 423**	**13 314**	**14 686**	**7,2%**	**10,3%**

Source : Attijariwafa bank * correspond aux filiales à l'international

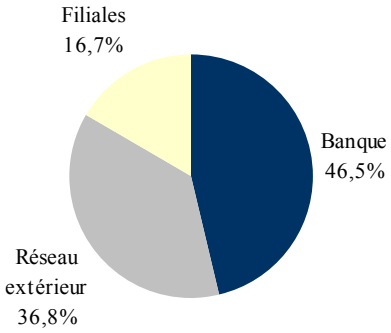
La progression des effectifs du Groupe est liée à la poursuite du développement axé sur des métiers cibles et dans des zones géographiques porteuses de croissance.

Les effectifs du réseau extérieur ont poursuivi leur progression, pour atteindre 5 404 collaborateurs au 31 décembre 2011, soit une évolution de 17,2% comparativement au 31 décembre 2010.

Structure des métiers de AWB au 31.12.11



Répartition des effectifs du groupe AWB au 31.12.11



Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2011, la proportion des collaborateurs affectés au réseau des agences s'établit à 73,1% contre 26,3% affectés au siège. La progression de l'effectif réseau a atteint 9,1% tandis que l'effectif siège a reculé de 3,3%, par rapport à l'exercice 2010.

La répartition par âge des effectifs de la banque, au 31 décembre 2011, se présente comme suit :

Tranche d'âge	Hommes	Femmes	Total
25 ans et moins	843	491	1 334
de 26 à 35 ans	1 729	1048	2 777
de 36 à 50 ans	1161	531	1 692
plus de 50 ans	738	285	1023
Total	**4 471**	**2 355**	**6 826**

Source : Attijariwafa bank

Turnover

Le tableau qui suit présente l'évolution du taux de turnover[73] depuis 2009 :

	2009	2010	2011
Taux de turnover de la banque	3,0%	3,6%	3,1%

Source : Attijariwafa bank

Au titre de l'exercice 2011, le recrutement net se présente comme suit :

	31.12.2011
Recrutement net de la banque*	353

Source : Attijariwafa bank

* Recrutement net de la banque = effectif fin de période – effectif début de période

Le maintien de la politique de recrutement au sein de la banque a permis de couvrir les besoins du développement du réseau, tout en anticipant le renouvellement naturel des collaborateurs.

[73] Taux de turnover = Nombre de départs/Effectif global

V.2. Politique sociale

Le tableau suivant présente l'évolution de la politique sociale sur les trois derniers exercices :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Encours prêts immobiliers	989 871	1 146 029	1 347 453	15,8%	17,6%
Encours prêts consommation et OPV	622 243	528 322	559 105	-15,1%	5,8%
Encours prêts sociaux	5 512	8 284	9 761	50,3%	17,8%
Total prêts au personnel	**1 617 626**	**1 682 635**	**1 916 319**	**4,0%**	**13,9%**

Kdh - Source : Attijariwafa bank

V.3. Actionnariat salarié

La politique d'actionnariat salarié développée à travers les Offres Publiques de Vente en 2005 et en 2007, a permis aux collaborateurs d'Attijariwafa bank de bénéficier d'une épargne salariale innovante, moderne et intéressante.

VI. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION

VI.1. Système d'information

Le projet de Mise En œuvre d'un Hub Attijariwafa Régional et International (MEHARI) a été lancé, en avril 2010, dans le sillage du projet d'acquisition de cinq filiales africaines du Crédit Agricole France (Gabon, Cameroun, Congo, Côte d'ivoire et Sénégal). MEHARI a pour objectif double de :

- refonte des systèmes d'informations de ces filiales acquises en un Core Banking constituant un socle applicatif homogène ;
- industrialisation des migrations futures des SI filiales par la construction et l'évolution d'un Master de déploiement.

Le projet a pour ambition de migrer l'ensemble des filiales à horizon 2013. En plus de la bascule de l'Union Gabonaise de Banque sur le nouveau système, l'année 2011 aura vu aussi la migration du système d'Information d'Attijari Bank Mauritanie et de la succursale de CBAO Burkina Faso. Conformément au plan de projet, sont prévues en 2012 l'achèvement de la bascule des filiales Congolaise et Camerounaise (Crédit Du Congo et La Société Camerounaise de Banque).

La filiale Européenne du Groupe n'est pas en reste. En effet, le projet CAP Europe a été conduit dans une optique de refonte globale et homogène des différents sites européens du Groupe. Ainsi et dans la continuité des bascules des sites France (en 2009) et Belgique (en 2010), ce projet a permis, en 2011, la finalisation de la reconstruction des systèmes d'informations des sites Espagne, Italie et Allemagne.

Concernant Attijariwafa Bank au Maroc, le programme Inbitaq, lancé en 2010, vise à optimiser les performances des activités de marché à travers la refonte du modèle organisationnel et du système d'information. L'année 2011 a été consacrée à la mise en production de l'ensemble des composants relatifs aux opérations de change, du marché monétaire et des avances Bank Al Maghrib. Un deuxième lot de livraisons est prévu pour 2012. Celui-ci concerne les opérations du marché obligataire et Repo.

La banque continue, en outre, à diversifier ses canaux de distribution tout en les améliorant et en les enrichissant. C'est dans ce sens que, d'une part, le projet « Libre Service Bancaire » a été livré en 2011, permettant, dans sa première mouture, d'automatiser les automates de change tout en étoffant l'offre « Guichet Automatique » par des opérations de dépôts d'espèces et des chèques. D'autre part, un projet majeur d'E-Banking a été entamé en 2011. Ce projet, dont les premières livraisons sont prévues en 2012, constitue une offre complète, optimisée et concurrentielle sur le canal Internet, touchant l'ensemble des segments de marché. Cette offre sera, en outre, reconduite sur le canal Mobile par le lancement, la même année, du projet Mobile Banking.

Sur le registre réglementaire et conformité, la banque a entamé l'implémentation de l'approche avancée BALE II. Ceci s'est traduit par la mise en place d'une base des défauts Banque et d'un modèle de notation PME et Grandes Entreprises (GE). Ce chantier sera poursuivi en 2012, notamment, par la généralisation de la base des défauts au Groupe et du modèle de notation aux autres de segments de clientèle. Sur le même registre, La banque s'est dotée d'une salle blanche offrant une conformité avec le niveau de service Tier III+. En 2012, la totalité des équipements informatiques ont été déménagés, relocalisés et mis en exploitation sur le nouveau site.

Faisant partie du programme BORJ, le système d'informations décisionnel (datawarehouse), déployé depuis 2009, permet le pilotage de la performance commerciale à l'échelle de la banque et favorise le partage, entre l'ensemble des intervenants, de tableaux de bord et d'indicateurs communs et homogènes. Le périmètre de ce système a été élargi en 2011 afin de couvrir de nouveaux indicateurs requis par les entités de la banque. En 2012, il est prévu d'étoffer le périmètre de couverture par l'intégration de l'activité à l'international de la banque.

Autre projet d'envergure, la refonte du système d'arrêtés de comptes, qui été complètement achevé en 2011, vise à moderniser le système de traitement des arrêtés, En effet, la banque détient, désormais, un outil performant lui permettant notamment, des arrêtés à la demande, l'extourne de masse et des simulations.

VI.2. Qualité

La Direction Qualité Groupe occupe une place centrale dans l'organisation du groupe Attijariwafa bank. Elle a pour missions principales de :

- mesurer la satisfaction des clients à travers un dispositif d'écoute clients performant ;
- améliorer les performances des processus, à travers la mise en œuvre d'une démarche qualité (cartographie des processus, dispositif de mesure et de pilotage, certifications, contrats de service, etc.) ;
- sensibiliser et déployer une culture qualité interne.

La Qualité répond ainsi à deux objectifs principaux : l'amélioration de la relation client et le développement d'une culture qualité en interne.

VI.2.1. Améliorer la relation client

Programme d'Ecoute Clients (PEC)

Le programme d'écoute clients, engagé depuis 2010, a touché 10 015 clients répartis en 4 108 PME, 3 007 particuliers et professionnels, 2 750 MRE et 150 clients de la salle des marchés.

Ce dispositif comprend des enquêtes qualité de satisfaction clients, des baromètres de mesure de nos engagements de service, des Focus groups et des visites mystères. Il se décline en thématiques et axes stratégiques spécifiques à chaque business unit.

Le mode utilisé dans ce dispositif est le contact téléphonique, et le face à face en sortie d'agence.

Les résultats de ce PEC permettent la mise en place de plan d'actions d'améliorations ciblées par segment de clientèle.

Dispositif de mesure interne : Qualimesure

Le PEC est complété par un dispositif de pilotage des processus et de mesure de la performance interne « Qualimesure » décliné en tableaux de bord permettant un suivi rigoureux sur le terrain. Le périmètre de ce dispositif est appelé à être élargi à l'ensemble des activités mesurables du Groupe.

Qualimesure dégage les résultats de l'ensemble des centres d'affaires sur trois aspects principaux, la gestion de la relation client, l'octroi et la mise en place des crédits, et les délais de traitement des opérations à l'international.

Certification en interne par engagements de service

Dans une démarche de certification par engagement de service, la Direction Qualité Groupe met en place un ensemble de référentiels d'engagements de service relatifs aux activités de la banque de l'entreprise et la Banque des marocains résidant à l'étranger, et portent également sur la monétique, l'accueil et le crédit immobilier.

VI.2.2. Déployer une culture Qualité interne

Prix Qualité

L'année 2010 consacrée ''Année de la Qualité'', constitue une première dans le secteur bancaire Marocain, ce qui témoigne de toute l'importance accordée à la satisfaction du client, à la qualité de service et à la performance du collaborateur.

A l'issue de l'année 2010, le Prix Qualité AWB est organisé pour récompenser les meilleures performances en matière de qualité de service. Il a porté sur 12 thématiques mesurables.

Le Prix Qualité AWB marque une rupture avec les démarches Qualité statiques. Il met en challenge les différentes entités et réseaux de la banque : Banque de l'Entreprise, Banque des Particuliers et Professionnels, Salle des Marchés, Gestion Globale des Risques, Services et Traitements Centraux, et

récompense les efforts d'amélioration de la qualité de service par l'attribution de trophées Or, Argent et Bronze.

Le programme d'écoute client et le système de mesure des performances de « 2010 année de la qualité » ont servi de sources dans le mode opératoire du Prix Qualité AWB et ont permis de challenger les entités de la banque sur des thématiques telles que l'accueil, la gestion de la relation commerciale, les opérations au guichet, la monétique, le délai de traitement des dossiers de crédit, etc.

Campagne de sensibilisation à la qualité

La campagne de sensibilisation à la qualité fait partie d'un dispositif dédié au développement de la culture qualité. Elle est déployée sur tous les réseaux et les sites centraux de la banque sur différents canaux : fonds d'écran, écrans de veille, et affiches.

La campagne est étalée sur 14 mois à travers plusieurs axes de sensibilisation tels que : l'écoute, l'attitude, l'accueil, la disponibilité, l'organisation de l'espace de travail, etc.

Formation et sensibilisation des agents d'accueil et agents de sécurité à la qualité d'accueil

Une première action de formation des agents d'accueil et de sécurité sur la qualité de l'accueil s'est tenue à la suite des résultats des visites et appels mystères dans les réseaux et sites centraux d'Attijariwafa bank pour améliorer et corriger les dysfonctionnements relatifs à l'accueil.

VI.3. Conformité du Groupe

La Conformité Groupe a pour mission essentielle le contrôle de la conformité de la Banque avec la réglementation et avec les lois régissant l'exercice des activités bancaires et financières, les codes de bonne conduite et de déontologie, en vigueur.

Le renforcement de la culture de contrôle et de conformité réglementaire s'est poursuivi en 2010 et ce, à travers l'élargissement de la couverture des dispositifs dédiés à la maîtrise des risques réglementaires, ainsi que l'intégration du conseil et de la prévention en matière du respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes professionnelles et déontologiques en vigueur, et des orientations stratégiques du Conseil d'Administration et de la Direction Générale. Cette année a été aussi marquée par l'intégration de la dimension Groupe au niveau des activités des filières dédiées aux métiers de la Conformité.

Ses actions s'articulent autour des domaines suivants : le contrôle interne, la lutte anti-blanchiment des capitaux et Financement du Terrorisme et la déontologie.

VI.3.1. Contrôle interne Groupe

Dans un contexte de fortes exigences réglementaires conjuguées à une volonté de renforcer et de pérenniser son dispositif de Contrôle Interne, Attijariwafa Bank se caractérise par un système de Surveillance Permanente du fonctionnement du Dispositif de Contrôle Interne basé sur une démarche d'évaluation régulière des activités, des processus et des systèmes mis en place; visant in fine l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle ainsi que la maîtrise des risques.

En effet, le dispositif de surveillance du dispositif de Contrôle Interne au sein du Groupe s'articule autour d'un cadre de référence commun traduit par une gouvernance, des méthodologies, des outils de conception et de réalisation des contrôles et de pilotage des activités de surveillance permanente.

Ce système de contrôle permanent orienté sur l'ensemble des risques opère sur le mode de la dépendance fonctionnelle vis-à-vis des business unit, avec la mise en place en central d'une entité en charge du management du dispositif global de contrôle interne.

Les actions issues de la surveillance permanente font l'objet d'un suivi régulier par les principales instances de suivi du Groupe au niveau de la Direction Générale et de l'organe d'Administration qui veillent au renforcement du dispositif de Contrôle Interne au sein du Groupe.

VI.3.2. Lutte anti-blanchiment des capitaux et Financement du Terrorisme « LAB/FT »

Attijariwafa Bank justifie d'un dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en calage avec les normes réglementaires nationales ainsi que les meilleures pratiques internationales en la matière.

En effet, ce dispositif s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique du Groupe qui se fixe parmi ses objectifs un développement commercial fondé sur une croissance saine ainsi que la préservation de son fonds de commerce et son image de marque.

L'approche LAB/FT d'Attijariwafa Bank se décline en normes, en règles de gestion organisationnelles, en procédures, en politique de formation ainsi qu'en moyens déployés au sein du Groupe pour la prévention et la surveillance des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

A cet effet, la politique de Lutte Anti-Blanchiment des capitaux du Groupe est portée par une Charte qui décrit l'ensemble des composantes en termes de vigilance, d'orientations stratégiques et de règles applicables en la matière.

De même, notre démarche axée sur une vigilance renforcée est consolidée à travers la mise en œuvre de systèmes d'information et d'outils éprouvés en la matière à l'échelle internationale.

Les activités de LAB/FT au sein d'Attijariwafa Bank sont motivées par des notes d'information et de reporting destinés aux instances de gouvernance qui préconisent les recommandations nécessaires à l'optimisation de la prévention contre les risques de LAB/FT.

VI.3.3. Déontologie

Convaincu par la nécessité d'ériger les considérations déontologiques au niveau des préoccupations premières du management de la banque, inspiré en cela par les pratiques adoptées par les plus grands groupes financiers internationaux, Attijariwafa bank a innové sur le marché marocain en créant une fonction de déontologie groupe et en mettant en place une démarche déontologique d'envergure.

Ce dispositif évolutif a donné naissance à quatre codes de déontologie :

- un code généraliste, appelé Code de Bonne Conduite, regroupant les principes de base universellement admis dans la profession, des obligations et des règles spécifiques gérant les relations en interne et en externe des collaborateurs, visant à assurer la protection des clients, des salariés du Groupe et l'intégrité du marché. Il constitue un référentiel aux attitudes et aux comportements professionnels ainsi que personnels de l'ensemble des collaborateurs du Groupe ;
- un code relatif à la circulation de l'information importante ou privilégiée pour les collaborateurs exerçant des fonctions dites sensibles et qui sont principalement des initiés permanents. Ce code adopte des mesures de sécurité pour prévenir contre la communication non autorisée d'informations exclusives et confidentielles et assure ainsi de manière permanente la protection de telles informations conformément aux lois en vigueur ;
- un code de déontologie des achats intéressant les ordonnateurs de dépense dont les dispositions ont pour principal objectif d'éclairer les acheteurs sur les bonnes conduites à pratiquer et de leur offrir un cadre d'action préventif et sécurisant pour la réalisation de leurs transactions ;
- un code de déontologie applicable aux administrateurs de la banque.

Une charte de confidentialité relative aux données internes a été conçue sur mesure pour permettre aux utilisateurs concernés de mener à bien les missions qui leur sont confiées. Les données internes constituent un véritable patrimoine pour la Banque et sont, par conséquent, sensibles. Aussi et pour sécuriser leur utilisation, eu égard au nombre important de collaborateurs concernés, cette charte a été adoptée en mars 2011 comme avenant numéro 2 au code de bonne conduite après le code des « Fonctions sensible ».

Afin d'inculquer des valeurs partagées et obtenir l'adhésion de tous, comme chaque année, dans un souci permanent de renforcer son mode de gouvernance, en 2011 Attijariwafa bank a étoffé sa démarche déontologique par des axes de développement, a maintenu l'existant. et a poursuivi la continuité de son programme.

VI.3.4. Relations externes

Dans le cadre de la consolidation des travaux des comités et des organes de supervision, il a été procédé à la mise en œuvre du dispositif de suivi de la mise en place des recommandations préconisées par :

- le Comité d'Audit & des Comptes,
- les superviseurs sur place de Bank Al-Maghrib,
- les Commissaires Aux Comptes.

Les relations avec la Direction de la Supervision bancaire ont continué d'être consolidées au travers d'un suivi rigoureux des correspondances et réclamations clientèle reçues de Bank AL-Maghrib et ce, via un reporting dédié.

Par ailleurs, dans un souci de bonne coopération avec les organismes de régulation et de supervision, un accompagnement approprié est instauré afin de faciliter le bon déroulement des missions de contrôle sur place diligentées par lesdits organismes et ce, en leur facilitant les contacts avec les différentes entités de la Banque concernées et en leur communiquant tous les documents requis et demandés par leurs soins.

VII. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

VII.1. Grands axes de développement

La stratégie de développement du Groupe Attijariwafa bank s'articule autour de trois axes de croissance :

- la croissance organique de la banque au Maroc ;
- la croissance des filiales spécialisées du groupe au Maroc ;
- la croissance externe à travers le développement régional.

Politique de partenariats

Attijariwafa bank compte parmi ses actionnaires le groupe Santander. Au delà de l'aspect capitalistique, les deux groupes bancaires développent des axes de partenariat concernant aussi bien la clientèle des entreprises que celle des particuliers. Le partenariat couvre aussi un adossement d'Attijariwafa bank au groupe Santander, en Espagne, pour renforcer son positionnement auprès de la clientèle des marocains résidant dans ce pays. Les actions définies portent principalement sur le développement d'une offre diversifiée en faveur des MRE, dans les domaines du transfert d'argent, du crédit à la consommation, de la monétique et de la prévoyance. Ceci suppose l'implantation de bureaux Attijariwafa bank, dédiés aux MRE, dans certaines agences du groupe Santander.

Par ailleurs, le groupe Attijariwafa bank s'est engagé avec le Crédit Agricole (actionnaire de Wafasalaf à travers Sofinco) dans une stratégie de partenariat multi-métiers, notamment dans le crédit à la consommation, via Sofinco, mais aussi dans la gestion d'actifs via Crédit Agricole Asset Management.

En outre, Attijariwafa bank s'est adossé à Calyon, la banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole, pour l'ouverture d'un bureau de représentation à Shanghai. Ce bureau offre aux opérateurs marocains un réseau opérationnel dans les principaux centres économiques de Chine.

Le partenariat avec le groupe français se traduit également par les multiples synergies développées autour de Crédit du Maroc, filiale marocaine du Crédit Agricole SA, que le groupe Attijariwafa bank détient à hauteur de 10%.

L'accord signé en novembre 2008 entre Attijariwafa bank et le Crédit Agricole prévoit la cession de 24% du capital détenu par Wafa Assurance dans le Crédit du Maroc, au profit du Crédit Agricole, portant la participation de ce dernier à 77%.

Par ailleurs, le Groupe Attijariwafa bank et Barid Al Maghrib ont conclu, en 2005, un accord de partenariat visant à développer des synergies au profit des clientèles des deux groupes, notamment en matière de messagerie et d'assurance. Parallèlement, une autre convention a été conclue entre Barid Al Maghrib et Wafa Assurance, afin de commercialiser, sous la marque « Barid », toute une gamme de nouveaux produits de prévoyance, d'épargne et de retraite.

VII.2. Politique d'investissement

Investissements[74] réalisés de 2009 à 2011

L'évolution des investissements réalisés par Attijariwafa bank se présente de la manière suivante :

Investissements réalisés	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/09
Frais d'établissement	**55**	**46**	**71**	**-16,4%**	**54,3%**
Immobilisations incorporelles	**163**	**129**	**144**	**-20,9%**	**11,6%**
Immobilisations corporelles	**399**	**229**	**253**	**-42,6%**	**10,5%**
Immeubles d'exploitation	223	132	118	-40,8%	-10,6%
Mobilier et matériel d'exploitation	169	91	124	-46,2%	36,3%
Immobilisations corporelles hors exploitation	7	6	11	-14,3%	83,3%
Total *	**617**	**404**	**468**	**-34,5%**	**15,8%**

Mdh – Source : Attijariwafa bank

* Investissements concernant la banque uniquement et prenant en compte, en plus des investissements réalisés, les investissements en cours.

En 2011, les investissements effectués par la banque ont progressé de 15,8% par rapport à 2010, pour s'établir à 468 Mdh. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- une progression de 54,3% (+25 Mdh) des frais d'établissement, qui correspondent aux frais d'acquisition de filiales ;
- une hausse des investissements en immobilisations incorporelles de 11,6% (+15 Mdh) à près de 144 Mdh, suite à la réalisation de nouveaux projets informatiques et à l'acquisitiion de logiciels pour le siège ;
- un accroissement des investissements en immobilisations corporelles de 10,5% (+24 Mdh) à près 253 Mdh, en raison du remplacement et acquisition de Guichets Automatiques Bancaires (GAB) et aussi suite au réaménagement de centres de vacances et restaurants.

En 2010, les investissements réalisés ont reculé de 34,5% à près de 404 Mdh, suite au retrait des investissements en immobilisations incorporelles de 20,9% (-34 Mdh) et de ceux en immobilisations corporelles de 42,6% (-170 Mdh) par rapport à l'exercice précédent. Le recul enregistré par ces dernières est dû au repli des immeubles d'exploitation (-40,8%) et des mobiliers et matériels de bureau (-46,2%).

En 2009, les investissements réalisés s'inscrivent en progression de 0,7%, à 617 Mdh, suite à la hausse des immobilisations incorporelles (+5,8%) et à la croissance des immobilisations corporelles (+7,5%). Celle-ci est portée par la hausse des immeubles d'exploitation à 223 Mdh en 2009 contre 155 Mdh en 2008.

Investissements prévisionnels

L'évolution des investissements prévisionnels d'Attijariwafa bank se présente comme suit :

Investissements prévisionnels	Budget 2012	Budget 2013	Var. 12/11	Var. 13/12
Frais d'établissement	64,0	51,0	>100,0%	-20,3%
Acquisitions d'immeubles	20,0	20,0	-83,3%	0,0%
Aménagements, Agencements, Installations	308,0	354,0	16,7%	14,9%
Matériel & Mobilier	68,0	76,0	-20,0%	11,8%
Monétique	72,0	79,0	28,6%	9,7%
Informatique	512,0	512,0	11,3%	0,0%
Immobilisations corporelles hors exploitation	41,0	41,0	-41,4%	0,0%
Total	**1 085,0**	**1 133,0**	**-0,2%**	**4,4%**

Mdh – Source : Attijariwafa bank

[74] Les investissements correspondent aux flux réalisés au cours de l'année.

Attijariwafa bank poursuit ses objectifs stratégiques, en prévoyant un budget d'investissement de près de 1 085 millions de dirhams pour l'année 2012.

Ce budget concerne la création de nouvelles agences ainsi que l'aménagement de plusieurs agences et la mise à niveau de la sécurité. En effet, le nombre d'agences du Groupe devrait s'établir à 2 432 agences à fin 2012 (+3,4% par rapport à l'exercice 2010).

En outre, le budget prévoit la modernisation des infrastructures informatiques, notamment les investissements dans les projets de transformation du schéma directeur.

VII.3. Politique à l'international

Attijariwafa bank a amorcé son développement à l'international, cherchant à acquérir une position forte au Maghreb et en Afrique subsaharienne, dans le but de faire émerger un groupe bancaire et financier de référence dans la région.

S'appuyant sur l'édification réussie d'un modèle duplicable à l'international, l'approche stratégique du groupe Attijariwafa bank vise à transférer les meilleures pratiques professionnelles acquises au Maroc, tout en respectant les spécificités de chaque zone d'implantation. Le groupe entend ainsi participer à l'accroissement des échanges régionaux et à la dynamisation de la coopération économique au sein de l'espace euro-méditerranéen.

Les acquisitions d'Attijariwafa bank au cours des dernières années se présentent comme suit :

- en Tunisie, Attijariwafa bank, en consortium avec Grupo Santander, a acquis, en 2005, 53,54% du capital de la Banque du Sud, devenue depuis, Attijari bank Tunisie ;
- au Sénégal, Attijariwafa bank a développé un greenfield, en juillet 2006, et a procédé à l'ouverture de 4 agences à Dakar, marquant ainsi la première étape d'un vaste projet d'implantation du Groupe en Afrique subsaharienne. En janvier 2007, Attijariwafa bank a acquis 66,70% du capital de la Banque Sénégalo-Tunisienne et a fusionné les deux entités sénégalaises, donnant naissance à Attijari bank Sénégal ;
- en novembre 2007, Attijariwafa bank a acquis 79,15% du capital de CBAO (Compagnie Bancaire d'Afrique Occidentale) ;
- au Mali, Attijariwafa bank, accompagné par ses actionnaires de référence (ONA, SNI), a été déclarée, en juillet 2008, adjudicataire de 51,00% du capital de la Banque Internationale pour le Mali (BIM) dans le cadre de sa privatisation. L'acquisition de BIM a été conclue en 2009 ;
- en novembre 2008, Attijariwafa bank a accéléré le déploiement de son plan de développement régional en concluant un accord avec le Crédit Agricole pour l'acquisition de ses participations majoritaires dans ses filiales au Cameroun (SCB Cameroun), au Gabon (Union Gabonaise de Banque), en Côte d'Ivoire (Société Ivoirienne de Banque), au Sénégal (Crédit du Sénégal) et au Congo (Crédit du Congo) ;
- en décembre 2008, la fusion entre la CBAO et Attijari bank Sénégal a donné naissance à CBAO Groupe Attijariwafa bank ;
- en 2009, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition des parts majoritaires du Crédit Agricole dans Crédit du Congo (91%), l'Union Gabonaise de Banque (58,7%), Crédit du Sénégal (95%), et la Société Ivoirienne de Banque (51%) ;
- en 2010, le Groupe Attijariwafa bank a poursuivi la consolidation de sa position d'acteur régional de premier plan au Maghreb ainsi qu'en Afrique subsaharienne et ce à travers :
    - L'ouverture d'une succursale de CBAO au Burkina Faso (CBAO Burkina Faso) ;
    - la finalisation de l'acquisition de 80% du capital de BNP Paribas Mauritanie, devenue Attijari bank Mauritanie, par un consortium contrôlé à hauteur de 67% par Attijariwafa bank et à 33% par Banque Centrale Populaire ;
- en avril 2011, Attijariwafa bank a finalisé l'acquisition auprès de Crédit Agricole de 51% du Capital de la Société Commerciale de banque Cameroun (SCB Cameroun) ;

- en 2011, le groupe a consolidé sa participation dans sa filiale tunisienne Attijari bank Tunisie, à travers l'acquisition des parts du groupe Santander dans Andalucarthage (holding de détention d'Attijari bank Tunisie). A l'issue de cette opération, Attijariwafa bank détient 54,56% du capital d'Attijari bank Tunisie ;

.

PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFA BANK

I. PRESENTATION DES COMPTES AGREGES

Avertissement :

Les comptes annuels des exercices 2009, 2010 et 2011 sont des comptes agrégés[75] d'Attijariwafa bank. Ces comptes ont été certifiés par les commissaires aux comptes.

Le Comptes de Produits et Charges agrégés d'Attijariwafa bank des trois derniers exercices se présentent comme suit :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Produits d'exploitation bancaire	**11 928**	**13 301**	**14 070**	**11,5%**	**5,8%**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 203	1 153	1 112	-4,2%	-3,5%
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	6 768	7 619	8 433	12,6%	10,7%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	497	422	398	-15,2%	-5,7%
Produits sur titres de propriété	563	855	887	51,8%	3,7%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	103	117	146	13,1%	24,7%
Commissions sur prestations de service	999	1 074	1 132	7,5%	5,4%
Autres produits bancaires	1 793	2 061	1 962	14,9%	-4,8%
Charges d'exploitation bancaire	**4 877**	**5 063**	**5 097**	**3,8%**	**0,7%**
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	658	739	711	12,2%	-3,8%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2 711	2 428	2 489	-10,4%	2,5%
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances émis	155	205	421	32,6%	>100,0%
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	89	99	135	11,0%	36,4%
Autres charges bancaires	1 263	1 591	1 341	26,0%	-15,8%
Produit Net Bancaire	**7 051**	**8 238**	**8 973**	**16,8%**	**8,9%**
Produits d'exploitation non bancaire	673	64	31	-90,5%	-51,0%
Charges d'exploitation non bancaire	56	33	0	-41,8%	-100,0%
Charges générales d'exploitation	**2 881**	**3 114**	**3 346**	**8,1%**	**7,5%**
Charges de personnel	1 286	1 378	1 541	7,1%	11,8%
Impôts et taxes	84	92	101	8,9%	10,3%
Charges externes	1 118	1 221	1 279	9,2%	4,7%
Autres charges générales d'exploitation	16	9	7	-41,3%	-23,5%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	377	414	418	9,8%	1,0%
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	**1 799**	**1 769**	**2 223**	**-1,7%**	**25,7%**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	823	1 096	1 059	33,1%	-3,4%
Pertes sur créances irrécouvrables	605	434	784	-28,2%	80,4%
Autres dotations aux provisions	370	238	381	-35,6%	59,7%
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	**1 302**	**966**	**1 194**	**-25,8%**	**23,5%**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	948	761	831	-19,8%	9,3%
Récupérations sur créances amorties	112	73	74	-35,2%	1,9%
Autres reprises de provisions	241	133	289	-44,9%	>100,0%
Résultat courant	**4 289**	**4 353**	**4 629**	**1,5%**	**6,3%**
Produits non courants	1	1	0	53,1%	-76,5%
Charges non courantes	40	9	25	-76,7%	>100,0%
Résultat avant impôts sur les résultats	**4 250**	**4 345**	**4 605**	**2,2%**	**6,0%**
Impôts sur les résultats	1 453	1 339	1 450	-7,9%	8,3%
Résultat net	**2 797**	**3 007**	**3 155**	**7,5%**	**4,9%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

[75] Les comptes agrégés comprennent les comptes sociaux d'Attijariwafa bank et des succursales à l'étranger.

I.1. Profitabilité et rentabilité de la banque

I.1.1. Produits d'exploitation bancaire

Les produits d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank se présentent comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 203	1 153	1 112	-4,2%	-3,5%
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	6 768	7 619	8 433	12,6%	10,7%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	497	422	398	-15,2%	-5,7%
Produits sur titres de propriété	563	855	887	51,8%	3,7%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	104	117	146	13,1%	24,7%
Commissions sur prestations de service	999	1 074	1 132	7,5%	5,4%
Autres produits bancaires	1 793	2 061	1 962	14,9%	-4,8%
Produits d'exploitation bancaire	**11 928**	**13 301**	**14 070**	**11,5%**	**5,8%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les produits d'exploitation bancaire ont atteint 14,1 Mrds Dh contre 13,3 Mrds Dh en 2010, soit une hausse de 5,8%. Cette progression résulte essentiellement de l'évolution des postes suivants :

- augmentation de 10,7% des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (soit +814 Mdh), suite à la progression de l'encours des crédits sur la clientèle (+14,0%) ;
- recul de 3,5% (-41 Mdh) des intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit, suite à une legère baisse de 0,5% des encours des crédits sur les les établissements de crédit et assimilés ;
- hausse de 5,4% des commissions sur prestations de services suite à l'augmentation de la base clientèle, consécutive à l'extension du réseau et à la commercialisation de nouveaux produits et services destinés aux particuliers ;
- augmentation des produits sur titres de propriété de 3,7% (+31 Mdh),en raison de la hausse des dividendes perçues dont le montant s'élève à 886 Mdh en 2011 contre 855 Mdh en 2010 ;
- recul de 4,8% (-99 Mdh) des autres produits bancaires à près de 2,0 Mrds Dh. Les autres produits bancaires ont trait à l'activité marchés des capitaux ainsi qu'au change manuel.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, les produits d'exploitation bancaire ont atteint 13,3 Mrds Dh contre 11,9 Mrds Dh en 2009, réalisant ainsi hausse de 11,5%. Cette progression résulte essentiellement des éléments conjugués suivants :

- augmentation de 12,6% des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle principalement dûe à la hausse de l'encours des crédits octroyés à la clientèle (+13,5% à 138,8 Mrds Dh à fin 2010) ;
- progression de 51,8% (+292 Mdh) des produits sur titres de propriété à 855 Mdh, en raison des deux éléments suivants :
  - ✓ un bon comportement du marché financier en 2010. Il s'agit du portefeuille d'OPCVM détenu par la banque et géré par Wafa gestion qui a fait un bon résultat en 2010 et des opérations de la salle des marchés ;
  - ✓ la hausse des dividendes perçus en 2010 (intégration des 4 filiales bancaires africaines).
- hausse de 14,9% (soit +268 Mdh) des autres produits bancaires, en raison de la hausse des dividendes perçus en 2010 (intégration de 4 filiales bancaires en 2010) ;

- repli de 4,2% des intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit dûe à la baisse de l'encours des créances sur les établissements de crédit et assimilés (-20,5% à 29,6 Mrds Dh à fin 2010).

I.1.2. Charges d'exploitation bancaire

Les charges d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank ont évolué comme suit sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	658	739	711	12,2%	-3,8%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2 711	2 428	2 489	-10,4%	2,5%
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances émis	155	205	421	32,6%	>100,0%
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	89	99	135	11,0%	36,4%
Autres charges bancaires	1 263	1 591	1 341	26,0%	-15,8%
Charges d'exploitation bancaire	**4 877**	**5 063**	**5 097**	**3,8%**	**0,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les charges d'exploitation bancaire ont affiché une quasi stagnation par rapport à l'exercice précédent, pour se stabiliser à près de 5,1 Mrds Dh. Cette situation s'explique principalement par éléments conjugués suivants :

- repli des intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit de 3,8% (-28 Mdh) à près de 711 Mdh, suite essentiellement à la baisse des taux observée sur le marché interbancaire qui a neutralisé l'effet de la hausse de 8,0% de l'encours moyen des dettes envers les établissements de crédit ;
- hausse de 2,5% (+60 Mdh) des intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle, suite notamment à l'augmentation de l'encours des dépôts de la clientèle (+5,4%) au titre de l'exercice 2011 ;
- les intérêts et charges assimilés sur titres de créances émis ont été multipliés par deux pour s'établir à près de 421 Mdh à fin 2011. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation de l'encours des titres de créances émis (+22,3%), suite notamment à l'émission de deux emprunts obligataires subordonnés en 2010 et 2011 pour un montant global de 2,2 Mrds Dh ;
- les autres charges bancaires ont, quant à elles, reculé de 15,8% à près de 1,3 Mrd Dh à fin 2011. Ces charges correspondent au fonds commun de garantie des dépôts (géré par la Banque Centrale) auquel sont assujetties les banques, aux charges liés à Maroclear (en tant que dépositaire central) et, enfin, aux charges diverses de fonctionnement.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, les charges d'exploitation bancaire ont affiché une progression de 3,8% à 5,1 Mrds Dh. Néanmoins, l'augmentation de ces charges demeure moins importante que la progression des produits d'exploitation bancaires au titre de la même période.

Cette évolution s'explique essentiellement par une hausse de 26,0% (+328 Mdh) des autres charges bancaires qui a été partiellement compensée par le recul des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle de 10,4% (-283 Mdh) par rapport à l'exercice précédent.

La hausse des autres charges bancaire résulte de l'augmentation des commissions de gestion et d'apport versés à Wafa Immobilier, Wafasalaf et Wafabail. Pour sa part, le retrait des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle est due à la baisse de 6,5 Mrds Dh des DAT et à la rigueur en matière de taux d'intérêt servi à la clientèle.

I.1.3. Produit net bancaire

Evolution et structure du PNB

Le produit net bancaire d'Attijariwafa bank a évolué comme suit, sur les trois derniers exercices :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Intérêts et produits assimilés	8 468	9 194	9 943	8,6%	8,1%
Intérêts et charges assimilées	3 524	3 373	3 621	-4,3%	7,4%
Marge d'intérêt	**4 944**	**5 821**	**6 322**	**17,7%**	**8,6%**
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	104	117	146	13,1%	24,7%
Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	89	99	135	11,0%	36,4%
Résultat des opérations de crédit-bail et location	**14**	**18**	**11**	**26,6%**	**-39,5%**
Commissions perçues	999	1 074	1 132	7,5%	5,4%
Commissions servies	0	-	-	-100,0%	Ns
Marge sur commissions	**999**	**1 074**	**1 132**	**7,5%**	**5,4%**
Résultat des opérations sur titres de transactions	444	429	694	-3,3%	61,7%
Résultat des opérations sur titres de placement	40	42	3	4,1%	-91,7%
Résultat des opérations de change	503	514	423	2,1%	-17,7%
Résultat des opérations sur produits dérivés	139	162	170	16,3%	5,1%
Résultat des opérations de marché	**1 126**	**1 147**	**1 291**	**1,8%**	**12,5%**
Divers autres produits bancaires	563	855	886	51,8%	3,6%
Diverses autres charges bancaires	596	677	669	13,5%	-1,2%
Produit Net Bancaire	**7 051**	**8 238**	**8 973**	**16,8%**	**8,9%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le produit net bancaire s'établit à près de 9,0 Mrds Dh, en progression de 8,9% par rapport à l'exercice 2010. Cette évolution provient des éléments suivants :

- la progression de la marge d'intérêts, qui représente près de 70,5% du PNB, de 8,6% à près de 6,3 Mrds Dh au 31 décembre 2011. Cette évolution est consécutive à :
  - ✓ l'accroissement des intérêts et produits assimilés (+8,1%) à près de 9,9 Mrds Dh, suite à la progression des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (+10,7%) à près de 8,4 Mrds Dh ;
  - ✓ l'augmentation des intérêts et charges assimilés (+7,4%) à près de 3,6 Mrds Dh, du fait de la hausse des intérêts et charges assimilés sur titres de créances émis (multipliés par deux) à 421 Mdh et de la croissance des intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle (+2,5%) à près de 2,5 Mrds Dh ;
- la hausse de la marge sur commissions, en raison de la progression des commissions perçues de 5,4% à près de 1 132 Mdh à fin 2011. Cette évolution est dûe à l'extension du réseau ainsi qu'à la commercialisation de nouveaux produits et services destinés à la clientèle ;
- l'augmentation de 12,5% du résultat des opérations de marché est principalement dûe à l'amélioration du résultat des opérations sur titres de transaction de 61,7% (+265 Mdh) qui a permis de compenser le recul du résutat des opérations sur titre de placement (-91,7% soit -39 Mdh) et du résultat des opérations de change (-17,7% soit -91 Mdh) ;
- la hausse de 3,6% (+31 Mdh) des divers autres produits bancaires à près de 886 Mdh.

Revue analytique 2009-2010

A fin 2010, le produit net bancaire s'est établi à près de 8,2 Mrds Dh, en progression de 16,8% par rapport à 2009. Cette évolution s'explique par :

- la progression de la marge d'intérêts, qui représente près de 70,7% du PNB, de 17,7% par rapport à 2009. Cette évolution est liée à la hausse de 8,6% à 9,2 Mrds Dh des intérêts et produits assimilés, suite notamment à la progression de l'encours des crédits accordés à la clientèle (+13,5%) ;

- la hausse de la marge sur commissions de 7,5% par rapport à l'exercice précédent, en raison de la progression de 7,5% à 1 074 Mdh des commissions perçues. Cette évolution provient essentiellement de l'extension du réseau ainsi que la commercialisation de nouveaux produits et services destinés à la clientèle des particuliers ;
- l'augmentation de 1,8% du résultat des opérations de marché principalement due aux éléments suivants :
  - ✓ l'amélioration du résultat des opérations sur titres de produits dérivés de 16,3% (+22,7 Mdh) pour s'établir à 162,2 Mdh,;
  - ✓ l'évolution du résultat des opérations de change de 2,1% (+10,7 Mdh) par rapport à 2009 ;
  - ✓ le retrait du résultat sur titres de transaction de 3,3% (-14,6 Mdh) comparativement à l'exercice précédent. Ce recul résulte d'une baisse des gains sur les titres de transaction (-45 Mdh) plus importante que la réduction des pertes réalisées sur ces titres (-31 Mdh).
- la progression de 51,8% (+292 Mdh) des divers autres produits bancaires, en raison de l'amélioration des dividendes perçus (+52,8% à 840,6 Mdh) suite à la bonne performance des filiales du groupe. Cette évolution a permis de couvrir l'intégralité de l'augmentation des diverses autres charges bancaires qui ont atteint 677,0 Mdh à fin 2010, en progression de 13,5% (+80,7 Mdh) par rapport à 2009.

Coefficient d'exploitation bancaire

Le coefficient d'exploitation d'Attijariwafa bank a évolué comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Produits d'exploitation bancaire	11 928	13 301	14 070	11,5%	5,8%
Charges d'exploitation bancaire	4 877	5 063	5 097	3,8%	0,7%
Produit Net bancaire (1)	**7 051**	**8 238**	**8 973**	**16,8%**	**8,9%**
Charges de personnel	1 286	1 378	1 541	7,1%	11,8%
Impôts et taxes	84	92	101	8,9%	10,3%
Charges externes	1 118	1 221	1 279	9,2%	4,7%
Autres charges générales d'exploitation	16	9	7	-41,3%	-23,5%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	377	414	418	9,8%	1,0%
Charges générales d'exploitation (2)	**2 881**	**3 114**	**3 346**	**8,1%**	**7,5%**
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	**40,9%**	**37,8%**	**37,3%**	**-3,1 pts**	**-0,5 pts**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le coefficient d'exploitation s'établit à 37,3%, en recul de 0,5 point par rapport à 2010, suite notamment à une progression des charges générales d'exploitation (+7,5%) moins importante que celle du PNB (+8,9%).

La hausse des charges d'exploitation s'explique principalement par :

- la croissance des charges de personnel (+11,8%), du fait de l'extension du réseau ;
- la hausse des charges externes de 4,7% à près de 1,3 Mrd Dh ;
- la progression des dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations de 1,0% (+4,0 Mdh).

Revue analytique 2009-2010

A fin 2010, le coefficient d'exploitation s'est établi à 37,8%, en retrait de 3,1 points par rapport à 2009. Cette amélioration est liée à une progression du PNB (+16,8%) deux fois plus importante que celle des charges générales d'exploitation (+8,1%).

L'augmentation des charges générales d'exploitation provient essentiellement de :

- la hausse de 7,1% (+91,7 Mdh) des charges de personnel, en raison de la poursuite de l'extension du réseau d'agences de la banque ;
- la progression des charges externes de 9,2% (+103,3 Mdh) pour s'établir à 1,2 Mrd Dh à fin 2010 ;
- l'augmentation des dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations de 9,8% (+36,9 Mdh) par rapport à 2009.

I.1.4. Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank évolue comme suit sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Produit Net Bancaire	**7 051**	**8 238**	**8 973**	**16,8%**	**8,9%**
Résultat des opérations sur immobilisations financières	598,4	2,3	-12,8	-99,6%	Ns
Autres produits d'exploitation non bancaire	59	36	26	-38,1%	-27,3%
Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-	0	Ns	Ns
Charges générales d'exploitation	2 881	3 114	3 346	8,1%	7,5%
Résultat Brut d'exploitation	**4 827**	**5 163**	**5 641**	**7,0%**	**9,3%**
Dotations nettes des reprises aux provisions	-368	-697	-937	89,3%	34,5%
Autres dotations nettes des reprises	-169	-113	-74	-33,4%	-34,1%
Résultat courant	**4 289**	**4 353**	**4 629**	**1,5%**	**6,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank s'établit à 5,6 Mrds Dh, en hausse de 9,3% par rapport à l'exercice 2010, suite notamment à une croissance du PNB (+8,9) de la banque plus rapide que celle des charges d'exploitation (+7,5%).

Le résultat courant s'inscrit en hausse de 6,3% à près de 4,6 Mrds Dh. Cette amélioration tient compte du l'augmentation des dotations nettes des reprises aux provisions de 34,5% par rapport à l'execice précédent, en raison :

- d'une dotation brute globale de 1 448 Mdh en 2011 (dont 1 035 Mdh constatés sur créances sur la clientèle) contre 1 337Mdh en 2010 ;
- et, d'une reprise de provisions globale de 1 122 Mdh en 2011 (dont 763 Mdh constatés sur créances sur la clientèle) contre 898 Mdh en 2010.

Revue analytique 2009-2010

En 2010, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank s'élève à 5,2 Mrds Dh, enregistrant ainsi une progression de 7,0% par rapport à l'exercice 2009. Cette situation résulte essentiellement d'une évolution du PNB plus importante que celle des charges d'exploitation.

Au cours de cet exercice, le résultat des opérations sur immobilisations financières s'est établi à 2,3 Mdh en 2010 contre 598,4 Mdh en 2009. Ce repli s'explique par la non récurrence des plus values réaliseés en 2009 sur Wafasalaf.

Pour leur part, les autres produits d'exploitation non bancaire ont affiché un retrait de 38,1% (-22,4 Mdh) par rapport à 2009. S'agissant d'opérations non bancaires, ces produits fluctuent d'une année à une autre (de part leur nature).

Par ailleurs, le résultat courant affiche une progression de 1,5% à près de 4,4 Mrds Dh. Cette évolution tient compte d'une croissance significative (+89,3%) des dotations nettes des reprises aux provisions, qui s'explique essentiellement par les deux éléments suivants :

- l'augmentation des encours de crédit de 5,5% à près de 168,4 Mdh à fin 2010 ;
- les dotations aux provisions relatives à l'exercice 2009 étaient assez faibles en raison d'une importante amélioration du coût du risque du Groupe.

Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions [76] s'établit à 80,1% en 2010.

I.1.5. Résultat net

Le résultat net évolue, comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Résultat courant	**4 289**	**4 353**	**4 629**	**1,5%**	**6,3%**
Résultat non courant	**-39**	**-8**	**-25**	**-79,5%**	**>100,0%**
Impôt sur les résultats	1 453	1 339	1 450	**-7,9%**	**8,3%**
Résultat net	**2 797**	**3 007**	**3 155**	**7,5%**	**4,9%**

Mdh – Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le résultat net s'est inscrit en hausse de 4,9% pour s'établir à près de 3,2 Mrds Dh. Cette progression tient compte de la croissance du résultat courant de 6,3% à près de 4,6 Mrds Dh qui demeure impacté par un résultat non courant négatif de 25 Mdh à fin 2011.

Au titre de cet exercice, le résultat non courant a affiché une baisse de près de 17 Mdh comparativement à l'exercice précédent. Ce recul est dû à une augmentation des charges non courantes de 16 Mdh conjugué à une baisse de 76,5% (-1 Mdh) des produits non courants.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, le résultat net affiche une progression de 7,5% à près de 3,0 Mrds Dh. Cette évolution s'explique en partie par l'amélioration du résultat courant et par l'appréciation du résultat non courant.

Le résultat non courant a energistré une amélioration de près de 31 Mdh par rapport à 2009, suite notamment à l'amélioration des produits non courants de 53,1% (+439 Kdh) conjuguée à une baisse des charges non courantes de 76,7% (-31 Mdh) par rapport à l'exercice précédent. Ces charges sont liées au complément d'assainissement post fusion intervenu en 2007 et à la régularisation de litige antérieur.

Hors plus value de Wafasalaf enregistrée au titre de l'exercice 2009, le résultat net s'accroît de 24,8% sur l'exercice 2010.

I.1.6. Rentabilité des Fonds Propres et Rentabilité des Actifs

La rentabilité financière de la banque a évolué, comme suit, au cours de la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Résultat net	2 797	3 007	3 155	7,5%	4,9%
Fonds propres	17 985	19 834	21 445	10,3%	8,1%
Total bilan	225 880	227 460	253 328	0,7%	11,4%
Return On Equity (ROE)	**18,4%**	**17,9%**	**17,2%**	**-0,5 pt**	**-0,6 pt**
Return On Assets (ROA)	**1,2%**	**1,3%**	**1,2%**	**+0,1 pt**	**-0,1 pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le ROE d'Attijariwafa bank s'élève à 17,2%, en recul de 0,6 point par rapport à 2010. Pour sa part, le ROA de la banque s'établit à 1,2% à fin 2011, soit une baisse de 0,1 point par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une croissance du total bilan (+11,4%) plus importante que celle du résultat net (+4,9%).

[76] Taux de couverture des créances en souffrance = provisions sur créances sur la clientèle / créances en souffrance brutes

Au titre de l'exercice 2010, le ROE d'Attijariwafa bank s'établit à 17,9%, en retrait de 0,5 point par rapport à 2009. Le ROA enregistre, quant à lui, une amélioration de 0,1 point par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une croissance du résultat net (+7,5%) plus importante que celle du total bilan (+0,7%).

I.2. Analyse du bilan

Le bilan agrégé de Attijariwafa bank des trois derniers exercices se présentent comme suit :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Actif	**225 880**	**227 460**	**253 328**	**0,7%**	**11,4%**
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	11 074	9 704	8 884	-12,4%	-8,5%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	37 211	29 581	29 439	-20,5%	-0,5%
Créances sur la clientèle	122 321	138 803	157 606	13,5%	13,5%
Créances acquises par affacturage	-	-	609	Ns	Ns
Titres de transaction et de placement	37 650	29 909	37 540	-20,6%	25,5%
Autres actifs	2 326	3 725	2 166	60,1%	-41,9%
Titres d'investissement	-	-	-	Ns	Ns
Titres de participation et emplois assimilés	10 631	10 859	12 190	2,1%	12,3%
Immobilisation en crédit bail et en location	302	550	696	82,1%	26,4%
Immobilisations incorporelles	1 749	1 776	1 858	1,5%	4,7%
Immobilisations corporelles	2 616	2 553	2 340	-2,4%	-8,3%
Passif	**225 880**	**227 460**	**253 328**	**0,7%**	**11,4%**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	-	Ns	Ns
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	21 833	21 922	35 639	0,4%	62,6%
Dépôts de la clientèle	154 216	157 048	165 590	1,8%	5,4%
Titres de créances émis	4 311	8 334	10 189	93,3%	22,3%
Autres passifs	18 671	10 125	9 214	-45,8%	-9,0%
Provisions pour risques et charges	745	850	880	14,0%	3,6%
Provisions réglementées	-	-	-	Ns	Ns
Dettes subordonnées	8 119	9 348	10 371	15,1%	10,9%
Fonds propres	17 985	19 834	21 445	10,3%	8,1%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

I.2.1. Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits d'Attijariwafa bank a évolué comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Créances sur les établissements de crédits et assimilés (C1)	**37 211**	**29 581**	**29 439**	**-20,5%**	**-0,5%**
A vue	6 356	3 137	5 726	-50,6%	82,5%
A terme	30 855	26 444	23 713	-14,3%	-10,3%
Créances sur la clientèle (C2)	**122 321**	**138 803**	**158 215**	**13,5%**	**14,0%**
Crédits de trésorerie et à la consommation	43 326	46 220	53 598	6,7%	16,0%
Crédits à l'équipement	34 104	42 571	49 214	24,8%	15,6%
Crédits immobiliers	40 177	45 058	50 254	12,1%	11,5%
Autres crédits	2 810	2 820	2 423	0,4%	-14,1%
Créances acquises par affacturage	-	-	608	Ns	Ns
Créances en souffrance nettes de provision	918	1 010	994	10,1%	-1,6%
Intérêts courus à recevoir	987	1 124	1 123	14,0%	-0,1%
Total crédits (C1) + (C2)	**159 532**	**168 384**	**187 654**	**5,5%**	**11,4%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank s'est inscrit en hausse de 11,4% par rapport à l'exercice 2010, à près de 187,7 Mrds Dh. Cette évolution s'explique principalement par les éléments combinés suivants :

- la quasi stagnation des créances sur les établissement de crédit et assimilés qui se sont établis à près de 29,4 Mrds Dh à fin 2011. Cette situation est liée à une progression des créances à vue de 82,5% (+2,6 Mrds Dh par rapport à 2010) à près de 5,7 Mrds Dh, conjugée à un recul des créances à terme de 10,3% (-2,7 Mrds Dh par rapport à 2010) à près de 23,7 Mrds Dh au 31 décembre 2011 ;
- l'accroissement de l'encours de créances sur la clientèle de 14,0% à près de 158,2 Mrds Dh à fin 2011. Cette évolution est due essentiellement à :
  - ✓ la hausse des crédits de trésorerie et à la consommation de 16,0% (+7,4 Mrds Dh) pour s'établir à près de 53,6 Mrds Dh à fin 2011 ;
  - ✓ l'amélioration des crédits à l'équipement de 15,6% (+6,6 Mrds Dh) à près de 49,2 Mrds Dh à fin 2011 ;
  - ✓ l'augmentation de l'encours des crédits immobiliers de 11,5% (+5,2 Mrds Dh) pour atteindre 50,3 Mrds Dh à fin 2011.

Revue analytique 2009-2010

En 2010, l'encours des crédits d'Attijariwafa bank s'établit à 168,4 Mrds Dh, soit une progression de 5,5%, par rapport à fin 2009. Cette évolution s'explique principalement par les éléments conjugués suivants :

- l'amélioration de l'encours de créances sur la clientèle de 13,5% (+16,5 Mrds Dh) pour s'établir à 138,8 Mrds Dh à fin 2010. cette évolution est essentiellement dûe à :
  - ✓ la croissance des crédits à l'équipement de 24,8% (+8,5 Mrds Dh) pour atteindre 42,6 Mrds Dh à fin 2010 ;
  - ✓ l'amélioration des crédits immobiliers de 12,1% (+4,9 Mrds Dh) pour s'établir à près de 45,1 Mrds Dh à fin 2010 ;

- ✓ l'augmentation de 6,7% des crédits de trésorerie et à la consommation, dont l'encours à fin 2010 s'élève à 46,2 Mrds Dh.

- le repli de 20,5% des créances sur les établissements de crédit et assimilés, suite à un recul enregistré aussi bien au niveau des créances à vue, dont l'encours a été divisé par deux entre 2010 et 2009, qu'au niveau des créances à terme (-14,3% à 26,4 Mrds Dh à fin 2010). Ainsi, la baisse de l'encours de ces créance s'élève à près de 8 Mrds Dh, dont 4 Mrds dh de change à terme et près de 3 Mrds Dh sur les encours des sociétés de financement.

Les crédits de trésorerie et à la consommation représentent en moyenne 34,8% du total des crédits à la clientèle de la banque. A fin 2011, leur part dans la structure de ce dernier a baissé de 1,5 point pour s'établir à 34,5%.

Au titre de la même période, la part des crédits à l'équipement a enregistré une progression de 3,3 points pour s'établir à 31,7% à fin 2011.

	2009	2010	2011
Crédits de trésorerie et à la consommation	36,0%	33,8%	34,5%
Crédits à l'équipement	28,3%	31,1%	31,7%
Crédits immobiliers	33,4%	33,0%	32,3%
Autres crédits	2,3%	2,1%	1,6%
Total crédits*	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Hors compris les créances en souffrance et les intérêts courus à recevoir

Dépôts

L'encours des dettes d'Attijariwafa bank a évolué comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dettes envers les établissements de crédit (D1)	**21 833**	**21 922**	**35 639**	**0,4%**	**62,6%**
A vue	3 280	7 077	7 589	>100,0%	7,2%
A terme	18 553	14 845	28 050	-20,0%	89,0%
Dettes envers la clientèle (D2)	**154 216**	**157 048**	**165 590**	**1,8%**	**5,4%**
Comptes à vue créditeurs	84 353	91 123	99 841	8,0%	9,6%
Comptes d'épargne	17 655	18 820	20 568	6,6%	9,3%
Dépôts à terme	44 402	39 113	38 113	-11,9%	-2,6%
Autres comptes créditeurs	6 940	7 190	6 298	3,6%	-12,4%
Intérêts courus à payer	867	804	771	-7,3%	-4,0%
Total dettes (D1+D2)	**176 049**	**178 970**	**201 229**	**1,7%**	**12,4%**

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les dépôts de la clientèle ont atteint 165,6 Mrds Dh, en hausse de 5,4% par rapport à fin 2010, principalement sous l'effet de :

- la hausse de 9,6% (+8,7 Mrds Dh) des comptes à vue créditeurs à près de 99,8 Mrds Dh à fin 2011 ;
- la progression de 9,3% (+1,7 Mrd Dh) des comptes d'épargne pour atteindre 20,6 Mrds Dh au 31 décembre 2011 ;
- la baisse des dépôts à terme et des autres comptes débiteurs de 2,6% (-1,0 Mrds Dh) et 12,4% (-0,9 Mrd Dh) respectivement. Les encours respectifs s'élèvent à près de 38,1 Mrds et 6,3Mrds Dh à fin 2011.

Par ailleurs, l'encours des dettes envers les établissements de crédit a enregistré une hausse de 62,6%, pour atteindre 35,6 Mrds Dh à fin 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par une progression de 89,0% (+13,2 Mrds Dh) des dépôts à terme et de 7,2% (0,5 Mrds Dh) des dépôts à vue, en raison

principalement de l'augmentation des valeurs en pension (financement de l'activité de la banque) de 11,6 milliards de dirhams par rapport à 2010.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, les dépôts de la clientèle ont atteint près de 157,0 Mrds Dh, en croissance de 1,8% comparativement à 2009. Cette évolution s'explique principalement par les effets conjugués suivants :

- la progression de 8,0% (+6,8 Mrds Dh) des comptes à vue créditeurs à près de 91,1 Mrds Dh au 31 décembre 2010 ;
- l'augmentation des comptes d'épargne de 6,6% pour s'établir à 18,8 Mrds Dh à fin 2010 ;
- le repli des dépôts à terme, dont l'encours s'élève à 39,1 Mrds Dh à fin 2010 contre 44,4 Mrds Dh en 2009, soit un recul de 11,9% sur l'exercice. Cette baisse s'explique essentiellement par une politique très stricte en matière de rémunération des DAT clientèle defaçon particulière et par l'optimisation des coûts des ressources de façon générale.

Par ailleurs, en 2010, l'encours des dettes envers les établissements de crédit s'est inscrit en legère hausse de 0,4%, pour atteindre 21,9 Mrds Dh. En effet, l'encours des dépôts à vue a été multiplié par deux entre 2010 et 2009, permettant ainsi de compenser la baisse des dépôts à terme, dont l'encours a reculé de 20,0% (-3,7 Mrds Dh) au titre de la même période.

La structure des dépôts est marquée par une prédominance des comptes à vue créditeurs qui représentent, cumulativement, une moyenne de 57,7% sur la période étudiée.

	2009	2010	2011
Comptes à vue créditeurs*	54,7%	58,0%	60,3%
Comptes d'épargne	11,4%	12,0%	12,4%
Dépôts à terme	28,8%	24,9%	23,0%
Autres comptes créditeurs*	4,5%	4,6%	3,8%
Intérêts courus à payer	0,6%	0,5%	0,5%
Total dépôts	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Dépôts non rémunérés ** Y compris les intérêts courus à payer

Ratio de transformation de la banque

Au titre de l'exercice 2010, le taux de transformation d'Attijariwafa bank s'est amélioré de 9,2 points pour s'établir à 91,0%, ce qui dénote une meilleure distribution des crédits.

Cette tendance s'est poursuivie en 2011 avec un taux de transformation de 98,2%, en progression de 7,2 points par rapport à l'exercice précédent.

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Encours crédits bruts *	126 040	142 865	162 548	13,3%	13,8%
Encours dépôts	154 216	157 048	165 590	1,8%	5,4%
Encours crédits / Encours dépôts	**81,7%**	**91,0%**	**98,2%**	**+9,2 pts**	**+7,2 pts**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

Structure des Ressources externes d'Attijariwafa bank

Les ressources externes d'Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Fonds propres & assimilés dont :	**26 104**	**29 181**	**31 816**	**11,8%**	**9,0%**
Dettes subordonnées	8 119	9 348	10 371	15,1%	10,9%
Capital	1 930	1 930	1 930	0,0%	0,0%
Réserves et primes liées au capital	13 263	14 896	16 358	12,3%	9,8%
Résultat net de l'exercice	2 797	3 007	3 155	7,5%	4,9%
Report à nouveau	-5	1	1	Ns	64,7%
Ressources	**180 360**	**187 304**	**211 419**	**3,8%**	**12,9%**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-	-	Ns	Ns
Etablissements de crédit	21 833	21 922	35 639	0,4%	62,6%
Comptes à vue	*3 280*	*7 077*	*7 589*	*>100,0%*	*7,2%*
Emprunts trésorerie à terme	*18 553*	*14 845*	*28 050*	*-20,0%*	*89,0%*
Clientèle	154 216	157 048	165 590	1,8%	5,4%
Titres de créances émis	4 311	8 334	10 189	93,3%	22,3%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les fonds propres et assimilés de la banque enregistrent une progression de 9,0% par rapport à l'exercice précédent, pour atteindre près de 31,8 Mdh. Cette évolution s'explique principalement par l'émission d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 1 Mrd Dh et par l'augmentation des reserves et primes liées au capital de 9,8% (+1,5 Mrd Dh) à près de 16,4 Mrds Dh à fin 2011 (affectation d'une partie du résultat net de l'exercice 2010 en reserves).

Les dépôts de la clientèle représentent 78,3% des ressources externes de la banque à fin 2011.

Les dettes envers les établissements de crédit, pour leur part, représentent 16,9% des ressources externes de la banque au titre du même exercice. Les emprunts trésorerie à terme, qui constituent 78,7% des dettes envers les établissements de crédit, ont presque doublé en 2011 avec un encours de près de 28,1 Mrds Dh contre 14,8 Mrds Dh en 2010.

Les titres de créances émis, dont la contribution aux ressources externes d'Attijariwafa bank a été multiplié par 2 entre 2009 et 2011, se sont établis à 10,2 Mrds Dh, en hausse de 22,3% par rapport à l'exercice précédent.

Revue analytique 2009-2010

En 2010, les fonds propres et assimilés de la banque ont atteint 29,2 Mrds Dh, enregistrant ainsi une progression de 11,8% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique principalement par l'émission d'un emprunt obligataire subordonné, en juin 2010, d'un montant total de 1,2 Mrd Dh et aussi par l'incorporation du résultat net 2009 en réserves.

Les dépôts de la clientèle représentent 83,8% des ressources externes de la banque à fin 2010.

Les dettes envers les établissements de crédit représentent 11,7% des ressources externes de la banque. Près de 67,7% de l'encours de ces dettes correspond à des emprunts de trésorerie à terme.

Pour sa part, le montant des titres de créances émis a été multiplié par deux entre 2010 et 2009, pour s'établir à 8,3 Mrds Dh.

I.2.2. Maîtrise des risques – Ratio de solvabilité

Répartition des créances en souffrance nettes des provisions

L'évolution des créances en souffrance nettes des provisions d'Attijariwafa bank se présente comme suit, au cours des trois derniers exercices :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Créances pré-douteuses	-	-	-	Ns	Ns
Créances douteuses	-	-	-	Ns	Ns
Créances compromises	918	1 010	994	10,1%	-1,6%
Total	**918**	**1 010**	**994**	**10,1%**	**-1,6%**

Mdh – Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Conformément à la réglementation en vigueur, les créances en souffrance sur la clientèle sont classées selon leur degré de risque, en trois catégories, en créances pré-douteuses, en créances douteuses et en créances compromises. Attijariwafa bank procède à cette classification des créances en souffrance depuis l'exercice 2004 et conformément à la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib. Les provisions correspondantes doivent être constatées, déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100% respectivement.

Revue analytique 2010-2011

L'exercice 2011 a été marqué par une amélioration du profil de risque du portefeuille de prêt d'Attijariwafa bank. En effet, les créances en souffrance nettes de provisions ont affiché une baisse de 1,6% (-16 Mdh) pour s'établir à près de 994 Mdh.

Les provisions sur créances sur la clientèle s'élèvent 4,3 Mrds Dh à fin 2011, soit un taux de provisionnement de 81,3%.

Revue analytique 2009-2010

Les créances en souffrance s'établissent à 5,1 Mrds Dh à fin 2010. Les provisions pour créances en souffrance se fixent à 4,1 Mrds Dh, soit un taux de couverture de 80,1% au titre de l'exercice 2010.

L'encours des créances en souffrance nettes des provisions ressort à près de 1,0 Mrd Dh à fin 2010, en progression de 10,1% par rapport à 2009.

Ratios de maîtrise des risques

Le niveau des ratios de maîtrise des risques en vigueur s'établit comme suit :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Provisions					
Provisions (décaissement)	3 719	4 062	4 334	9,2%	6,7%
Provisions (décaissement et signature)	3 849	4 185	4 412	8,7%	5,4%
Créances en souffrance (brut)					
Créances en souffrance (décaissement)	4 637	5 072	5 327	9,4%	5,0%
Créances en souffrance (décaissement et signature)	5 119	5 585	5 847	9,1%	4,7%
Encours de crédits bruts					
Crédit par décaissement	126 040	142 865	162 548	13,3%	13,8%
Crédit par décaissement et par signature	167 901	186 345	201 224	11,0%	12,8%
Taux de couverture					
Taux de couverture (décaissement)	80,2%	80,1%	81,3%	-0,1 pt	+1,3 pt
Taux de couverture (décaissement et signature)	75,2%	74,9%	75,5%	-0,3 pt	-0,5 pt
Taux de contentieux					
Taux de contentieux (décaissement)	3,7%	3,6%	3,3%	-0,1 pt	-0,3 pt
Taux de contentieux (décaissement et signature)	3,0%	3,0%	2,8%	-0,1 pt	-0,2 pt
Taux de contentieux du secteur *	4,7%	4,5%	4,7%	0,0 pt	0,2 pt

Mdh - Source Attijariwafa bank – Comptes agrégés * source : GPBM

(1) Provisions sur créances en souffrance/Créances en souffrance
(2) Créances en souffrance/Encours brut de crédit
(3) Taux de contentieux du secteur = créances en souffrance brutes/créances clients

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le taux de contentieux (décaissement et signature) d'Attijariwafa bank s'établit à 2,8%, en baise de 0,2 point par rapport à l'exercice précédent. Ainsi, ce taux demeure inférieur à celui du secteur bancaire (Banques commerciales hors CAM et CIH) qui s'établit à 4,7%.

A noter que le taux de contentieux (décaissement) enregistre également une baisse de 0,3 point à 3,3%.

Le taux de couverture des créances en souffrance de la banque, pour sa part, a enregistré une progression de 1,2 point à 81,3%, contre 80,1% en 2010, sous l'effet de l'augmentation des provisions de 6,7% conjuguée à l'accroissement des créances en souffrance de 5,0% en 2011.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, le taux de contentieux d'Attijariwafa bank s'est stabilisé à un niveau identique à celui enregistré en 2009 et s'élève à 3,0%. Pour sa part, le taux de contentieux du secteur bancaire (Banques commerciales hors CAM et CIH) a enregistré une amélioration de 0,2 point pour se stabiliser à 4,5% à fin 2010.

Le taux de couverture des créances en souffrance de la banque s'est établi à 80,1% à fin 2010, en stagnation par rapport à 2009.

Les dotations et reprises de provisions relatives aux créances en souffrance, y compris les pertes nettes sur créances irrécouvrables, ont évolué comme suit :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dotations aux provisions	1 429	1 530	1 842	7,1%	20,4%
Reprises de provisions	1 060	833	905	-21,4%	8,7%
Dotations nettes aux provisions (1)	**368**	**697**	**937**	**89,2%**	**34,5%**
Encours brut de crédit* (2)	126 040	142 865	162 548	**13,3%**	**13,8%**
Charge de risque nette (1) / (2)	**0,29%**	**0,49%**	**0,58%**	**0,20 pt**	**0,09 pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés * Créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, la charge de risque nette s'est inscrite en légère augmentation (+0,09 point) à 0,58%, contre 0,49% au titre de l'exercice précédent. Cette évolution résulte principalement d'une progression des dotations aux provisions (+20,4%) plus importante que celle des reprises de provisions constatées au cours de l'exercice (+8,7%).

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, la charge de risque nette a enregistré une hausse de 0,20 point, pour s'établir à 0,49%, en raison de l'augmentation des dotations aux provisions pour créances en souffrance (+7,1%) et de la baisse des reprises de provisions (-21,4%).

Il y a lieu de rappeler que la charge de risque nette de 2010, qui a été impactée par une conjoncture économique défavorable, est à comparer à celle relative à l'exercice 2008, dans la mesure où l'exercice 2009 a enregistré une importante amélioration du coût du risque.

Ratios de solvabilité

Le tableau ci-dessous présente le ratio de solvabilité d'Attijariwafa bank au titre de la période 2009-2011 :

	2009	2010	2011 *	Var. 10/09	Var. 11/10
Fonds propres réglementaires - Mdh (1)	16 290	18 150	18 566	11,4%	2,3%
Risques pondérés - Mdh (2)	158 020	167 759	184 285	6,2%	9,9%
Ratio de solvabilité (1) / (2)	**10,31%**	**10,82%**	**10,07%**	**+0,5 pt**	**-0,7 pt**

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés - * Le ratio de solvabilité de l'exercice 2011 est en attente de validation par Bank Al-Maghrib

A fin décembre 2011, le ratio de solvabilité[77] d'Attijariwafa bank, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, s'établit à 10,07% contre 10,82% au 31 décembre 2010.

En 2010, le ratio de solvabilité de la banque s'est établi à 10,82%, contre 10,31% en 2009, soit une amélioration de 0,5 point. Ce niveau demeure supérieur à celui du ratio de solvabilité réglementaire qui est de 10%. Cette évolution du ratio de solvabilité s'explique principalement par l'amélioration des fonds propres reglementaires de la banque (+11,4%), en raison notamment de la prise en compte d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 1,2 milliards de dirhams.

[77] Correspond au rapport entre les fonds propres nets et les engagements pondérés de la banque.

I.3. Analyse du hors bilan

Les engagements hors bilan d'Attijariwafa bank ont évolué comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Engagements donnés	**41 730**	**43 357**	**47 597**	**3,9%**	**9,8%**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédits et assimilés	1	0,5	1	-56,0%	>100,0%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	13 512	14 380	12 177	6,4%	-15,3%
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5 756	4 933	7 361	-14,3%	49,2%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	22 461	24 044	28 058	7,0%	16,7%
Titres achetés à réméré	-	-	-	Ns	Ns
Autres titres à livrer	-	-	-	Ns	Ns
Engagement reçus	**15 557**	**15 255**	**15 158**	**-1,9%**	**-0,6%**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-	267	Ns	Ns
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	15 475	15 189	14 832	-1,8%	-2,3%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	82	66	59	-19,4%	-11,0%
Titres vendus à réméré	-	-	-	Ns	Ns
Autres titres à recevoir	-	-	-	Ns	Ns

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les engagements donnés par la banque ont atteint 47,6 Mrds Dh, enregistrant un accroissement de 9,8% par rapport à fin décembre 2010. Cette évolution résulte principalement des éléments conjugués suivants :

- le recul des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle de 15,3% (-2,2 Mrds Dh) à près de 12,2 Mrds Dh, suite à la contraction de la demande ;
- l'augmentation des engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés de 49,2% (+2,4 Mrds Dh) à près de 7,4 Mrds Dh ;
- la progression des engagements de garantie d'ordre de la clientèle de 16,7%(+4,0 Mrds Dh) pour s'établir à près de 28,1 Mrds Dh à fin 2011.

Les engagements reçus se sont quant à eux établis à près de 15,2 Mrds Dh à fin 2011, contre près de 15,3 Mrds Dh au 31 décembre 2010, enregistrant ainsi un recul de 0,6%, suite à la baisse des engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés (-2,3%).

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, les engagements donnés par la banque ont atteint 43,4 Mrds Dh, enregistrant une évolution de 5,1% comparativement à 2009. Cette progression résulte principalement de éléments conjugués suivants :

- la hausse des engagements de garantie d'ordre de la clientèle de 7,0% (+1,6 Mrds Dh) par rapport à l'exercice précédent ;
- la hausse des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle de 6,4% (+869 Mdh) à près de 14,4 Mrds Dh à fin 2010 ;
- le repli des engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés de 14,3% pour s'établir à 4,9 Mrds Dh à fin 2010.

Les engagements reçus ont affiché un leger retrait de 1,9% à près de 15,2 Mrds Dh à fin 2010, en lien avec le repli des engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés (-1,8%).

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie sur la période 2009-2011 :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Résultat avant impôts	**4 250**	**4 345**	**4 605**	**2,2%**	**6,0%**
+ Produits d'exploitation bancaire perçus	11 364	12 446	13 183	9,5%	5,9%
+ Récupérations sur créances amorties	112	73	74	-35,2%	1,9%
+ Produits d'exploitation non bancaire perçus	54	65	32	20,5%	-51,5%
- Charges d'exploitation bancaire versées	-5 005	-5 450	-5 751	8,9%	5,5%
- Charges d'exploitation non bancaire versées	-	-33	-	Na	Na
- Charges générales d'exploitation versées	-2 504	-2 700	-2 928	7,8%	8,4%
- Impôts sur les résultats versés	-1 453	-1 339	-1 450	-7,9%	8,3%
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**2 569**	**3 062**	**3 161**	**19,2%**	**3,2%**
+/- Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-912	7 630	141	Na	-98,2%
+/- Créances sur la clientèle	-13 107	-16 482	-19 412	25,7%	17,8%
+/-Titres de transaction et de placement	-7 555	7 741	-7 632	Na	Na
+/-Autres actifs	725	-1 399	1 559	Na	Na
+/- Immobilisations données en crédit-bail et en location	31	-248	-145	Na	-41,4%
+/- Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 155	89	13 717	-95,9%	>100,0%
+/- Dépôts de la clientèle	3 062	2 832	8 542	-7,5%	>100,0%
+/- Titres de créance émis	978	4 023	1 855	>100,0%	-53,9%
+/- Autres passifs	10 808	-8 546	-910	Na	-89,3%
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**-3 816**	**-4 360**	**-2 284**	**14,3%**	**-47,6%**
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	**-1 247**	**-1 297**	**877**	**4,1%**	**Na**
+ Produit des cessions d'immobilisations financières	1 535	95	-	-93,8%	-100,0%
+ Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	18	-	174	-100,0%	Na
- Acquisition d'immobilisations financières	-3 532	-292	-1 301	-91,7%	>100,0%
- Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-525	-378	-468	-28,0%	23,8%
+ Intérêts perçus	-	-	-	Ns	Ns
+ Dividendes perçus	563	855	886	51,8%	3,6%
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**-1 941**	**281**	**-709**	**Na**	**Na**
+ Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-	-	Ns	Ns
+ Emission de dettes subordonnées	2 000	1 200	1 000	-40,0%	-16,7%
+ Emission d'actions	-	-	-	Ns	Ns
- Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-	-	Ns	Ns
- Intérêts versés	-300	-395	-445	31,8%	12,5%
- Dividendes versés	-965	-1 158	-1 544	20,0%	33,3%
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**735**	**-353**	**-989**	**Na**	**>100,0%**
Variation nette de la trésorerie	**-2 452**	**-1 369**	**-821**	**-44,2%**	**-40,1%**
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	**13 526**	**11 074**	**9 704**	**-18,1%**	**-12,4%**
Trésorerie à la clôture de l'exercice	**11 074**	**9 704**	**8 884**	**-12,4%**	**-8,5%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Revue analytique 2010-2011

Activités opérationnelles

- Les flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 877 Mdh en 2011 contre -1 297 Mdh pour l'exercice précédent, soit une augmentation de près de 2,2 Mrds Dh sur la période. Cette évolution provient de l'accroissement aussi bien des flux de trésorerie nets provenant du compte de produit et charges (+99 Mdh) que du solde des variations des actifs et passifs d'exploitation (+2,1 Mrds Dh).

  L'amélioration des flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges de 3,2% en 2011, est liée à une augmentation des produits d'exploitation bancaire perçus (+5,9% soit +737 Mdh par rapport à 2010) plus rapide que celle des charges d'exploitation bancaires versées et des charges générales d'exploitation versées, qui ont affiché des progressions respectives de 5,5% (+300 Mdh) et 8,4% (+228 Mdh) sur la période.

  Pour sa part, le solde des variations des actifs et passifs d'exploitation s'est accru de près de 2,1 Mrds Dh par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution résulte principalement de l'amélioration de l'encours des dettes envers les établissements de crédit et assimilés et de l'encours des dépôts de la clientèle de +13,6 Mrds Dh et +5,7 Mrds Dh, permettant ainsi de compenser le repli de l'encours des créances sur les établissements de crédit et assimilés (-7,5 Mrds) et des titres de transaction et de placement (-15,4 Mrds Dh).

Activités d'investissement

- Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement présentent un solde de -709 Mdh en 2011, contre 281 Mdh pour l'exercice précédent. Cette évolution s'explique principalement par des acquisitions d'immobilisations financières réalisées en 2011 pour un montant de 1 301 Mdh, dont notamment :
  - une prise de participation complémentaire de 16,3% dans le capital de la société ANDALUCARTAGE, portant ainsi le taux de participation à 100%.
  - une prise de participation de 51% dans le capital social de la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun) ;
  - une prise de participation complémentaire de 50% dans le capital d'Attijari International Bank – Bank Offshore (AIB Offshore), portant ainsi le taux de participation à 100% ;
  - création d'Attijariwafa bank Middle East Limited détenue à 100%.

Activités de financement

Les flux liés aux activités de financement se sont établis à -989 Mdh en 2011, contre -353 Mdh en 2010. Ce recul s'explique par le versement de 1,5 Mrd Dh de dividendes (soit 386 Mdh de plus qu'en 2010) conjugué à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné en juin 2011 pour montant de 1 Mrd Dh.

Revue analytique 2009-2010

Activités opérationnelles

- Les flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à -1 197 Mdh à fin 2010, en baisse de 4,0% par rapport à 2009. cette situation s'explique par une évolution des flux de trésorerie provenant du compte de produits et charges (+493 Mdh) qui a été atténuée par la régression du solde des variations des actifs et passifs d'exploitation (-544 Mdh). En effet, la croissance de dépôts de la clientèle ont enregistré un ralentissement en 2010, suite à la baisse du rythme des dépôts sur le marché dans sa globalité. De même, pour AWB la baisse a concerné seulement les DAT en raison de sa politique rigoureuse en matière de politique de taux.
  Par ailleurs, la variation des autres passifs concerne essentiellement la variation des titres empruntés.

Activités d'investissement

- Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement s'élèvent à 281 Mdh en 2010 contre -1 941 Mdh pour l'exercice précédent.

  Cette évolution s'explique principalement par la non récurrence des produits de cession et des acquisitions d'immobilisations financières réalisées en 2009.

Activités de financement

- Les flux liés aux activités de financement se sont établis à -353 Mdh en 2010, contre 735 Mdh en 2009. Ce recul s'explique essentiellement par la baisse de 40,0% des émissions de dettes subordonnées, dont le montant s'élève à 1 200 Mdh en 2010 contre 2 000 Mdh pour l'exercice précédent.

II. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS

Depuis 2007, le Groupe Attijariwafa bank publie ses comptes consolidés aux normes IAS/IFRS. Ces normes ont été mises en place une année avant l'échéance annoncée par Bank Al-Maghrib aux établissements de crédit.

Avertissement :

La consolidation des comptes a été effectuée selon les normes IAS-IFRS pour les exercices clos aux 31 décembre 2009, 2010 et 2011.

Les comptes consolidés des exercices clos au 31 décembre 2009, 2010 et 2011 ont été certifiés par les commissaires aux comptes.

II.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2011

	Secteur d'activité	(A)	(B)	(C)	(D)	Pays	Méthode	% contrôle	% intérêts
Attijariwafa bank *	Banque					Maroc	Top		
Attijariwafa Europe	Banque					France	IG	100,00%	100,00%
Attijari International Bank	Banque					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest						Sénégal	IG	83,07%	51,93%
Attijari bank Tunisie	Banque					Tunisie	IG	54,56%	54,56%
La Banque Internationale pour le Mali	Banque					Mali	IG	51,00%	51,00%
Crédit du Sénégal	Banque					Sénégal	IG	95,00%	95,00%
Union Gabonaise de Banque	Banque					Gabon	IG	58,71%	58,71%
Crédit du Congo	Banque					Congo	IG	91,00%	91,00%
Société Ivoirienne de Banque	Banque					Côte d'Ivoire	IG	51,00%	51,00%
Société Commercial de Banque Cameroun	Banque			(1)		Cameroun	IG	51,00%	51,00%
Attijariwafa Mauritanie	Banque		(1)		(3)	Mauritanie	IG	80,00%	53,60%
Wafasalaf	Crédit à la consommation					Maroc	IG	50,91%	50,91%
Wafabail	Leasing					Maroc	IG	97,83%	97,83%
Wafa Immobilier	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari immobilier	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari Factoring Maroc	Affacturage					Maroc	IG	75,00%	75,00%
Wafa Cash	Activités cash					Maroc	IG	99,85%	99,85%
Wafa LLD	Location Longue Durée					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Attijari Finances Corp.	Banque d'affaires					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Wafa Gestion	Gestion d'actifs					Maroc	IG	66,00%	66,00%
Attijari Intermédiation	Intermédiation boursière					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Finanziaria Spa	Société financière				(5)	Italie			
FCP Sécurité	OPCVM dédié					Maroc	IG	79,29%	79,29%
FCP Optimisation	OPCVM dédié					Maroc	IG	79,29%	79,29%
FCP Stratégie	OPCVM dédié					Maroc	IG	79,29%	79,29%
FCP Expansion	OPCVM dédié					Maroc	IG	79,29%	79,29%
FCP Fructi Valeurs	OPCVM dédié					Maroc	IG	79,29%	79,29%
Wafa Assurance	Assurance					Maroc	IG	79,29%	79,29%
BCM Corporation	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Wafa Corp	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
OGM	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Andalucarthage	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
Kasovi	Holding					Iles vierges britanniques	IG	50,00%	50,00%
SAF	Holding					France	IG	99,82%	49,98%
FILAF	Holding					Sénégal	IG	100,00%	50,00%
CAFIN	Holding					Sénégal	IG	100,00%	100,00%
Attijari Afrique Participations	Holding		(1)		(3)	France	IG	100,00%	100,00%
Attijari Maroco-Mauritanie	Holding		(1)		(3)	France	IG	67,00%	67,00%
Moussafir Hôtels	Hôtellerie					Maroc	MEE	33,34%	33,34%
Attijari SICAR**	Capital risque					Tunisie	IG	67,23%	36,68%
PANORAMA	Société immobilière					Maroc	IG	79,29%	79,29%

Source : Attijariwafa bank (*) société consolidante (**) filiale contrôlée via Attijaribank Tunisie qui détient 67% des parts

IG : Intégration globale - MEE : Mise en équivalence

(A) Mouvements intervenus au premier semestre 2010
(B) Mouvements intervenus au second semestre 2010
(C) Mouvements intervenus au premier semestre 2011
(D) Mouvements intervenus au second semestre 2011

1- Acquisition	7- Changement de méthode – Intégration proportionnelle à intégration globale
2- Création, franchissement de seuil	8- Changement de méthode – Intégration globale à mise en équivalence
3- Entrée de périmètre IFRS	9- Changement de méthode – Mise en équivalence à intégration globale
4- Cession	10- Changement de méthode – Intégration globale à intégration proportionnelle
5- Déconsolidation	11- Changement de méthode – Mise en équivalence à intégration proportionnelle
6- Fusion entre entités consolidées	12- Reconsolidation

Mouvements relatifs aux exercices 2009, 2010 et 2011

	Entreprises entrées	Entreprises sorties
2009	Crédit du Sénégal Union Gabonaise de Banque Crédit du Congo Société Ivoirienne de Banque	
2010	Attijariwafa Mauritanie Attijari Afrique Participations Attijari Maroco-Mauritanie	
2011	Société Commercial de Banque Cameroun Société Andalucarthage AIB Offshore Attijari Meadle East Limited	Finanziaria Spa

Source : Attijariwafa bank

II.2. Présentation du compte de résultat consolidé IFRS

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Intérêts et produits assimilés	12 298	14 076	15 479	14,5%	10,0%
Intérêts et charges assimilés	4 930	5 177	5 714	5,0%	10,4%
Marge d'intérêt	**7 369**	**8 899**	**9 765**	**20,8%**	**9,7%**
Commissions perçues	2 407	3 113	3 474	29,3%	11,6%
Commissions servies	204	235	314	15,2%	33,9%
Marge sur commissions	**2 204**	**2 878**	**3 159**	**30,6%**	**9,8%**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 510	1 802	1 459	19,3%	-19,0%
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1 557	777	928	-50,1%	19,4%
Résultat des activités de marché	**3 067**	**2 579**	**2 387**	**-15,9%**	**-7,4%**
Produits des autres activités	4 338	4 584	5 468	5,7%	19,3%
Charges des autres activités	3 722	4 274	4 897	14,8%	14,6%
Produit net bancaire	**13 255**	**14 667**	**15 882**	**10,6%**	**8,3%**
Charges générales d'exploitation	4 763	5 705	6 404	19,8%	12,3%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	642	717	798	11,6%	11,3%
Résultat brut d'exploitation	**7 850**	**8 244**	**8 680**	**5,0%**	**5,3%**
Coût du risque	-988	-1 218	-750	23,3%	-38,5%
Résultat d'exploitation	**6 862**	**7 026**	**7 930**	**2,4%**	**12,9%**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	12	18	16	46,5%	-11,3%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-6	3	1	Ns	-73,8%
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	0	Ns	Ns
Résultat avant impôts	**6 868**	**7 047**	**7 947**	**2,6%**	**12,8%**
Impôts sur les bénéfices	2 277	2 302	2 645	1,1%	14,9%
Résultat net	**4 591**	**4 744**	**5 302**	**3,3%**	**11,8%**
Résultat hors groupe	650	642	843	-1,2%	31,4%
Résultat net part du groupe	**3 941**	**4 102**	**4 459**	**4,1%**	**8,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – comptes consolidés

II.3. Analyse du compte de résultat consolidé IFRS

II.3.1. Produits Net Bancaire

Evolution et structure du PNB

L'évolution du produit net bancaire d'Attijariwafa bank se présente comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Intérêts et produits assimilés	12 298	14 076	15 479	14,5%	10,0%
Intérêts et charges assimilées	4 930	5 177	5 714	5,0%	10,4%
Marge d'intérêt	**7 369**	**8 899**	**9 765**	**20,8%**	**9,7%**
Commissions perçues	2 407	3 113	3 474	29,3%	11,6%
Commissions servies	204	235	314	15,2%	33,9%
Marge sur commissions	**2 204**	**2 878**	**3 159**	**30,6%**	**9,8%**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 510	1 802	1 459	19,3%	-19,0%
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1 557	777	928	-50,1%	19,4%
Résultat des activités de marché	**3 067**	**2 579**	**2 387**	**-15,9%**	**-7,4%**
Produits des autres activités	4 338	4 584	5 468	5,7%	19,3%
Charges des autres activités	3 722	4 274	4 897	14,8%	14,6%
Produit net bancaire	**13 255**	**14 667**	**15 882**	**10,6%**	**8,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le produit net bancaire s'est inscrit en hausse de 8,3% par rapport à l'exercice 2010, pour s'établir à près de 15,9 Mrds Dh. Cette évolution s'explique essentiellement par les éléments conjugués suivants :

- la progression de la marge d'intérêt de 9,7% (+867 Mdh) par rapport à 2010, à près de 9,8 Mrds Dh. Cette évolution résulte principalement d'une croissance des intérêts et produits assimilés en valeur (+1,4 Mrd Dh) plus importante que celle des intérêts et charges assimilées (+537 Mdh).
  La contribution de cette marge au PNB consolidé du groupe a connu une amélioration de 0,8 points sur les trois derniers exercices, pour se situer à près de 61,5% à fin 2011 ;
- la hausse de la marge sur commissions de 9,8% (+281 Mdh) par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à près de 3,2 Mrds Dh en 2011. Elle contribue ainsi à hauteur de 19,9% à la formation du PNB consolidé, soit 0,3 point de plus qu'en 2010 ;le repli du résultat des activités de marché de 7,4% à près de 2,4 Mrds Dh au 31 décembre 2011. Cette baisse est due essentiellement au recul des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat en lien avec la baisse de la performance sur les marchés financiers ;
- l'amélioration des produits des autres activités de 19,3% (+883 Mdh) à près de 5,5 Mrds Dh en 2011 a permis de compenser l'augmentation des charges des autres activités. Ces dernières se sont accrues de 14,6% au titre de l'exercice 2011, pour atteindre près de 4,9 Mrds Dh.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, le produit net bancaire a enregistré une progression de 10,6% par rapport à 2009, pour s'établir à près de 14,7 Mrds Dh. Cette évolution résulte des effets conjugués suivants :

- la croissance de la marge d'intérêt de 20,8% (+1,5 Mrd Dh) par rapport à 2009, pour se situer à 8,9 Mrds Dh à fin 2010. La contribution de cette marge au PNB de la banque s'élève à 60,7% en 2010 contre 55,6% en 2009 ;

- la hausse de la marge sur commissions de 30,6% (+ 675 Mdh) pour s'établir à 2,9 Mrds Dh à fin 2010. Elle contribue ainsi à hauteur de 19,6% à la formation du PNB ;
- le repli du résultat des activités de marché de 15,9% à près de 2,6 Mrds Dh à fin 2010. Cette baisse s'explique essentiellement par un recul de 50,1% des gains sur actifs financiers disponibles à la vente, en raison de la non récurrence des plus values sur cession de Wafasalaf et Crédit Du Maroc constatées en 2009 ;
- la croissance des produits des autres activités (+5,7% par rapport à 2009) a été attenuée par une augmentation plus importante au niveau des charges des autres activités (+14,8%) sur la période considérée.

Evolution de la marge d'intérêt

L'évolution de la marge d'intérêt d'Attijariwafa bank se présente comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Intérêts et produits assimilés	**12 298**	**14 076**	**15 479**	**14,5%**	**10,0%**
Opérations avec la clientèle	**10 445**	**12 193**	**13 450**	**16,7%**	**10,3%**
Comptes et prêts	9 610	11 362	12 641	18,2%	11,3%
Opérations de pensions	13	1	1	-95,6%	33,1%
Opérations de location-financement	822	831	808	1,1%	-2,7%
Opérations interbancaires	**929**	**890**	**919**	**-4,2%**	**3,3%**
Comptes et prêts	921	884	916	-4,0%	3,6%
Opérations de pensions	8	6	3	-34,7%	-49,9%
Actifs disponibles à la vente	**924**	**993**	**1 111**	**7,5%**	**11,9%**
Intérêts et charges assimilés	**4 930**	**5 177**	**5 714**	**5,0%**	**10,4%**
Opérations avec la clientèle	**3 156**	**2 956**	**3 047**	**-6,3%**	**3,1%**
Comptes et emprunts	2 879	2 719	2 904	-5,6%	6,8%
Opérations de pensions	277	237	144	-14,4%	-39,4%
Opérations de location-financement	0	0	0	Ns	Ns
Opérations interbancaires	**1 079**	**1 254**	**1 344**	**16,2%**	**7,2%**
Comptes et emprunts	1 064	1 206	1 246	13,4%	3,3%
Opérations de pensions	15	48	98	>100,0%	>100,0%
Emprunts émis par le groupe	**694**	**967**	**1 322**	**39,3%**	**36,8%**
Marge d'intérêt	**7 369**	**8 899**	**9 765**	**20,8%**	**9,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, la marge d'intérêt du groupe Attijariwafa bank atteint près de 9,8 Mrds Dh contre 8,9 Mrds Dh en 2010, soit une hausse de 9,7%. Cette progression résulte essentiellement de éléments conjugués suivants :

- l'augmentation des intérêts et produits assimilés de 10,0% (+1,4 Mrds Dh) à près de 15,5 Mrds Dh, sous l'effet de l'amélioration des produits réalisés sur opérations avec la clientèle. Ces dernières se sont accrues de 10,3% (+1,3 Mrds Dh) pour s'établir à 13,5 Mrds Dh, en raison principalement de la progression de l'encours des crédits sur la clientèle de 15,1% en 2011 ;
- la hausse de 10,4% (+537 Mdh) des intérêts et charges assimilés pour s'établir à 5,7 Mrds Dh à fin 2011. Cette évolution s'explique essentiellement par :
  - ✓ l'augmentation des intérêts et charges sur emprunts émis par le groupe de 36,8% (+356 Mdh), suite essentiellement à l'accroissement de l'encours des dettes envers les établissements de crédit de 50,6% (+11,6 Mrds Dh) au titre de l'exercice 2011 ;

- ✓ la progression de 3,1% (+91 Mdh) à près de 3,0 Mrds Dh des intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle, du fait de l'amélioration de l'encours des dépôts de la clientèle de 8,6% par rapport à l'exercice précédent.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, la marge d'intérêt d'Attijariwafa bank a enregistré une progression de 20,8% (+1,5 Mrds Dh) à près de 8,9 Mrds Dh. Cette évolution s'explique par les éléments conjugués suivants :

- l'amélioration des intérêts et produits assimilés de 14,5% (+1,8 Mrds Dh) à près de 14,1 Mrds Dh. En effet, l'augmentation de l'encours des créances sur la clientèle de 12,0% en 2010, a contribué à une hausse de 16,7% (+1,8 Mrds) des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle ;
- la hausse des intérêts et charges assimilés de 5,0% (+248 Mdh) pour atteindre 5,2 Mrds Dh à fin 2010. Cette évolution, qui demeure moins importante que celle des intérêts et produits assimilés, résulte essentiellement de l'augmentation des charges d'intérêts relatives aux opérations interbanciaires (+16,2%) et aux emprunts émis par le groupe (+39,3%), attenués par un recul de 6,3% de celles relatives aux opérations avec la clientèle.

Evolution de la marge sur commissions

L'évolution de la marge sur commissions d'Attijariwafa bank se présente comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Commissions perçues	**2 407**	**3 113**	**3 474**	**29,3%**	**11,6%**
Commissions sur opérations	**1 287**	**1 709**	**1 757**	**32,7%**	**2,8%**
Dont sur opérations avec la clientèle	693	1 030	1 134	48,5%	10,2%
Prestation de services bancaires et financiers	**1 120**	**1 404**	**1 716**	**25,4%**	**22,2%**
Dont produits de gestion d'OPCVM	245	274	299	11,9%	8,9%
Dont produits sur moyen de paiement	683	794	869	16,3%	9,5%
Commissions servies	**204**	**235**	**314**	**15,2%**	**33,9%**
Commissions sur opérations	**86**	**28**	**42**	**-67,9%**	**50,1%**
Dont sur opérations avec les établs. de crédit	29	19	28	-34,9%	47,5%
Prestation de services bancaires et financiers	**117**	**207**	**273**	**76,2%**	**31,8%**
Dont charges de gestion d'OPCVM	17	17	23	2,6%	35,7%
Dont charges sur moyen de paiement	99	137	199	38,5%	44,9%
Marge sur commissions	**2 204**	**2 878**	**3 159**	**30,6%**	**9,8%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, la marge sur commissions du groupe a enregistré une hausse de 9,8% à près de 3,2 Mrds Dh. Cette évolution s'explique par les éléments conjugués suivants :

- la progression des commissions perçues de 11,6% (+360 Mdh) à près de 3,5 Mrds Dh, en raison principalement de l'amélioration des prestations de services bancaires et financiers (+22,2% soit 312 Mdh de plus qu'en 2010) et, dans une moindre mesure, l'accroissement des commissions sur opérations (+2,8% soit 48 Mdh de plus qu'en 2010). Ces dernières correspondent essentiellement à des commissions perçues sur opérations avec la clientèle ;
- l'augmentation des commissions servies de 33,9% (+80 Mdh) pour s'établir à près de 314 Mdh à fin 2011. Cette évolution résulte principalement de la progression des commissions sur prestation de services bancaires et financiers de 31,8% (+66 Mdh) à près de 273 Mdh, suite essentiellement à une hausse des charges sur moyens de paiement de 44,9% (+62 Mdh). Les commissions sur opérations se sont accrues de 50,1% (+14 Mdh) à près de 42 Mdh au 31 décembre 2011.

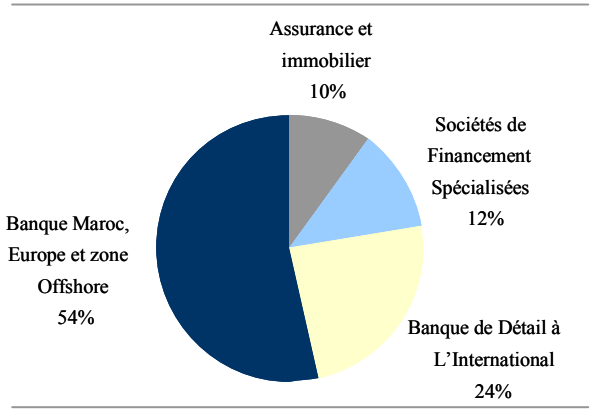
Au titre de l'exercice 2010, la marge sur commissions du groupe s'établit à 2,9 Mrds Dh, affichant ainsi une croissance de 30,6% par rapport à 2009. Cette amélioration résulte principalement des éléments conjugués suivants :

- l'accroissement des commissions perçues de 29,3% (+706 Mdh) pour atteindre près de 3,1 Mrds Dh à fin 2010 et ce, en raison d'une progression aussi bien des commissions sur opérations (+32,7% soit 421 Mdh de plus qu'en 2009), que des prestations de services bancaires et financiers (+25,4% soit 285 Mdh de plus qu'en 2009). Il y a lieu de préciser que les commissions sur opérations avec la clientèle représentent près de 60,2% des commissions sur opérations ;
- la hausse des commissions servies de 15,2% (+31 Mdh) à près de 235 Mdh. Cette évolution est liée essentiellement à la progression des commissions sur prestation de services bancaires et financiers de 76,2% (+89 Mdh) à près de 207 Mdh, conjuguée à un recul des commissions servies sur opérations de 67,9% (-59 Mdh) à près de 28 Mdh.

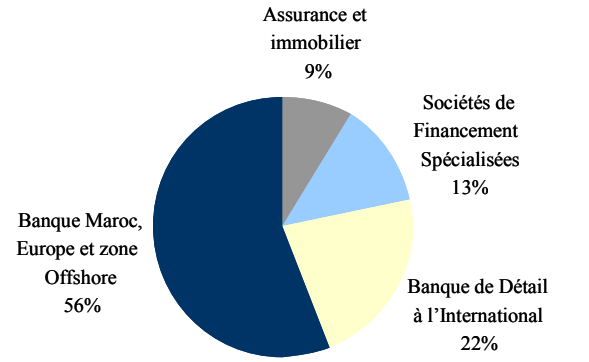
Contribution des pôles d'activité au Produit Net Bancaire

Les diagrammes suivants présentent la contribution au PNB des différents pôles d'activité d'Attijariwafa bank, au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010.

Contribution au PNB au 31 décembre 2011



Contribution au PNB au 31 décembre 2010



Source : Attijariwafa bank

L'amélioration de la contribution de la Banque de Détail à l'International au cours des deux derniers exercices (ce pôle représentait près de 15% en 2009) s'explique essentiellement par l'intégration des filiales africaines, notamment la Société Ivoirienne de Banque, Crédit du Sénégal, Crédit du Congo, UGB Gabon, Attijarwafa Mauritanie et SCB Cameroun.

Contribution des filiales au Produit Net Bancaire

Le tableau suivant présente, au titre des deux exercices précédents, la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank :

	2010	2011	Var. 11/10
Attijariwafa bank	**7 697**	**8 034**	**4,4%**
Filiales dont :	**6 970**	**7 848**	**12,6%**
Wafa Assurance et FCP	1 335	1 641	22,9%
Wafa Immobilier	205	222	8,3%
Wafa Gestion	116	123	6,0%
Attijari Bank Tunisie	995	1 083	8,8%
Wafasalaf	1 051	1 075	2,3%
CBAO Groupe Attijariwafa bank	797	751	-5,8%
Wafabail	266	281	5,6%
Wafa Cash	168	187	11,3%
Autres filiales	2 037	2 485	22,0%
Total	**14 667**	**15 882**	**8,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank - * intégration de SCB Cameroun en 2011

Coefficient d'exploitation bancaire

Le coefficient d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank évolue comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Produit net bancaire (1)	13 255	14 667	15 882	10,6%	8,3%
Charges générales d'exploitation et amortissements (2)	5 405	6 422	7 202	18,8%	12,1%
Coefficient d'exploitation (2) / (1)	**40,8%**	**43,8%**	**45,3%**	**3,0 pts**	**1,6 pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Charges générales d'exploitation

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Charges de personnel	2 338	2 807	3 288	20,1%	17,1%
Impôts et taxes	156	201	221	28,8%	10,0%
Charges externes	2 148	2 628	2 770	22,3%	5,4%
Autres charges générales d'exploitation	121	69	126	-43,0%	82,3%
Charges générales d'exploitation	**4 763**	**5 705**	**6 404**	**19,8%**	**12,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les charges générales d'exploitation se sont établies à près de 6,4 Mrds Dh, en progression de 12,3% par rapport à l'exercice 2010. Cette évolution s'explique principalement par la progression des charges externes de 5,4% (+142 Mdh) à près de 2,8 Mrd Dh. La hausse des charges générales d'exploitation fait suite également à l'augmentation des charges du personnel de 17,1% (+481 Mdh) à près de 3,3 Mrds Dh, suite notamment à la progression du réseau du Groupe.

L'augmentation des charges générales d'exploitation a aboutit à une hausse de 1,6 point du coefficient d'exploitation pour s'établir à 45,3% à fin 2011.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, le coefficient d'exploitation d'Attijariwafa bank s'est établi à 43,8%, en progression de 3,0 points par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution résulte d'une augmentation des charges générales d'exploitation plus importante que celle du PNB.

A fin 2010, les charges générales d'exploitation ont enregistré une hausse de 18,8% à près de 6,4 Mrds Dh. La hausse des charges de personnel de 20,1% (+469 Mdh) ainsi que celle des charges externes de 22,3% (+480 Mdh) par rapport à 2009, demeurent les deux principales raisons de cette évolution.

Par ailleurs, la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank aux charges générales d'exploitation, au titre des deux derniers exercices, se présente comme suit :

	2010	2011	Var. 11/10
Attijariwafa bank	**2 288**	**2 612**	**14,1%**
Filiales dont :	**3 417**	**3 792**	**11,0%**
Wafa Assurance	343	406	18,3%
Wafasalaf	473	505	6,6%
Wafabail	306	253	-17,4%
Attijariwafa Europe	198	244	23,1%
Attijari Bank Tunisie	473	533	12,8%
CBAO Groupe Attijariwafa bank	471	457	-2,9%
Société Ivoirienne de Banque	249	241	-3,2%
Union Gabonaise de Banque	216	225	4,3%
Société Commerciale de Banque Cameroun	0	215	Ns
La Banque Internationale pour le Mali	159	186	16,8%
Autres filiales	529	527	-0,4%
Total	**5 705**	**6 404**	**12,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

II.3.2. Résultat Brut d'Exploitation

Le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank évolue comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Produit net bancaire	**13 255**	**14 667**	**15 882**	**10,6%**	**8,3%**
Charges générales d'exploitation	4 763	5 705	6 404	19,8%	12,3%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	642	717	798	11,6%	11,3%
Résultat brut d'exploitation	**7 850**	**8 244**	**8 680**	**5,0%**	**5,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le résultat brut d'exploitation a affiché une progression de 5,3% à près de 8,7 Mrds Dh. Cette évolution résulte principalement d'un accroissement du PNB de 8,3% (+1,2 Mrds) conjuguée à une augmentation aussi bien des charges générales d'exploitation (+699 Mdh) que des dotations aux amortissements et aux dépréciaitions des immobilisations incorporelles et corporelles (+81 Mdh).

Revue analytique 2009-2010

A fin 2010, le résultat brut d'exploitation a enregistré une croissance de 5,0% par rapport à 2009, pour s'établir à 8,2 Mrds Dh. Cette évolution s'explique essentiellement par une amélioration du PNB de 10,6% (+1,4 Mrds Dh) conjuguée à une augmentation des charges générales d'exploitation de 19,8% (+ 942,5 Mdh) par rapoort à l'exercice précédent.

Par ailleurs, la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank au Résultat Brut d'Exploitation, au titre des deux derniers exercices, se présente comme suit :

	2010	2011	Var. 11/10
Attijariwafa bank	**4 613**	**4 665**	**1,1%**
Filiales dont :	**3 631**	**4 015**	**10,6%**
Wafa Assurance	1004	1234	22,9%
Wafasalaf	720	717	-0,5%
Wafabail	196	214	9,2%
Attijariwafa Europe	1	-9	Ns
Attijari Bank Tunisie	468	482	3,0%
CBAO Groupe Attijariwafa bank	265	226	-14,7%
Société Ivoirienne de Banque	157	180	14,5%
Union Gabonaise de Banque	180	192	6,6%
Société Commerciale de Banque Cameroun	0	108	Ns
La Banque Internationale pour le Mali	44	109	>100,0%
Autres filiales	597	562	-5,7%
Total	**8 244**	**8 680**	**5,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

II.3.3.Coût du risque

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dotations aux provisions	**-1 481**	**-1 445**	**-1 172**	**-2,4%**	**-18,9%**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 368	-1 260	-978	-7,9%	-22,4%
Provisions engagements par signature	-	-30	-16	Ns	-46,8%
Autres provisions pour risques et charges	-112	-156	-179	38,3%	14,8%
Reprises de provisions	**1 113**	**800**	**1 545**	**-28,1%**	**93,1%**
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	701	675	1 366	-3,8%	>100,0%
Reprises de provisions engagements par signature	239	7	11	-97,1%	59,7%
Reprise des autres provisions pour risques et charges	173	118	168	-31,7%	41,9%
Variation des provisions	**-621**	**-573**	**-1 123**	**-7,8%**	**96,0%**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-12	-32	-216	>100,0%	>100,0%
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-640	-593	-968	-7,3%	63,1%
Récupérations sur prêts et créances amorties	120	94	95	-21,8%	1,2%
Autres pertes	-88	-41	-33	-53,2%	-19,0%
Coût du risque	**-988**	**-1 218**	**-750**	**23,3%**	**-38,5%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le coût du risque s'établit à -750 Mdh, en baisse de 38,5% (-469 Mdh) par rapport à l'exercice précédent. Ce recul provient essentiellement des éléments conjugués suivants :

- baisse de 18,9% des dotations aux provisions (-273 Mdh), suite notamment au retrait des provisions pour dépréciation des prêts et créances (-282 Mdh) ;
- nette amélioration des reprises de provisions qui se sont établies à près de 1,5 Mrds Dh a fin 2011, soit une hausse de 93,1% (+745 Mdh) liée principalement à une progression des reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances (+691 Mdh) et des reprises des autres provisions pour risques et charges (+50 Mdh). En effet, l'année 2011 a été marquée par une normalisation de la situation institutionnelle et une reprise progressive de l'activité économique en Côte d'Ivoire et en

Tunisie et ce, après une période de crise traversée par ces deux pays en 2010. Cette amélioration de la conjoncture s'est traduite, au niveau d'Attijariwafa bank, par la reprise des provisions collectives additionnelles constatées au cours de l'exercice précédent ;

- la variation de provisions a été multipliée par deux au titre de l'exercice 2011, en raison de l'augmentation des pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées de 184 Mdh et de celles provisionnées de 375 Mdh.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, le coût du risque s'élève à -1 218 Mdh, en progression de 23,3% comparativement à 2009. Cette situation s'explique essentiellement par une baisse des reprises de provisions, notamment les reprises de provisions sur engagements par signature (-97,1%) et les reprises des autres provisions pour risques et charges (-31,7%), conjuguée à la constation de provisions collectives additionnelles sur la Tunisie et la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, au titre de l'exercice 2010, les principaux contributeurs au coût du risque par filiale sont Wafasalaf (20%), Société Ivoirienne de banque (13%), Attijari bank Tunisie (11%) et CBAO (8%).

Coût du risque

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Résultat brut d'exploitation	**7 850**	**8 244**	**8 680**	**5,0%**	**5,3%**
- Coût du risque	-988	-1 218	-750	23,3%	-38,5%
Résultat d'exploitation	**6 862**	**7 026**	**7 930**	**2,4%**	**12,9%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Les indicateurs de risques ont évolué de la manière suivante depuis 2009 :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Créances en souffrance (1)	9 972	10 943	11 630	9,7%	6,3%
Encours brut de crédit (2)	186 610	208 355	238 761	11,7%	14,6%
Provisions sur créances en souffrance (3)	7 618	8 138	8 080	6,8%	-0,7%
Coût du risque (4)	988	1 218	750	23,3%	-38,5%
Taux de contentieux (1) / (2)	**5,3%**	**5,3%**	**4,9%**	**-0,1 pt**	**-0,4 pt**
Taux de couverture (3) / (1)	**76,4%**	**74,4%**	**69,5%**	**-2,0 pts**	**-4,9 pts**
Coût du risque (4) / (2)	**0,5%**	**0,6%**	**0,3%**	**+0,1 pt**	**-0,3 pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

- le taux de contentieux s'établit à 4,9% en 2011, affichant ainsi un recul de 0,4 point par rapport à l'exercice précédent, suite à une progression de l'encours brut de crédit (+14,6%) deux fois plus importante que celle des créances en souffrance (+6,3%). Cette évolution reflète une nette amélioration du coût du risque du groupe qui représente 0,3% de l'encours brut de crédit en 2011, contre 0,6% en 2010 ;
- le taux de couverture s'est inscrit en repli de 4,9 points à 69,5%, en raison d'un recul de 0,7% (-58 Mdh) des provisions sur créances en souffrances en 2011, conjugué à une progression des créances en souffrance de 687 Mdh par rapport à 2010.

Revue analytique 2009-2010

- le taux de contentieux a enregistré en 2010 un recul de 0,1 point, passant de 5,34% en 2009 à 5,25% à fin 2010, suite à un accroissement des nouveaux encours de crédits (+11,7% à près de 208,4 Mrds Dh) plus important que celui des créances en souffrances. L'évolution de ces dernières a été atténuée par l'amélioration du recouvrement ;
- le taux de couverture s'établit à 74,4% à fin 2010, en leger repli par rapport à 2009. Cette situation s'explique essentiellement par une évolution des créances en souffrance de 9,7% (+971 Mdh) par

rapport à 2009, conjuguée à une amélioration des provisions sur créances en souffrance de 6,8% (+520 Mdh) ;

- le coût du risque s'est établi à 0,6% à fin 2010, en hausse de 0,1 point par rapport à 2009,

Par ailleurs, la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank au coût du risque, au titre des deux derniers exercices, se présente comme suit :

	2010	2011	Var. 11/10
Attijariwafa bank	**-491**	**-623**	**27,0%**
Filiales dont :	**-727**	**-127**	**-82,6%**
Wafa Assurance	-82	36	Ns
Wafasalaf	-238	-203	-14,7%
Wafabail	-40	-41	3,1%
Attijariwafa Europe	2	-1	Ns
Attijari Bank Tunisie	-139	54	Ns
CBAO Groupe Attijariwafa bank	-103	21	Ns
Société Ivoirienne de Banque	-157	99	Ns
Union Gabonaise de Banque	-19	-41	>100,0%
Société Commerciale de Banque Cameroun	0	-19	Ns
La Banque Internationale pour le Mali	35	-52	Ns
Autres filiales	14	19	37,5%
Total	**-1 218**	**-750**	**-38,5%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

II.3.4. Résultat net part du groupe

Les indicateurs de rentabilité du groupe ont évolué, comme suit, au cours de la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Résultat d'exploitation	**6 862**	**7 026**	**7 930**	**2,4%**	**12,9%**
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	12	18	16	46,5%	-11,3%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-6	3	1	Ns	-73,8%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	0	Ns	Ns
Résultat avant impôts	**6 868**	**7 047**	**7 947**	**2,6%**	**12,8%**
Impôts sur les bénéfices	2 277	2 302	2 645	1,1%	14,9%
Résultat net	**4 591**	**4 744**	**5 302**	**3,3%**	**11,8%**
Résultat hors groupe	650	642	843	-1,2%	31,4%
Résultat net part du groupe	**3 941**	**4 102**	**4 459**	**4,1%**	**8,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Sous l'effet de l'amélioration du PNB, du résultat brut d'exploitation et du coût du risque, le résultat net d'Attijariwafa bank a enregistré une croissance de 11,8%, pour s'établir à près de 5,3 Mrds Dh au 31 décembre 2011.

Pour sa part, le résultat net part du groupe s'est chiffré à 4,5 Mrds Dh, en hausse de 8,7% par rapport à l'exercice 2010.

Revue analytique 2009-2010

A l'instar de la tendance haussière enregistrée au niveau du PNB et du résultat brut d'exploitation, le résultat net d'Attijariwafa bank s'est apprécié de 3,3% pour s'établir à 4,7 Mrds Dh à fin 2010.

Au titre de cet exercice, le résultat net part du groupe s'élève à 4,1 Mrds Dh, en progression de 4,1% par rapport à 2009.

Par ailleurs, la contribution des principales filiales d'Attijariwafa bank au résultat net part du groupe, au titre des deux derniers exercices, se présente comme suit :

	2010	2011	Var. 11/10
Attijariwafa bank	**2 665**	**2 616**	**-1,8%**
Filiales dont :	**1 437**	**1 842**	**28,2%**
Wafa Assurance	521	713	36,9%
Wafasalaf	150	164	9,6%
Wafabail	91	106	16,2%
Attijariwafa Europe	3	-7	Ns
Attijari Bank Tunisie	146	192	32,1%
CBAO Groupe Attijariwafa bank	69	107	54,7%
Société Ivoirienne de Banque	2	107	>100,0%
Union Gabonaise de Banque	64	63	-2,5%
Société Commerciale de Banque Cameroun	0	29	Ns
La Banque Internationale pour le Mali	26	19	-26,7%
Autres filiales	366	350	-4,4%
Total	**4 102**	**4 459**	**8,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Les indicateurs de rentabilité du groupe ont évolué, comme suit, au cours de la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Résultat net consolidé	4 591	4 744	5 302	3,3%	11,8%
Fonds propres	24 782	28 025	30 280	13,1%	8,0%
Total bilan	290 347	306 655	343 452	5,6%	12,0%
Return On Equity (ROE)	**22,7%**	**20,4%**	**21,2%**	**-2,4 pts**	**+0,8 pt**
Return On Assets (ROA)	**1,6%**	**1,5%**	**1,5%**	**+0,0 pt**	**+0,0 pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le ROE d'Attijariwafa bank s'est inscrit en progression de 0,8 point, pour atteindre 21,2% et ce, grâce à la poursuite de l'amélioration de la rentabilité du groupe.
Le ROA s'est établi à 1,5%, au même niveau que l'exercice précédent, en raison d'une progression du total bilan (+12,0%) quasi équivalente à celle du résultat net consolidé (+11,8%).

Revue analytique 2009-2010

L'amélioration de la rentabilité d'Attijariwafa bank en 2010 a été accompagnée par un renforcement des fonds propres et une amélioration du total bilan plus importante que celle du résultat net consolidé. Ainsi le ROE du groupe a accusé une baisse de 2,4 points pour s'établir à 20,4% en 2010. En revanche, le ROA s'est stablisé à 1,5% au titre de la même année.

II.4. Analyse du bilan consolidé IFRS

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Actif	**290 347**	**306 655**	**343 452**	**5,6%**	**12,0%**
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	13 937	13 374	13 818	-4,0%	3,3%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	23 416	23 776	36 112	1,5%	51,9%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	Ns	Ns
Actifs financiers disponibles à la vente	26 130	30 738	26 467	17,6%	-13,9%
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	27 241	16 913	15 164	-37,9%	-10,3%
Prêts et créances sur la clientèle	178 993	200 217	230 682	11,9%	15,2%
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	Ns	Ns
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	Ns	Ns
Actifs d'impôt exigible	61	135	73	>100,0%	-46,4%
Actifs d'impôt différé	732	626	382	-14,6%	-39,0%
Comptes de régularisation et autres actifs	6 540	7 011	6 302	7,2%	-10,1%
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-	150	Ns	Ns
Participations dans des entreprises mises en équivalence	98	109	111	11,5%	1,9%
Immeubles de placement	1 077	1 320	1 158	22,5%	-12,2%
Immobilisations corporelles	4 490	4 647	5 077	3,5%	9,3%
Immobilisations incorporelles	1 223	1 397	1 339	14,2%	-4,1%
Ecarts d'acquisition	6 409	6 392	6 617	-0,3%	3,5%
Passif	**290 347**	**306 655**	**343 452**	**5,6%**	**12,0%**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	111	165	227	48,5%	37,9%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 146	3 390	2 592	58,0%	-23,6%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	Ns	Ns
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	26 093	23 007	34 656	-11,8%	50,6%
Dettes envers la clientèle	194 706	201 448	218 815	3,5%	8,6%
Titres de créances émis	6 551	11 872	15 614	81,2%	31,5%
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	Ns	Ns
Passifs d'impôt exigible	804	134	637	-83,4%	>100,0%
Passifs d'impôt différé	1 499	1 837	1 384	22,6%	-24,7%
Comptes de régularisation et autres passifs	8 481	8 350	8 763	-1,5%	4,9%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-	Ns	Ns
Provisions techniques des contrats d'assurance	15 628	17 580	18 602	12,5%	5,8%
Provisions pour risques et charges	1 063	1 123	1 171	5,7%	4,3%
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	211	207	188	-1,6%	-9,5%
Dettes subordonnées	8 272	9 517	10 523	15,1%	10,6%
Capital et réserves liées	7 367	7 367	7 367	0,0%	0,0%
Réserves consolidées	12 124	14 993	17 133	23,7%	14,3%
Part du groupe	*9 150*	*11 578*	*13 759*	*26,5%*	*18,8%*
Part des minoritaires	*2 974*	*3 415*	*3 373*	*14,8%*	*-1,2%*
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	701	921	479	31,4%	-48,0%
Résultat net de l'exercice	4 591	4 744	5 302	3,3%	11,8%
Part du groupe	*3 941*	*4 102*	*4 459*	*4,1%*	*8,7%*
Part des minoritaires	*650*	*642*	*843*	*-1,2%*	*31,4%*

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, le total bilan consolidé s'établit à 343,5 Mrds Dh, en progression de 12,0% par rapport à l'exercice précédent. Cette progression relève principalement d'une hausse de 15,2% (+30,5 Mrds Dh) des prêts et créances sur la clientèle, dont la contribution dans le total actif a atteint 67,2% (+1,9 points vs 2010), et d'une augmentation des actifs financiers à la juste valeur par résultat de 51,9% (+12,3 Mrds Dh).

Les fonds propres du groupe ont totalisé près de 30,3 Mrds Dh, enregistrant une croissance de 8,0% par rapport à 2010. Cette variation s'explique principalement par l'incorporation d'une partie du résultat net 2010 en réserves consolidées. Ces dernières ont affiché une progression de 14,3% (+2,1 Mrds Dh) par rapport à l'exercice précédent.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, le total bilan consolidé s'est élevé à 306,7 Mrds Dh, en progression de 5,6% par rapport à fin 2009. Cette augmentation est dûe essentiellement à l'amélioration des prêts et créances sur la clientèle (+11,9%) dont la contribution dans le total actif est passée de 61,6% en 2009 à 65,3% en 2010. D'autre part, la baisse des prêts et crances sur les établissements de crédit et assimilés de 37,9%, concerne essentiellement la société mère (Attijariwafa bank), dont l'encours des créances sur ces établissements a baissé de près de 8 Mrds Dh, dont 4 Mrds dh de change à terme, près de 3 Mrds Dh sur les encours des sociétés de financement et 1 Mrd Dh sur les emplois de trésorerie

Les fonds propres du groupe ont totalisé 28,0 Mrds Dh à fin 2010, enregistrant une croissance de 13,1% par rapport à l'exercice 2009. Cette évolution s'explique par l'incorporation d'une partie du résultat net 2009 en réserves consolidées (+23,7%), par la progression des gains latents ou différés (+31,4%) et, enfin, par l'amélioration du résultat net de l'exercice (+3,3%).

Au titre de l'exercice 2010, la progression de 3,5% des dettes envers la clientèle demeure moins soutenue que celle enregistrée en 2009 et ce, en raison de la baisse des ressources disponibles sur la place casablancaise.

II.4.1.Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits par type de produit et par client a évolué comme suit sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Créances sur les établissements de crédits et assimilés (C1)	**27 241**	**16 913**	**15 164**	**-37,9%**	**-10,3%**
Comptes et prêts	25 606	15 418	14 940	-39,8%	-3,1%
Valeurs reçues en pension	-	-	-	Ns	Ns
Prêts subordonnés	21	28	20	37,3%	-28,3%
Autres prêts et créances	1 458	1 336	174	-8,4%	-87,0%
Créances rattachées	230	205	101	-10,9%	-50,8%
Provisions	75	74	70	-0,2%	-6,0%
Créances sur la clientèle (C2)	**169 579**	**189 859**	**218 568**	**12,0%**	**15,1%**
Créances commerciales	33 022	32 103	38 309	-2,8%	19,3%
Autres concours à la clientèle	123 561	141 731	159 798	14,7%	12,7%
Valeurs reçues en pension	80	5	490	-93,8%	>100,0%
Comptes ordinaires débiteurs	18 858	22 320	26 010	18,4%	16,5%
Créances rattachées	1 294	1 420	1 751	9,8%	23,3%
Provisions	7 237	7 721	7 790	6,7%	0,9%
Opérations de crédit bail (C3)	**9 413**	**10 358**	**12 114**	**10,0%**	**16,9%**
Total crédit (C1+C2+C3)	**206 234**	**217 130**	**245 846**	**5,3%**	**13,2%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, l'encours total des crédits accordés par Attijariwafa bank a atteint près de 245,8 Mrds Dh, soit une progression de 13,2% (+28,7 Mrds Dh) par rapport à fin 2010, qui résulte des éléments conjugués suivants :

- La progression des encours des créances sur la clientèle de 15,1% (+28,7 Mrds Dh) à près de 218,6 Mrds. Cette évolution résulte essentiellement de :
  - ✓ l'accroissement des créances commerciales du groupe de 19,3% (+6,2 Mrds Dh) à près de 38,3 Mrds Dh, suite à un accroissement des créances commerciales d'attijariwafa bank de 15,3% à près de 26,0 Mrds Dh. Ces dernières représentent près de 67,8% du total des créances commerciales consolidées. Cette évolution résulte de l'amélioration de l'encours créances sur la clientèle de la banque au Maroc et aussi d'un effet périmetre lié à la finalisation de l'acquisition de la SCB Cameroun en 2011 (865 Mdh de créances supplémentaires) ;
  - ✓ la hausse des autres concours à la clientèle de 12,7% (+18,1 Mrds Dh) pour s'établir à près de 159,9 Mrds Dh. Cette évolution est consécutive à l'amélioration des autres concours de la clientèle d'Attijariwafa bank et d'Attijari bank Tunisie de 12,2% à près de 114,0 Mrds Dh et de 18,17% à près de 13,6 Mrds Dh respectivement. L'intégration de la SCB Cameroun dans le périmètre de consolidation du groupe en 2011, a contribué à l'amélioration des autres concours de la clientèle de 2,1 Mrds Dh au titre de l'exercice ;
  - ✓ l'augmentation des comptes ordinaires débiteurs de 16,5 % (+3,7 Mrds Dh) à près de 26,0 Mrds Dh;
- l'encours des opérations de crédit bail s'est, lui aussi, inscrit en progression de 16,9% (+1,8 Mrds Dh) par rapport à 2010, pour se situer à près de 12,1 Mrds à fin 2011.
- le repli des créances sur les établissements de crédits et assimilés (-10,3%) résulte principalement d'une baisse de 87,0% (-1,2 Mrds Dh) des autres prêts et créances à près de 174 Mdh à fin 2011.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, l'encours des créances s'est établi à 217,1 Mrds Dh, en progression de 5,3% par rapport à fin 2009. Cette progression s'explique essentiellement par les éléments conjugués suivants :

- l'accroissement des créances sur la clientèle de 12,0% à près de 189,9 Mrds Dh à fin 2010. cette évolution est dûe à :
  - ✓ la progression des autres concours à la clientèle de 14,7% à près de 141,7 Mrds Dh, représentant par conséquent 74,5% de l'encours total des créances sur la clientèle en 2010 ;
  - ✓ l'amélioration des comptes ordinaires débiteurs de 18,4% (+3,5 Mrds Dh) pour s'établir à 22,3 Mrds Dh à fin 2010 ;
  - ✓ le recul des créances commerciales de 2,8% en 2010, soit près de 919,2 Mdh de moins qu'en 2009.
- l'augmentation du montant des opérations de crédit bail de 10,0% pour s'établir à 10,4 Mrds Dh à fin 2010 ;
- le recul des créances sur les établissements de crédits et assimilés de 37,9%, en raison principalement du repli des comptes et prêts de 39,8% comparativement à 2009 ;

La ventilation des encours sains des créances sur la clientèle (hors créances rattachées) du Groupe Attijariwafa bank par zone géographique, sur les trois derniers exercices, se présente comme suit :

	2009	2010	2011
Maroc	81,7%	83,0%	82,0%
Tunisie	7,8%	8,1%	8,1%
Afrique subsaharienne	8,4%	8,1%	9,0%
Europe	1,0%	0,0%	0,1%
Autres	1,1%	0,8%	0,8%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- les prêts et créances sur la clientèle destinés au marché marocain représentent en moyenne 82,3% du total des encours sains d'Attijariwafa bank sur la période 2009-2011 ;
- le marché de l'Afrique subsaharienne a enregistré une forte croissance au cours de dernières années, suite aux nouvelles acquisitions de Attijariwafa bank, pour atteindre 9,0% des encours sains du groupe au 31 décembre 2011.

Pour sa part, la ventilation de l'encours des prêts et créances sur les établissements de crédit (hors créances rattachées) du Groupe Attijariwafa bank par zone géographique, sur la période considérée :

	2009	2010	2011
Maroc	47,1%	51,8%	40,7%
Tunisie	5,7%	10,3%	6,5%
Afrique subsaharienne	17,1%	19,6%	21,9%
Europe	27,4%	12,7%	29,8%
Autres	2,8%	5,6%	1,1%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- les prêts et créances sur les établissements de crédits marocains représentent en moyenne 46,5% du total des encours sains d'Attijariwafa bank sur les trois derniers exercices ;
- le marché européen représente en moyenne 23,3% des encours sains du groupe sur la période 2009-2011.

Dépôts

L'encours consolidé des dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle (hors dettes rattachées) par type de produit a évolué comme suit sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dettes envers les établissements de crédit (C1)	**26 093**	**23 007**	**34 656**	**-11,8%**	**50,6%**
Comptes et emprunts	18 557	15 058	15 327	-18,9%	1,8%
Valeurs données en pension	7 345	7 640	19 215	4,0%	>100,0%
Dettes rattachées	191	309	113	61,6%	-63,4%
Dettes envers la clientèle (C2)	**194 706**	**201 448**	**218 815**	**3,5%**	**8,6%**
Comptes ordinaires créditeurs	122 522	133 155	151 403	8,7%	13,7%
Comptes d'épargne	52 254	50 649	54 240	-3,1%	7,1%
Autres dettes envers la clientèle	8 685	9 923	10 063	14,2%	1,4%
Valeurs données en pension	10 261	6 785	2 194	-33,9%	-67,7%
Dettes rattachées	983	937	915	-4,7%	-2,4%
Total dépôts (C1+C2)	**220 799**	**224 455**	**253 471**	**1,7%**	**12,9%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, l'encours des dépôts consolidés s'est inscrit en progression de 12,9% (+29,0 Mrds Dh), pour atteindre près de 253,5 Mrds Dh. Cette progression résulte essentiellement des éléments suivants :

- la progression des dettes envers les établissements de crédit de 50,6% (+11,6 Mrds Dh) à près de 34,7 Mrds Dh. Cette évolution provient exclusivement d'Attijariwafa bank, dont les valeurs données en pension à terme à Bank Al-Maghrib ont été multiplié par 3,9 fois en 2011 pour s'établir à près de 17,1 Mrds Dh ;
- l'amélioration de l'encours des dépôt de la clientèle qui s'établi à 218,8 Mrds Dh à fin 2011, soit une augmentation de 8,6% (+17,4 Mrds Dh) par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution provient des effets conjugués suivants :
  - ✓ la croissance des comptes ordinaires créditeurs de 13,7% (+18,3 Mrds Dh) à près de 151,4 Mrds Dh à fin 2011 ;
  - ✓ l'amélioration de 7,1% (+3,6 Mrds Dh) des comptes d'épargne, dont l'encours à fin 2011 s'élève à près de 54,2 Mrds Dh ;
  - ✓ le retrait des valeurs données en pension de 67,7% (-4,6 Mrds Dh) à près de 2,2 Mrds Dh ;

Revue analytique 2009-2010

A fin 2010, l'encours total des dépôts consolidés a atteint 224,5 Mrds Dh, affichant ainsi une progression de 1,7% par rapport à 2009. Cette évolution résulte principalement des éléments conjugués suivants :

- l'accroissement de l'encours des dettes envers la clientèle de 3,5% à près de 201,4 Mrds Dh à fin 2010. Cette évolution est essentiellement liée à :
  - ✓ la progression des comptes ordinaires créditeurs de 8,7% (+10,6 Mrds Dh) à près de 133,2 Mrds Dh. Sa contribution à l'encours total des dettes envers la clientèle est donc passée de 62,9% en 2009 à 66,1% à fin 2010 ;
  - ✓ l'amélioration des autres dettes envers la clientèle de 14,2% pour s'établir à 9,9 Mrds Dh à fin 2010 ;
  - ✓ le repli des comptes d'épargne et des valeurs données en pension de 3,1% (-1,6 Mrds Dh) et 33,9% (3,5 Mrds Dh) par rapport à l'exercice précédent. Leurs encours respectifs se sont établis à 50,6 Mrds Dh et 6,8 Mrds DH à fin 2010.

- la diminution de l'encours des dettes envers les établissements de crédit de 11,8% pour atteindre 23,0 Mrds Dh à fin 2010. Ce recul s'explique principalement par le retrait des comptes et emprunts de 18,9% (-3,5 Mrds Dh) par rapport à 2009.

La répartition des dettes envers la clientèle par zone géographique, sur la période considérée, se présente comme suit :

	2009	2010	2011
Maroc	62,6%	61,3%	58,7%
Tunisie	7,8%	8,5%	8,7%
Sénégal	11,1%	11,4%	14,3%
Europe *	17,4%	17,8%	18,1%
Autres	1,1%	1,0%	0,3%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : Attijariwafa bank - Comptes consolidés - * Les dépôts des MRE en constituent une part importante

Les dettes envers la clientèle proviennent principalement du marché marocain dont la part s'établit en moyenne à 60,9% sur la période 2009 - 2011.

Ratio de transformation du Groupe Attijariwafa bank

L'évolution du ratio de transformation du groupe Attijariwafa bank se présente comme suit, sur les trois derniers exercices :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Encours crédits bruts *	186 610	208 355	238 761	11,7%	14,6%
Encours dépôts	194 706	201 448	218 815	3,5%	8,6%
Ratio de transformation	**95,8%**	**103,4%**	**109,1%**	**+7,59 pts**	**+5,69 pts**

Source : Attijariwafa bank - Comptes consolidés - * Prêts et créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

Sur la période 2011-2009, le ratio de transformation d'Attijariwafa bank s'est inscrit en hausse de 13,3 points pour s'établir à près de 109,1%. Cette évolution est liée à une progression annuelle moyenne de 13,1% des encours de crédits brut, conjuguée à une croissance annuelle moyenne de près de 6,0% des encours de dépôts sur la période.

Ressources du Groupe Attijariwafa bank

Les ressources du groupe Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Fonds propres & assimilés dont :	**33 054**	**37 542**	**40 803**	**13,6%**	**8,7%**
Dettes subordonnées	8 272	9 517	10 523	15,1%	10,6%
Capital	1 930	1 930	1 930	0,0%	0,0%
Réserves liées au capital	5 437	5 437	5 437	0,0%	0,0%
Actions propres	-2 052	-2 187	-2 005	6,5%	-8,3%
Réserves et résultats consolidés	15 109	17 886	20 293	18,4%	13,5%
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	701	921	479	31,4%	-48,0%
Capitaux propres part du groupe	21 158	23 968	26 063	13,3%	8,7%
Intérêts minoritaires	3 624	4 057	4 217	11,9%	3,9%
Ressources	**227 350**	**236 327**	**269 084**	**3,9%**	**13,9%**
Etablissements de crédit	26 093	23 007	34 656	-11,8%	50,6%
Clientèle	194 706	201 448	218 815	3,5%	8,6%
Titres de créances émis	6 551	11 872	15 614	81,2%	31,5%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les fonds propres et assimilés du groupe se sont établis à près de 40,8 Mrds Dh, soit une croissance de 8,7% par rapport à 2010. Cette hausse résulte essentiellement de :

- la progression des dettes subordonnées de 10,6% à près de 10,5 Mrds Dh, suite à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné en juin 2011 pour un montant de 1 Mrd Dh ;
- le renforcement des fonds propres du groupe qui ont atteint près de 26,1 Mrds Dh, soit une augmentation de 8,7% (+2,1 Mrds Dh) par rapport à 2010. Cette accroissement est atribuable à l'amélioration des réserves et résultats consolidés de 13,5% (+2,4 Mrds Dh) à près de 20,3 Mrds Dh.

Par ailleurs, les ressources externes de la banque se sont accrues de 13,9% (+32,8 Mrds Dh) à près de 269,1 Mrds Dh, en raison principalement de l'augmentation des dettes envers les établissements de crédit de 50,6% (+11,6 Mrds Dh) et des dettes envers la clientèle de 8,6% (+17,4 Mrds) à près de 34,7 Mrds Dh et 218,8 Mrds Dh respectivement. Il y a lieu de préciser que les dépôts de la clientèle représentent 70,6% des ressources totales du groupe au titre de l'exercice 2011, contre 73,6 % en 2010.

Revue analytique 2009-2010

A fin 2010, les fonds propres et assimilés d'Attijariwafa bank s'élèvent à 37,5 Mrds Dh, en progression de 13,6% par rapport à 2009. Cette évolution s'explique principalement par l'émission d'un emprunt obligataire subordonné, en juin 2010, d'un montant total de 1,2 Mrd Dh, ainsi que par une augmentation de 7,0% des réserves et résultats consolidés. Pour leur part, les capitaux propres part du groupe ont affiché une croissance de 13,3% pour s'établir à près de 24,0 Mrds Dh à fin 2010.

Les dépôts de la clientèle représentent près de 85,2% des ressources externes d'Attijariwafa bank en 2010.

Par ailleurs, les titres de créances émis ont enregistré une progression de 81,2% (+5,3 Mrds Dh) par rapport à 2009. Leur part dans la strcutre des ressources externes d'Attijariwafa bank a progressé de 2,1 points et ce, au détriment de l'emprunt bancaire dont la contribution aux ressources externes est passée de 11,5% en 2009 à 9,7% en 2010.

Evolution et composition du portefeuille titres du Groupe Attijariwafa bank

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**23 416**	**23 776**	**36 112**	**1,5%**	**51,9%**
Valeurs reçues en pension	1	-	-	0,0%	Ns
Effets publics et valeurs assimilées	4 435	6 730	19 989	51,8%	>100,0%
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 383	3 254	2 078	-25,8%	-36,2%
Actions et autres titres à revenu variable	12 122	10 326	12 453	-14,8%	20,6%
Instruments dérivés	2 357	3 215	1 479	36,5%	-54,0%
Créances rattachée	118	251	112	112,1%	-55,2%
Actifs financiers disponibles à la vente	**26 130**	**30 738**	**26 467**	**17,6%**	**-13,9%**
Effets publics et valeurs assimilées	10 407	12 724	7 832	22,3%	-38,4%
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 831	9 397	10 527	20,0%	12,0%
Actions et autres titres à revenu variable	4 457	3 937	2 838	-11,7%	-27,9%
Titres de participation non consolidés	3 436	4 681	5 271	36,2%	12,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés IFRS

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les actifs financiers à la juste valeur par résultat se sont inscrits en hausse de 51,9% (+12,3 Mrds Dh) à 36,1 Mrds Dh, suite aux effets conjugués suivants :

- l'augmentation des effets publics et valeurs assimilées qui on été multiplié par 3 pour atteindre près de 20,0 Mrds Dh à fin 2011 ;
- la progression des actions et autres titres à revenu variable de 20,6% (+2,1 Mrds Dh) ;
- le recul des obligations et autres titres à revenu fixe et des instruments dérivés de 36,2% (-1,2 Mrds Dh) et 54,0% (-1,7 Mrds Dh) respectivement.

Les actifs financiers disponibles à la vente, pour leur part, ont affiché une baisse de 13,9% à 26,5 Mrds Dh, contre 30,7 Mrds Dh en 2010. Ceci est dû principalement à une baisse des effets publics et valeurs assimilés (-38,4%) et des actions et autres titres à revenu variable (-27,9%) plus importante que l'augmentation des obligations et autres titres à revenu fixe (+12,0%).

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, les actifs financiers à la juste valeur par résultat se sont accrus de 1,5% à près de 23,8 Mrds Dh, suite à la hausse des effets publics et valeurs assimilées de 51,8% (+2,3 Mrds Dh) ainsi qu'à celle des instruments dérivés de 36,5%(+859 Mdh). Cette amélioration a été atténuée par le repli des obligations et autres titres à revenu fixe de 25,8% (-1,1 Mrds Dh) et aussi des actions et autres titres à revenu variable de 14,8% (-1,8 Mrds Dh). Enfin, les créances rattachées ont doublé par rapport à fin 2009 et s'établissent à 251 Mdh au 31 décembre 2010.

Les actifs financiers disponibles à la vente ont, quant à eux, progressé de 17,6% à près de 30,7 Mrds Dh, contre 26,1 Mrds Dh en 2009. Ceci est dû principalement à l'augmentation des effets publics et valeurs assimilée de 22,3% (+2,3 Mrds) par rapport à l'exercice précédent.

Pour leur part, les obligations et autres titres à revenu fixe ainsi que les titres non consolidés ont enregistré des progressions respectives de 20,0% (+1,6 Mrds Dh) et 36,2% (+1,2 Mrds Dh) par rapport à 2009.

Evolution des passifs financiers à la juste valeur par résultat

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat ont évolué comme suit sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Valeurs données en pension	2	64	362	>100,0%	>100,0%
Instruments dérivés	2 144	3 327	2 230	55,1%	-33,0%
Juste valeur au bilan	**2 146**	**3 390**	**2 592**	**58,0%**	**-23,6%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés IFRS

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat correspondent principalement aux instruments dérivés. Ces derniers ont affichés un recul de 33,0% à près de 2,2 Mrds à fin 2011.

Evolution des provisions pour risques et charges

L'évolution de provisions pour risques et charge se présente comme suit, sur la période considérée :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	76	84	88	10,4%	4,4%
Provision pour engagements sociaux	282	304	371	7,9%	22,2%
Autres provisions pour risques et charges	705	735	712	4,3%	-3,1%
Provisions pour risques et charges	**1 063**	**1 123**	**1 171**	**5,7%**	**4,3%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés IFRS

Au 31 décembre 2011, le stocks des provisions pour risques et charges s'établit à près de 1,2 Mrds Dh, en progression de 4,3% (+48 Mdh) par rapport à 2010. Cette évolution relève essentiellement d'une augmentation des provisions pour engagements sociaux de 22,2% (+67 Mdh) qui a été atténuée par un repli des autres provisions pour risques et charges de 3,1% (-23 Mdh).

Ratio de solvabilité du Groupe Attijariwafa bank

Le tableau ci-dessous présente le ratio de solvabilité du Groupe Attijariwafa bank sur la période 2009–juin 2011.

	2009	2010	juin-11 *	Var. 10/09	Var. 11/10
Total fonds propres réglementaires	25 957	29 380	30 366	13,2%	3,4%
Total actifs pondérés	232 996	251 456	268 243	7,9%	6,7%
Coefficient de solvabilité consolidé	**11,14%**	**11,68%**	**11,32%**	**+0,54 pt**	**-0,36 pt**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

* Le ratio de solvabilité de l'exercice 2011 ne sera disponible (soumis à la validation de Bank AL-Maghrib) qu'à fin avril 2012

A fin juin 2011, le ratio de solvabilité du Groupe Attijariwafa Bank s'établit à 11,32%, en recul de 0,36 point par rapport à 2010, respectant ainsi le niveau exigé par Bank Al-Maghrib. Cette situation est due essentiellement à la progression des fonds propres réglementaires de 3,4% par rapport à l'exercice précédent, conjugué à l'augmentation du total actifs pondérés de 6,7% par rapport à 2010.

II.5. Analyse des principaux postes du hors bilan

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Engagements de financement donnés	**16 969**	**17 600**	**16 109**	**3,7%**	**-8,5%**
aux établissements de crédit	71	2	51	-97,4%	>100,0%
à la clientèle	16 898	17 598	16 058	4,1%	-8,8%
Engagements de financement reçus	**1 250**	**2 210**	**5 151**	**76,8%**	**>100,0%**
des établissements de crédit	1 250	2 210	3 538	76,8%	60,1%
de l'Etat et d'autres organismes de garantie	-	-	1 613	Ns	Ns
Engagements de garantie donnés	**37 183**	**34 730**	**44 631**	**-6,6%**	**28,5%**
d'ordre des établissements de crédit	5 956	5 009	7 263	-15,9%	45,0%
d'ordre de la clientèle	31 227	29 722	37 368	-4,8%	25,7%
Engagements de garantie reçus	**29 816**	**28 513**	**26 438**	**-4,4%**	**-7,3%**
des établissements de crédit	18 758	16 251	16 067	-13,4%	-1,1%
de l'état et d'autres organismes de garantie	11 058	12 261	10 371	10,9%	-15,4%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Au titre de l'exercice 2011, les engagements de financement donnés ont enregistré un recul de 8,5% à près de 16,1 Mrds Dh, en raison de la baisse des engagements de financement donnés à la clientèle de 8,8% (-1,5 Mrd Dh).

En revanche, les engagements de financement reçus ont plus que doublé en 2011 pour atteindre près de 5,2 Mrds Dh, en raison de la progression des engagements de financement reçus des établissements de crédit. En effet, l'augmentation de ces derniers est consecutive à l'accroissement des engagements d'Attijariwafa bank pour 266,6 Mdh, d'Attijariwafa Europe pour 333,3 Mdh et du Crédit du Congo pour 482,3 Mdh. Pour leur part, les engagements de financement reçus de l'Etat et d'autres organismes de garantie en 2011 proviennent exclusivement du Crédit du Congo.

Les engagements de garantie donnés ont progressé de 28,5% à près de 44,6 Mrds Dh, suite à la hausse aussi bien des engagements de garantie donnés d'ordre des établissement de crédit (+45,0%) que des engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle (+25,7%).

Enfin, les engagements de garantie reçus ont affiché un repli de 7,3%, suite principalement au retrait des engagements reçus de l'Etat et d'autres organismes de garantie de 15,4% (-1,9 Mrds Dh) pour s'établir à 10,4 Mrds au 31 décembre 2011.

Revue analytique 2009-2010

Au titre de l'exercice 2010, les engagements de financement donnés se sont inscrits en hausse de 3,7% pour atteindre 17,6 Mrds Dh. Ils se composent essentiellement des engagements à la clientèle qui s'établissent à près de 17,6 Mrds Dh en 2010, contre 16,9 Mrds Dh en 2009.

Les engagements de financement reçus ont, pour leur part, enregistré une augmentation de 76,8% à près de 2,2 Mrds Dh. Ils sont constitués exclusivement des engagements reçus des établissements de crédit.

Après une année 2009 marquée par une importante augmentation des engagements de garantie donnés, ces derniers ont affiché un repli de 6,6% à près de 34,7 Mrds Dh, suite à la baisse des engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle (-4,8%) et à celle des engagements de garantie donnés d'ordre des établissements de crédit (-15,9%).

Enfin, les engagements de garantie reçus ont connu un recul de 4,4% pour s'établir à 28,5 Mrds Dh à fin 2010. Cette situation provient de la baisse des engagements des établissements de crédit (-13,4%) et ce, malgré l'amélioration des engagements de garantie reçu de l'Etat et d'autres organismes de garantie (+10,9%).

Tableau de passage des capitaux propres

Le tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2009 au 31 décembre 2011 est présenté dans le tableau ci-dessous :

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Tot. Actifs-Passifs compta. Direct en CP	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2009	**1 930**	**5 437**	**-2 052**	**15 109**	**735**	**21 158**	**3 624**	**24 782**
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2009 corrigés	**1 930**	**5 437**	**-2 052**	**15 109**	**735**	**21 158**	**3 624**	**24 782**
Opérations sur capital	-	-	-	54	0	54	53	107
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-134	-	-	-134	-	-134
Dividendes	-	-	-	-1103	-	-1103	-231	-1333
Résultat de l'exercice au 31 décembre 2010	**-**	**-**	**-**	**4 102**	**-**	**4 102**	**642**	**4 744**
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	-	-	213	213	138	351
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-46	-46	-26	-72
Gains ou pertes latents ou différés	**-**	**-**	**-**	**-**	**167**	**167**	**112**	**279**
Autres variations	**-**	**-**	**-**	**-276**	**-**	**-276**	**-144**	**-420**
Variations de périmètre	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2010	**1 930**	**5 437**	**-2 187**	**17 886**	**902**	**23 968**	**4 057**	**28 025**
Changements de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2010 corrigés	**1 930**	**5 437**	**-2 187**	**17 886**	**902**	**23 968**	**4 057**	**28 025**
Opérations sur capital	-	-	-	-758	0	-758	-230	-988
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	181	-	-	181	-	181
Dividendes	-	-	-	- 1 490	-	- 1 490	- 320	- 1 809
Résultat de l'exercice	**-**	**-**	**-**	**4 459**	**-**	**4 459**	**843**	**5 302**
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	-	-	-457	-457	-129	-586
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-34	-34	-20	-54
Gains ou pertes latents ou différés	**-**	**-**	**-**	**-**	**-491**	**-491**	**-148**	**-639**
Autres variations	**-**	**-**	**-**	**163**	**-**	**163**	**-299**	**-136**
Variations de périmètre	**-**	**-**	**-**	**33**	**-2**	**31**	**314**	**344**
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2011	**1 930**	**5 437**	**-2 005**	**20 293**	**409**	**26 063**	**4 217**	**30 280**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Commentaires

L'évolution des capitaux propres est liée principalement à la variation des réserves et résultats consolidés et des gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente.

Dans ce sens, la poursuite de l'amélioration de la rentabilité de la banque a contribué au renforcement des ses capitaux propres qui se sont établis à près de 30 280 Mdh à fin 2011. L'acrroissement du résultat net part du groupe de 8,7% à 4 459 Mdh au titre de l'exercice 2011, demeure la principale raison de cette évolution.

Au titre de l'exercice 2010, les gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente s'établissent à près de 1 274,9 Mdh contre 916,8 Mdh en 2009, soit une progression de 39,1%. Pour sa part, le résultat net part du groupe a affiché une croissance de 4,1% à près de 4 102 Mdh à fin 2010.

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie sur la période 2009-2011 est présenté dans le tableau suivant :

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Résultat avant impôts	**6 868**	**7 047**	**7 947**	**2,6%**	**12,8%**
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	642	816	961	27,1%	17,7%
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-	Ns	Ns
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	-4	-	-5	Ns	Ns
+/- Dotations nettes aux provisions	1 187	1 237	838	4,2%	-32,2%
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-12	-18	-16	46,5%	-11,3%
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-1 619	-702	-819	-56,6%	16,6%
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-	-	Ns	Ns
+/- Autres mouvements	-41	155	-446	Ns	Ns
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**153**	**1 487**	**513**	**>100,0%**	**-65,5%**
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	6 533	449	5 341	-93,1%	>100,0%
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-7 848	-16 872	-12 749	>100,0%	-24,4%
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-2 617	-474	-7 449	-81,9%	>100,0%
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-	-	-	Ns	Ns
- Impôts versés	-1 982	-2 286	-1 736	15,3%	-24,1%
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**-5 913**	**-19 183**	**-16 594**	**>100,0%**	**-13,5%**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**1 107**	**-10 649**	**-8 134**	**Na**	**-23,6%**
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-2 070	-841	-1 268	-59,4%	50,7%
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-104	-114	-41	9,1%	-63,5%
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-683	-838	-746	22,8%	-11,0%
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-2 857**	**-1 793**	**-2 056**	**-37,2%**	**14,6%**
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-814	-1 333	-1 809	63,8%	35,7%
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	3 793	6 453	4 550	70,2%	-29,5%
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**2 978**	**5 120**	**2 741**	**71,9%**	**-46,5%**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	**13**	**61**	**62**	**>100,0%**	**0,7%**
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**1 241**	**-7 260**	**-7 387**	**Na**	**1,7%**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**15 697**	**16 938**	**9 678**	**7,9%**	**-42,9%**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	15 613	13 826	13 209	-11,4%	-4,5%
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	84	3 112	-3 532	>100,0%	Ns
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**16 938**	**9 678**	**2 291**	**-42,9%**	**-76,3%**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	13 826	13 209	13 590	-4,5%	2,9%
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	3 112	-3 532	-11 300	Na	>100,0%
Variation de la trésorerie nette	**1 241**	**-7 260**	**-7 387**	**Ns**	**1,7%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Revue analytique 2010-2011

Activités opérationnelles

- Les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles se sont établis à -8 134 Mdh en 2011 contre -10 649 Mdh en 2010, soit une amélioration de près de 2 515 Mdh. Cette évolution correspond aux éléments conjugués suivants :
  - ✓ La progression du résultat avant impôts de 12,8% (+900 Mdh) à près de 7,9 Mrds Dh à fin 2011 ;
  - ✓ l'amélioration de la diminution nette des actifs et passifs provenants des activités opérationnelles de près de 13,5% (+2,6 Mrds Dh). Cette évolution provient essentiellement de la progression des flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés (+4,9 Mrds Dh) et des flux liés aux opérations avec la clientèle (+4,1 Mrds Dh) qui a été atténuée par la diminution des flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (-7,0 Mrds Dh).
  - ✓ le retrait de 65,5% (-974 Mdh) du total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements. Cette baisse s'explique principalement par les éléments conjugués suivants :
    - o l'augmentation des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles de 17,7% (+145 Mdh) à près de 961 Mdh à fin 2011 ;
    - o la constatation d'une dotation nette pour dépréciation des actifs financiers de -5,3 Mdh en 2011 ;
    - o la baisse des autres mouvements dont le solde s'élève à -446 au 31 décembre 2011 contre 155 Mdh en 2010, soit un retrait de près de 601 Mdh.

Activités d'investissement

- le solde négatif des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement a augmenté de 263 Mdh en 2011 pour atteindre -2 056 Mdh. Cette évolution s'explique principalement par les flux liés aux actifs financiers et aux participations, dont le solde négatif est passé de -841 Mdh en 2010 à -1 268 Mdh en 2011, suite à la finalisation de l'acquisition de SCB Cameroun et d'Attijari bank Maritanie. Pour leur part, les acquisitions d'immeubles de placement en 2011 ont été moins importantes qu'en 2010.

Activités de financement

- Les flux liés aux activités de financement s'établissent à 2 741 Mdh en 2011, soit un recul de 46,5% (-2 379 Mdh) par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par le repli des autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement de 29,5% (-1 903 Mdh) en 2011.
  En effet, le montant global levée par la banque sur le marché financier en 2011 s'élève à près de 4,2 Mrds Dh, soit 2,6 Mrds Dh de moins qu'en 2010. Ce repli est due à la baisse aussi bien des certificats de dépôts (1,8 Mrds Dh en 2011 vs 3,8 Mrds Dh en 2010) et des bons de sociétés de financement (1,4 Mrds Dh en 2011 vs 1,8 Mrds Dh en 2010) que des dettes subordonnées (1,0 Mrds Dh en 2011 vs 1,2 Mrds Dh en 2010).

Revue analytique 2009-2010

Activités opérationnelles

- Les flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'établissent à près de -10 649 Mdh à fin 2010 contre 1 107 Mdh en 2009. Ce repli s'explique principalement par une importante diminution nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles de 13,3 Mrds Dh par rapport à 2009 et ce, en dépit de l'amélioration des éléments non monétaires

inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (+1,3 Mrd Dh) sur le même exercice.

Le solde négatif des variations nettes des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles comprend essentiellement :

- ✓ les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit pour 449 Mdh en 2010 contre 6 533 Mdh en 2009, soit une baisse de 93,1% liée au recul des encours de créances sur ces établissements de 37,9% au titre de la même période ;
- ✓ les flux liés aux opérations avec la clientèle pour -16, 9 Mrds Dh en 2010 contre -7,8 Mrds Dh en 2009. Cette baisse est due essentiellement au ralentissement du rythme de croissance des dépôts de la clientèle qui est passé de 10,3% en 2009 à 3,5% en 2010 ;
- ✓ l'incidence des impôts versés pour -2 286 Mdh en 2010 contre 1 982 Mdh à fin 2009.

Activités d'investissement

- Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement présentent un solde négatif de -1 793 Mdh à fin 2010 contre un solde négatif de -2 857 Mdh en 2009. Cette évolution s'explique principalement par l'amélioration des flux liés aux actifs financiers et aux participations dont le solde négatif est passé de -2 070 Mdh en 2009 à -841 Mdh à fin 2010.

Activités de financement

- Les flux liés aux activités de financement s'établissent à 5 120 Mdh à fin 2010, en progression de 71,9% (+2 142 Mdh) par rapport à l'exercice 2009. Cette évolution résulte principalement de l'amélioration des autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement dont le solde s'est établi a 6 453 Mdh en 2010 contre 3 793 Mdh en 2009.

PARTIE VI : PERSPECTIVES

I. STRATEGIE ET PERSPECTIVES

I.1. Rappel et avancement des principales orientations stratégiques du plan Attijariwafa 2012

Attijariwafa bank a déployé, tout au long des dernières années, un business model qui lui a permis de :

- consolider son leadership au Maroc ;
- délivrer une croissance soutenue et durable ;
- hisser la rentabilité aux meilleurs standards internationaux ;
- construire un footprint unique en Afrique et en Europe.

Les principales orientations stratégiques du plan Attijariwafa 2012 se présentaient comme suit :

1. contribuer au développement de la Banque de Détail au Maroc en capturant au minimum le tiers des volumes entre 2008 et 2012 ;

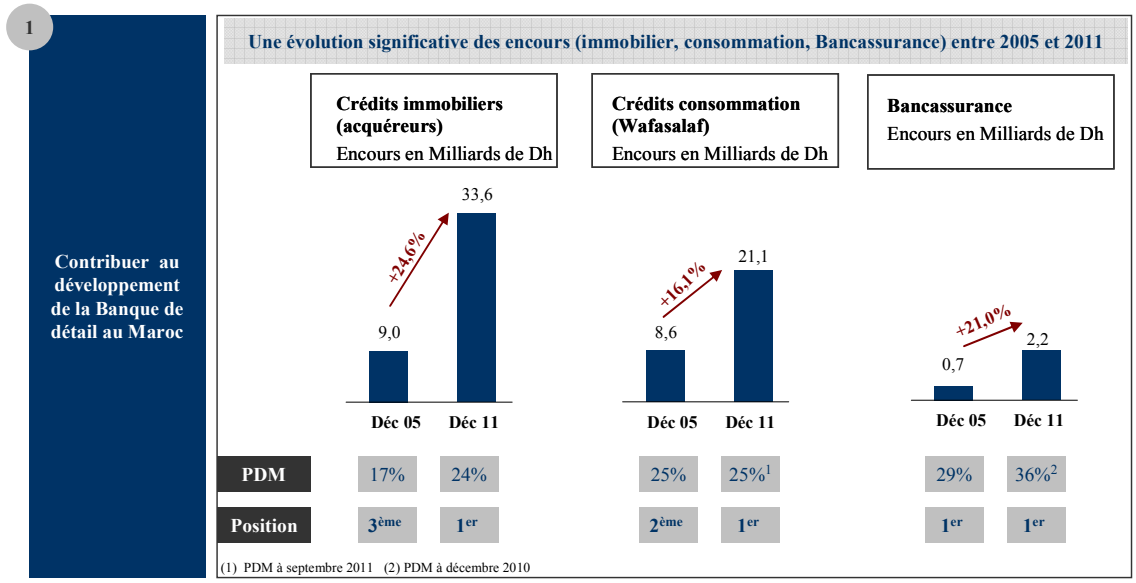
2. consolider un leadership incontesté sur les métiers du Corporate et de la Banque des Marchés et d'Investissement ;

3. se positionner comme un vecteur de progrès économique et social en repoussant les limites actuelles du système bancaire et en offrant des services financiers adaptés pour tous ;

4. établir de nouveaux standards de qualité de service et de contrôle des risques ;

5. s'ériger comme l'acteur africain de référence.

Les principales réalisations se présentent comme suit :



Source : Attijariwafa bank

2 **Consolider un leadership incontesté sur certains métiers de la Banque**	**Banque de financement et d'investissement**	• **Financement du Corporate au Maroc** : Leader avec une part de marché en 2011 de près de 30% ; • **Project finance** : Leader avec une production de plus de 40 milliards de DH sur la période 2008-2011; • **Corporate Finance** : ✓ M&A : Leader avec un volume de 20 milliards de DH sur la période 2007-2011; ✓ ECM (principalement introductions en bourse) : Leader avec un volume de 17 milliards de DH sur la période 2007-2011 ; ✓ DCM (dette privée) : Leader avec un volume de 40 milliards de DH sur la période 2007-2011.
	Banque de financement et d'investissement	• **Activités de change, activités obligataires** : Leader avec un volume de 1 762 milliards de DH en 2011 ; • **Intermédiation boursière** : Leader avec un volume marché central 17,9 milliards de DH avec une part de marché en 2011 de 26% ; • **Gestion d'actifs** : Leader avec un encours d'actifs sous gestion de 66,5 milliards de DH avec une part de marché en 2011 de 29% ; • **Custody** : Leader avec un encours d'actifs en conservation de 465 milliards de DH avec une part de marché en 2011 de 36% ;

Source : Attijariwafa bank

3	Exemples d'initiatives	Descriptions
Se positionner comme un vecteur de progrès économique et social	بخير جسور	• Concept novateur de la banque économique « Low income banking » ciblant une population non bancarisée et capitalisant sur les actifs du Groupe (marque, fonds de commerce et réseau de Wafacash, savoir faire bancaire de Attijariwafa bank) ; • Offre simple et adaptée aux besoins de la population à revenus modestes et destinée à démocratiser l'accès au système bancaire Marocain ; • Accès à des produits de financement et de bancassurance adaptées.
	دار الصفاء Dar Assafaa	• Société de financement Marocaine strictement conforme aux pratiques internationales en matière de finance alternative ; • Offres diversifiée de produits de financement de l'immobilier et de la consommation : Safaa Immo, Safaa Auto, Safaa Conso, Safaa Tajhiz ; • Offre de comptes et d'épargne conforme aux pratiques internationales en matière de finance alternative.
		• Offre sur-mesure en direction des opérateurs du secteur agricole s'inscrivant dans le cadre de la stratégie nationale de promotion du secteur agricole (Maroc Vert) ; • Accompagnement structuré des exploitations modernes et compétitives ; • Gamme de produits et services bancaires adaptée à chaque typologie de client.
		• Offre destinée à la clientèle de la Très Petite Entreprise (TPE) ciblant l'accompagnement, le conseil et le financement de ce segment de clientèle stratégique pour Attijarwafa bank ; • Offre globale de produits et services spécifiques : un package de produits et services ; une offre monétique (cartes et TEP), une gamme de produits de bancassurance (dommage, hospitalisation et retraite), des financements spécifiques à la clientèle de TPE. • Adaptation de l'organisation commerciale et des processus de risk management pour la prise en charge des besoins de la clientèle TPE

Source : Attijariwafa bank

4

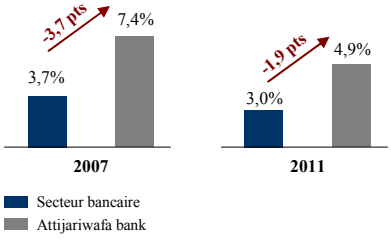
Établir de nouveaux standards de qualité de service

- Affirmation de la culture de la qualité et instauration de prix et concours internes et externes reconnaissant les meilleures performances en la matière ;
- Approche quantitative par lean mesure et le pilotage de la qualité produite et de la qualité perçue par les clients ;
- Efforts d'optimisation , de lean et de reengineering ;
- Poursuite de la certification interne et externe des processus (ex: processus dans les Centres d'Affaires) et des processus critiques.

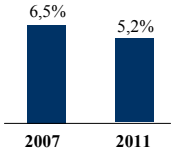
Établir de nouveaux standards de contrôle des risques

- Amélioration et solidification permanentes des processus de risk management et alignement avec les standards internationaux (notation, Bâle II, etc.) ;
- Culture de l'anticipation et dialogue permanent entre les lignes métiers et la Gestion Globales des Risques ;
- Renforcement et centralisation des processus risk management des filiales acquises dans le cadre de leurs plans d'intégration et de transformation

Taux de contentialité au Maroc
Social



Taux de contentialité Groupe
Consolidé



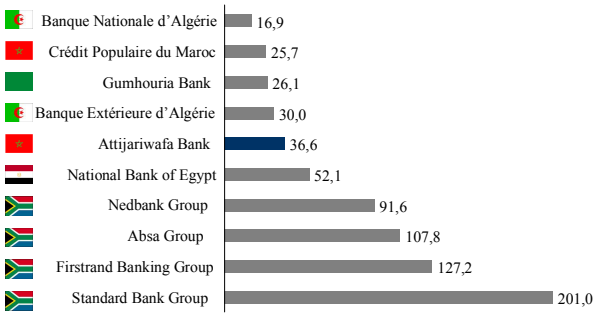
Source : Attijariwafa bank

5

S'ériger comme l'acteur africain de Référence

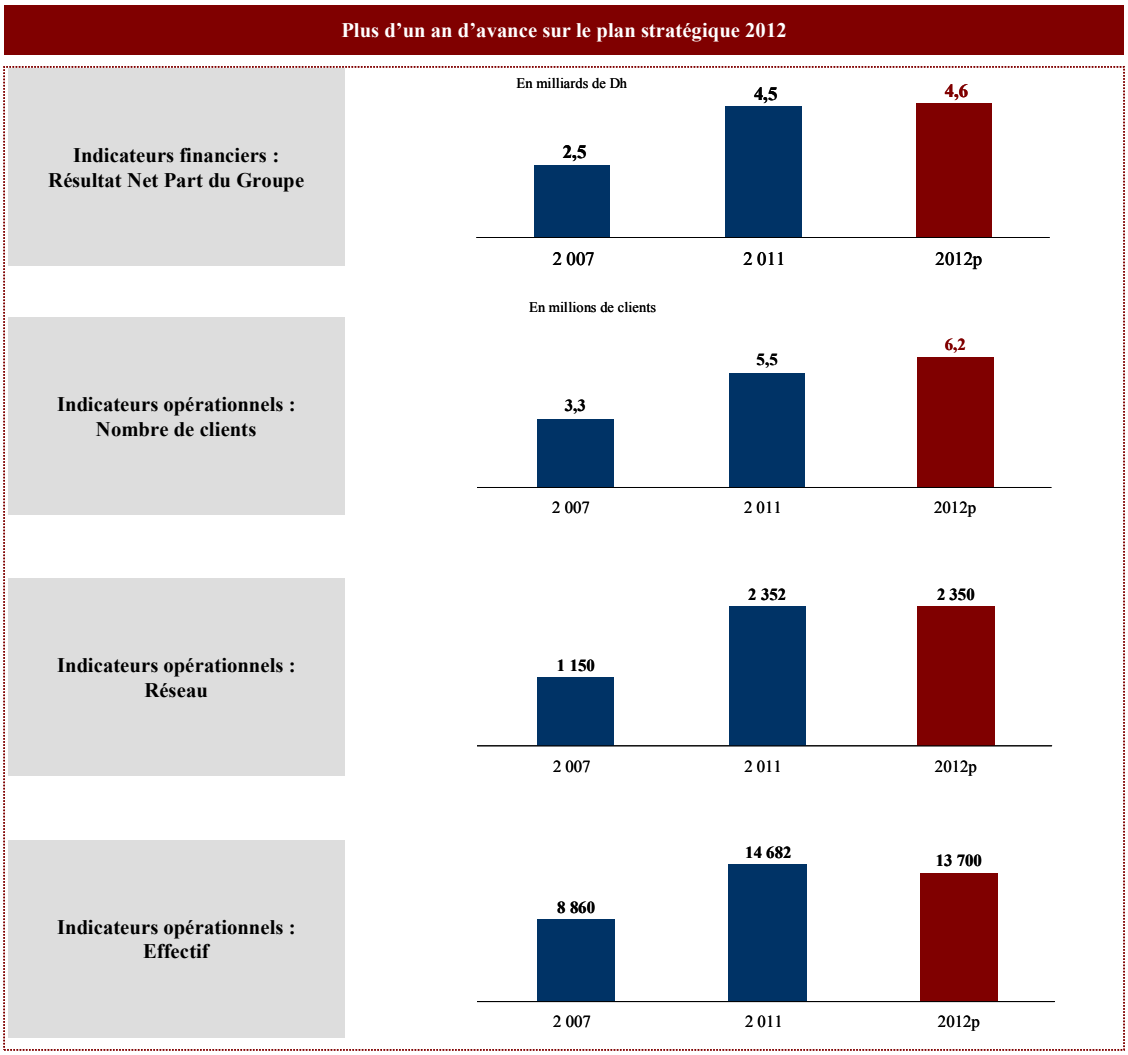
6ème banque en Afrique

(Total Bilan en USD mds)



Source: Jeune Afrique HS n°25
Note: en USD Mds – données 2010 à l'exception des banques algériennes et libyennes

Source : Attijariwafa bank



Source : Attijariwafa bank - Les données prévisionnelles de 2012 correspondent aux chiffres du business plan établit en 2007

I.2. Orientations stratégiques du nouveau plan Attijariwafa 2015

Le plan stratégique Attijariwafa 2015 s'inscrit dans la continuité des plans précédents (ex : Izdihar 2010 et Attijariwafa 2012) et se focalise sur le maintien et la mise sous contrôle de rythmes de croissance et de niveaux de rentabilité satisfaisants pour l'ensemble des métiers à forte contribution.

Il projette un certain nombre de ruptures en termes d'ambitions stratégiques associées à certains leviers créateurs de valeurs et cible un nouveau palier en matière de pratiques managériales à horizon 2015.

Le plan stratégique d'Attijariwafa bank 2015 ambitionne de maintenir sur la période 2012 – 2015 des rythmes de croissance élevés dans un contexte économique incertain et un marché bancaire moins porteur que par le passé : crise de la dette et de la croissance en Europe, ralentissement de la croissance mondiale, incertitude sur le rythme de croissance au Maroc et sur les équilibres budgétaires et de la balance des paiements, etc.

Afin d'atteindre les rythmes de croissance ciblés, une optimisation continue du modèle globale et une amélioration substantielle des pratiques managériales sont nécessaires.

Attijariwafa 2015 : principales orientations stratégiques

Les principales orientations stratégiques du plan stratégique Attijariwafa 2015 se présentent comme suit :

1 Consolidation du positionnement au Maroc, l'optimisation du mix et la capture du potentiel supplémentaire

- Consolider les positions de leader sur l'ensemble des métiers et segments de clientèle historiques ;
- Capturer une part significative et devenir la Banque de Référence sur les segments de clientèle faiblement pénétrés (exemple : Banque Economique, Finance alternative, TPE, etc.) ;
- Capturer de manière rigoureuse et systématique les synergies de revenus et de charges.

2 Capture du potentiel significatif de croissance dans le réseau international

- Poursuivre le maillage du réseau et le développement en Afrique ;
- Transformer systématiquement les banques acquises en Afrique et renforcer les processus de Risk Management d'Audit et de Contrôle Interne ;
- Déployer progressivement le business model Attijariwafa bank dans les différents pays de présence ;
- Déployer les lignes métiers du Groupe (Banque de Financement, Banque des Marchés et de Capitaux, Crédits aux Particuliers, Assurance, etc.) dans les pays de présence et construire un positionnement régional
- Mettre en œuvre les initiatives transverses entre les pays et les régions permettant la cross-fertilisation et le partage des meilleures pratiques.

3 Économies d'échelle et meilleurs standards internationaux

- Accélérer la capture des économies d'échelle (industrialisation des processus, mutualisation, rationalisation des structures, etc.)
- Hisser les pratiques managériales, les capacités d'exécution et les standards de qualité de service, et de contrôle des risques et de gestion du capital humain au niveau des meilleures pratiques internationales.

4 Émergence des marchés de présence et intégration régionale

- Capitaliser sur l'émergence de Casablanca en tant que hub financier régional ;
- Capitaliser et impulser le développement accéléré des marchés de capitaux au Maroc ;
- S'inscrire dans la dynamique actuelle d'intégration régionale dans un contexte de profondes mutations politiques, sociales et économiques.

Source : Attijariwafa bank

Principaux moyens transverses à mettre en place

Le plan stratégique Attijariwafa 2015 s'appuiera sur les moyens transverses suivants :

Thématique	Principaux projets / actions et réflexions menées
Organisation et Gouvernance	• Optimisation de l'architecture et du fonctionnement des Comités et instances de gouvernance (Comité DG, COMEX, Comité Groupe, etc.) ; • Mise en place de l'organisation commerciale matricielle au niveau de la Banque de Détail ; • Ajustement du modèle organisationnel « Corporate & Investment banking » ; • Afrique : l'ancrage de la BDDI en tant qu'entité pilotant le P&L africain et capturant les synergies ainsi que le déploiement de lignes métier régionales dans le cadre d'une gouvernance matricielle (Immigrant banking, Banque transactionnelle, Activités de cash, crédit à la consommation, etc.).
Capital humain	• Amélioration des processus critiques ciblant les meilleures pratiques (ex : gestion du pool de talents, gestion des carrières, fixation des objectifs et d'évaluation des managers, processus de rémunération, etc).
Pilotage	• Amélioration et instauration du Datawarehouse ; • Accélération de l'évolution des pratiques internes en matière de pilotage stratégique, financier et opérationnel.
Marketing stratégique	• Mise en place d'une entité dédiée au marketing stratégique et prise en charge des problématiques structurantes associées (segmentation, tarification, connaissance client, etc.).
Marque et communication	• Amélioration de l'attractivité de la marque Attijariwafa bank auprès de sa cible sur les divers marchés de présence.
Distribution et pilotage commercial	• Clarification des périmètres gérés par les « Business Units » ; • Optimisation des outils disponibles (CRM, DWH, multicanal), harmonisation et amélioration des pratiques commerciales.
IT et opérations	• Optimisation de la Gouvernance des projets structurants ; • Formalisation des orientations stratégiques relatives à l'IT ; • Relève des ressources critiques ; • Schéma Directeur informatique à positionner en 2012.
Mise en œuvre de la stratégie	• Optimisation de la gouvernance autour de l'exécution des projets stratégiques

Source : Attijariwafa bank

PARTIE VII : FACTEURS DE RISQUE

La gestion des risques d'Attijariwafa bank est centralisée au niveau du pôle Gestion Globale des Risques (GGR) qui se charge de la supervision, du contrôle et de la mesure des risques encourus par le Groupe à l'exception des risques opérationnels.

L'indépendance de cette structure vis-à-vis des autres pôles et métiers permet d'assurer une objectivité optimale aux propositions de prise de risque qu'elle soumet au comité de crédit et à leur contrôle.

II. RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE

En 2005, Attijariwafa bank a décidé de mettre en place un dispositif spécifique de contrôle des risques de marché qui s'inscrit dans le cadre du dispositif global du Contrôle Interne conformément aux dispositions de la circulaire n° 6/G/2001 de Bank Al-Maghrib.

Ce dispositif s'articule autour de trois niveaux d'intervention :

- Le contrôle interne de premier niveau, assuré par les opérateurs du *Front Office* qui sont tenus de se conformer aux dispositions réglementaires et à la politique définie par la banque en matière de suivi et de gestion des risques ;
- le suivi des risques par le *Middle Office* qui s'assure quotidiennement du respect des limites relatives aux risques de change, de taux et de contrepartie. Il informe périodiquement la Direction et les autres entités de contrôle à travers un système de reporting. D'autre part, l'entité « Surveillance et suivi des risques de marché » a pour fonction de détecter, analyser et suivre les différentes positions de la banque en matière de taux et de devises puis rationaliser ces positions par des autorisations formalisées et enfin être alertée à toute déviation de ces positions. Ce suivi se fait notamment à travers les supports suivants :
  - ✓ un suivi mensuel de l'exposition au risque de change permet le calcul rétrospectif de la Value at Risk (VaR) qui mesure la perte potentielle maximale liée à l'exposition au risque de change de l'établissement ;
  - ✓ un reporting mensuel présente de manière synthétique l'exposition au risque de change de la banque par rapport aux limites fixées.
- les organes de contrôle réalisent des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale.

Le modèle VaR[78] a été développé par les soins de la gestion globale des risques d'Attijariwafa bank. Il couvre le risque de taux Dirham ainsi que le risque de change au comptant et à terme. Le choix de la méthode RiskMetrics développée par JP Morgan afin d'appréhender une mesure de la VaR présente différents avantages : elle est facile à implémenter, tient compte des corrélations existantes entre les prix des actifs et prend en considération les fluctuations récentes et historiques des prix. Par conséquent, la méthode RiskMetrics repose sur une matrice de variances et covariances des rendements des actifs du portefeuille ainsi que leur composition dans le portefeuille.

La gestion globale des risques produit mensuellement un reporting détaillé qui retrace le calcul et l'évolution de la VaR et le contrôle des limites réglementaires et internes. Le modèle permet de faire du backtesting qui est une technique permettant de tester la validité du modèle de calcul de la VaR. Il consiste à se baser sur des opérations historiques de calcul de la VaR et voir par la suite si cette VaR encadrait réellement la perte potentielle réalisée en la comparant au P&L théorique.

Par ailleurs, la banque a instauré un système de limites internes pour mesurer et contrôler les risques de marché. Ces limites sont relatives au portefeuille de négociation, la position de change, matières premières et options de change.

[78] La Value at Risk représente la perte potentielle maximale sur la valeur d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers compte tenu d'un horizon de détention et d'un intervalle de confiance.

II.1. Risque de taux

Le système bancaire est soumis à une baisse tendancielle des taux d'intérêt. Le rendement des crédits combiné au renchérissement des coûts des ressources affecte les marges d'intermédiation bancaire. La banque encourt le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les Produits Nets Bancaires prévisionnels.

Au 31 décembre 2010, la valeur de marché du portefeuille Trading Bons du Trésor s'établit à 3 170 millions de dirhams, avec une VaR de 391 639 dirhams. Les principaux instruments de couverture des taux utilisés sont les prêts/emprunts, les swaps de taux et les forwards rate agreements (FRAs). En l'absence d'outils de couverture, la gestion du risque de taux se fonde sur l'optimisation des adossements des actifs et des passifs (gestion dynamique actif/passif) à travers l'orientation de la stratégie en matière de dépôts et de crédits.

Au 31 décembre 2011, la valeur de marché du portefeuille Trading Bons du Trésor s'établit à 5 510 millions de dirhams, avec une VaR 1 jours de 3,681 millions de dirhams

II.2. Risque de change

Tout établissement bancaire encourt un risque de change qui trouve son origine dans les différentes activités de la banque (participations, filiales à l'étranger, crédits en devises, titres en devises, emprunts en devises, swap, options de change, change à terme, etc.). L'établissement bancaire peut constater une évolution des taux de change futurs en sa défaveur, et enregistrer en conséquence une réduction de sa marge prévisionnelle. Le risque de change d'Attijariwafa bank, au 31 décembre 2011, peut être analysé selon le tableau suivant :

Devises	Position en devises	Cours	Contre-valeur (Kdh)	% des fonds propres
USD	114 127	8,565	977 507	5,04%
EUR	112 569	11,1095	1 250 587	6,44%
JPY	150 643	0,111	16 717	0,09%
CHF	958	9,1269	8 739	0,05%
GBP	1 354	13,2987	18 000	0,09%
CAD	7 204	8,4114	60 595	0,31%
DKK	824 541	1,4947	1 232 440	6,35%
NOK	164	1,43	235	0,00%
SEK	2 101	1,2468	2 620	0,01%
DZD	574	0,1114	64	0,00%
TND	264	5,7302	1 511	0,01%
SAR	4 399	2,2838	10 046	0,05%
KWD	94	30,7433	2 905	0,01%
AED	2 872	2,3318	6 696	0,03%
LYD	54	7,049	378	0,00%
MRO	961	0,0291	28	0,00%

En milliers – Source : Attijariwafa bank

Au 31 décembre 2011, la somme des positions de change de la banque se présente comme suit :

- en termes de positions longues, la somme est égale à 3 507 390 Kdh ;
- en termes de positions courtes, la somme est égale à 81 678 Kdh.

III. RISQUE DE LIQUIDITE

L'activité de transformation, propre aux établissements bancaires, implique nécessairement un risque de liquidité. Les maturités des emplois et des ressources, toutes différentes les unes des autres, créent au sein du bilan de la banque des écarts entre volume d'actifs et de passifs qui sont à la source du risque de liquidité.

En cas de bouleversements structurels, la banque peut se trouver dans l'impossibilité de se procurer des liquidités dans des conditions normales de volume et de taux. Dans un pareil cas, les besoins de refinancement futurs peuvent réduire les marges prévisionnelles.

Le ratio de liquidité réglementaire[79] se présente comme suit :

Date	Ratio de liquidité Maroc	Evolution
31-mars-06	92,80%	
30-juin-06	87,20%	-5,60 pts
31-déc-06	96,40%	+9,20 pts
31-mars-07	77,60%	-18,80 pts
30-juin-07	131,40%	+53,80 pts
31-déc-07	107,90%	-23,50 pts
30-juin-08	101,60%	-6,30 pts
31-déc-08	100,60%	-1,00 pt
31-mars-09	121,01%	+20,41 pts
30-juin-09	100,90%	-20,11 pts
31-déc-09	107,98%	+7,08 pts
31-mars-10	94,73%	-13,25 pts
30-juin-10	91,48%	-3,25 pts
31-déc-10	94,16%	+2,68 pts
31-mars-11	87,02%	-7,14 pts
30-juin-11	95,04%	+8,02 pts
31-déc-11	95,40%	0,36 pt

Source : Attijariwafa bank

IV. GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

Dans un contexte de changements profonds survenus au Maroc, à savoir la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement douanier et l'entrée en vigueur de plusieurs accords de libre-échange, le risque de contrepartie du secteur bancaire pourrait se détériorer et, par conséquent, induire une hausse du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

Pour gérer le risque de contrepartie, l'entité « Risque de crédit » au sein de la GGR a pour mission principale d'analyser et d'instruire les demandes de prise de risque émanant des différentes forces de vente du groupe. Elle a, en outre, pour prérogatives l'évaluation de la consistance et de la validité des garanties, l'appréciation du volume d'activité de la relation et le bien-fondé économique des financements sollicités. Chaque Business Unit est dotée d'une structure d'engagement et d'une structure de recouvrement clairement indépendantes et hiérarchiquement liées au pôle Gestion Globale des Risques.

[79] Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.
Le niveau minimum réglementaire du ratio de liquidité est fixé à 100% par Bank Al-Maghrib.

IV.1. Répartition des engagements de l'établissement au 31.12.2011[80]

Par secteur d'activité

La répartition des risques selon les secteurs de l'économie fait l'objet d'une attention particulière et se double d'une analyse prospective permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque. Elle s'appuie sur des études exprimant une opinion sur l'évolution des secteurs et identifiant les facteurs qui expliquent les risques encourus par leurs principaux acteurs.

La répartition des engagements donnés par secteur, rapportés au total des engagements de la Banque à fin 2011, se décline comme suit :

- les établissements financiers-holding et assurances représentant 16%, en baisse de 15,8% par rapport à fin 2010. Les risques sur les engagements de ce secteur sont très faibles (96% des engagements des établissements financiers spécialisés sont sur des filiales de banques) ;
- le BTP & matériaux de construction représente 7,0% en 2011, soit 0,6 point de moins qu'en 2010. Les crédits par signature représentent plus de la moitié des engagements globaux de ce secteur ;
- la promotion immobilière représente 8,0% en 2011, en baisse de 0,6 point par rapport à fin 2010. Les engagements sur ce secteur ont connu une forte progression du fait de la stratégie de la Banque d'accompagner la réalisation de nombreux grands projets d'envergure en matière d'habitat.

Par contrepartie

Evaluée en tenant compte de l'ensemble des engagements portés sur un même bénéficiaire, la diversification est une constante de la politique de risque de la Banque. L'étendue et la variété des activités du Groupe pourraient y participer.

Les éventuelles concentrations font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives.

Par zone géographique

Au niveau du Maroc, la répartition des engagements par zone géographique montre que l'exposition de la Banque est très largement concentrée sur la région de Casablanca (78% des engagements), suivie de la région de Rabat (9%). Les régions Meknès-Fès, Souss-Sahara et le Rif-Oriental représentent 3% des engagements chacune, tandis que les 4% restant sont répartis sur les autres régions du Royaume.

Cette concentration s'explique par :

- le fait que les régions de Casablanca et rabat représentent le «cœur économique, financier et administratif » du Royaume ;
- la domiciliation des comptes à Casablanca et Rabat des principaux projets d'infrastructure lancés et réalisés en province.

[80] Source : Attijariwafa bank

Par qualité du portefeuille

Afin d'évaluer l'ensemble de ses contreparties, le Groupe a développé un système de notation en phase avec les exigences de « Bâle II ». Ainsi, la mise en œuvre de l'approche de notation interne repose sur des exigences minimales qui permettent à chaque établissement de crédit de choisir les systèmes et les méthodes les mieux adaptés à son activité.

En effet, le système de notation doit être caractérisé par deux paramètres bien distincts : le risque de défaut de l'emprunteur et les facteurs spécifiques à la transaction. L'horizon temporel des évaluations du risque de défaut est estimé à 1 an.

Ce système qui doit faire l'objet d'une validation régulière et d'un suivi de ses performances, doit également avoir un caractère prédictif et prendre en compte le jugement humain.

En termes de documentation, la conception du système de notation et ses modalités opérationnelles doivent être formalisées. En particulier, les aspects différentiation du portefeuille, critères de notation, responsabilité des différents intervenants, fréquence de revue et implication du management doivent être traités de manière approfondie.

Les données sur les principaux emprunteurs et les caractéristiques des facilités doivent être collectées et stockées.

En outre, les banques doivent disposer d'un système solide pour valider l'exactitude et la cohérence des systèmes et procédures de notation ainsi que l'estimation de tous les grands facteurs de risque. Elles doivent démontrer à leur autorité de contrôle que leur processus de validation leur permet d'évaluer, de manière cohérente et significative, les performances de leurs systèmes internes de notation et d'appréciation du risque.

Dès juin 2003, une première génération des systèmes de notation interne d'Attijariwafabank a été élaborée avec l'assistance technique de la société de financement internationale et du cabinet Mercer Oliver wyman. Ce système prenait en compte deux paramètres : une échelle de notation de six notes (A, B, C, D, E et F) et les probabilités de défaut (PD) estimées. Le modèle initial se limitait à cinq facteurs financiers explicatifs du risque de crédit.

En 2010, le Groupe Attijariwafa bank a déployé un nouveau modèle de notation interne au niveau du système opérant de la banque qui est en ligne avec les exigences Bâle II. Ce modèle dédié aux entreprises, prend en compte en plus des éléments financiers, des éléments qualitatifs et de comportement. Il couvre l'essentiel des engagements de la banque. Sa conception repose sur l'analyse des classes homogènes et sur des analyses statistiques éprouvées.

Le dispositif de notation est fondé essentiellement sur la Note de Contrepartie qui reflète sa probabilité de défaut à un horizon d'observation d'une année. La note est attribuée à une classe de risque de l'échelle de notation, laquelle échelle est constituée de huit classes de risque dont une en défaut (A, B, C, D, E, F, G, et H).

Note	Niveau de risque
A	Très bon
B	Bon
C	Assez bon
D	Moyen
E	Médiocre
F	Mauvais
G	Très mauvais
H	Défaut

Source : Attijariwafa bank

Le système de notation présente les caractéristiques suivantes :

- périmètre : portefeuille des entreprises hors collectivités locales, sociétés de financement et sociétés de la promotion immobilière ;
- le dispositif de notation du Groupe Attijariwafa bank est fondé essentiellement sur la Note de la Contrepartie qui reflète sa probabilité de défaut à un horizon d'observation d'un an ;
- le calcul de la note système résulte de la combinaison de trois types de notes : Note financière, note qualitative et note de comportement ;
  - ✓ la note financière est basée sur plusieurs facteurs financiers liés à la taille, au dynamisme, à l'endettement, à la rentabilité et à la structure financière de l'entreprise ;
  - ✓ la note qualitative est basée sur des informations concernant le marché, l'environnement, l'actionnariat et le management de l'entreprise. Ces informations sont renseignées par le Réseau ;
  - ✓ la note de comportement est basée sur la physionomie du compte.
- toute note système de contrepartie fait l'objet d'un agrément (à chaque notation) par le comité de crédit selon les délégations de pouvoirs en vigueur ;
- la probabilité de défaut évalue uniquement la solvabilité de la contrepartie, indépendamment des caractéristiques de la transaction (garanties, rangs, clauses…) ;
- les classes de risque du modèle ont été calibrées par rapport aux classes de risque des agences de notation internationales ;
- la note est attribuée à une classe de risque de l'échelle de notation, laquelle échelle est constituée de 8 classes regroupées en 3 catégories :
  - ✓ contreparties saines : les classes de A à D ;
  - ✓ contreparties sensibles : E à G ;
  - ✓ contreparties en défaut : la classe H (Douteux, Compromis, Consolidation, Recouvrement, Provision).
- usage de la notation interne : le système de notation interne fait actuellement partie intégrante du process d'évaluation et de décision de crédit. En effet, lors du traitement de la proposition de crédit, la notation est prise en considération. Les niveaux de délégation des compétences en termes de décisions de crédit sont d'ailleurs fonction de la notation risque ;
- mise à jour de la note : les notes de contreparties sont réexaminées lors de chaque renouvellement de dossier et au minimum une fois par an. Cependant, pour les clients relevant du périmètre des dossiers d'entreprises sous surveillance (Classe F, G ou pré-recouvrement), la note de Contrepartie doit être revue semestriellement. De façon générale, toute information nouvelle significative doit être l'occasion de s'interroger sur la pertinence de la note de Contrepartie à la hausse ou à la baisse.

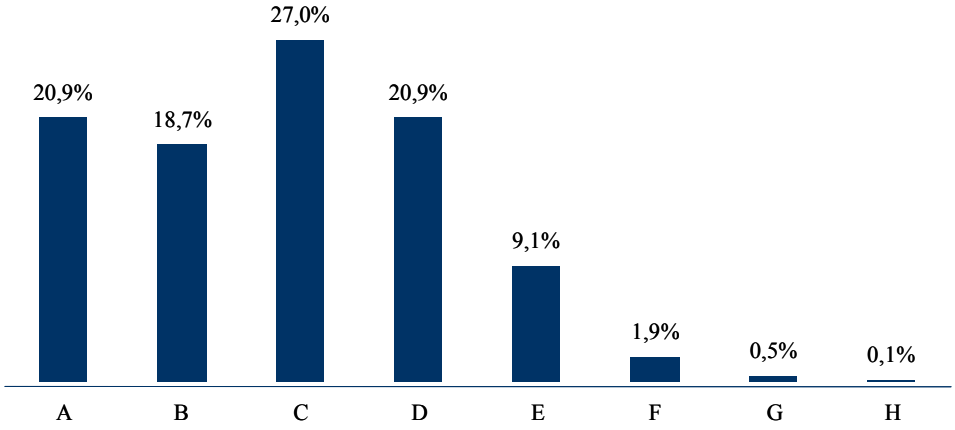
Le système de notation est dynamique, sa révision annuelle (Backtesting) est prévue pour :

- tester le pouvoir prédictif du modèle de notation ;
- s'assurer de la bonne calibration des probabilités de défauts.

Au titre de surveillance de la qualité du risque, L'entité Systèmes de Risk management produit un reporting périodique sur la cartographie des risques selon différents axes d'analyse (Engagement, secteur d'activité, tarification, Réseaux, dossiers échus …) et veille à améliorer le taux de couverture du portefeuille.

Au plan des engagements, la distribution des risques relative au périmètre entreprises se présente comme suit :

Répartition des engagements de la banque (périmètre entreprises) par classe de risque au 31 décembre 2011 *



Source : Attijariwafa bank

* Les administrations publiques, les sociétés de financement et les sociétés de la promotion immobilière sont hors périmètre

Un système de notation relatif à la promotion immobilière articulé autour de deux principales dimensions (client / projet) est en cours d'élaboration.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du processus de mise en conformité avec les approches avancées Bâle II.

Risque du marché actions

La valeur nette comptable des titres de placement et d'investissement d'Attijariwafa bank au 31 décembre 2011 en social ressort comme suit :

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus values latentes	Moins values latentes	Provisions
Titres de transaction	**32 076 343**	**32 076 343**	**-**	**-**	**-**	**-**
Bons et valeurs assimilées	21 676 171	21 676 171	-	-	-	-
Obligations	1 689	1 689	-	-	-	-
Autres titres de créances	138 007	138 007	-	-	-	-
Titres de propriété	10 260 476	10 260 476	-	-	-	-
Titres de placement	**5 489 983**	**5 463 930**	**-**	**104 438**	**26 053**	**26 053**
Bons et valeurs assimilées	4 101 640	4 097 815	-	75 702	3 825	3 825
Obligations	1 292 836	1 288 459	-	21 009	4 377	4 377
Autres titres de créances	-	-	-		0	0
Titres de propriété	95 508	77 656	-	7 727	17 851	17 851
Titres d'investissement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Bons et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créances	-	-	-	-	-	-

Kdh - Source: Attijariwafa bank

A noter que la valeur comptable des titres de transaction est égale à la valeur de marché. Pour les titres de placement, la valeur comptable est la valeur historique tandis que la valeur actuelle correspond à la valeur de marché. En cas de moins value latente, une provision est constituée.

V. RISQUES REGLEMENTAIRES

Ratio de solvabilité

Attijariwafa bank dispose d'une assise financière solide lui permettant de faire face à l'ensemble de ses engagements, comme en atteste le ratio de solvabilité dégagé au 31 décembre 2011 :

	2011 *
Fonds propres réglementaires - Mdh (1)	18 566
Risques pondérés - Mdh (2)	184 285
Ratio de solvabilité (1) / (2)	**10,07%**

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés - * Le ratio de solvabilité de l'exercice 2011 est en attente de validation par Bank Al-Maghrib

VI. GESTION DU RISQUE PAYS

Le risque pays, qui renvoie à la fois au risque politique, au risque économique et au risque financier, tend à prendre une place prépondérante dans les préoccupations des banques.

Attijariwafa bank, en particulier, a décidé de mettre en place un dispositif d'appréciation et de gestion du risque pays, au sein du pôle Gestion Globale des Risques.

Au titre de l'exercice 2011, l'entité Pilotage & Reporting Risque a consolidé les activités de suivi et de surveillance au niveau de la banque et de ses filiales bancaires et financières, de même qu'elle a procédé à la mise en place d'un dispositif de gestion du risque pays.

Le dispositif de gestion du risque pays :

Le déploiement de la stratégie de croissance de la banque à l'international ainsi que les dispositions de la directive 1/G/2008 de Bank Al Maghreb ont motivé la mise en place d'un dispositif de gestion du risque pays au regard du poids sans cesse croissant de l'international dans l'exposition globale du groupe.

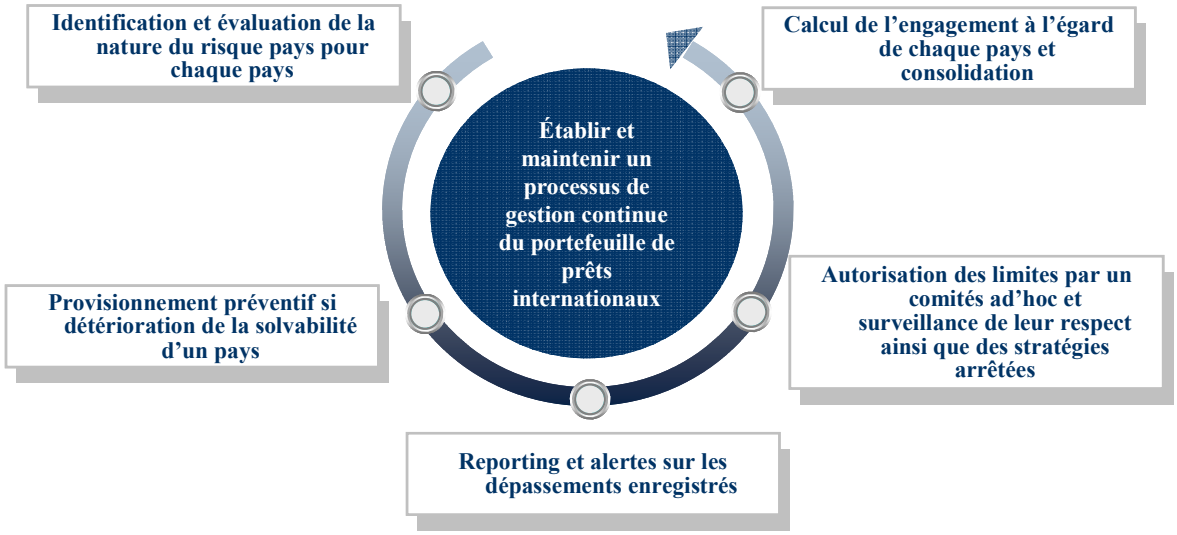
Ce dispositif s'articule autour des axes suivants :

- une charte de risque pays adoptée par l'organe de direction et approuvée par l'organe d'administration, et qui constitue le cadre de référence qui régit les activités génératrices de risques internationaux pour la banque ;
- le recensement et l'évaluation des risques internationaux : Le groupe AttijariwafaBank Bank déploie son activité bancaire et para bancaire aussi bien sur son marché domestique que dans les pays étrangers à travers des filiales voire même des succursales. A ce titre, son exposition aux risques internationaux regroupe tous types d'engagements pris par la banque en tant qu'entité créditrice vis-à-vis de contre parties non résidentes à la fois en dirhams et devises étrangères ;
- le retraitement et le calcul de l'exposition au risque pays selon le principe de transfert de risque ce qui permet de mettre en évidence les zones et les pays à forte exposition (en valeur et en % des fonds propres de la banque) ainsi que les typologies de risques correspondantes ;
- des règles de consolidation des expositions aux risques pays permettant, au-delà d'une analyse individuelle de l'engagement par pays de chaque filiale ainsi que du siège, une vue d'ensemble de l'engagement global du groupe ;
- l'élaboration et la diffusion d'un rapport hebdomadaire de l'évolution du risque pays récapitulant l'ensemble des évènements saillants survenus dans la semaine (mouvements des notations des agences et autres…) avec une mise à jour de la base «Monde» en matière de notations des pays par Standard & Poor's, Moody's, Fitch, Coface, OCDE, score interne de la banque et les CDS des pays;
- l'élaboration d'un score interne économique de risque pays traduisant l'indice de vulnérabilité par pays. Ce score est basé sur une approche multicritères d'évaluation combinant les indicateurs macroéconomiques, les notations des agences ainsi que les données du marché principalement les CDS (Credit Default Swap) en tant que baromètre de la probabilité de défaut associé à chaque émetteur ;

- l'élaboration d'un score interne politique de risque pays traduisant la vulnérabilité d'un pays face à l'instabilité politique. Ce score est basé sur une approche multicritère d'évaluation combinant l'appréciation des indicateurs qualitatifs ayant trait à la justice (Garantie juridique, environnement réglementaire), l'administration et la Bureaucratie, la redistribution des richesses, le Democracy Index ainsi que sur le score de Doing Business qui permet d'étudier les réglementations qui favorisent l'activité économique et celles qui la limitent ;
- l'allocation de limites, calibrées en fonction du profil risque du pays et du niveau des fonds propres de la banque est déclinées par zone, par pays, par secteur, par type d'activité, par maturité …)
- le suivi et la surveillance du respect des limites ;
- le provisionnement du risque pays en fonction de la dégradation des expositions (matérialisation du risque, rééchelonnement de la dette, défaut de paiement, bénéfice d'initiative d'allègement de la dette etc…) ;
- le stress test, exercice semestriel consistant à s'assurer de la capacité de la banque à résister à des facteurs de risques extrêmes (cas de la matérialisation du risque politique en Tunisie et en Côte d'Ivoire) et à en mesurer l'impact sur le capital et la rentabilité.

En définitive, la gestion du risque pays est encadrée par un dispositif qui assure la couverture des risques internationaux depuis leur origination jusqu'à leur dénouement final.

Dispositif de gestion du risque pays



Source : Attijariwafa bank

PARTIE VIII : FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Néant.

PARTIE IX : ANNEXES

DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES D'ATTIJARIWAFA BANK

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES AGREGES

I.1. Présentation

Attijariwafa bank est une société de droit commun constituée au Maroc. Les états de synthèse comprennent les comptes du siège ainsi que les agences établies au Maroc et à l'étranger et les succursales de Bruxelles. Les opérations et soldes significatifs internes entre les entités Marocaines et les succursales à l'étranger sont éliminés.

I.2. Principes Généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

I.3. Créances et engagements par signature

Présentation générale des créances

1- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
- Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation, crédit immobilier et autres crédits pour la clientèle.

2- Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

3- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle).

4- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

1- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises ;
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de : 20 % pour les créances pré-douteuses, 50 % pour les créances douteuses, 100 % pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

2- Dès le déclassement des créances en créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produit à leur encaissement.

3- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.

4- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connu une évolution favorable : remboursement effectif (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.

I.4. Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

I.5. Portefeuille titres

Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créances ou titre de propriété), d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créances qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Pensions livrées

Les titres mis en pension sont maintenus au bilan ; le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

I.6. Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

I.7. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan des entités étrangères (Succursales de Bruxelles) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historiques. L'écart résultant de la correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

A l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat est converti au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice.

I.8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à la discrétion des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

I.9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vies estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	NA
Immobilisations en recherche et développement	NA
Logiciels informatiques	6,67
Autres éléments du fonds de commerce	5

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeuble d'exploitation	25
Mobilier de bureau	6,67
Matériel informatique	6,67
Matériel roulant	5
Agencements, aménagements et installations	6,67

I.10. Charges à repartir

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Frais préliminaires	3
Frais d'acquisition des immobilisations	5
Frais d'émission des emprunts	NA
Prime d'émission ou de remboursement de titres de créances	NA
Autres charges à répartir	Entre 3 et 5 ans selon le cas

I.11. Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

I.12. Prise en charge des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire …).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

II. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES D'ATTIJARIWAFA BANK

II.1. Bilan 2009-2011

ACTIF	2009	2010	2011
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**11 073 971**	**9 704 499**	**8 883 843**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**37 210 728**	**29 580 619**	**29 439 482**
A vue	6 355 600	3 136 973	5 726 467
A terme	30 855 128	26 443 646	23 713 015
Créances sur la clientèle	**122 321 368**	**138 803 053**	**157 605 524**
Crédits de trésorerie et à la consommation	44 002 865	46 871 043	54 250 125
Crédits à l'équipement	34 396 158	43 032 617	49 681 787
Crédits immobiliers	40 194 664	45 069 432	50 256 714
Autres crédits	3 727 681	3 829 961	3 416 898
Créances acquises par affacturage	**0**	**0**	**609 141**
Titres de transaction et de placement	**37 649 961**	**29 908 542**	**37 540 273**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	24 369 175	16 594 647	25 773 986
Autres titres de créances	4 986 564	5 292 932	1 428 155
Titres de propriété	8 294 222	8 020 963	10 338 132
Autres actifs	**2 325 996**	**3 725 029**	**2 165 642**
Titres d'investissement	**0**	**0**	**0**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	0	0	0
Autres titres de créances	0	0	0
Titres de participation et emplois assimilés	**10 630 925**	**10 859 413**	**12 190 156**
Créances subordonnées	**0**	**0**	**0**
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**302 292**	**550 404**	**695 773**
Immobilisations incorporelles	**1 748 994**	**1 775 679**	**1 858 483**
Immobilisations corporelles	**2 616 074**	**2 552 874**	**2 340 178**
TOTAL ACTIF	**225 880 310**	**227 460 112**	**253 328 494**

En Kdh

PASSIF	2009	2010	2011
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	**0**	**0**	**0**
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**21 832 616**	**21 921 800**	**35 638 653**
A vue	3 279 834	7 076 666	7 588 676
A terme	18 552 782	14 845 134	28 049 978
Dépôts de la clientèle	**154 216 342**	**157 047 962**	**165 590 451**
Comptes à vue créditeurs	84 654 088	91 145 133	99 859 627
Comptes d'épargne	17 795 778	18 961 677	20 717 644
Dépôts à terme	45 115 781	39 751 445	38 715 162
Autres comptes créditeurs	6 650 695	7 189 707	6 298 019
Titres de créances émis	**4 311 376**	**8 334 259**	**10 189 227**
Titres de créances négociables émis	4 311 376	8 334 259	10 189 227
Emprunts obligataires émis	0	0	0
Autres titres de créances émis	0	0	0
Autres passifs	**18 670 722**	**10 124 681**	**9 214 395**
Provisions pour risques et charges	**745 324**	**849 752**	**880 241**
Provisions réglementées	**0**	**0**	**0**
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	**0**	**0**	**0**
Dettes subordonnées	**8 118 729**	**9 347 844**	**10 370 972**
Ecarts de réévaluation	**420**	**420**	**420**
Réserves et primes liées au capital	**13 262 667**	**14 896 000**	**16 358 000**
Capital	**1 929 960**	**1 929 960**	**1 929 960**
Actionnaires,Capital non versé (-)	**0**	**0**	**0**
Report à nouveau (+/-)	**-4 853**	**909**	**1 497**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**0**	**0**	**0**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**2 797 007**	**3 006 525**	**3 154 677**
TOTAL PASSIF	**225 880 310**	**227 460 112**	**253 328 494**

En Kdh

II.2. Hors Bilan 2009-2011

ENGAGEMENTS DONNES	2009	2010	2011
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 211	533	1 183
Engagements de financement en faveur de la clientèle	13 511 736	14 380 260	12 176 841
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	5 755 938	4 932 906	7 360 666
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	22 461 388	24 043 600	28 058 293
Titres achetés à réméré	0	0	0
Autres titres à livrer	0	0	0
Total	**41 730 273**	**43 357 299**	**47 596 983**

En Kdh

ENGAGEMENTS RECUS	2009	2010	2011
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0	266 628
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	15 474 570	15 188 837	14 831 908
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers	82 348	66 391	59 078
Titres vendus à réméré	0	0	0
Autres titres à recevoir	0	0	0
Total	**15 556 918**	**15 255 228**	**15 157 614**

En Kdh

II.3. Comptes de produits et de charges 2009-2011

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	2009	2010	2011
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les étab. de crédit	1 202 733	1 152 758	1 112 246
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	6 768 349	7 619 171	8 432 809
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	497 284	421 715	397 555
Produits sur titres de propriété	563 440	855 487	886 480
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	103 704	117 287	146 308
Commissions sur prestations de service	998 760	1 073 729	1 132 225
Autres produits bancaires	1 793 420	2 061 124	1 962 113
TOTAL I	**11 927 690**	**13 301 271**	**14 069 736**
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établ. de crédit	658 435	739 081	711 245
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	2 711 104	2 428 329	2 488 750
Intérêts et charges assimilées sur titres de créances émis	154 726	205 109	420 663
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	89 489	99 295	135 418
Autres charges bancaires	1 263 358	1 591 224	1 340 599
TOTAL II	**4 877 113**	**5 063 038**	**5 096 674**
III. PRODUIT NET BANCAIRE	**7 050 577**	**8 238 233**	**8 973 062**
Produits d'exploitation non bancaire	673 017	64 100	31 413
Charges d'exploitation non bancaire	56 292	32 781	1
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	1 286 307	1 377 972	1 540 770
Impôts et taxes	84 078	91 593	101 056
Charges externes	1 117 635	1 220 930	1 278 854
Autres charges générales d'exploitation	15 804	9 280	7 098
Dot. aux amort. et aux provisions des immo. incorporelles et corporelles	377 218	414 092	418 130
TOTAL IV	**2 881 043**	**3 113 867**	**3 345 908**
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES			
Dot. aux prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	823 398	1 095 966	1 058 640
Pertes sur créances irrécouvrables	605 337	434 499	783 859
Autres dotations aux provisions	370 070	238 366	380 658
TOTAL V	**1 798 805**	**1 768 831**	**2 223 157**
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
Reprises de prov. pour créances & engagements par signature en souffrance	948 342	760 714	831 081
Récupérations sur créances amorties	112 081	72 645	74 056
Autres reprises de provisions	241 446	133 070	288 703
TOTAL VI	**1 301 868**	**966 429**	**1 193 840**
VII. RESULTAT COURANT	**4 289 323**	**4 353 283**	**4 629 248**
Produits non courants	826,23489	1265	297
Charges non courantes	40 120	9 338	25 031
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	**4 250 029**	**4 345 210**	**4 604 514**
Impôts sur les résultats	1 453 022	1 338 685	1 449 837
IX. RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**2 797 007**	**3 006 525**	**3 154 677**

En Kdh

II.4. État des soldes de gestion 2009-2011

ETAT DES SOLDES DE GESTION	2009	2010	2011
Intérêts et produits assimilés	8 468 366	9 193 644	9 942 610
Intérêts et charges assimilées	3 524 265	3 372 520	3 620 657
MARGE D'INTERET	**4 944 102**	**5 821 124**	**6 321 953**
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	103 704	117 287	146 308
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	89 489	99 295	135 418
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	**14 215**	**17 992**	**10 890**
Commissions perçues	998 760	1 073 729	1 132 225
Commissions servies	4	0	0
MARGE SUR COMMISSIONS	**998 756**	**1 073 729**	**1 132 225**
Résultat des opérations sur titres de transaction	443 755	429 170	694 124
Résultat des opérations sur titres de placement	40 323	41 995	3 469
Résultat des opérations de change	502 889	513 569	422 505
Résultat des opérations sur produits dérivés	139 467	162 199	170 434
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	**1 126 434**	**1 146 933**	**1 290 533**
Divers autres produits bancaires	563 440	855 487	886 480
Diverses autres charges bancaires	596 369	677 033	669 019
PRODUIT NET BANCAIRE	**7 050 577**	**8 238 233**	**8 973 062**
Résultat des opérations sur immobilisations financières	598 395	2 295	-12 765
Autres produits d'exploitation non bancaire	58 762	36 369	26 457
Autres charges d'exploitation non bancaire	0	0	1
Charges générales d'exploitation	2 881 043	3 113 867	3 345 908
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**4 826 692**	**5 163 029**	**5 640 845**
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-368 312	-697 106	-937 362
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-169 058	-112 640	-74 234
RESULTAT COURANT	**4 289 323**	**4 353 283**	**4 629 248**
RESULTAT NON COURANT	**-39 294**	**-8 073**	**-24 734**
Impôt sur les résultats	1 453 022	1 338 685	1 449 837
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**2 797 007**	**3 006 525**	**3 154 677**

En Kdh

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2009	2010	2011
Résultat net de l'exercice	**2 797 007**	**3 006 525**	**3 154 677**
Dot. aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	377 218	414 091	418 130
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	8 194	40 395	18 910
Dotations aux provisions pour risques généraux	300 000	150 000	314 400
Dotations aux provisions réglementées	0	0	0
Dotations non courantes	0	0	0
Reprises de provisions	141 554	106 984	1 189
Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	5 335	142	298
Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	0	0	1
Plus-values de cession des immobilisations financières	614 255	27 732	4 955
Moins-values de cession des immobilisations financières	56 292	32 781	0
Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**2 777 567**	**3 508 934**	**3 899 676**
Distribution des bénéfices	964 980	1 157 976	1 543 968
AUTOFINANCEMENT	**1 812 587**	**2 350 958**	**2 355 708**

En Kdh

II.5. Tableau des flux de trésorerie 2009-2011

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	2009	2010	2011
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	11 364 250	12 445 784	13 183 256
2. (+) Récupérations sur créances amorties	112 081	72 645	74 056
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	54 253	65 365	31 710
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-5 004 926	-5 450 306	-5 750 650
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	0	-32781	-1
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-2 503 825	-2 699 775	-2 927 778
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-1 453 022	-1 338 685	-1 449 837
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	**2 568 811**	**3 062 247**	**3 160 756**
Variation des :			
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-912 440	7 630 109	141 137
9. (±) Créances sur la clientèle	-13 107 341	-16 481 685	-19 411 611
10. (±) Titres de transaction et de placement	-7 555 335	7 741 419	-7 631 731
11. (±) Autres actifs	725 127	-1 399 033	1 559 467
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	31 410	-248 112	-145 369
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 155 149	89 184	13 716 853
14. (±) Dépôts de la clientèle	3 062 009	2 831 620	8 542 489
15. (±) Titres de créances émis	977 508	4 022 883	1 854 968
16. (±) Autres passifs	10 808 273	-8 546 041	-910 367
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	**-3 815 640**	**-4 359 656**	**-2 284 164**
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**-1 246 829**	**-1 297 409**	**876 592**
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	1 534 954	95 000	
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	18 217		174 104
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-3 532 311	-291 574	-1 301 275
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-525 025	-377 852	-467 914
21. (+) Intérêts perçus	0	0	0
22. (+) Dividendes perçus	563 440	855 487	886 480
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**-1 940 725**	**281 061**	**-708 605**
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus			
24. (+) Emission de dettes subordonnées	2 000 000	1 200 000	1 000 000
25. (+) Emission d'actions	0	0	0
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	0	0	0
27. (-) Intérêts versés	-299 830	-395 148	-444 675
28. (-) Dividendes versés	-964 980	-1 157 976	-1 543 968
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**735 190**	**-353 124**	**-988 643**
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	**-2 452 364**	**-1 369 472**	**-820 656**
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**13 526 335**	**11 073 971**	**9 704 499**
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**11 073 971**	**9 704 499**	**8 883 843**

En Kdh

II.6. Tableau État des dérogations (A2) 2011

ETATS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCES DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

II.7. Tableau État des changements de méthodes (A3) 2011

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCES SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

II.8. Tableau des créances sur les établissements de crédit et assimilés (B1) 2011

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 2011	Total 2010	Total 2009
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	**6 680 294**		**2 929 025**	**2 483 717**	**12 093 036**	**10 582 785**	**15 527 122**
VALEURS RECUES EN PENSION							
- au jour le jour							
- à terme							
PRETS DE TRESORERIE		**300 000**	**8 851 687**	**2 204 491**	**11 356 178**	**12 861 413**	**17 730 539**
- au jour le jour							*276 485*
- à terme		*300 000*	*8 851 687*	*2 204 491*	*11 356 178*	*12 861 413*	*17 454 054*
PRETS FINANCIERS		**2 834 872**	**9 584 372**		**12 419 244**	**13 465 807**	**12 973 924**
AUTRES CREANCES		**83 746**	**4 624**	**304**	**88 674**	**151 307**	**156 629**
INTERETS COURUS A RECEVOIR			**148 552**	**15 267**	**163 819**	**285 092**	**248 722**
CREANCES EN SOUFFRANCE							
TOTAL	**6 680 294**	**3 218 618**	**21 518 260**	**4 703 779**	**36 120 951**	**37 346 404**	**46 636 936**

En Kdh

II.9. Tableaux des créances sur la clientèle (B2) 2009-2011

Exercice 2011

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2011
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CREDITS DE TRESORERIE	**2 035 961**	**706 754**	**41 738 655**	**1 951 300**	**46 432 670**
- Comptes à vue débiteurs	26 237	706 754	18 429 622	1 481 995	20 644 608
- Créances commerciales sur le Maroc			5 282 574		5 282 574
- Crédits à l'exportation			535 691		535 691
- Autres crédits de trésorerie	2 009 724		17 490 768	469 305	19 969 797
CREDITS A LA CONSOMMATION	**11**		**563 724**	**6 601 967**	**7 165 702**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**17 875 633**		**27 342 390**	**3 995 912**	**49 213 935**
CREDITS IMMOBILIERS	**4 533**		**9 945 377**	**40 304 125**	**50 254 035**
AUTRES CREDITS	**4**	**687 234**	**1 703 898**	**31 847**	**2 422 983**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			**608 335**		**608 335**
INTERETS COURUS A RECEVOIR			**1 075 527**	**47 742**	**1 123 269**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**3 629**	**13**	**414 028**	**576 065**	**993 735**
- Créances pré-douteuses					
- Créances douteuses					
- Créances compromises	3 629	13	414 028	576 065	993 735
TOTAL	**19 919 771**	**1 394 001**	**83 391 934**	**53 508 958**	**158 214 664**

En Kdh

Exercice 2010

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2010
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CREDITS DE TRESORERIE	**2 451 900**	**196 414**	**35 355 832**	**2 007 251**	**40 011 397**
- Comptes à vue débiteurs	12 178	196 414	15 722 632	1 595 842	17 527 066
- Créances commerciales sur le Maroc	0		4 445 067		4 445 067
- Crédits à l'exportation	33 521		352 132	39	385 692
- Autres crédits de trésorerie	2 406 201		14 836 001	411 370	17 653 572
CREDITS A LA CONSOMMATION	**4 006**		**553 404**	**5 651 677**	**6 209 087**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**12 094 176**		**26 836 508**	**3 639 897**	**42 570 581**
CREDITS IMMOBILIERS	**2 718**		**12 890 718**	**32 164 472**	**45 057 908**
AUTRES CREDITS	**1 846 261**	**601 642**	**341 401**	**30 493**	**2 819 797**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					
INTERETS COURUS A RECEVOIR			**656 595**	**467 617**	**1 124 212**
CREANCES EN SOUFFRANCE	**1 980**	**4 435**	**294 924**	**708 732**	**1 010 071**
- Créances pré-douteuses					
- Créances douteuses					
- Créances compromises	1 980	4 435	294 924	708 732	1 010 071
TOTAL	**16 401 041**	**802 491**	**76 929 382**	**44 670 139**	**138 803 053**

En Kdh

Exercice 2009

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			2009
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CREDITS DE TRESORERIE	**298 842**	**301 285**	**35 831 055**	**1 463 775**	**37 894 957**
Comptes à vue débiteurs	298 842	301 285	12 493 628	1 463 775	14 557 530
Créances commerciales sur le Maroc			3 814 379		3 814 379
Crédits à l'exportation			335 146		335 146
Autres crédits de trésorerie			19 187 902		19 187 902
CREDITS A LA CONSOMMATION				**5 430 755**	**5 430 755**
CREDITS A L'EQUIPEMENT	**2 587 482**		**31 516 842**		**34 104 324**
CREDITS IMMOBILIERS	**3 024**		**4 002 017**	**36 172 147**	**40 177 188**
AUTRES CREDITS	**2 238 617**	**3 727**	**552 230**	**15 322**	**2 809 896**
INTERETS COURUS A RECEVOIR			**954 304**	**32 252**	**986 556**
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					
CREANCES EN SOUFFRANCE	**2 642**	**36 055**	**441 623**	**437 372**	**917 692**
Créances pré-douteuses					
Créances douteuses					
Créances compromises	2 642	36 055	441 623	437 372	917 692
TOTAL GENERAL	**5 130 607**	**341 067**	**73 298 071**	**43 551 623**	**122 321 368**

En Kdh

II.10.Tableaux des titres de participation et emplois assimilés (B6) 2009-2011

Exercice 2011

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T043 A - Participations dans les entreprises liées			**11 306 494**	**11 134 962**		**112 222 943**	**10 855 526**	**837 575**
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	10 000	100,00%	10 000	10 000	31/12/10	54 469	39 676	35 000
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	885 000	100,00%	2 047 900	2 047 900		0	0	190 000
SOMACOVAM	5 000	100,00%	30 000	6 108		0	0	0
WAFA GESTION	4 900	66,00%	236 369	236 369	31/12/10	141 834	74 344	49 060
ATTIJARI INVEST.	5 000	100,00%	5 000	5 000	31/12/10	21 589	2 710	0
WAFA BOURSE	20 000	100,00%	40 223	40 223	31/12/10	44 885	-2 430	0
WAFA PATRIMOINE	10 000	66,00%	1 700	1 700		0	0	0
ATTIJARIWAFA BANK MIDDLE EAST LIMITED	1 000	100,00%	8 194	8 194		0	0	0
STE MAROCAINE DE GESTION ET TRAITEMENT INFORMATIQUE "SOMGETI"	300	33,33%	100	100		0	0	0
AGENA MAGHREB	11 000	74,96%	33	0	31/12/10	-6 672	-21	0
ATTIJARI CAPITAL DEVELOPEMENT	10 000	100,00%	10 000	10 000		0	0	0
ATTIJARI PROTECTION	4 000	83,75%	3 350	3 350		0	0	0
BCM CORPORATION	200 000	100,00%	200 000	200 000		0	0	3 000
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	10 000	50,00%	5 000	4 764		0	0	0
DINERS CLUB DU MAROC	0		1 675	0		0	0	0
MEDI TRADE	1 200	20,00%	240	135	31/12/10	676	-2	0
AL MIFTAH	100	100,00%	244	64	31/12/10	64	-4	0
WAFA COURTAGE	1 000	100,00%	2 397	2 396		0	0	10 000
WAFA COMMUNICATION	3 000	86,67%	2 600	411	31/12/10	474	-238	0
WAFA FONCIERE	2 000	100,00%	3 700	1 911	31/12/10	1 911	-102	0
WAFA INVESTISSEMENT	55 000	100,00%	55 046	15 010		0	0	0
WAFA SYSTEMES CONSULTING	5 000	99,88%	4 994	4 994	31/12/10	5 492	-43	0
WAFA SYSTEMES DATA	1 500	100,00%	1 500	1 500	31/12/10	1 696	11	0
WAFA SYSTEMES FINANCES	2 000	100,00%	2 066	2 066	31/12/10	2 755	316	0
WAFA TRUST	5 000	100,00%	5 000	526	31/12/10	526	-217	0
WAFATRADE	1 000	100,00%	0	0	31/12/10	-2 311	303	0
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	10 000	100,00%	9 999	6 517		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARIA AL YOUSSOUFIA	50 000	100,00%	51 449	51 449	31/12/10			

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
STE IMMOB.BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	300	50,00%	25	25		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE RANOUIL	3 350	100,00%	11 863	3 901		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE TAN	300	100,00%	2 841	0		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE SA	15 000	100,00%	15 531	1 679		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	300	100,00%	5 266	4 542		0	0	0
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	300	100,00%	299	299		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	300	100,00%	2 685	255		0	0	0
AYK	100	100,00%	100	0	31/12/10	-1 107	-5	0
CAPRI	124 000	99,76%	187 400	137 000	31/12/10	13 613	-19 090	0
ATTIJARI IMMOBILIER	50 000	99,99%	71 686	71 686	31/12/10	77 182	4 408	17 000
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK		100,00%	92 442	92 442				0
WAFACASH	35 050	99,74%	323 518	323 518	31/12/10	336 791	43 748	119 692
WAFA IMMOBILIER	50 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/10	103 486	53 438	53 000
WAFASALAF	113 179	50,91%	634 783	634 783	31/12/10	1 463 127	299 181	129 642
WAFA LLD	20 000	100,00%	20 000	20 000	31/12/10	28 588	7 013	7 000
WAFABAIL	150 000	57,83%	86 983	86 983	31/12/10	574 871	88 142	25 000
DAR ASSAFAA LITAMWIL	50 000	100,00%	50 510	50 510		0	0	0
ANDALUMAGHREB	1 000	100,00%	10 950	10 950		0	0	0
ANDALUCARTAGE		100,00%	1 964 504	1 964 504		0	0	0
ATTIJARIWAFA FINANZARIA SPA		100,00%	6 590	6 590				0
ATTIJARIWAFA EURO FINANCES	33 907	100,00%	288 711	288 711		0	0	0
CAFIN	1 122 000 KFCFA	100,00%	257 508	257 508				0
KASOVI	50 KUSD	50,00%	731 264	731 264		0	0	0
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE"CBAO"	11 450 000 KFCFA	4,90%	35 979	35 979	31/12/10	64 493 000	7 559 000	36 287
BIM SA	0		689 599	689 599	31/12/10	18 804 000	1 230 000	0
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	0	51,00%	648 084	648 084		0	0	20 000
CREDIT DU SENEGAL	0	95,00%	292 488	292 488		0	0	38 840
CREDIT DU CONGO	0		608 734	608 734		0	0	49 594
UNION GABONAISE DE BANQUES "UGB GABON"	0		848 842	848 842		0	0	54 460
ATTIJARIBANK MAURITANI	3 398 600		113 120	113 120	31/12/10	664 004	-2 232 612	0
SOCIETE CAMEROUNAISE DE BANQUE	6 000 000	51,00%	379 110	379 110	31/12/10	25 398 000	3 708 000	0
WAFACAMBIO			963	963				
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER		100,00%	5 842	5 842				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T044 B - Autres titres de participation			**468 148**	**433 492**		**2 395 914**	**223 042**	**31 427**
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	3 415 000	2,72%	92 809	92 809		0	0	0
SONASID	0		28 391	19 027		0	0	0
ATTIJARIWAFA BANK	0		623	623		0	0	15
SINCOMAR	300	47,50%	0	0		0	0	0
AGRAM INVEST	40 060	27,82%	10 938	8 187	31/12/10	29 429	-2 165	0
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	400 000	3,25%	13 000	13 000		0	0	1 755
BOUZNIKA MARINA	0		500	500		0	0	0
EUROCHEQUES MAROC	0		363	363		0	0	0
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE	70 000	18,91%	13 238	10 296	31/12/10	21 584	-602	0
IMMOBILIERE INTERBANCAIRE "G.P.B.M."	19 005	20,00%	3 801	3 801		0	0	0
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)	0		400	400		0	0	0
MOUSSAFIR HOTELS	193 000	33,34%	64 343	64 343	31/12/10	291 217	45 628	13 222
SALIMA HOLDING	150 000	13,33%	16 600	16 600	31/12/10	254 740	2 190	0
S.E.D. FES	10 000	10,00%	0	0		0	0	0
SOUK AL MOUHAJIR	6 500	15,25%	991	991	31/12/10	15 316	-532	0
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER"SAPINO"	60 429	22,69%	13 714	13 714	31/12/10	208 658	39 487	2 042
TANGER FREE ZONE	105 000	25,71%	28 306	28 306		0	0	4 050
TECHNOLOPARK COMPANY "MITC"	0		8 150	7 784		0	0	0
WORLD TRADE CENTER	0		0	0		0	0	0
MAROCLEAR	20 000	6,58%	1 342	1 342	31/12/10	191 221	30 431	0
HAWAZIN	960	12,50%	704	0		0	0	0
INTAJ	576	12,50%	1 041	549		0	0	0
EXP SERVICES MAROC S.A.		3,00%	600	600		0	0	0
H PARTNERS	1 050 008	7,14%	75 000	56 963	30/6/11	797 482	-10 174	0
MOROCCAN FINANCIAL BOARD	0		20 000	20 000		0	0	0
MAROC NUMERIQUE FUND	0		10 000	10 000		0	0	0
FONCIERE EMERGENCE	0		9 670	9 670		0	0	0
ALTERMED MAGHREB EUR	0		6 673	6 673		0	0	0
INTER MUTUELLES ASSISTANCE	0		894	894		0	0	0
WAFA IMA ASSISTANCE	0		15 356	15 356		0	0	0
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	168 750		2 583	2 583	31/12/10	303 447	60 572	0
VISA	0					0	0	63
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98 200	22,40%	22 000	22 000	31/12/10	195 402	48 147	6 600
SOCIETE INTERBANK	11 500	16,00%	1 840	1 840		0	0	3 680
SMAEX	37 450	11,42%	4 278	4 278	31/12/10	87 418	10 060	0

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T045 C - Emplois assimilés			**622 990**	**621 702**				
C/C ASSOCIES	0		607 155	605 867	0	0	0	0
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES	0		15 835	15 835	0	0	0	0
T046 Total Général			**12 397 632**	**12 190 156**				**869 002**

Exercice 2010

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	De la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T043 A - Participations dans les entreprises liées			**9 990 089**	**9 834 437**		**4664234**	**1 085 672**	**802 388**
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	10 000 000	100,00%	10 000	10 000				35 000
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	885 000 000	100,00%	2 047 900	2 047 900	31/12/10	1 766 747	594 195	450 000
SOMACOVAM	5 000 000	100,00%	30 000	6 108				
WAFA GESTION	4 900 000	66,00%	236 369	236 369				80 168
ATTIJARI INVEST.	5 000 000	100,00%	5 000	5 000				
WAFA BOURSE	20 000 000	100,00%	40 223	40 223				
WAFA PATRIMOINE	10 000 000	66,00%	1 700	1 700				
STE MAROCAINE DE GESTION ET TRAITEMENT INFORMATIQUE "SOMGETI"	300 000		100	100	31/12/10	603	-34	
AGENA MAGHREB	11 000 000	74,96%	33	0				
ATTIJARI CAPITAL DEVELOPEMENT	10 000 000	100,00%	10 000	10 000				
ATTIJARI PROTECTION	4 000 000	83,75%	3 350	3 350	31/12/10	4 694	33	
BCM CORPORATION	200 000 000	100,00%	200 000	200 000	31/12/10	207 457	2 956	3 000
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	10 000 000	50,00%	5 000	4 765	31/12/10	9 876	248	
DINERS CLUB DU MAROC			1 675	0	31/12/10	1 264	-250	
MEDI TRADE	1 200 000	20,00%	240	135				
AL MIFTAH	100 000	100,00%	244	68				
WAFA COURTAGE	1 000 000	100,00%	2 397	2 397				10 000
WAFA COMMUNICATION	3 000 000	86,67%	2 600	617				
WAFA FONCIERE	17 000 000	100,00%	3 700	2 012				
WAFA INVESTISSEMENT	55 000 000	100,00%	55 046	15 010				
WAFA SYSTEMES CONSULTING	5 000 000	99,88%	4 994	4 994				
WAFA SYSTEMES DATA	1 500 000	100,00%	1 500	1 500				
WAFA SYSTEMES FINANCES	2 000 000	99,85%	2 066	2 066				
WAFA TRUST	5 000 000	100,00%	5 000	964				
WAFATRADE	1 000 000	100,00%	0	0				
ATTIJARIA AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	10 000 000	100,00%	9 999	6 517				
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARIA AL YOUSSOUFIA	50 000 000	100,00%	51 449	51 449	31/12/10	61 172	-7 772	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	De la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
STE IMMOB.BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	300 000	50,00%	25	25	31/12/10	1 022	52	
SOCIETE IMMOBILIERE RANOUIL	3 350 400	100,00%	11 863	3 901	31/12/10	4 455	360	
SOCIETE IMMOBILIERE TAN	300 000	100,00%	2 841	0				
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE SA	15 000 000	100,00%	15 531	1 679	31/12/10	5 823	-1 266	
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	300 000	100,00%	5 266	4 542	31/12/10	3 886	-204	
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	300 000	100,00%	299	299	31/12/10	777	73	
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	300 000	100,00%	2 685	255	31/12/10	292	-40	
AYK	100 000	100,00%	100	0				
CAPRI	124 000 000	99,76%	187 400	137 000				
ATTIJARI IMMOBILIER	50 000 000	99,99%	71 686	71 686	31/12/10	77 287	4 513	
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	23 187 000	50,00%	13 183	13 183				
WAFACASH	35 050 000	99,57%	323 071	323 071	31/12/10	336 791	43 748	
WAFA IMMOBILIER	40 000 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/10	107 381	52 333	47 000
WAFASALAF	113 179 500	50,91%	634 783	634 783	31/12/10	1 463 126	299 181	46 096
WAFA LLD	20 000 000	100,00%	20 000	20 000	31/12/10	36 575	9 269	15 000
WAFABAIL	150 000 000	57,83%	86 983	86 983	31/12/10	575 006	88 278	
DAR ASSAFAA LITAMWIL	50 000 000	100,00%	50 510	50 510				
ANDALUMAGHREB	1000 KEURO	100,00%	10 950	10 950				
ANDALUCARTAGE	126 390 KEURO	83,70%	1 190 815	1 190 815	31/12/10	126 733 KEURO	-486 KEURO	
ATTIJARIWAFA FINANZARIA SPA	600 KEURO	100,00%	6 590	6 590	31/12/10	603 KEURO	-106 KEURO	
ATTIJARIWAFA EURO FINANCES	33907 KEURO	100,00%	288 711	288 711	31/12/10	33 764 KEURO	-28 KEURO	
CAFIN	1 122 000 KFCFA	100,00%	257 508	257 508	31/12/10	3 188 208 KFCFA	866 059 KFCFA	
KASOVI	50 KUSD	50,00%	731 264	731 264	31/12/10	19 367 KUSD	9 480 KUSD	38 000
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE"CBAO"	11 450 000 KFCFA	4,90%	35 979	35 979	31/12/10	75 793 000 KFCFA	7 559 000 KFCFA	8 034
BIM SA	5 002 870 KFCFA	51,00%	689 599	689 599	31/12/10	17 594 424 KFCFA	2 003 118 KFCFA	
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	10 000 000 KFCFA	51,00%	648 084	648 084	31/12/10	25 422 548 KFCFA	6 091 315 KFCFA	19 004
CREDIT DU SENEGAL	5 000 000 KFCFA	95,00%	292 488	292 488	31/12/10	13 440 000 KFCFA	2 115 000 KFCFA	
CREDIT DU CONGO	5 010 610 KFCFA	91,00%	608 734	608 734	31/12/10	13 844 643 KFCFA	4 451 726 KFCFA	25 455
UNION GABONAISE DE BANQUES "UGB GABON"	7 400 000 KFCFA	58,71%	848 842	848 842	31/12/10	25 240 280 KFCFA	6 500 849 KFCFA	25 631
ATTIJARIWAFA BANK AFRIQUE PARTICIPATIONS	3 398 600 KMRO	100,00%	52 545	52 545	31/12/09	2 917 616 KMRO	-159 826 KMRO	
WAFACAMBIO		100,00%	963	963				
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER		100,00%	5 842	5 842				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	De la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T044 B - Autres titres de participation			**442 329**	**423 644**				**36 308**
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	3 415 000 000	2,70%	92 809	92 809				11 239
SNI			0	0				
SONASID			28 391	17 838				621
ATTIJARIWAFA BANK			623	623				
SINCOMAR	300 000	47,50%	0	0				
AGRAM INVEST	10 000 000	34,90%	10 938	8 711				
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	400 000 000	3,25%	13 000	13 000				
BOUZNIKA MARINA			500	500				
C.M.K.D.	829 483 000	1,40%	0	0				
EUROCHEQUES MAROC			364	364				
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE	72 500 000	18,30%	13 239	11 072				
IMMOBILIERE INTERBANCAIRE "G.P.B.M."	19 005 000	20,00%	3 801	3 801				
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)			400	400				
MOUSSAFIR HOTELS	193 000 000	33,30%	64 343	64 343	31/12/10	304 189	48 035	10 050
SALIMA HOLDING	150 000 000	13,30%	16 600	16 600				
S.E.D. FES	10 000 000	10,00%	0	0				
SOUK AL MOUHAJIR	6 500 000	15,20%	991	991				
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER"SAPINO"	60 428 600	22,70%	13 714	13 714				6 857
TANGER FREE ZONE	105 000 000	25,70%	28 306	28 306				2 700
TECHNOLOPARK COMPANY "MITC"			8 150	7 784				
WORLD TRADE CENTER			0	0				
MAROCLEAR	20 000 000	6,80%	1 342	1 342				
HAWAZIN	960 000	12,50%	704	0				0
INTAJ	576 000	12,50%	1 041	549				0
EXP SERVICES MAROC S.A.	20 000 000	3,00%	600	600				0
H PARTNERS	1 050 007 500	7,10%	75 000	72 823				0
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE			2 583	2 583				0
VISA			0	0				
MOROCCAN FINANCIAL BOARD			20 000	20 000				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98 200 000	22,40%	22 000	22 000				4 840
SOCIETE INTERBANK	11 500 000	16,00%	1 840	1 840				0
MAROC NUMERIQUE FUND			10 000	10 000				
FONCIERE EMERGENCE			100	100				
ALTERMED MAGHREB EUR			6 673	6 673				
SMAEX	37 450 000	11,40%	4 278	4 278				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	De la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T045 C - Emplois assimilés			**601 621**	**601 334**				**0**
								-
C/C ASSOCIES			585 786	585 499				
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES			15 835	15 835				
T046 Total Général			**11 034 039**	**10 859 413**				**838 695**

Exercice 2009

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	De la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T043 A - Participations dans les entreprises liées			**9 949 709**	**9 771 506**				**456 629**
ATTIJARI FINANCES CORPORATE	10 000	100,00%	10 000	10 000		51 462	13 787	35 000
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S.A."OGM"	885 000	100,00%	2 047 900	2 047 900		0	0	124 880
SOMACOVAM	5 000	100,00%	30 000	6 108		0	0	0
WAFA GESTION	4 900	66,00%	236 369	236 369		170 520	44 592	29 431
ATTIJARI INVEST.	5 000	100,00%	5 000	5 000		17 455	1 441	0
WAFA BOURSE	20 000	100,00%	40 223	40 223		48 344	3 151	0
WAFA PATRIMOINE	10 000	66,00%	1 700	1 700		0	0	0
STE MAROCAINE DE GESTION ET TRAITEMENT INFORMATIQUE "SOMGETI"	300	100,00%	100	100		0	0	0
AGENA MAGHREB	11 000	74,96%	33	0		-6 636	-12	0
ATTIJARI CAPITAL DEVELOPEMENT	10 000	100,00%	10 000	10 000		0	0	0
ATTIJARI PROTECTION	4 000	83,75%	3 350	3 350		0	0	0
BCM CORPORATION	200 000	100,00%	200 000	200 000		0	0	3 000
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	10 000	50,00%	5 000	4 765		0	0	0
DINERS CLUB DU MAROC	0	100,00%	1 675	0		0	0	0
MEDI TRADE	1 200	20,00%	240	137		0	0	0
AL MIFTAH	100	100,00%	244	71		71	-2	0
WAFA COURTAGE	1 000	100,00%	2 397	2 397		10 891	9 715	0
WAFA COMMUNICATION	3 000	86,67%	2 600	866		999	117	0
WAFA FONCIERE	17 000	100,00%	3 700	2 117		2 117	-65	0
WAFA INVESTISSEMENT	55 000	100,00%	55 046	55 046		0	0	0
WAFA SYSTEMES CONSULTING	5 000	99,88%	4 994	4 994		6 474	897	950
WAFA SYSTEMES DATA	1 500	100,00%	1 500	1 500		2 680	703	1 000
WAFA SYSTEMES FINANCES	2 000	99,85%	2 066	2 066		2 372	93	0
WAFA TRUST	5 000	100,00%	5 000	964		964	-298	0
WAFATRADE	1 000	100,00%	0	0		-2 300	393	0

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	De la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
SOCIETE IMMOBILIERE RANOUIL	3 350	100,00%	11 863	3 901		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE TAN	300	100,00%	2 841	0		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE SA	15 000	100,00%	15 531	1 679		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR I	480	100,00%	3 844	0		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR II	624	100,00%	4 176	0		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE BELAIR III	1 824	100,00%	7 111	0		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	300	100,00%	5 266	4 542		0	0	0
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	300	100,00%	299	299		0	0	0
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	300	100,00%	2 685	255		0	0	0
AYK	100	100,00%	24 951	0		-1 097	-5	0
CAPRI	124 000	99,76%	187 400	137 000		51 837	-15 511	0
ATTIJARI IMMOBILIER	125 000	100,00%	179 224	131 407		0	0	0
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	3 000 KUSD	50,00%	13 183	13 183		0	0	0
WAFACASH	35 050	99,13%	321 752	321 752		0	0	0
WAFA IMMOBILIER	50 000	100,00%	164 364	164 364		0	0	45 513
WAFASALAF	113 180	50,94%	634 783	634 783		1 058 959	268 426	44 778
WAFA LLD	20 000	100,00%	20 000	20 000		27 306	3 353	0
WAFABAIL	150 000	57,83%	86 983	86 983		0	0	0
ANDALUMAGHREB	1 000 KEURO	100,00%	10 950	10 950		0	0	168 903
ANDALUCARTAGE	126 390 KEURO	83,70%	1 190 815	1 190 815		0	0	0
ATTIJARIWAFA FINANZARIA SPA	600 KEURO	100,00%	6 590	6 590		0	0	0
ATTIJARIWAFA EURO FINANCES	33 907 KEURO	100,00%	288 711	288 711		0	0	0
CAFIN	1 122 000 KFCFA	100,00%	293 487	293 487		0	0	0
KASOVI	50 KUSD	50,00%	731 264	731 264		63829214	8 418 818	3 175
BIM SA	5 002 870 KFCFA	0,51	687 577	687 577		0	0	0
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	4 000 000 KFCFA	51,00%	648 084	648 084		0	0	
CREDIT DU SENEGAL	2 000 000 KFCFA	95,00%	289 665	289 665		0	0	
CREDIT DU CONGO	2 222 000 KFCFA	91,00%	579 815	579 815		0	0	
UGB GABON	7 400 000 KFCFA	0,5871	823 932	823 932		0	0	
WAFACAMBIO		100,00%	963	963				
ATTIJARIWAFA BANK OFFSHORE TANGER		100,00%	5 842	5 842				

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	De la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T044 B - Autres titres de participation			**409 492**	**392 184**	**0**			**73 638**
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	3415000	0,027	92808,9	92808,9		0	0	27991,16424
SNI	0		554	554		0	0	23
SONASID	0		28 391	19 325		0	0	2160,38
ATTIJARIWAFA BANK	0		623,2	513		0	0	9,5
SINCOMAR	300	0,475	0	0		0	0	0
AGRAM INVEST	10000	0,349	3286,25	1059		3032	-2540	0
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	400000	3,25%	13000	13000		0	0	0
BOUZNIKA MARINA			500	500		0	0	0
C.M.K.D.	829 483	1,40%	11 280	11 280		0	0	902,4
EUROCHEQUES MAROC			118,42	118,42		0	0	0
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE	72 500	18,30%	13 239	11 072		20640	-4960	0
IMMOBILIERE INTERBANCAIRE "G.P.B.M."	19005	0,2	3801	3801		0	0	0
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)			400	400		0	0	0
MOUSSAFIR HOTELS	193 000	33,30%	64 343	64 343		269506	25518	8506,11816
SALIMA HOLDING	150000	0,133	16600	16600		251077	98382	0
S.E.D. FES	10 000	10,00%	0	0		0	0	0
SOUK AL MOUHAJIR	6 500	15,20%	991	991		0	0	0
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER"SAPINO"	60 429	22,70%	13714,1	13714,1		142854	67980	20571,3
TANGER FREE ZONE	105 000	25,70%	28306	28306		205893	47968	2700
TECHNOLOPARK COMPANY "MITC"			8 150	7 784		0	0	0
WORLD TRADE CENTER	0		0	0		0	0	0
MAROCLEAR	20000	0,068	1 342	1 342		137480	33330	0
HAWAZIN	960	0,125	704	0		-3293	249	0
INTAJ	576	12,50%	1 041	549		4 393	-41	0
EXP SERVICES MAROC S.A.	20000	3,00%	600	600		0	0	0
H PARTNERS	1050007,5	7,10%	75 000	72823		0	0	0
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE			2583	2583		0	0	0
VISA			0	0		0	0	88,8872
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98200	0,224	22 000	22 000		0	0	8846
SOCIETE INTERBANK	11500	0,16	1840	1840		0	0	1839,9
SMAEX	37450	0,114	4278	4278		75515	-7706	0

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Capital	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	De la société émettrice			Inscrits au CPC de l'exercice
					Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
T045 C - Emplois assimilés			**467 524**	**467 236**				-
								-
C/C ASSOCIES			451 689	451 401				
AUTRES EMPLOIS ASSIMILEES			15 835	15 835				
T046 Total Général			**10 826 725**	**10 630 925**				**530 267**

II.11.Tableau des immobilisations données en crédit-bail en location avec option d'achat et en location simple (B8)

Au 31.12.2011

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	**1 116 627**	**163 345**	**28 221**	**1 251 751**	**135 391**	**555 978**				**695 773**
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	**1 083 323**	**162 724**	**24 616**	**1 221 431**	**135 391**	**534 043**				**687 388**
- Crédit-bail mobilier en cours										
- Crédit-bail mobilier loué	1 083 323	162 724	24 616	1 221 431	135 391	534 043				687 388
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	**25 647**			**25 647**		**21 935**				**3 712**
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué	25 647			25 647		21 935				3 712
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	**7 657**	621	3 605	4 673						**4 673**
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	**1 116 627**	**163 345**	**28 221**	**1 251 751**	**135 391**	**555 978**				**695 773**

Au 31.12.2010

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	**785 681**	**356 593**	**90 452**	**1 116 627**	**99 295**	**566 223**				**550 404**
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	756 307	327 016	90 452	1 083 323	99 295	**544 287**				**539 036**
- Crédit-bail mobilier en cours	756 307	327 016	90 452	1 083 323	99 295	544 287				539 036
- Crédit-bail mobilier loué										
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	25 647	25 647		25 647		21 936				**3 711**
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué	25 647	25 647		25 647		21 936				3 711
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	3 727	3 930		7 657						**7 657**
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	**785 681**	**356 593**	**90 452**	**1 116 627**	**99 295**	**566 223**	**0**	**0**	**0**	**550 404**

Au 31.12.2009

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	**730 763**	**54 918**		**785 681**	**86 329**	**483 390**				**302 291**
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	702 825	53 482		756 307	86 318	461 454				294 853
- Crédit-bail mobilier en cours	702 825	53 482		756 307	86 318	461 454				294 853
- Crédit-bail mobilier loué										
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	25 647	0		25 647	11	21 936				3 711
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué	25 647	0		25 647	11	21 936				3 711
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	2 291	1 436		3 727						3 727
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	**730 763**	**54 918**		**785 681**	**86 329**	**483 390**				**302 292**

II.12.Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles (B9)

Au 31.12.2011

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**2 334 240**	**214 851**		**2 549 091**	**558 561**	**132 046**		**690 607**	**1 858 483**
- Droit au bail	296 066	7 639		303 705					303 705
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	2 038 174	207 212		2 245 386	558 561	132 046		690 607	1 554 779
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**5 530 375**	**253 063**	**231 185**	**5 552 253**	**2 977 501**	**286 084**	**51 510**	**3 212 075**	**2 340 178**
- Immeubles d'exploitation	**1 741 173**	**11 995**	**154**	**1 753 014**	**562 059**	**55 212**	**46**	**617 225**	**1 135 789**
. Terrain d'exploitation	291 868	5 118		296 986					296 986
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	1 373 494	6 877	154	1 380 217	507 238	52 631	46	559 823	820 394
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	75 811			75 811	54 821	2 581		57 402	18 409
- Mobilier et matériel d'exploitation	**1 991 171**	**123 823**	**225 271**	**1 889 723**	**1 541 811**	**109 341**	**51 464**	**1 599 688**	**290 035**
. Mobilier de bureau d'exploitation	423 400	21 834	48 700	396 534	315 297	26 047	11 129	330 215	66 319
. Matériel de bureau d'exploitation	890 997	59 670	73 485	877 182	732 069	41 217	15 565	757 721	119 461
. Matériel Informatique	667 206	42 020	101 327	607 899	485 116	42 022	23 212	503 926	103 973
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	9 568	299	1 759	8 108	9 329	55	1 558	7 826	282
. Autres matériels d'exploitation									
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	**1 090 333**	**106 316**		**1 196 649**	**697 848**	**104 098**		**801 946**	**394 703**
- Immobilisations corporelles hors exploitation	**707 698**	**10 929**	**5 760**	**712 867**	**175 783**	**17 433**		**193 216**	**519 651**
. Terrains hors exploitation	221 290	1 592	576	222 306					222 306
. Immeubles hors exploitation	329 490		5 184	324 306	100 323	11 954		112 277	212 029
. Mobiliers et matériel hors exploitation	38 722	3 565		42 287	38 242	1 570		39 812	2 475
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	118 196	5 772		123 968	37 218	3 909		41 127	82 841
TOTAL	**7 864 615**	**467 914**	**231 185**	**8 101 344**	**3 536 062**	**418 130**	**51 510**	**3 902 682**	**4 198 661**

Au 31.12.2010

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**2 174 103**	**160 137**	**0**	**2 334 240**	**425 109**	**133 452**	**0**	**558 561**	**1 775 679**
- Droit au bail	291 829	4 237		296 066					296 066
- Immobilisations en recherche et développement				0					
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 882 274	155 900		2 038 174	425 109	133 452		558 561	1 479 613
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**5 313 219**	**217 975**	**273**	**5 530 375**	**2 697 144**	**280 640**	**273**	**2 977 501**	**2 552 874**
- Immeubles d'exploitation	1 724 787	16 387	0	1 741 173	507 397	54 662	0	562 059	1 179 114
. Terrain d'exploitation	288 495	3 373		291 868					291 868
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	**1 360 480**	**13 014**		**1 373 494**	**455 156**	**52 082**		**507 238**	**866 256**
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	75 811			75 811	52 241	2 580		54 821	20 990
- Mobilier et matériel d'exploitation	1 903 689	87 754	273	1 991 171	1 423 118	118 966	273	1 541 811	449 360
. Mobilier de bureau d'exploitation	404 905	18 495		423 400	287 479	27 818		315 297	108 103
. Matériel de bureau d'exploitation	862 338	28 659		890 997	689 320	42 749		732 069	158 928
. Matériel Informatique	626 914	40 292		667 206	436 917	48 199		485 116	182 090
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	9 533	308	273	9 568	9 402	200	273	9 329	239
. Autres matériels d'exploitation									
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	994 279	96 600		1 090 333	607 608	90 250		697 848	392 485
- Immobilisations corporelles hors exploitation	690 464	17 234	0	707 698	159 021	16 762	0	175 783	531 915
. Terrains hors exploitation	219 947	1 343		221 290					221 290
. Immeubles hors exploitation	320 070	9 420		329 490	89 564	11 956		101 520	227 970
. Mobiliers et matériel hors exploitation	38 104	618		38 722	35 552	1 492		37 044	1 678
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	112 343	5 853		118 196	33 905	3 314		37 219	80 977
TOTAL	**7 487 322**	**378 112**	**273**	**7 864 615**	**3 122 253**	**414 092**	**273**	**3 536 062**	**4 328 553**

Au 31.12.2009

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**1 962 553**	**216 456**	**4 906**	**2 174 103**	**308 424**	**116 685**	**0**	**425 109**	**1 748 994**
- Droit au bail	252 110	39 719	0	291 829	0	0	0	0	291 829
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 710 443	176 737	4 906	1 882 274	308 424	116 685	0	425 109	1 457 165
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**5 009 513**	**312 887**	**9 181**	**5 313 219**	**2 437 817**	**260 533**	**1 206**	**2 697 145**	**2 616 074**
- Immeubles d'exploitation	1 688 581	36 206	0	1 724 787	452 943	54 454	0	507 397	1 217 390
. Terrain d'exploitation	273 612	14 883	0	288 495	0	0	0	0	288 495
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	**1 339 158**	**21 322**	**0**	**1 360 480**	**403 368**	**51 788**	**0**	**455 156**	**905 324**
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	75 811	0	0	75 811	49 575	2 666	0	52 241	23 570
- Mobilier et matériel d'exploitation	1 760 049	143 919	278	1 903 689	1 308 840	114 477	198	1 423 118	480 571
. Mobilier de bureau d'exploitation	373 254	31 651	0	404 905	260 945	26 534	0	287 479	117 425
. Matériel de bureau d'exploitation	817 014	45 404	80	862 338	645 752	43 568	0	689 320	173 018
. Matériel Informatique	560 482	66 432	0	626 914	392 894	44 023	0	436 917	189 997
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	9 299	432	198	9 533	9 249	351	198	9 402	131
. Autres matériels d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	867 980	126 299	0	994 279	532 362	75 246	0	607 608	386 671
- Immobilisations corporelles hors exploitation	692 903	6 463	8 902	690 464	143 672	16 357	1 007	159 022	531 442
. Terrains hors exploitation	219 947	0	0	219 947	0	0	0	0	219 947
. Immeubles hors exploitation	325 769	0	5 700	320 069	78 552	12 020	1 007	89 564	230 505
. Mobiliers et matériel hors exploitation	34 644	3 460	0	38 104	34 012	1 540	0	35 552	2 552
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	112 542	3 003	3 202	112 343	31 109	2 796	0	33 905	78 438
TOTAL	**6 972 066**	**529 343**	**14 087**	**7 487 322**	**2 746 241**	**377 218**	**1 206**	**3 122 253**	**4 365 068**

II.13.Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B 9 bis)

Au 31.12.2011

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
	MATERIEL ROULANT	**1 760**	**1 558**	**202**	**498**	**298**	**-1**
	MOBILIERS ET MATERIELS DE BUREAUX	**223 512**	**49 906**	**173 606**	**173 606**	**0**	**0**
mai-11	MOBILER DE BUREAU	48 700	11 129	37 571	37 571		
mai-11	MATERIEL DE BUREAU	47 876	10 311	37 565	37 564		
mai-11	MATERIEL INTERBANK	21 034	4 635	16 399	16 399		
mai-11	COFFRE FORT	4 575	619	3 956	3 957		
mai-11	MATERIEL INFORMATIQUE	101 327	23 212	78 115	78 115		
TOTAL GENERAL		**225 272**	**51 464**	**173 808**	**174 104**	**298**	**-1**

II.14.Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (B10)

en milliers de Dh

DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31.12.2011	Total 31.12.2010
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		**442**	**527 492**	**5 269 658**	**5 797 592**	**2 117 612**
VALEURS DONNEES EN PENSION	**17 515 313**	**1 700 081**			**19 215 394**	**7 640 220**
- au jour le jour	400 095				400 095	1 500 444
- à terme	17 115 218	1 700 081			18 815 299	6 139 776
EMPRUNTS DE TRESORERIE		**3 980 010**	**4 392 229**	**2 138 579**	**10 510 818**	**11 936 339**
- au jour le jour		654 219	155 533	244 409	1 054 161	4 487 269
- à terme		3 325 791	4 236 696	1 894 170	9 456 657	7 449 070
EMPRUNTS FINANCIERS	**4 515**			**82**	**4 597**	**20 975**
AUTRES DETTES	**46 813**	**13 304**			**60 117**	**58 573**
INTERETS COURUS A PAYER			**41 763**	**8 372**	**50 135**	**148 082**
TOTAL	**17 566 641**	**5 693 837**	**4 961 484**	**7 416 691**	**35 638 653**	**21 921 800**

en milliers de Dh

DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31.12.2010	Total 31.12.2009
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		2 383	590 477	1 524 752	2 117 612	971 609
VALEURS DONNEES EN PENSION	5 940 190	1 700 030	0	0	7 640 220	7 854 876
- au jour le jour	1 500 444	0			1 500 444	510 059
- à terme	4 439 746	1 700 030			6 139 776	7 344 817
EMPRUNTS DE TRESORERIE	0	4 433 468	3 715 411	3 787 460	11 936 339	12 804 186
- au jour le jour		3 747 253	432 947	307 069	4 487 269	1 123 294
- à terme		686 215	3 282 464	3 480 391	7 449 070	11 680 892
EMPRUNTS FINANCIERS	8 796		23	12 156	20 975	42 264
AUTRES DETTES	45 195	13 378			58 573	54 363
INTERETS COURUS A PAYER		21 027		127 055	148 082	105 317
TOTAL	**5 994 181**	**6 170 286**	**4 305 911**	**5 451 423**	**21 921 800**	**21 832 616**

II.15.Tableau des dépôts de la clientèle (B11)

en milliers de Dh

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31.12.2011	Total 31.12.2010
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	929 048	3 298 849	19 933 643	75 679 073	**99 840 613**	**91 122 687**
COMPTES D'EPARGNE				20 567 962	**20 567 962**	**18 819 518**
DEPOTS A TERME	624 593	4 915 467	17 284 577	15 287 907	**38 112 544**	**39 112 532**
AUTRES COMPTES CREDITEURS	7 679	25 385	5 335 431	929 524	**6 298 019**	**7 189 707**
INTERETS COURUS A PAYER			768 695	2 617	**771 312**	**803 519**
TOTAL	**1 561 320**	**8 239 701**	**43 322 346**	**112 467 083**	**165 590 450**	**157 047 962**

en milliers de Dh

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31.12.2010	31.12.2009
COMPTES A VUE CREDITEURS	1 080 768	4 202 060	18 086 585	67 753 274	**91 122 687**	84 352 621
COMPTES D'EPARGNE				18 819 518	**18 819 518**	17 654 922
DEPOTS A TERME	675 000	9 649 754	12 579 821	16 207 957	**39 112 532**	44 402 097
AUTRES COMPTES CREDITEURS	8 834	71 900	6 538 498	570 475	**7 189 707**	6 939 719
INTERETS COURUS A PAYER				803 519	**803 519**	866 984
TOTAL	**1 764 602**	**13 923 714**	**37 204 904**	**104 154 743**	**157 047 962**	**154 216 342**

II.16.Tableaux des provisions (B14) 2009-2011

Exercice 2011 **en milliers de Dh**

PROVISIONS	Encours 31.12.2010	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31.12.2011
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**4 287 880**	**1 062 274**	**766 604**	**-112**	**4 583 438**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	4 062 281	1 034 701	763 337	-112	4 333 533
Titres de placement	19 468	8 663	2 079		26 053
Titres de participation et emplois assimilés	189 754	18 910	1 189		207 475
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	16377				16 377
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**849 752**	**385 687**	**355 258**	**60**	**880 240**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	122 292	23 938	67 744	104	78 590
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	390755	314 400	219 306		485 849
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	89 399	28 500	24 652		93 247
Provisions pour autres risques et charges	247 307	18 848	43 556	-44	222 555
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	**5 137 633**	**1 447 961**	**1 121 863**	**-52**	**5 463 678**

Exercice 2010

PROVISIONS	Encours 31.12.2009	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31.12.2010
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	**3 952 842**	**1 107 980**	**773 403**	**462**	**4 287 880**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	3 718 908	1 064 522	721 610	461	4 062 281
Titres de placement	21 758	3 063	4 055	-1298	19 468
Titres de participation et emplois assimilés	195 800	40 395	47 739	1298	189 754
Immobilisations en crédit-bail et en location					0
Autres actifs	16 377				16377
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**745 324**	**229 415**	**124 435**	**-552**	**849 752**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	130 413	31 445	39 105	-461	122 292
Provisions pour risques de change					0
Provisions pour risques généraux	300000	150000	59245		390755
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	82 505	24 157	17 263		89 399
Provisions pour autres risques et charges	232 406	23 813	8 822	-90	247 307
Provisions réglementées					0
TOTAL GENERAL	**4 698 167**	**1 337 395**	**897 838**	**-90**	**5 137 633**

Exercice 2009 **en milliers de Dh**

PROVISIONS	Encours 31.12.2008	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31.12.2009
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	**4 156 861**	**778 328**	**982 347**	**0**	**3 952 842**
créances sur les établissements de crédit et assimilés					
créances sur la clientèle	3 861 062	766 958	909 113		3 718 908
titres de placement	33 595	3 175	15 012	0	21 758
titres de participation et emplois assimilés	245 827	8 194	58 221		195 800
immobilisations en crédit-bail et en location					
autres actifs	16 377	0	0		16377
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	**549 437**	**418 315**	**222 454**	**-26**	**745 324**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	113 203	56 439	39 229		130 413
Provisions pour risques de change	-	0	0		0
Provisions pour risques généraux	-	300000	0		300000
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	83 902	8 965	10 362		82 505
Provisions pour autres risques et charges	268 999	52 911	89 530	-26	232 406
Provisions réglementées	83 333	0	83 333		0
TOTAL GENERAL	**4 706 298**	**1 196 643**	**1 204 800**	**-26**	**4 698 167**

II.17.Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie (B 21) 2011

en milliers de Dh

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES			
AUTRES TITRES		N/D	
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES			
TOTAL			

en milliers de Dh

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes et des engagements par signature reçus couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES	9 102 223		
AUTRES TITRES			
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES	**906 614**	AUTRES VALEURS ET SURETES	
TOTAL	**10 008 837**		**-**

II.18.Tableau de concentration des risques sur un même bénéficiaire (B23) 2009-2011

Exercice 2011 **en milliers de Dh**

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
11	38 893 559

Exercice 2010 **en milliers de Dh**

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
14	39 007 413

Exercice 2009 **en milliers de Dh**

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
9	29 352 260

II.19.Tableau de répartition du capital (C1) au 31 décembre 2011

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précedent	Exercice actuel	
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS				
S.N.I	ANGLE RUES D'ALGER ET DUHAUME CASA	93 792 315	93 972 002	48,69%
WAFACORP	42 BD ABDELKRIM AL KHATTABI CASA	1 929 960	57 602	0,03%
AL WATANIYA	83 AVENUE DES FAR CASA	3 719 712	2 683 942	1,39%
WAFA ASSURANCE	1 RUE ABDELMOUMEN CASA	13 421 478	13 390 604	6,94%
GROUPE MAMDA & MCMA	16 RUE ABOU INANE RABAT	15 533 249	16 379 156	8,49%
AXA ASSURANCES MAROC	120 AVENUE HASSAN II CASA	2 658 127	2 778 517	1,44%
REGIME COLLECTIF D'ALLOCATION ET DE RETRAITE	140 PLACE MY EL HASSAN RABAT	7 839 293	7 839 293	4,06%
CAISSE MAROCAINE DE RETRAITE	140 PLACE MY EL HASSAN RABAT	4 443 754	4 616 769	2,39%
CIMR	BD ABDELMOUMEN CASA	4 697 256	4 697 256	2,43%
CDG	140 PLACE MY EL HASSAN RABAT	4 694 810	4 694 810	2,43%
OPCVM ET AUTRES DIVERS ACTIONNAIRES	**********	31 479 792	31 170 395	16,15%
TOTAL - I		**184 209 746**	**182 280 346**	**94,45%**
B- ACTIONNAIRES ÉTRANGERS				
*SANTUSA HOLDING	PASEO DE LA CASTELLANA N° 24 MADRID (ESPAGNE)	**8 786 214**	**10 715 614**	**5,55%**
TOTAL		**192 995 960**	**192 995 960**	**100,00%**

II.20.Tableau d'affectation des résultats (C2) 2009-2011

Exercice 2011 **en milliers de Dh**

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		**B- Affectation des résultats**	
Report à nouveau	909	Réserve légale	-
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	1 543 968
Résultat net de l'exercice	3 006 525	Autres affectations	1 461 969
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	1 497
Autres prélèvements			
TOTAL A	**3 007 434**	**TOTAL B**	**3 007 434**

Exercice 2010 **en milliers de Dh**

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		**B- Affectation des résultats**	
Report à nouveau	-4 853	Réserve légale	-
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	1 157 976
Résultat net de l'exercice	2 797 007	Autres affectations	1 633 269
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	909
Autres prélèvements			
TOTAL A	**2 792 154**	**TOTAL B**	**2 792 154**

Exercice 2009 **en milliers de Dh**

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		**B- Affectation des résultats**	
Report à nouveau	-4 816	Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	964 980
Résultat net de l'exercice	2 357 627	Autres affectations	1 392 684
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	- 4 853
Autres prélèvements			
TOTAL A	**2 352 811**	**TOTAL B**	**2 352 811**

II.21.Tableau des datations et événements postérieurs au dernier exercice clos (C4) 2011

I. DATATION

. Date de clôture (1)

31 DECEMBRE 2011

. Date d'établissement des états de synthèse (2)

14 FEVRIER 2012

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	. Favorables **N E A N T** .Défavorables **N E A N T**

III. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES – COMPTES CONSOLIDES IFRS

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank à compter du 1er semestre 2007 avec bilan d'ouverture au 1er janvier 2006.

III.1. Principe de consolidation

Norme

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités étrangères et nationales dont le groupe détient des participations directes ou indirectes.

De même, le groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini « entité ad hoc » contrôlée par l'établissement de crédit assujetti, et ce même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : Intégration globale, consolidation proportionnelle et mise en équivalence.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le groupe Attijariwafa bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités dont :

- Il détient, directement ou indirectement, au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels ;
- Les chiffres consolidés remplissent une des limites suivantes :
  - ✓ Le total bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total bilan consolidé ;
  - ✓ La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette consolidée ;
  - ✓ Le chiffre d'affaires ou produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires consolidés.

Les OPCVM dédiés sont consolidés conformément au SIC 12 qui explicite la consolidation des entités ad hoc et plus particulièrement les fonds sous contrôle exclusif.

Enfin, sont exclues du périmètre de consolidation, les entités contrôlées ou sous influence notable dont les titres sont détenus en vue d'une cession ultérieure à brève échéance.

III.2. Les immobilisations corporelles

Norme

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes : le modèle du coût amorti ou le modèle de la réévaluation.

Le modèle du coût amorti

Le coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué. Il s'agit de sa juste valeur à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur ultérieurs.

La juste valeur étant le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

L'approche par composantes correspond à la décomposition d'une immobilisation corporelle selon ses composants (constituants) les plus significatifs. Ils doivent être comptabilisés séparément et amortis

de façon systématique sur la base de leurs durées d'utilité propres, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques y afférents.

La durée d'utilité représente la durée d'amortissement des immobilisations en IFRS.

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle est le prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

Options retenues par Attijariwafa bank

La norme Groupe est de retenir le modèle du coût amorti. Toutefois, l'option de juste valeur pourrait être utilisée sans justification de ce choix avec comme contrepartie un compte de capitaux propres.

Le Groupe a aussi opté pour ne pas incorporer les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition dans le coût des actifs y afférents.

Attijariwafa bank a décidé de ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Au niveau de l'approche par composants, le Groupe a décidé d'isoler des composants dont la valeur brute est inférieure à 1 000 kMAD.

La méthode de reconstitution historique des composants à partir des factures d'origine a été rejetée. Il a été jugé plus réaliste de décomposer le coût historique d'origine selon la répartition du coût à neuf en fonction des données techniques.

Valeur résiduelle

La valeur résiduelle des composants autres que le terrain est supposée nulle. En effet, la valeur résiduelle est logée au niveau de la composante pérenne du bien qui n'est autre que le terrain (qui par sa nature n'est pas amortissable).

III.3. Immeubles de placement

Normes

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou bien profiter des deux.

Un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs détenus par l'entreprise, contrairement à la production ou la fourniture de biens ou de services constituant l'objet principal de l'utilisation d'un bien immobilier occupé par son propriétaire.

Une entité a le choix entre :

- **Le modèle de la juste valeur :** si l'entité opte pour ce traitement, il doit être applicable à l'ensemble des immeubles de placement ;
- **Le modèle du coût amorti.**

Dans les deux cas, une estimation de la juste valeur des immeubles de placement reste obligatoire, pour la comptabilisation au bilan ou la présentation en annexes.

Seul le passage du modèle du coût au modèle de la juste valeur est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

Les immeubles de placement sont représentés par l'ensemble des immeubles hors exploitation hormis les immeubles destinés au personnel et les immeubles destinés à être vendus dans un délai d'un an.

La norme Groupe est aussi de retenir tous les immeubles d'exploitation loués à des sociétés hors Groupe.

Pour la valorisation des immeubles de placement, l'option retenue par Attijariwafa bank est le coût historique corrigé selon l'approche par composants. L'information de la juste valeur devrait être présentée en annexes.

III.4. Immobilisations incorporelles :

Norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire, identifiable (afin de la distinguer du goodwill) et sans substance physique.

Deux méthodes d'évaluation sont possibles :

- Le modèle du coût ;
- Le modèle de la réévaluation. Ce traitement est applicable si le marché est actif.

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle dépend de sa durée d'utilité. Une incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie et est soumise à un test de dépréciation au minimum à chaque clôture annuelle. Par contre, une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée est amortie sur la base de la dite durée.

Une immobilisation incorporelle produite en interne est comptabilisée si elle est classée, dès la phase de recherche et développement, en tant qu'immobilisation.

Options retenues par Attijariwafa bank

La norme Groupe consiste à ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Les frais d'acquisition non encore amortis en tant que charges à répartir au 01/01/06 ont été retraités en contrepartie des capitaux propres.

Droit au bail :

Les droits au bail doivent être valorisés de façon fiable par le biais d'un expert externe. Dans le cas où cette valorisation s'avère difficilement réalisable, ces baux doivent être annulés en contrepartie des réserves consolidées.

Fonds de commerce :

Les fonds de commerce comptabilisés au niveau des comptes sociaux des différentes entités consolidées ont fait l'objet de revue pour valider le mode de leur comptabilisation dans le cadre des normes IAS/IFRS.

Logiciels :

Les durées de vie des logiciels utilisés sont différenciées selon la nature des logiciels concernés (logiciels d'exploitation ou logiciels de bureautique).

Il est admis que les durées d'amortissements appliquées au niveau de chacune des entités du Groupe présentent des différences par rapport aux durées d'amortissement adoptées à l'échelle du le Groupe dans la limite d'une fourchette de 2 ans.

Valorisation des logiciels développés en interne :

La direction des Systèmes d'Information groupe fournit les éléments nécessaires à la valorisation des logiciels développés en interne. Dans le cas où la valorisation n'est pas fiable, aucune immobilisation n'est à enregistrer.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes : sont selon leur valeur enregistrés en charges ou intégrés au coût d'acquisition.

Le suivi de plans d'amortissement distincts entre les comptes PCEC et les comptes IAS/IFRS est effectué dès lors que l'écart est supérieur à 1 000 kMAD.

III.5. Goodwill

Norme

Coût d'un regroupement d'entreprises

L'acquéreur doit évaluer le coût d'un regroupement d'entreprises comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise, majoré par l'ensemble des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises et minoré par les coûts administratifs généraux.

Affectation du coût d'un regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du Goodwill.

Comptabilisation du Goodwill

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, comptabiliser le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises en tant qu'actif.

Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit évaluer le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Options retenues par Attijariwafa bank

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « FTA » et de IFRS 3, le Groupe a décidé d'arrêter l'amortissement des Goodwill et de ne retraiter que les Goodwill relatifs à des acquisitions intervenues au maximum 3 mois antérieurement à la date de transition (01/01/06).

Les Goodwill correspondants aux différentes acquisitions du Groupe ont fait l'objet d'affectation aux UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) pour les besoins des tests de dépréciation.

Des tests de dépréciation annuels sont effectués pour s'assurer que la valeur comptable des Goodwill est supérieure à leur valeur recouvrable. Dans le cas contraire, une dépréciation devrait être constatée.

III.6. Stocks

Norme

Les stocks sont des actifs :

- détenus pour être vendus pendant le cycle normal de l'activité ;
- en cours de production dans le but d'une vente future ;
- sous forme de matières premières ou de fournitures devant être consommées au cours du processus de production ou de prestation de services.

Les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal de l'activité, diminué des :

- coûts estimés pour l'achèvement ;
- coûts nécessaires pour réaliser la vente.

Options retenues par Attijariwafa bank

Les stocks sont valorisés selon la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré.

III.7. Contrats de location

Norme

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il faut faire la distinction entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis/loué diminué/augmenté des commissions versées/perçues et tout autres frais inhérents à l'opération. Le taux d'arrêté étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE)

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie, et ;
- la valeur d'entrée du bien (= juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux).

Options retenues par Attijariwafa bank

Pour les contrats de location simple donnés, dont les durées sont déterminées et renouvelables par tacite reconduction, aucun retraitement n'est à faire.

Les contrats de location-longues durées sont considérés comme des contrats de location simple.

Les contrats de Leasing sont des contrats de location-financement. Attijariwafa bank est le bailleur. La banque ne comptabilise dans ses comptes que sa part dans le contrat.

A la date de début de contrat, les loyers relatifs aux contrats de location à durée indéterminée et aux contrats de leasing sont actualisés au taux d'intérêt effectif (TIE). Leur somme correspond au montant initial de financement.

III.8. Actifs et passifs financiers

Norme

Prêts & Créances

Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier correspond au montant auquel cet instrument a été évalué lors de sa comptabilisation initiale :

- diminué des remboursements en principal ;
- majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant du remboursement à l'échéance ;
- diminué de toutes les réductions pour dépréciations ou irrécouvrabilité.

Ce calcul doit inclure l'ensemble des commissions et autres montants payés ou reçus directement attribuables aux crédits, les coûts de transaction et toute décote ou surcôte.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances

Une provision est constituée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation sur des prêts classés en prêts et créances.

Les provisions sont déterminées par différence entre la valeur nette comptable du prêt et le montant recouvrable estimé.

Ces dépréciations sont appliquées sur base individuelle et sur base collective.

Provision pour dépréciation sur base individuelle

Dans le cas d'un prêt faisant l'objet d'impayés, les pertes sont déterminées sur la base de la somme des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés aux taux effectif d'origine du prêt. Les flux futurs tiennent compte de l'évaluation des garanties reçues et des coûts de recouvrement.

Dans le cas d'un prêt sans impayé mais dont des indices objectifs de dépréciation indiquent des difficultés à venir, le Groupe a recours à des statistiques historiques de pertes pour des prêts comparables afin d'estimer et de positionner les flux futurs.

Provisions pour dépréciation sur base collective

Lorsque le test de dépréciation individuel des créances ne révèle pas l'existence d'indices objectifs de dépréciation, celles-ci sont regroupées par ensembles homogènes et de caractéristiques de risque de crédit similaires, afin d'être soumises à un test de dépréciation collectif.

Emprunt et dépôt

Lors de sa mise en place, un dépôt ou un emprunt classé en IAS dans la catégorie « Autres passifs financiers » doit être évalué au bilan à sa juste valeur augmentée ou minorée des coûts de transaction et des commissions perçues.

Les dépôts et emprunts classés en IAS dans la catégorie « Autres passifs financiers » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (taux actuariel).

Les dépôts classés en IAS dans la catégorie « Passifs détenus à des fins de transaction » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure à la juste valeur. La juste valeur du dépôt est calculée intérêts courus exclus.

Options retenues par Attijariwafa bank

Prêts & créances

La norme Groupe consiste en l'application du coût amorti à l'ensemble des crédits à plus d'un an en fonction de leur importance significative. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

Provisions pour dépréciation des prêts & créances :

La base de dépréciation individuelle des prêts & créances a maintenu les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002.

La base de dépréciation collective des prêts & créances a été adaptée en fonction de l'activité de chacune des entités du Groupe et a concerné les créances saines.

Provisions individuelles

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques, spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions individuelles sur la base des :

- Historiques de recouvrement des créances en souffrance ;
- Eléments à la disposition des entités de recouvrement pour les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs ;
- Garanties et sûretés détenues.

Provisions collectives

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les provisions collectives sur la base des historiques de transformation des créances saines en créances en souffrance.

Emprunt

Les dettes et dépôts sont ventilés par nature entre les différentes catégories « Passifs financiers » / « Passifs de trading » / « Passifs à la juste valeur sur option ».

Dépôts

Les dépôts à vue

Pour les dépôts à vue, le groupe Attijariwafa bank applique la norme IAS 39 §49. La juste valeur d'un dépôt à vue ne peut être inférieure au montant payable sur demande. Elle est actualisée à partir de la première date où le paiement de ce montant pourrait être exigé.

Les dépôts rémunérés

Dépôts rémunérés à des taux de marché : la juste valeur correspond à la valeur nominale, sous réserve de la non significativité des coûts marginaux de transaction.

Il est nécessaire de conserver les historiques de taux sur 10 ans afin de pouvoir justifier que les taux correspondent à des taux de marché d'origine.

Dépôts rémunérés à des taux hors marché : la juste valeur est constituée de la valeur nominale et d'une décote.

Les comptes sur carnet

Le taux appliqué est réglementé pour la grande majorité des établissements de crédit de la place. Il est de ce fait, réputé être un taux de marché.

Par conséquent, aucun de retraitement IFRS n'a été prévu pour les comptes sur carnet.

Les produits de collecte doivent être classés dans la catégorie des « autres passifs ».

III.9. Titres

Norme

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs applicables aux titres :

- Titres de transaction (Actifs financiers à la juste valeur par résultat) ;
- Titres disponibles à la vente (Available For Sale – AFS) ;
- Titres détenus jusqu'à l'échéance (Held To Maturity – HTM) ;
- Prêts et créances (catégorie ouverte aux titres non cotés sur un marché actif souscrits directement auprès de l'émetteur).

Les titres sont classés en fonction de l'intention de gestion.

Titres du portefeuille de Transaction : Actifs financiers à la juste valeur par résultat (affectation par nature ou sur option)

Selon la norme IAS 39.9, les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont des actifs ou passifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation.

Titres du portefeuille "Available For Sale" : "Disponible à la vente"

Cette catégorie de titre concerne : les titres de placement, les titres de l'activité de portefeuille, les titres de participation non consolidés et les autres titres détenus à long terme.

Aussi, la norme stipule que sont classés dans cette catégorie les actifs et passifs qui ne répondent pas aux conditions de classification exigées par les trois autres catégories.

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en «disponibles à la vente» sont enregistrées en capitaux propres (recyclables). L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote / décote des titres à revenu fixe est comptabilisée en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, significative et durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

Titres du portefeuille "Held To Maturity" : "Détenus jusqu'à l'échéance"

La catégorie «Titres détenus jusqu'à l'échéance» est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la declassification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans).

La comptabilisation est au coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE). La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Titres du portefeuille "Prêts et créances"

La catégorie «Prêts et créances» est ouverte aux actifs financiers non côtés et non destinés à être cédés et que l'établissement a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE).

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank

Classification des portefeuilles

Attijariwafa bank et autres entités hors compagnie d'assurance

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
Portefeuille de Trading de la Salle des Marchés (comptabilisés actuellement en titres de placement)	- Bons du Trésor négociables classés en portefeuille de placement - Obligations et autres titres de créances négociables - Titres de participation	Néant	- Dette CNCA - Dette CIH - Bons socio-économiques - Bons du Trésor non négociables inscrits en comptes chez Bank Al Maghrib

III.10. Assurance

Norme

Contrat d'assurance

Les principales dispositions des contrats d'assurance sont récapitulées ci-après :

- La possibilité de continuer à comptabiliser ces contrats selon les principes comptables actuels ;
- L'obligation de séparer et de comptabiliser en juste valeur par résultat les dérivés incorporés qui ne bénéficieraient pas d'une exemption selon IFRS 4 ;
- L'obligation de mettre en oeuvre un test de suffisance des passifs d'assurance comptabilisés et un test de dépréciation relatif aux actifs au titre des cessions en réassurance ;
- Un actif des cessions en réassurance est déprécié, en comptabilisant en résultat cette perte de valeur, si et seulement si :
    - ✓ il existe des preuves tangibles, par suite d'un événement survenu après la comptabilisation initiale de l'actif au titre des cessions en réassurance, qui font que la cédante ne recevrait pas l'intégralité des cash flows contractuels ;
    - ✓ cet événement a un impact évaluable de façon fiable sur les montants que la cédante recevrait du réassureur.
- L'obligation pour un assureur de conserver les passifs d'assurance dans son bilan jusqu'à leur acquittement, annulation, ou expiration, et de présenter les passifs d'assurance sans les compenser par rapport aux actifs au titre des cessions en réassurance.

Placement de l'assurance

La norme IAS 39 définit quatre catégories d'actifs financiers en fonction de l'origine de l'opération et de l'intention de détention :

- Prêts et créances : Ces instruments financiers sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti au moyen du taux d'intérêt effectif (TIE) ;
- Instruments financiers en juste valeur par résultat ;
- Investissements détenus jusqu'à l'échéance : Ces actifs financiers sont comptabilisés au coût amorti;
- Actifs disponibles à la vente : ce portefeuille est évalué à sa juste valeur.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Contrat d'assurance

Un test de suffisance de passif a déjà été mis en oeuvre par Wafa Assurance qui a fait appel à un actuaire externe pour l'évaluation de ses provisions techniques.

La provision pour fluctuations de sinistralité relative aux contrats d'assurance non vie est à éliminer.

Compte tenu du fait que l'assureur n'est pas tenu de changer ses méthodes comptables relatives aux contrats d'assurance pour éliminer une prudence excessive, la Compagnie n'est pas tenue d'éliminer le surplus de provisionnement tant au niveau des réserves techniques qu'au niveau des provisions pour dépréciation des créances.

Placement de l'assurance

Wafa Assurance

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
Les OPCVM non consolidés	- Les actions et parts sociales (CDM, Attijariwafa bank, IAM…) - Les participations dans les SCI (Panorama)	Néant	- Les bons de sociétés de financement et les prêts immobilisés - Les bons de trésor et les obligations non cotés

III.11. Dérivés

Norme

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39 et qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en fonction d'une variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat (parfois appelé le « sous-jacent ») ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et
- il est réglé à une date future.

Un instrument de couverture est un dérivé désigné ou (pour une couverture du seul risque de variation des taux de change) un actif ou passif financier désigné non dérivé dont on s'attend à ce que la juste valeur ou les flux de trésorerie compensent les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert désigné.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le groupe Attijariwafa bank n'utilise pas à ce jour de dérivés de couverture. Il n'est donc pas soumis aux dispositions de la comptabilité de couverture.

L'ensemble des opérations faisant appel à des dérivés (dans leur large panel) sont comptabilisés en actifs/passifs à la juste valeur par résultat.

III.12. Dérivés incorporés

Norme

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

La norme IAS39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à sa juste valeur ;
- séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation en effectuant la différence entre la juste valeur du contrat hybride (= coût) et la juste valeur du dérivé incorporé.

Options retenues par Attijariwafa bank

Si le résultat de chiffrage des dérivés incorporés à la juste valeur fait ressortir un impact significatif, le dérivé incorporé est à comptabiliser sous la rubrique trading. Il a été notamment le cas pour l'option de conversion incorporée aux obligations convertibles en actions émises par Attijari bank de Tunisie.

III.13. Provisions du passif

Norme

Une provision doit être comptabilisée lorsque l'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultat d'un événement passé.

En IFRS, lorsque l'effet est significatif, l'actualisation des cash flows à décaisser devient obligatoire dès que l'horizon de la sortie probable des ressources dépasse une année.

Les passifs éventuels, hors regroupements d'entreprises, ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est impérative lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le Groupe a procédé à l'analyse de l'ensemble des provisions pour risques généraux et leur :

- Affectation aux natures de risques inhérents ;
- Revue de valorisation et comptabilisation selon les dispositions des normes IAS/IFRS.

III.14. Avantages au Personnel

Norme

Principe général

L'entité doit comptabiliser non seulement l'obligation juridique ressortant des termes formels du régime à prestations définies, mais aussi toute obligation implicite découlant de ses usages.

Typologie des avantages au personnel

Les avantages au personnel sont classés en cinq catégories, selon la nature et les modalités de versement des prestations. On distingue :

- les avantages à court terme ;
- les avantages postérieurs à l'emploi :
- régimes à cotisations définies ;
- régimes à prestations définies.
- avantages à long terme ;
- indemnités de fin de contrat de travail ;
- avantages sur les capitaux propres.

Avantages postérieurs à l'emploi : régimes à prestations définies.

- Ecarts actuariels : Des écarts actuariels pourront résulter d'augmentations ou de diminutions de la valeur actuelle d'une obligation au titre de prestations définies ou de la juste valeur des actifs du régime correspondant ;

- Méthode du corridor : L'entité doit comptabiliser une fraction de ses écarts actuariels en produits ou en charges si les écarts actuariels cumulés non comptabilisés à la fin de l'exercice précédent excèdent la plus grande des deux valeurs ci-dessous ;
    - ✓ 10 % de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture ;
    - ✓ Et, 10 % de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture.
- Coût des services passés : Le coût des services passés est généré lorsque l'entité adopte un régime à prestations définies ou change les prestations à payer en vertu d'un régime existant ;
- Réductions et liquidations : Une réduction intervient lorsqu'une entité :
    - ✓ Peut démontrer qu'elle s'est engagée à réduire de façon significative le nombre de personnes bénéficiant d'un régime; ou
    - ✓ Change les termes d'un régime à prestations définies de sorte qu'une partie significative des services futurs des membres du personnel actuels ne leur donnera plus de droits à prestations ou ne leur donnera que des droits réduits.
- Une liquidation intervient lorsqu'une entité conclut une transaction éliminant toute obligation juridique ou implicite ultérieure pour tout ou partie des prestations prévues par un régime à prestations définies ;

Avantages à long terme

Indemnités de fin de contrat de travail

Une entité peut s'engager envers ses employés pour décaisser des cashs flows en leur faveur à la fin de leurs contrats de travail respectifs.

Une entité est manifestement engagée à mettre fin à un contrat de travail si et seulement si elle a un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Couverture des engagements

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Par la constitution d'une provision en interne ;
- Par l'externalisation de son obligation de verser les prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

La valorisation des régimes à prestations définies implique notamment l'obligation d'utiliser des techniques actuarielles pour estimer de façon fiable le montant des avantages accumulés par le personnel en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Les hypothèses actuarielles sont les meilleures estimations faites par l'entité des variables qui détermineront le coût final des avantages postérieurs à l'emploi. Ces hypothèses comprennent :

- hypothèses démographiques ;
- le taux attendu de rendement des actifs du régime ;
- taux d'actualisation / taux d'inflation ;
- salaires, avantages du personnel et coûts médicaux.

Options retenues par Attijariwafa bank

Le Groupe Attijariwafa bank a décidé que les prestations de retraites relèvent du régime à contributions définies. Par conséquent, leur comptabilisation ne requiert aucun retraitement IFRS.

Dans le cas de la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), Attijariwafa bank ne dispose pas d'informations suffisantes pour comptabiliser comme tel ce régime multi-employeurs à prestations définies.

D'autre part, le Groupe a comptabilisé des provisions spécifiques à ses engagements envers une partie de son personnel qui ont concernés notamment : Les primes de fin de carrière et primes de médailles de travail (Ouissam Achoughl).

III.15. Impôt exigible et impôt différé

Norme

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif ou passif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale.

Il est probable que l'entreprise dispose d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer une différence temporelle déductible :

- lorsqu'il y aura suffisamment de différences temporelles imposables relevant de la même autorité et relatives à la même entité imposable et dont on attend à ce qu'elles s'inversent ;
- lorsqu'il est probable que l'entreprise dégage un bénéfice imposable suffisant relevant de la même administration fiscale et pour la même entité imposable au cours des exercices appropriés ;
- la gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS interdit l'actualisation des impôts différés.

Options retenues par Attijariwafa bank

Appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

Comptabilisation d'impôt différé passif au titre des différences temporaires relatives à des immobilisations incorporelles générées dans le cadre d'un regroupement d'entreprise

Les écarts d'évaluation liés à des immobilisations incorporelles crées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et non cessibles séparément de l'entreprise acquise génèrent un impôt différé passif, et ce même si ces immobilisations ont des durées de vie indéfinies.

Impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés

Comptabilisation obligatoire d'un impôt différé actif au titre des différences temporaires déductibles relatives aux titres de participation consolidés dès lors que ces différences temporaires devraient se résorber dans un avenir prévisible et que le recouvrement de l'actif d'impôt différé est probable.

Possibilité de corrigé le goodwill si un impôt différé est identifié après la période admise en IFRS pour la régularisation :

Un actif d'impôt différé considéré comme non identifiable à la date d'acquisition et ultérieurement réalisé, est comptabilisé en résultat consolidé et l'écart d'acquisition est corrigé de manière rétrospective même après l'expiration du délai d'affectation. L'impact de cette correction étant également comptabilisé en résultat consolidé.

Impôts différés initialement comptabilisés en capitaux propres :

Comptabilisation de l'impact des changements de taux d'impôt et/ou de modalités d'imposition en capitaux propres.

IV. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES IFRS

IV.1. Bilans consolidés 2009-2011

	2009	2010	2011
ACTIF			
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	13 937 027	13 374 249	13 817 615
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	23 415 807	23 776 381	36 111 566
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers disponibles à la vente	26 130 492	29 921 521	25 965 979
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	27 240 871	16 912 923	15 164 488
Prêts et créances sur la clientèle	178 992 641	200 216 617	230 681 667
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements détenus jusqu'à leur échéance			
Actifs d'impôt exigible	60 972	135 373	72 623
Actifs d'impôt différé	732 402	625 727	381 699
Comptes de régularisation et autres actifs	6 539 854	7 011 157	6 301 601
Actifs non courants destinés à être cédés		0	150 209
Participation des assurés aux bénéfices différée		816 307	501 467
Participations dans des entreprises mises en équivalence	97 734	108 935	110 980
Immeubles de placement	1 077 449	1 319 993	1 158 463
Immobilisations corporelles	1 222 753	1 396 860	1 339 331
Immobilisations incorporelles	4 490 309	4 647 412	5 077 373
Ecarts d'acquisition	6 408 911	6 391 864	6 616 988
Total actif	**290 347 222**	**306 655 318**	**343 452 049**

PASSIF			
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	111 049	164 915	227 490
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 145 888	3 390 320	2 591 760
Instruments dérivés de couverture	-	0	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	26 093 428	23 006 975	34 655 547
Dettes envers la clientèle	194 705 935	201 447 928	218 815 270
Titres de créances émis	6 550 653	11 872 036	15 613 534
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	0	
Passifs d'impôt courant	804 006	133 609	636 759
Passifs d'impôt différé	1 498 993	1 837 115	1 384 100
Comptes de régularisation et autres passifs	8 481 286	8 350 041	8 763 194
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	
Provisions techniques des contrats d'assurance	15 628 317	17 579 940	18 602 128
Provisions pour risques et charges	1 062 927	1 123 111	1 171 295
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	210 746	207 289	187 587
Dettes subordonnées	8 271 775	9 516 757	10 523 289
Capital et réserves liées	7 366 523	7 366 523	7 366 523
Réserves consolidées	12 123 880	14 992 969	17 132 734
Part du groupe	*9 149 861*	*11 578 042*	*13 759 424*
Part des minoritaires	*2 974 019*	*3 414 927*	*3 373 310*
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	700 923	921 357	478 677
Résultat net de l'exercice	4 590 892	4 744 433	5 302 162
Part du groupe	*3 940 837*	*4 102 489*	*4 458 745*
Part des minoritaires	*650 055*	*641 944*	*843 417*
Total passif	**290 347 222**	**306 655 318**	**343 452 049**

En Kdh

IV.2. Comptes de produits et de charges consolidés IFRS 2009- 2011

	2009	2010	2011
Intérêts et produits assimilés	12 298 097	14 075 852	15 479 302
Intérêts et charges assimilés	4 929 556	5 177 078	5 713 876
Marge d'intérêt	**7 368 541**	**8 898 774**	**9 765 427**
Commissions perçues	2 407 257	3 113 089	3 473 516
Commissions servies	203 683	234 668	314 261
Marge sur commissions	**2 203 574**	**2 878 420**	**3 159 255**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 510 262	1 801 666	1 459 016
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	1 556 706	776 999	927 739
Résultat des activités de marché	**3 066 969**	**2 578 664**	**2 386 755**
Produits des autres activités	4 337 748	4 584 467	5 467 924
Charges des autres activités	3 721 661	4 273 749	4 897 287
Produit net bancaire	**13 255 170**	**14 666 576**	**15 882 074**
Charges générales d'exploitation	4 762 794	5 705 321	6 404 286
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	642 495	717 088	798 012
Résultat brut d'exploitation	**7 849 881**	**8 244 167**	**8 679 776**
Coût du risque	-988 329	-1 218 243	-749 701
Résultat d'exploitation	**6 861 552**	**7 025 925**	**7 930 075**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	12 394	18 156	16 099
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-6 262	2 622	687
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	0	0	0
Résultat avant impôts	**6 867 684**	**7 046 703**	**7 946 861**
Impôts sur les bénéfices	2 276 792	2 302 270	2 644 699
Résultat net	**4 590 892**	**4 744 433**	**5 302 162**
Résultat hors groupe	650 055	641 944	843 417
Résultat net part du groupe	**3 940 837**	**4 102 489**	**4 458 745**

En Kdh

IV.3. Tableau des flux de trésorerie 2009-2011

	2009	2010	2011
Résultat avant impôts	**6 867 684**	**7 046 703**	**7 946 861**
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	642 495	816 383	961 168
Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		0	0
Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	-3 874	-255	-5 349
dotations nettes aux provisions	1 186 570	1 236 644	838 243
Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-12 394	-18 156	-16 099
Perte nette / (gain net) des activités d'investissement	-1 619 232	-702 366	-818 873
Perte nette / (gain net) des activités de financement		0	0
Autres mouvements	-40 709	154 986	-445 970
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**152 856**	**1 487 235**	**513 120**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	6 533 307	449 292	5 340 917
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-7 847 641	-16 871 624	-12 749 320
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-2 616 781	-473 872	-7 449 274
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		0	0
Impôts versés	-1 982 353	-2 286 326	-1 736 370
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**-5 913 467**	**-19 182 530**	**-16 594 047**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**1 107 073**	**-10 648 591**	**-8 134 066**
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-2 070 358	-841 345	-1 268 166
Flux liés aux immeubles de placement	-104 049	-113 526	-41 398
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-682 519	-838 293	-746 248
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-2 856 926**	**-1 793 165**	**-2 055 813**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-814 137	-1 333 385	-1 809 475
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	3 792 590	6 453 433	4 550 462
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**2 978 453**	**5 120 048**	**2 740 987**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	**12 634**	**61 459**	**61 896**
Augmentation /(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**1 241 234**	**-7 260 250**	**-7 386 996**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**15 696 610**	**16 937 843**	**9 677 594**
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	15 612 813	13 825 978	13 209 333
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	83 797	3 111 866	-3 531 740
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**16 937 843**	**9 677 594**	**2 290 598**
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	13 825 978	13 209 333	13 590 125
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	3 111 866	-3 531 740	-11 299 527
Variation de la trésorerie nette	**1 241 234**	**-7 260 250**	**-7 386 996**

En Kdh

IV.4. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

En 2011

En Kdh		Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les établissements de crédit			
Créances sur la clientèle			
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes			
Valeur reçus en pension		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		19 989 233	
Obligations et autres titres à revenu fixe		**2 077 549**	
	Titres côtés	0	
	Titres non côtés	2 077 549	
Actions et autres titres à revenu variable		**12 331 090**	**122 325**
	Titres côtés	12 331 090	122 325
	Titres non côtés		
Instruments dérivés		**1 479 091**	
Créances rattachées		**112 278**	
Juste valeur au bilan		**35 989 241**	**122 325**

En 2010 **en milliers de Dh**

En Kdh		Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les établissements de crédit			
Créances sur la clientèle			
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes			
Valeur reçus en pension		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		6 729 660	
Obligations et autres titres à revenu fixe		**3 254 030**	**-**
	Titres côtés	*1 889 759*	
	Titres non côtés	*1 364 270*	
Actions et autres titres à revenu variable		**10 127 400**	**199 066**
	Titres côtés	*10 127 400*	*199 066*
	Titres non côtés		
Instruments dérivés		**3 215 493**	
Créances rattachées		**250 732**	
Juste valeur au bilan		**23 577 315**	**199 066**

En 2009 **en milliers de Dh**

En Kdh		Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les établissements de crédit			
Créances sur la clientèle			
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes			
Valeurs reçues en pension			1 298
Effets publics et valeurs assimilées		4 434 506	
Obligations et autres titres à revenu fixe		**4 382 945**	
	Titres côtés	1 571 200	
	Titres non côtés	2 811 745	
Actions et autres titres à revenu variable		**11 987 690**	**134 668**
	Titres côtés	11 987 690	134 668
	Titres non côtés		
Instruments dérivés		**2 356 507**	
Créances rattachées		**118 193**	
Juste valeur au bilan		**23 279 841**	**135 966**

IV.5. Actifs financiers disponibles à la vente

En Kdh		2 009	2 010	2 011
Titres évalués à la juste valeur				
Effets publics et valeurs assimilées		**10 407 041**	**12 723 561**	**7 832 206**
Obligations et autres titres à revenu fixe		**7 831 176**	**9 397 217**	**10 526 912**
	Titres côtés	5 449 661	7 768 767	8 643 909
	Titres non côtés	2 381 515	1 628 450	1 883 003
Actions et autres titres à revenu variable		**4 456 556**	**3 936 525**	**2 837 752**
	Titres côtés	2 294 464	2 289 368	2 309 906
	Titres non côtés	2 162 092	1 647 157	527 846
Titres de participation non consolidés		**3 435 719**	**4 680 524**	**5 270 577**
Total des titres disponibles à la vente		**26 130 492**	**30 737 828**	**26 467 446**

IV.6. Ventilation des prêts et créances par durée restant à courir

En Kdh	<= 3mois	Entre 3 mois et 1an	Entre 1 an et 5 ans	>5ans	Total
Prêts et créances sur les établissements de crédit	9 399 908	2 999 111	2 102 518	561 869	15 063 405

IV.7. Prêts et créances sur la clientèle par durée restant à courir

En Kdh	<= 3mois	Entre 3 mois et 1an	Entre 1 an et 5 ans	>5ans	Total
Prêts et créances émis sur la clientèle	69 0504 72	46 826 334	55 123 365	54 379 299	225 379 470

IV.8. Comptes de régularisation et autres actifs

En Kdh	2 009	2 010	2 011
Autres Actifs	**3 452 175**	**3 730 244**	**4 106 759**
Débiteurs divers	1 675 330	1 748 769	2 029 994
Valeurs et emplois divers	186 928	162 766	160 797
Autres actifs d'assurance	1 406 193	1 606 461	1 615 003
Autres	183 724	212 247	300 965
Comptes de régularisation	**3 087 679**	**3 280 913**	**2 194 842**
Produits à recevoir	1 152 897	1 129 515	1 308 514
Charges constatées d'avance	103 860	109 322	179 105
Autres comptes de régularisation	1 830 923	2 042 076	707 224
Total	**6 539 854**	**7 011 157**	**6 301 601**

IV.9. Comptes de régularisation et autres passifs

En Kdh	2 009	2 010	2 011
Autres Passifs	**3 998 196**	**6 330 290**	**6 107 886**
Opérations diverses sur titres	57 802	18 209	172 005
Créditeurs divers	3 666 516	5 909 100	5 646 983
Autres Passifs d'assurance	273 878	402 980	288 898
Comptes de régularisation	**4 483 089**	**2 019 751**	**2 655 308**
Charges à payer	756 006	893 810	1 664 405
Produits constatés d'avance	199 719	209 944	141 306
Autres comptes de régularisation	3 527 364	915 997	849 596
Total	**8 481 286**	**8 350 041**	**8 763 194**

IV.10. Ventilation des dettes par durée restant à courir

En Kdh	<= 3mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	>5ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit	26 232 066	5 522 821	1 297 083	1 490 514	34 542 484

En Kdh	<= 3mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	>5ans	Total
Dettes envers la clientèle	160 848 992	36 022 021	11 714 239	9 315 243	217 900 496

IV.11. Participation dans les entreprises mises en équivalence

En Kdh	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	**110 980**	48 287	696 240	293 957	**16 099**
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés MEE	**110 980**	**48 287**	**696 240**	**293 957**	**16 099**

IV.12. Immeubles de placement

En Kdh	31/12/2010	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Autres mouvements	31/12/2011
Valeur brute	1 537 392	1 175	210 427	5 184	- 267 157	1 476 653
Amortissements et provisions	217 398	- 807	37 846		63 753	318 191
Valeur nette au bilan	**1 319 993**	**1 983**	**172 581**	**5 184**	**- 330 910**	**1 158 463**

IV.13. Immobilisations corporelles et incorporelles

	2011		
En Kdh	Valeur Brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur Nette
Terrains et constructions	2 585 664	840 606	1 745 058
Equip. Mobilier, installation	2 795 525	2 165 751	629 774
Biens mobiliers donnés en location	538 808	210 046	328 762
Autres immobilisations	4 367 080	1 993 300	2 373 780
Total Immobilisations corporelles	**10 287 077**	**5 209 704**	**5 077 373**
Logiciels informatiques acquis	1 648 040	804 390	843 650
Autres immobilisations incorporelles	1 059 659	563 978	495 681
Total Immobilisations incorporelles	**2 707 699**	**1 368 368**	**1 339 331**

	2010			2009		
En Kdh	Valeur Brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur Nette	Valeur Brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur Nette
Terrains et constructions	2 518 546	768 068	1 750 479	2 480 881	730 451	1 750 429
Equip. Mobilier, installation	2 709 475	2 022 607	686 868	2 490 202	1 844 891	645 311
Biens mobiliers donnés en location	516 700	183 731	332 970	506 133	187 707	318 426
Autres immobilisations	3 604 766	1 727 670	1 877 096	3 239 172	1 463 030	1 776 142
Total Immobilisations corporelles	**9 349 487**	**4 702 075**	**4 647 412**	**8 716 388**	**4 226 080**	**4 490 309**
Logiciels informatiques acquis	1 419 014	587 980	831 034	1 048 091	397 521	650 570
Autres immobilisations incorporelles	986 127	420 301	565 826	1 034 960	462 777	572 183
Total Immobilisations incorporelles	**2 405 141**	**1 008 281**	**1 396 860**	**2 083 051**	**860 298**	**1 222 753**

IV.14. Écarts d'acquisition

En Kdh	31/12/2010	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2011
Valeur brute	6 391 864	230 792	-5 668		6 616 988
Cumul des pertes de valeurs					
Valeur nette au bilan	**6 391 864**	**230 792**	**-5 668**		**6 616 988**

IV.15. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En Kdh	2 009	2 010	2 011
Valeurs données en pension	1 688	63 705	361 911
Instruments dérivés	2 144 200	3 326 614	2 229 849
Juste valeur au bilan	**2 145 888**	**3 390 320**	**2 591 760**

En Kdh

IV.16. Instruments dérivés par type de risque au 31.12.2011

Par type de risque	Valeur comptable		Montant notionnel
	Actifs	Passifs	
Instruments dérivés de taux de change	55 906	380 109	20 310 201
Instruments dérivés de taux d'intérêt	281 518	350 370	26 830 934
Dérivés sur matières premières	604 171	604 171	3 881 060
Autres instruments dérivés	537 497	895 199	1 874 795
Total	**1 479 091**	**2 229 849**	**52 896 990**

IV.17. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

En Kdh	2 009	2 010	2 011
Autres dettes représentées par un titre	**6 550 653**	**11 872 036**	**15 613 534**
titres de créances négociables	6 063 227	11 809 139	15 233 013
emprunts obligataires	487 425	62 896	380 521
Dettes subordonnées	**8 271 775**	**9 516 757**	**10 523 289**
Emprunt subordonnés	8 271 775	9 516 757	10 523 289
à durée déterminée	8 271 775	9 516 757	10 523 289
à durée indéterminée			
Titres subordonnés			
à durée déterminée			
à durée indéterminée			
Total	**14 822 428**	**21 388 793**	**26 136 823**

IV.18.

IV.19. Provisions pour risques et charges

Au 31 décembre 2011

En Kdh	Stock au 31/12/2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Stock au 31/12/2011
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	84 235	3 259	15 761	0	11 209	-4 081	87 965
Provisions pour engagements sociaux	303 671	57 832	62 600	24 652	14 579	-13 914	370 957
Autres provisions pour risques et charges	735 205	18 734	178 515	33 490	134 356	-52 235	712 373
Provisions pour risques et charges	**1 123 111**	**79 824**	**256 876**	**58 142**	**160 144**	**-70 230**	**1 171 295**

Au 31 décembre 2010

En Kdh	Stock au 31/12/2009	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Stock au 31/12/2010
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	76 314		29 601		7 018	-14 663	84 235
Provisions pour engagements sociaux	281 521		10 391			11 760	303 671
Autres provisions pour risques et charges	705 093		140 135	49 318	64 519	3 814	735 205
Provisions pour risques et charges	**1 062 927**	**-**	**180 127**	**49 318**	**71 536**	**912**	**1 123 111**

Au 31 décembre 2009

En Kdh	Stock au 31/12/2008	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Stock au 31/12/2009
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	310 072	2 846			238 613	2 009	76 314
Provisions pour engagements sociaux	231 231	27 125	26 202	922		-2 115	281 521
Provision pour litige et garanties de passif	243 671	11 977	112 456	88 403	57 788	-2 420	219 492
Autres provisions pour risques et charges	397 418	114 715			26 910	378	485 601
Provisions pour risques et charges	**1 182 392**	**156 663**	**138 658**	**89 325**	**323 312**	**-2 148**	**1 062 927**

IV.20. Marge d'intérêt

Kdh	2011		
	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**13 449 594**	**3 047 335**	**10 402 259**
Comptes et prêts / emprunts	12 640 891	2 903 567	9 737 324
Opérations de pensions	765	143 768	-143 003
Opérations de location-financement	807 938		807 938
Opérations interbancaires	**918 889**	**1 344 080**	**-425 191**
Comptes et prêts / emprunts	916 127	1 245 858	-329 731
Opérations de pensions	2 762	98 222	-95 460
Emprunts émis par le groupe		**1 322 460**	**-1 322 460**
Actifs disponibles à la vente	**1 110 819**		**1 110 819**
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	**15 479 302**	**5 713 876**	**9 765 427**

Kdh	2010			2009		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**12 193 215**	**2 956 350**	**9 236 866**	**10 445 330**	**3 156 183**	**7 289 148**
Comptes et prêts / emprunts	11 361 859	2 718 967	8 642 892	9 610 151	2 878 847	6 731 304
Opérations de pensions	575	237 383	-236 807	13 048	277 335	-264 288
Opérations de location-financement	830 781		830 781	822 132		822 132
Opérations interbancaires	**889 652**	**1 254 073**	**-364 421**	**928 995**	**1 079 382**	**-150 387**
Comptes et prêts / emprunts	884 141	1 206 347	-322 206	920 560	1 064 032	-143 472
Opérations de pensions	5 510	47 726	-42 216	8 434	15 350	-6 915
Emprunts émis par le groupe		**966 655**	**-966 655**		**693 992**	**-693 992**
Actifs disponibles à la vente	**992 985**		**992 985**	**923 772**		**923 772**
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	**14 075 852**	**5 177 078**	**8 898 774**	**12 298 097**	**4 929 556**	**7 368 541**

IV.21. Commissions nettes

Au 31.12.2011

En Kdh	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**1 757 224**	**41 560**	**1 715 663**
avec les établissements de crédit	62 385	27 573	34 812
avec la clientèle	1 134 051		1 134 051
sur titres	105 123	12 838	92 285
de change	112 219	1 150	111 069
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	343 446	0	343 446
Prestation de services bancaires et financiers	**1 716 292**	**272 701**	**1 443 591**
Produits nets de gestion d'OPCVM	298 702	23 368	275 334
Produits nets sur moyen de paiement	869 303	199 008	670 294
Assurance	98 427		98 427
Autres	449 860	50 324	399 536
Produits nets de commissions	**3 473 516**	**314 261**	**3 159 255**

Au 31.12.2010

En Kdh	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**1 708 773**	**27 695**	**1 681 079**
avec les établissements de crédit	51 987	18 687	33 299
avec la clientèle	1 029 506		1 029 506
sur titres	179 732	9 007	170 725
de change	103055	0	103 055
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	344 493	0	344 493
Prestation de services bancaires et financiers	**1 404 316**	**206 974**	**1 197 342**
Produits nets de gestion d'OPCVM	274 216	17 216	256 999
Produits nets sur moyen de paiement	794 220	137 380	656 840
Assurance	74 797		74 797
Autres	261 083	52 378	208 705
Produits nets de commissions	**3 113 089**	**234 668**	**2 878 420**

Au 31.12.2009

En Kdh

	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**1 287 468**	**86 195**	**1 201 274**
avec les établissements de crédit	42 079	28 696	13 383
avec la clientèle	693 077		693 077
sur titres	154 285	18 954	135 331
de change	105 429		105 429
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	292 599	38 544	254 054
Prestation de services bancaires et financiers	**1 119 789**	**117 488**	**1 002 300**
Produits nets de gestion d'OPCVM	244 970	16 786	228 184
Produits nets sur moyen de paiement	682 751	99 198	583 554
Assurance	80 209		80 209
Autres	111 859	1 505	110 354
Produits nets de commissions	**2 407 257**	**203 683**	**2 203 574**

IV.22. Gains ou pertes nets sur les actifs financiers disponibles à la vente

En Kdh	2 009	2 010	2 011
Produits des titres à revenu variable	**288 400**	**248 841**	**288 359**
Résultats de cession	**1 264 432**	**516 947**	**618 114**
Plus-value	1 264 432	516 947	618 114
Moins-value			
Gains ou pertes de valeur des titres à revenu variable	**3 874**	**11 211**	**21 265**
Total	**1 556 706**	**776 999**	**927 739**

IV.23. Produits et charges des autres activités

En Kdh	2011			2010		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Produits nets de l'assurance	4 833 660	4 483 417	350 243	3 969 137	3 849 177	119 960
Produits nets des immeubles de placement	37 220		37 220	27 326		27 326
Produits nets des immobilisations en location simple	3 631	27	3 604	1 608	8 761	-7 153
Autres produits	593 414	413 843	179 570	586 395	415 810	170 585
Total des produits et charges des autres activités	**5 467 924**	**4 897 287**	**570 638**	**4 584 467**	**4 273 749**	**310 718**

IV.24. Produits nets de l'activité de l'assurance

En Kdh	2 009	2 010	2 011
Primes acquises brutes	4 273 981	4 467 730	5 292 951
Variation des provisions techniques	-1 827 963	-1 478 627	-1 140 728
Charges des prestations des contrats	-1 870 817	-2 843 708	-3 686 773
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	-111 280	-25 434	-115 206
Total	**463 921**	**119 960**	**350 243**

IV.25. Coût du risque

	2009	2010	2011	Var. 10/09	Var. 11/10
Dotations aux provisions	**-1 481**	**-1 445**	**-1 172**	**-2,4%**	**-18,9%**
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 368	-1 260	-978	-7,9%	-22,4%
Provisions engagements par signature	0	-30	-16	Ns	-46,8%
Autres provisions pour risques et charges	-112	-156	-179	38,3%	14,8%
Reprises de provisions	**1 113**	**800**	**1 545**	**-28,1%**	**93,1%**
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	701	675	1 366	-3,8%	>100,0%
Reprises de provisions engagements par signature	239	7	11	-97,1%	59,7%
Reprise des autres provisions pour risques et charges	173	118	168	-31,7%	41,9%
Variation des provisions	**-621**	**-573**	**-1 123**	**-7,8%**	**96,0%**
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-12	-32	-216	>100,0%	>100,0%
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-640	-593	-968	-7,3%	63,1%
Récupérations sur prêts et créances amorties	120	94	95	-21,8%	1,2%
Autres pertes	-88	-41	-33	-53,2%	-19,0%
Coût du risque	**-988**	**-1 218**	**-750**	**23,3%**	**-38,5%**

En Mdh

IV.26. Gains et pertes nettes sur les autres actifs

Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	2 009	2 010	2 011
Plus-values de cession	5 724	3 382	65 634
Moins-value de cession	-11 986	-760	-64 947
Gains ou pertes sur autres actifs	**-6 262**	**2 622**	**687**

IV.27. Informations par pôle d'activité

BILAN 2011	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	**228 040 913**	**25 430 386**	**24 095 386**	**65 885 363**	**343 452 049**
dont					
Eléments de l'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	29 688 287	0	6 272 927	150 353	**36 111 566**
Actifs disponibles à la vente	6 927 193	52 185	11 314 532	8 173 536	**26 467 446**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 863 655	77 145	29 771	5 193 917	**15 164 488**
Prêts et créances sur la clientèle	165 467 609	22 748 370	2 757 526	39 708 161	**230 681 667**
Immobilisations corporelles	2 359 533	544 783	204 697	1 968 360	**5 077 373**
Eléments du Passif					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	29 908 594	1 743 259	0	3 003 694	**34 655 547**
Dettes envers la clientèle	166 200 270	1 496 755	2 143	51 116 101	**218 815 270**
Provisions techniques des contrats d'assurance	0	0	18 602 128	0	**18 602 128**
Dettes subordonnées	10 370 972	100 014	0	52 303	**10 523 289**
Capitaux propres	20 194 759	2 396 157	3 887 951	3 801 230	**30 280 097**

En Kdh

BILAN 2010	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	**204 395 553**	**23 636 084**	**22 596 034**	**56 027 648**	**306 655 318**
dont					
Eléments de l'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16 829 545		6 811 421	135 415	**23 776 381**
Actifs disponibles à la vente	13 566 264	162 854	10 179 433	6 829 277	**30 737 828**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	10 967 041	59 062	16 021	5 870 798	**16 912 923**
Prêts et créances sur la clientèle	144 651 222	20 931 513	1 955 426	32 678 456	**200 216 617**
Immobilisations corporelles	2 395 825	521 464	183 162	1 546 961	**4 647 412**
Eléments du Passif					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	18 767 251	1 895 565	3 225	2 340 935	**23 006 975**
Dettes envers la clientèle	157 303 940	1 287 154	2 214	42 854 619	**201 447 928**
Provisions techniques des contrats d'assurance			17 579 940		**17 579 940**
Dettes subordonnées	9 347 844	105 642		63 272	**9 516 757**
Capitaux propres	18 881 228	2 328 487	3 888 262	2 927 306	**28 025 282**

En Kdh

BILAN 2009	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	**195 830 780**	**22 709 284**	**19 367 165**	**52 439 993**	**290 347 222**
dont					
Eléments de l'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	16 995 411		6 356 782	63 614	**23 415 807**
Actifs disponibles à la vente	11 542 820	174 748	8 037 501	6 375 422	**26 130 492**
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	19 964 397	237 313	26 013	7 013 148	**27 240 871**
Prêts et créances sur la clientèle	128 067 745	19 559 575	2 047 646	29 317 675	**178 992 641**
Immobilisations corporelles	2 410 572	482 273	239 172	1 358 292	**4 490 309**
Eléments du Passif					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	19 108 739	4 206 416	1 851	2 776 422	**26 093 428**
Dettes envers la clientèle	155 415 094	853 154	2 439	38 435 248	**194 705 935**
Provisions techniques des contrats d'assurance			15 628 317		**15 628 317**
Dettes subordonnées	8 118 729	110 117		42 929	**8 271 775**
Capitaux propres	17 266 394	1 954 481	3 080 465	2 480 879	**24 782 219**

En Kdh

IV.28. Compte de produits et charges

Au 31 décembre 2011	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	6 245 476	1 061 986	297 577	2 155 460	4 927	**9 765 427**
Marge sur commissions	1 630 798	538 072	-30 667	1 396 926	-375 874	**3 159 255**
Produit net bancaire	8 584 892	1 979 247	1 639 626	3 808 296	-129 987	**15 882 074**
Charges de fonctionnement	3 367 957	666 623	371 102	2 128 590	-129 987	**6 404 286**
Résultat d'exploitation	4 187 744	931 140	1 270 222	1 540 968		**7 930 075**
Résultat net	**2 729 366**	**588 760**	**899 347**	**1 084 689**		**5 302 162**
Résultat net part du Groupe	**2 704 802**	**421 499**	**713 080**	**619 364**		**4 458 745**

En Kdh

Au 31 décembre 2010	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	5 705 124	1 105 362	318 984	1 759 181	10 123	**8 898 774**
Marge sur commissions	1 620 684	461 877	-25 597	1 197 737	-376 281	**2 878 420**
Produit net bancaire	8 304 781	1 886 965	1 333 946	3 232 826	-91 943	**14 666 576**
Charges de fonctionnement	3 062 737	647 497	304 293	1 782 736	-91 943	**5 705 321**
Résultat d'exploitation	4 350 802	849 520	922 175	903 428		**7 025 925**
Résultat net	**2 836 191**	**520 748**	**657 223**	**730 272**		**4 744 433**
Résultat net part du Groupe	**2 804 896**	**368 943**	**520 696**	**407 954**		**4 102 489**

En Kdh

Au 31 décembre2009	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	4 891 988	1 087 712	188 012	1 200 828		**7 368 541**
Marge sur commissions	1 436 082	403 956	-34 782	706 594	-308 275	**2 203 574**
Produit net bancaire	7 782 211	1 775 342	1 737 187	2 006 262	-45 832	**13 255 170**
Charges de fonctionnement	2 846 757	598 188	314 517	1 049 164	-45 832	**4 762 794**
Résultat d'exploitation	4 078 115	831 109	1 394 657	557 670		**6 861 552**
Résultat net	**2 616 434**	**512 400**	**939 838**	**522 220**		**4 590 892**
Résultat net part du Groupe	**2 582 192**	**363 291**	**744 820**	**250 533**		**3 940 837**

En Kdh

V. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION – COMPTES CONSOLIDES

V.1. Principes Généraux

La présentation des états de synthèse consolidés du groupe Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes sociaux de chacune des entités entrant dans le périmètre de consolidation.

V.2. Principales méthodes d'évaluation

Présentation générale des créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers, autres crédits, opérations de crédit bail et de location, créances acquises par affacturage pour la clientèle.

Créances en souffrance

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de 20%, 50% ou 100% pour respectivement les créances pré-douteuses, douteuses et compromises.

Les provisions relatives aux risques de crédit sont déduites des postes d'actif concernés.

Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Portefeuille titres de transaction, de placement et d'investissement

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit. Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titres de créances ou titres de propriété), et d'autre part, en fonction de l'intention (titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement).

Provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

V.3. Principes et modalités de consolidation

Les règles appliquées pour l'établissement des comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank sont celles préconisées par les dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédits.

Le périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est constitué par la société mère Attijariwafa bank et les sociétés sous contrôle exclusif ou conjoint ainsi que celles sur lesquelles le groupe exerce une influence notable. Les comptes consolidés regroupent donc les comptes :

- de la Banque Attijariwafa bank lesquels comprennent les comptes des succursales à l'étranger ;
- des filiales et participations significatives.

Le périmètre de consolidation ainsi constitué est repris en détail dans l'état A1.

Les comptes de toutes les entités consolidées sont arrêtés au 31 décembre à l'exception d'OGM dont les comptes sont arrêtés au 30 septembre.

Méthodes de consolidation

Les comptes des entreprises à caractère financier, contrôlées de manière exclusive, sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Les comptes des entreprises à caractère financier, contrôlées de manière conjointe, sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les comptes des entreprises à caractère financier dans lesquelles le Groupe « Attijariwafa bank » exerce une influence notable sont consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Les comptes des entreprises à caractère non financier sont, à l'exception des titres représentatifs des participations significatives dans les SCI, consolidés selon la méthode de mise en équivalence quel que soit le pourcentage de contrôle du Groupe.

Il est à noter que la filiale Wafa Assurance détenue à hauteur de 79,29% par le groupe Attijariwafa bank a été consolidée par une mise en équivalence en respect des principes comptables du PCEC qui prévoient de consolider les filiales non financières selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres détenus dans des participations d'importance minime en termes de valeur comptable et de résultat ainsi que ceux détenus en vue de leur cession ultérieure ne sont pas compris dans le champ de la consolidation.

Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail sont retraitées au niveau des comptes consolidés comme suit :

- Les encours de crédit-bail réalisés par les établissements de crédit du groupe sont présentés dans les comptes consolidés dans la rubrique « Opérations de crédit-bail et de location ». Cette rubrique enregistre l'encours financier tel qu'il ressort de la comptabilité financière. La différence entre l'encours financier, porté dans les comptes consolidés, et l'encours présenté dans les comptes sociaux est portée en réserves consolidées, après prise en compte de l'impôt différé.
- Les immobilisations acquises en crédit-bail par les entités consolidées sont reclassées au bilan consolidé dans la rubrique « Immobilisations incorporelles ou corporelles » par la contrepartie d'une dette financière. Les loyers payés sont neutralisés par la constatation d'une dotation aux amortissements des immobilisations et d'une charge financière enregistrée dans la rubrique « charges sur les immobilisations de crédit-bail et de location ».

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont, après prise en compte le cas échéant de l'impôt différé, annulées au niveau des comptes consolidés.

Impôts différés

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition positif, assimilé à une prime payée pour acquérir les titres, est inscrit à l'actif du bilan consolidé et peut être amorti sur une durée maximale de vingt ans.

L'écart d'acquisition négatif, assimilé à une provision pour risques, est inscrit au passif du bilan consolidé et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés. Cette situation concerne tous les écarts d'acquisition du groupe Attijariwafa bank à l'exception de l'écart d'acquisition de CAPRI qui est amorti sur 5 ans.

Il est à noter que l'écart de première consolidation a été subdivisé en écart de réévaluation relatif à la relation clientèle lequel constitue l'élément notable du bilan consolidé d'Attijariwafa bank au 31 décembre 2004. Cet actif incorporel correspond à la capacité de l'ensemble acquis de maintenir et de renouveler des contrats bénéficiaires avec ses clients.

L'évaluation de cet actif incorporel est sensiblement identique à celle qui a été faite lors des évaluations pour la fusion Ex.BCM et Ex.Wafabank. Pour cette raison, il est affecté en totalité à l'activité bancaire.

Conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, et de passif et de hors bilan de l'entité étrangère sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historiques d'acquisition des titres et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture –cours historique) est constaté en réserve consolidée « Ecarts de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

L'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constaté sur l'exercice.

Le résultat apparaissant sur le bilan est ramené au niveau de celui du compte résultat par la constatation d'un écart inscrit parmi les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Elimination des opérations réciproques

Opérations réciproques n'affectant pas le résultat consolidé

Les opérations réciproques significatives à l'échelle de l'ensemble du groupe sont éliminées pour l'établissement des comptes consolidés.

Opérations réciproques affectant le résultat consolidé

Les profits de cession internes significatifs à l'échelle de l'ensemble du groupe sont éliminés.

PARTIE IX : BULLETIN DE SOUSCRIPTION

I. BULLETIN DE SOUSCRIPTION

_____, le _____ _____ __

Numéro de bulletin : _____

Employeur : _____ Matricule : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Date de naissance : _____ _____ _____ Nationalité : _____

Pays de résidence : _____

Type d'identifiant: _____ Numéro d'identifiant : _____

Adresse : _____

Tél : _____ E – mail : _____

	Code agence	Clé	Série
Numéro de compte espèces Attijariwafa bank :	__ __ __ __	__	__ __ __ __ __ __ __ __ __
Numéro de compte titres Attijariwafa bank :	__ __ __ __ __ __ __ __ __ __		

Ayant pris connaissance du communiqué du Capital Humain Groupe et de la Note d'information, visé par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, disponibles dans les locaux de mon employeur, je vous prie de bien vouloir **souscrire pour mon compte :**

Collaborateurs à titulariser entre le 01 avril et le 31 octobre 2012 :

☐ Je souhaite souscrire à l'Augmentation du Capital AWB 2012.

Prix de l'action	Nombre d'actions	Montant souscrit	Crédit in fine
290 DH			

Collaborateurs titulaires au 31 mars 2012 :

☐ Je souhaite participer à l'affectation par itération du reliquat éventuel, après distribution des actions relatives à l'Augmentation du Capital AWB 2012, en faveur des collaborateurs à titulariser entre le 01 avril et le 31 octobre 2012.

Les ordres de souscription seront irrévocables après la clôture de la période de souscription, soit le 02 juillet 2012 à 16h.

Important :

1- Les conditions d'attribution des actions se déclinent comme suit :
   - Nombre maximal d'actions : 353 273 actions ;
   - Prix de l'action : 290 dirhams par action ;
   - Nombre maximal d'actions par salarié : 681 actions par salarié ;
   - Période d'indisponibilité des titres : détention de la moitié des actions souscrites pendant une durée minimum de 3 ans et du reliquat pendant une durée minimum de 4 ans et ce, à compter de la date de cotation.
   - Financement : crédit in fine

2- Les actions proposées dans le cadre de cette opération seront attribuées en priorité aux salariés avec une titularisation devant intervenir entre le 01 avril 2012 et le 31 octobre 2012, en fonction de la demande exprimée par chaque souscripteur dans la limite du nombre d'actions disponibles et à hauteur du plafond individuel de 681 actions par souscripteur.

3- Le reliquat entre le nombre de titres alloués à l'opération (353 273 actions) et le nombre de titres demandés par les salariés avec une titularisation devant intervenir entre le 01 avril 2012 et le 31 octobre 2012, le cas échéant, sera attribué exclusivement aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc titulaires au 31 mars 2012.

   Le reliquat sera attribué par itération à raison d'une action par salarié avec priorité aux souscripteurs ayant la plus forte ancienneté.

Le mécanisme d'attribution d'une action par souscripteur, se fera par itération, jusqu'à épuisement du nombre d'actions dédié à cette opération.

4- Les crédits in fine sont accordés au taux d'intérêt conventionnel suivant : 2,50% TTC jusqu'à 600 000 DH, 3,75 % TTC au delà. Ce plafond inclut le crédit in fine accordé dans le cadre de l'Augmentation de Capital AWB du 30 avril au 11 mai 2012.

5- L'ensemble des commissions et frais est pris en charge par la banque et ses filiales au profit de leurs collaborateurs respectifs. Seule la commission due à la Bourse de Casablanca de 0,1% du montant alloué + TVA est à la charge des collaborateurs. La TVA est au taux de 10%.

Matricule : _____ Nom : _____

Prénom : _____ Tél : _____

Je soussigné, donne mandat par les présentes à Attijariwafa bank de souscrire en mon nom et pour mon compte, à titre irrévocable, dans la limite des montants que j'ai indiqués ci-dessus, des actions Attijariwafa bank qui seront émises dans le cadre de l'augmentation de capital réservée aux salariés d'Attijariwafa bank et de ses filiales au Maroc.

Je déclare sur l'honneur que :

- Ma souscription au titre n'excède pas les montants maximaux autorisés ;
- Je suis salarié d'une entité du groupe Attijariwafa bank et en exercice en date du 31 mars 2012 ;
- Je ne délivrerai qu'un seul bulletin de souscription des actions Attijariwafa bank. Les souscriptions multiples sont interdites et frappées de nullité dans leur intégralité et leur globalité ;
- J'accepte les termes de cette augmentation de capital qui sont présentés au niveau de la note d'information.

Je reconnais que :

- J'ai pris connaissance des informations contenues dans la note d'information ainsi que des termes et conditions de ma souscription et je reconnais être tenu par leurs termes ;
- Ce mandat de souscription constituera un mandat irrévocable à la fin de la période de souscription, soit le 02 juillet 2012.

Pour les collaborateurs des sièges, les bulletins de souscription doivent être déposés au niveau des 3 points « Augmentation de Capital » suivants :

- point Moulay Youssef : Salle 124
- point Hassan II : le hall du bâtiment Hassan II
- point Yacoub El Mansour : Salle 4001

Pour les collaborateurs du réseau BDD, les bulletins de souscription doivent être adressés aux Supports & Moyens BDD ou aux GMR, chargés de les transmettre au point « Augmentation de Capital Moulay Youssef 2012 ».

Pour les collaborateurs expatriés, les bulletins de souscription doivent être adressés au RH BDDI, au 4ème étage du siège Moulay Youssef.

Pour les collaborateurs des filiales, les bulletins doivent être envoyés à leurs DRH respectifs.

Le bulletin de souscription doit être accompagné des éléments suivants :

- Formulaires de souscription à l'assurance « Securicompte » (uniquement pour les collaborateurs n'ayant pas bénéficié de l'opération d 'Augmentation du Capital 2012 du 30 avril au 11 mai 2012);
- Copie de la pièce d'identité du souscripteur ;
- Acte de nantissement dûment signé ;
- Convention de compte titre dûment signée ;
- Demande de prêt in fine ;
- Attestation de blocage, le cas échéant en cas de souscription par apport personnel en espèce.

Avertissement

L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence de facteurs internes ou externes au cédant. Une note d'information visée par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social du l'employeur, auprès des services chargés de recueillir les demandes de souscription et la Bourse de Casablanca.

Signature précédée de la mention « lu et approuvé »